

A WASHINGTON
« Sommet » interaméricain
pour la signature
du nouveau traité
sur le canal de Panama
 LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,20 F; Afrique du Sud, 1,50 F; Belgique, 1,50 F; Espagne, 1,50 F; Grande-Bretagne, 2,00 F; Grèce, 1,50 F; Italie, 1,50 F; Japon, 2,00 F; Liban, 1,50 F; Luxembourg, 1,50 F; Pays-Bas, 1,50 F; Portugal, 1,50 F; République Fédérale d'Allemagne, 1,50 F; Suisse, 1,50 F; U.S.A., 1,50 F; Yougoslavie, 1,50 F.

Fait des abonnements dans 25 pays.
 5, RUE DES ITALIENS
 75002 PARIS - CEDEX 10
 C.C.P. 4007-25 Paris
 Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

LA JORDANIE ET LA FRANCE pour un règlement au Proche-Orient

Conformément aux vœux du président Giscard d'Estaing, le communiqué conjoint publié le mardi 6 septembre, à l'issue de la visite du roi Hussein à Paris, est consacré à ce que devrait être la substance d'un règlement israélo-arabe, en passant sous silence les questions de procédure que le chef de l'Etat français considère comme étrangères, voire préjudiciables à la recherche de la paix.

Le texte ne se réfère en aucune manière aux controverses autour de la convocation de la conférence de Genève, des pourparlers à préférence par Israël, par Israël de la volonté de certains Etats arabes d'amener en faveur des Palestiniens la résolution 242. Il énumère, en revanche, les éléments indispensables à un règlement en mettant l'accent sur le droit de tous les Etats de la région « sans exception ».

Le communiqué, qui a été suggéré par M. Giscard d'Estaing, « à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres, reconnues et garanties ».

Les deux parties étant d'accord qu'Israël devrait se retirer sur les frontières de 1967, et que les Palestiniens devraient « disposer d'une patrie », elles ont tout naturellement condamné la colonisation juive en Cisjordanie, « contraire aux résolutions des Nations unies ».

Ce n'est pas le « plan de paix » annoncé mardi soir par M. Begin qui peut faire changer d'avis les gouvernements français et jordaniens. Les propositions du premier ministre israélien seront présentées prochainement par le général Dayan, président Carter, sous la forme d'un « traité global de paix », lequel, paradoxalement, rit dans le détail la nature de futures relations israélo-arabes, y compris l'échange d'ambassadeurs, mais laisse dans le vif la question des frontières, vitale pour les Arabes, ainsi que celle de l'avenir des Palestiniens.

en juger par les déclarations du président Giscard d'Estaing, du roi Hussein, ainsi que par le communiqué conjoint, les deux pays estiment que toute manœuvre dilatoire aggraverait très rapidement une situation jugée « lourde de menaces ». Un nouveau conflit au Proche-Orient risque sinon de prendre les proportions d'une « conflagration mondiale », comme l'a indiqué le souverain jordanien, du moins de porter un nouveau et sérieux coup aux économies européennes, qui auraient à subir les effets d'un nouvel embargo pétrolier.

Les signes de nouvelles tensions ont déjà fait leur apparition au Proche-Orient. L'une d'elles, qui risque de diviser dangereusement le monde arabe, a trait au fossé qui se creuse entre la Syrie et la Jordanie, d'une part, l'Égypte et l'Arabie Saoudite, d'autre. Devant l'impasse, Damas a pris la tête d'une violente campagne contre les Etats-Unis, accusés de soutenir en sous-main la « politique expansionniste » d'Israël. Le dirigeant palestinien, d'obédience syrienne, M. Zohair Mohsen, a lancé, pour sa part, une violente diatribe contre le président Sadate, comparé au « valet de l'impérialisme » que fut l'ancien premier ministre irakien, M. Noury Saïd (assassiné lors de la révolution de 1958), et contre les « Etats pétroliers réactionnaires » (lire : l'Arabie Saoudite) qui ont poussé le chef de l'Etat égyptien à rompre avec l'O.R.S.S.

L'alliance entre Moscou, Damas et l'O.L.P. en se consolidant pourrait servir de fer de lance contre les régimes pro-américains de la région. De telles confrontations, comme l'expérience l'a amplement démontré, se transforment parfois en conflits armés. Ce n'est pas seulement par souci de rhétorique que M. Zohair Mohsen, qui ne s'exprime jamais sans l'accord préalable des dirigeants de Damas, dénonce le « complot arabo-américain » qui consisterait à relancer la guerre civile au Liban afin de « mettre la Syrie à genoux ».

(Lire nos informations page 36.)

MALAISE EN ALLEMAGNE DE L'OUEST

L'opinion s'inquiète de l'impuissance des autorités à prévenir le terrorisme

Selon M. Kurt Rebmann, procureur général fédéral, les membres du commando qui a enlevé lundi 9 septembre M. Schleyer, président du patronat ouest-allemand, appartenant au groupe qui s'était formé autour de l'ancien avocat d'Andreas Baader, Siegfried Haag, actuellement emprisonné à Bochum.

Les auteurs de l'attentat réclameraient la libération de onze membres de la « Fraction armée rouge » incarcérés dans trois Länder et à Berlin-Ouest.

La discrétion que s'impose le gouvernement de Bonn accroît le malaise en R.F.A. Une partie de l'opinion reproche aux pouvoirs publics et à la police, impuissante à prévenir le terrorisme, d'être dépassés par les événements. Au cours d'une conférence de presse à Berlin-Ouest, M. Helmut Kohl, chef de l'opposition chrétienne-démocrate, a exigé que « l'Etat démocratique use de tous ses pouvoirs et de tous les moyens dont il dispose » pour combattre le terrorisme. Il n'y a plus de place, a-t-il ajouté, pour la tolérance à l'égard de ceux qui manifestent de la sympathie pour des « bandes d'assassins enragés ».

De notre envoyé spécial

Bonn. — Le chancelier Helmut Schmidt a réuni tard dans la soirée de mardi 6 septembre, l'« état-major de crise » qu'il a constitué pour faire face à la situation créée par l'enlèvement, lundi après-midi, à Cologne, de M. Hans Martin Schleyer, président du patronat ouest-allemand. Cet état-major comprend les présidents des trois grands partis et de leurs groupes parlementaires, le procureur général et le chef de l'Office criminel fédéral, ainsi que des personnalités de l'industrie, dont le président de la firme Daimler-Benz, dont M. Schleyer est administrateur. Un organisme du même genre a déjà été constitué lors de l'enlèvement à Berlin-Ouest, de M. Peter Lorenz, député chrétien-démocrate, en février 1976.

Aucune indication n'a été donnée sur ce que comptait faire le chancelier lorsque, peu à peu, à heures de mercredi matin, ses conseillers se sont séparés (l'état-major devait d'ailleurs se réunir à nouveau dans la journée). L'impression générale à Bonn est que le gouvernement fédéral, qui a la preuve que M. Schleyer est toujours en vie, n'est pas disposé à céder aux exigences des ravisseurs. Celles-ci, il est vrai, sont mal connues, le plus grand secret entourant les négociations. Il semble que les membres du commando réclament en échange de la libération de leur otage celle de quatre terroristes actuellement emprisonnés dans trois Länder : Bavère, Rhénanie-Palatinat, Bade-Wurtemberg, et à Berlin-Ouest. Parmi ces détenus figurent Andreas Baader, le fondateur de la « Fraction armée rouge », Rüdiger Dutschke, dit « groupe Baader-Meinhof », et le résultat des investigations menées par la police est également tenu secret pour l'instant, mais il est acquis que deux arrestations ont eu lieu mardi après-midi dans les milieux extrémistes. Les enquêteurs recherchent activement une certaine Liese Riese, qui aurait joué un rôle important dans la préparation matérielle de l'attentat en livrant l'appartement où se sont servis les membres du commando. Selon la police, quelque quinze personnes au total ont participé directement ou indirectement à l'opération.

BERNARD BRIGOLEUX.

(Lire la suite page 2.)

M. Barre présente le budget de 1978 fondé sur une croissance de 4,5 %

Ce taux pourra être obtenu grâce à la réduction du déficit commercial et à la stabilisation du franc

M. Raymond Barre a soumis, ce mercredi 7 septembre, au conseil des ministres, le projet de budget de l'Etat pour 1978. Ce document prévoit une augmentation des dépenses un peu plus forte qu'il n'était envisagé au départ : 12,5 % par rapport au budget de 1977, tel qu'il avait été rectifié en juin.

Au cours du conseil, M. Giscard d'Estaing a déclaré : « Le budget de 1978 est un budget sérieux pour aider une économie qui se redresse. Le gouvernement a écarté tout artifice électoraliste et n'a pris en considération que les nécessités nationales. L'opinion appréciera le sérieux et l'honnêteté de ce budget ».

Le budget est fondé sur une croissance économique de 4,5 % en 1978, taux relativement élevé que permettent de retenir, a souligné

M. Barre, la réduction sensible du déficit commercial et la stabilisation du franc. Le premier ministre a jugé que le déficit acceptable pour le budget était économiquement souhaitable, en l'état de la conjoncture française.

On lira ci-dessous les principales dispositions du budget, en majorations d'impôts comme en allègements fiscaux. M. Barre a souligné, dans sa communication, que l'aménagement de l'impôt sur le revenu traduirait un effort de justice fiscale, l'adaptation du barème d'imposition pour tenir compte de la hausse des prix, étant plus favorable aux petits revenus qu'aux gros contribuables. Le financement de l'impasse, a-t-il ajouté, pourra se faire sans recours à la création monétaire. (Lire, p. 32, l'article d'Alain Varnholts.)

Les principales dispositions du projet

MAJORATIONS D'IMPOTS

Prix de l'essence relevé en deux temps : + 2 % le 1^{er} février 1978 (le litre de super passera à 2,42 F) ; + 7 % le 1^{er} juin 1978 (2,58 F).

Vignette automobile : majorée de 20 % pour toutes les cylindrées, sauf pour les 5 à 7 CV (+ 33 %).

Tobac : 700 millions de francs de taxes supplémentaires.

Loto : droit de timbre sur les tickets, qui n'affectera pas les joueurs.

Impôt sur le revenu : la taxe exceptionnelle sur les éléments du train de vie est reconduite pour un an.

Revenus : prélevement exceptionnel sur les comptes d'épargne et d'accumulation du revenu, de prélevement libératoire sur les revenus des valeurs mobilières.

ALLÈGEMENTS FISCAUX

Les tranches du barème de l'impôt sur le revenu sont relevées de 7,5 % pour tenir partiellement compte de la hausse des prix (moins de

ajustement pour les tranches taxées à 55 % et 60 %).

Mesures d'allègements pour les personnes âgées, pour celles qui prennent leur retraite et pour les bas revenus.

Deux avantages accordés aux artisans et aux commerçants : abattement de 20 % du revenu imposable sous certaines conditions ; déduction du salaire fiscal porté de 1 500 F à 5 000 F par an.

Réévaluation comptable des bilans des entreprises.

Avoir fiscal à 50 % accordé aux sociétés d'assurances.

Possibilité pour les petites et moyennes industries de déduire certains dividendes de leur bénéfice.

DÉPENSES DE L'ETAT

Elles augmentent en 1978 de 12,5 %, pour atteindre 398 milliards de francs ; vingt-six mille créations d'emplois. Déficit accepté : 8,9 milliards de francs. La croissance économique prévue est de 4,5 % en 1978 et la hausse des prix de 6,5 %.

LE MONDE diplomatique

du mois de septembre

EST PARU

Au sommaire :

LA CONDITION
 DES TRAVAILLEURS
 IMMIGRÉS

Socialisme à hauteur d'homme

par PIERRE DROUIN

« Aucun homme n'a le cœur de chanter dans un buisson de questions », écrivait René Char. Les débats sur l'actualisation du programme commun, qui s'ouvrent un point critique au « sommet » de la mi-septembre, tournent en rond depuis des mois en soulignant des points d'interrogation peu propices à l'enthousiasme. Les nationalisations ou l'organisation de la défense — thèmes qui ont dominé longtemps la discussion — sont, certes, des sujets de première grandeur.

Touchent-ils le cœur des masses ? On peut en douter. Le chiffrage par le P.C. du programme commun n'en a fait jadis que des avantages sociaux que le P.S. n'y avait point vu, mais l'opinion est généralement restée sceptique, sur les chances de boucler financièrement l'opération.

Nous sommes dans le domaine du discours, de l'idéologie ou de la prospective idéologique, mais beaucoup moins au cœur des choses. Or la question essentielle que se posent les particuliers est celle-ci : qu'est-ce qui va changer dans ma vie de tous les jours si la gauche arrive au pouvoir ?

AU JOUR LE JOUR

GALANTERIE

La justice américaine va débiter en crédit de 500 millions de centimes pour venir en aide aux femmes battues, qui sont environ un million, selon les estimations officielles.

Après avoir combattu les ordinateurs, les ordinateurs, les ordinateurs, et à l'école, le monde dit civilisé a un mal fou à les exclure du foyer, où les enfants sont considérés comme la propriété privée des parents, les femmes comme la propriété privée des maris.

C'est pourquoi, si l'on admet que la vieille notion de galanterie, prise dans son sens large, équivaut à une renonciation au droit de propriété sur autrui, force nous est de constater que c'est une notion qui se perd et qu'il est urgent de reconnaître et d'honorer publiquement cette espèce en voie de disparition que constituent les hommes galants.

BERNARD CHAPUIS.

LA RÉFORME HABY ET LA RENTRÉE SCOLAIRE

- QUINZE MOTS-CLES
- LA PHYSIQUE AU COLLEGE
- UNE CHARTE POUR LA MATERNELLE
- LES ELEVES-DELEGUES

(Lire pages 10 et 11.)

UN LIVRE DE LÉOPOLD SEDAR SENGHOR

Le dialogue des civilisations

Défense et illustration de la culture noire pourrait être le titre du dernier livre de Léopold Sédar Senghor. La négritude, dit-il, c'est l'ensemble des valeurs de civilisation du monde noir. Du monde noir, tout entier : celui de l'Afrique et celui de la diaspora. Trois thèmes majeurs affleurent à travers le livre de Senghor : celui de la définition de la négritude, celui de sa modernité, celui de son universalité.

Le poète définit d'abord les valeurs enseignées en Afrique noire dans le bois sacré.

La création, celle du monde ou celle de la poésie, est un jeu de Dieu. La force et le rythme y sont l'essence de la vie. Dans cet univers, l'être est éternel, et l'homme s'y crée lui-même en poursuivant la création du monde. Toute chose est un nœud de forces. Dans cet univers où l'opposition fondamentale est celle de l'informe et du maîtrisé, le travail, le poème et l'acte sacré ne font qu'un, car ils ordonnent un ensemble de forces : « Le tissage du chant est l'acte de la création et sa voix entre dans la trame, entraînant celle des autres ». Le masque de bois sculpté est un nœud de vie plus dense, un condensateur d'énergie. Et la danse exécutée sous le masque diffuse cette énergie dans

la communauté. La parole poétique « nous fait participer de l'être de Dieu en nous faisant participer à sa création ». La culture, c'est un certain rapport de l'homme avec le monde et avec les autres hommes, et la culture négre, la négritude, c'est un rapport de participation et de communion. Cette « raison éternelle », dit Senghor, s'oppose à la « raison-rail » de Descartes et à la pensée discursive.

Senghor souligne la « modernité » de ce rapport de l'homme et du monde : la « révolution culturelle de 1889 » commence, dit-il, en philosophie avec la mise en question de la raison cartésienne par l'intuition de Bergson, dans les sciences avec l'abandon, par de Broglie et Einstein, de l'opposition de la matière et de l'énergie, de l'onde et du corpuscule, dans les arts, de Rimbaud proclamant : « Je suis nègre », à Apollinaire, premier chantre de la sculpture africaine, avec l'abandon de la conception de l'art comme imitation de la nature, et la naissance de l'esthétique du vingtième siècle si proche du rapport négre entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'invisible.

ROGER GARAUDY.

(Lire la suite page 23.)

Guy Lagorce
La vitesse du vent

« Beau, ramassé, tendu, l'action et l'écriture serrées... lisez ce roman qui n'est pas pour les nouilles ».

LOUIS PAUWELS
 « LE JOURNAL DU DIMANCHE »

ROMAN/JULLIARD

272150

هكذا من الاجل

Océanie

Australie

La démission du ministre de la justice accroît la fragilité du gouvernement

Correspondance

Sydney. — Le gouvernement conservateur vient d'essuyer une sévère défaite après la démission de l'un de ses principaux membres, le ministre de la justice M. Elliott. Paradoxalement, cette démission est en rapport avec l'affaire qui, en 1975, entraîna le départ de plusieurs ministres du gouvernement travailliste et contribua finalement à sa chute.

Le gouvernement de M. Whitlam avait été mis en cause à la suite de révélations indiquant qu'il avait cherché à emprunter des sommes très importantes sur le marché international avec le concours de financiers arabes. Une enquête a été ouverte sur cette affaire. Mais le gouvernement de M. Fraser s'est aperçu qu'en insistant trop sur les fautes de l'ancienne équipe dirigeante il pourrait être accusé par l'opposition de vouloir masquer ses échecs, notamment dans le domaine économique. M. Fraser chargea donc M. Elliott de mettre un terme à l'enquête.

Le ministre — un homme de loi — avance qu'il ne revenait pas à un membre du cabinet mais à la justice de se charger de cette mission. Il ne s'en acquitta pas moins avec diligence et compétence. Mais il ne partageait pas le point de vue du premier ministre et des autres membres du gouvernement qui auraient voulu enterrer l'affaire.

La démission de M. Elliott, à un moment où M. Fraser envisage des élections anticipées, ne présente pas le gouvernement sous le jour le plus favorable. M. Fraser a fait récemment adopter une loi interdisant aux fonctionnaires de se mettre en grève, et il a également dressé contre lui les syndicats en décidant la reprise de l'extraction de l'uranium. Les conservateurs se sentent également handicapés par l'importance du chômage et les incertitudes économiques. Mais des élections anticipées sont peut-être la seule possibilité offerte au gouvernement pour qu'il se maintienne au pouvoir.

AFRIQUE

LES COMBATS DANS L'OGADEN

Les maquisards somalis s'efforcent de prévenir une contre-offensive éthiopienne

La situation militaire demeure confuse ce mercredi matin 7 septembre autour de la ville de Jijiga, dans le nord de l'Ogaden, ville que les maquisards somalis affirment avoir prise. En fait, les milieux diplomatiques de Mogadiscio estiment que les Ethiopiens pourraient encore contrôler Jijiga, d'où ils espèrent lancer une vaste contre-offensive que s'efforcent de prévenir les Somalis. A Addis-Abeba, le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam a dénoncé l'appui donné à la Somalie par les « classes dirigeantes arabes ».

A Moscou, M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a déclaré que M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, et lui-même, « avaient constaté avec un profond regret que l'on s'efforce actuellement de modifier les frontières entre l'Ethiopie et la Somalie ».

« Personne ne sait où cela s'arrêtera, a-t-il ajouté, car il y a des problèmes de frontières presque partout en Afrique. » Les États-Unis, pour leur part, viennent de signer un accord d'aide de 200 000 dollars à l'Ethiopie, pays d'où ils avaient pourtant été chassés en avril dernier. Cet accord indique que tous les points ne sont pas coupés entre Addis-Abeba et Washington.

De notre envoyé spécial

Mogadiscio. — L'agence somalienne de presse, Sonna, a invité le 6 septembre « les Etats socialistes » à faire preuve de « prudence » afin de « ne pas salir les relations actuelles d'amitié, lesquelles ont été soumises à plusieurs dures épreuves ».

Après avoir analysé l'évolution récente du régime d'Addis-Abeba, le commentateur de la Sonna rappelle, citant la Pravda, les Izvestia et l'agence Tass, que « les masses de plusieurs Etats socialistes ont, à plusieurs reprises, chanté les soi-disant vertus de la dictature de Mengistu » (le chef de l'Etat éthiopien). « Compte tenu de la confusion et de la rapidité de l'évolution de la situation en Abyssinie, pour quelles raisons plusieurs Etats socialistes ont-ils abandonné la prudence nécessaire et adhèrent-ils de façon militante à une politique de consolidation de la dictature de Mengistu ? », se demande également le commentateur somalien.

La réponse qu'il donne est mesurée et fait la part des arguments politiques, historiques et stratégiques. En conclusion, la Sonna estime que la « danger » serait de « donner la priorité à toutes sortes de problèmes susceptibles de créer des malentendus et des confrontations entre la Somalie et les Etats socialistes ». Le danger serait également de « sacrifier les principes socialistes de l'autodétermination des peuples en faveur d'intérêts égoïstes, aggravant ainsi les conflits et conduisant à des confrontations entre les mouvements progressistes de la région et les politiques des Etats socialistes concernés ».

C'est la première fois, depuis la visite du président Syad Barre à Moscou, le 28 août, que les relations somalo-soviétiques font l'objet d'un commentaire si ouvert de la part de Mogadiscio. Il intervient trois jours après la réunion du comité central du parti révolutionnaire socialiste de Somalie et semble avoir surtout pour objet de calmer les esprits. L'espoir d'éclaircir le climat entre la Somalie et les « Etats socialistes » (principalement l'Union soviétique) y est clairement exprimé.

L'appui soviétique a manifestement fait défaut à Mogadiscio au moment où la jeune République en avait le plus besoin. Cette « dure épreuve », pour reprendre l'expression de la Sonna, laissera des traces durables. Entre les deux capitales, les relations ne seront sans doute jamais plus les mêmes. Mais les Somaliens semblent préférer les ajustements aux revirements, de façon à ne pas remettre en cause les acquis en Ogaden et à conjurer les risques d'un isolement diplomatique.

La bataille de Jijiga

Sur le terrain, la situation demeure confuse dans le nord de l'Ogaden, autour de la ville de Jijiga, où se joue l'issue de cette phase de la guerre.

Le secrétaire général du Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O.) a bien affirmé, lundi 5 septembre, devant des journalistes, que Jijiga avait été « libérée ». L'agence de presse somalienne n'en a toutefois pas fait état dans le compte rendu de cette conférence de presse diffusé le lendemain. Les Ethiopiens maintiennent, de leur côté, qu'ils tiennent toujours la place et, à Mogadiscio, des sources indépendantes indiquent que Jijiga demeure aux mains des Ethiopiens dans la nuit de dimanche à lundi.

Stuée à plus d'une centaine de kilomètres à l'est de Dire-Daoua, Jijiga constitue un barrage pour les forces de libération somalises venues du sud. En faisant sauter ce verrou, elles remporteraient une victoire importante : non seulement parce que les Ethiopiens en seraient démoralisés, mais parce qu'ils perdraient ainsi leur tremplin pour contre-attaquer en Ogaden.

Pour protéger leur garnison encerclée de Jijiga — et tel est bien encore le cas — les Ethiopiens peuvent lancer des raids aériens à partir des aéroports de Debre-Zeit et même d'Addis-Abeba. Mais ils ont avant tout besoin du pont aérien — notamment par hélicoptères — établi entre Dire-Daoua et Jijiga. C'est pourquoi les forces de libération somalises ont tenté de prendre

la route de la région et les politiques des Etats socialistes concernés ».

Les Ethiopiens sont désormais ravitaillés en armes par un pont aérien — deux vols quotidiens d'Antonov gros-porteurs — entre Aden (Sud-Yemen) et Addis-Abeba. Ils auraient reçu quarante Mig-21, un bon nombre de chars lourds soviétiques du type T-64. Ces livraisons de matériel militaire, confirmées ici par des sources indépendantes, donnent la mesure des combats qui se déroulent actuellement dans le nord du Hararghe.

« Geler » la guerre

Les mêmes sources indiquent que les Ethiopiens devraient, en principe, tout faire pour résister à l'offensive des forces de libération somalises dans ce secteur. Un repli sur Harar signifierait pour Addis-Abeba, la perte probable de l'Ogaden et, pour l'insurrection érythréenne, un très sérieux coup de fouet. Or, pour l'instant, l'expérience des Ethiopiens en Erythrée semble leur permettre, selon la formule d'un expert, d'y « geler » provisoirement la guerre. La même source indique que, dans l'immédiat, les Erythréens n'ont pas les moyens de profiter de la situation ou d'attaquer le front des somalis à l'autre extrémité de la Somalie à l'autre extrémité de l'ancien empire éthiopien.

Le redécoupage d la carte politique de la « corne » de l'Afrique pourrait ainsi se décider dans la région de Jijiga. On n'a guère l'impression ici que les Soviétiques souhaitent une telle évolution. Lundi, en déclarant que, « dans une situation de guerre, vous devez toujours vous attendre à des difficultés », le secrétaire général du F.L.S.O. voulait sans doute indiquer que la situation ne s'était pas encore complètement retournée en faveur de son camp dans ce secteur. Il a cependant ajouté que la « détermination de libérer entièrement l'Ogaden » était sans faille et qu'il n'était pas question de cesser les combats avant que cet objectif soit atteint.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Maroc

UNE DIZAINE DE JEUNES FRANÇAIS SONT EMPRISONNÉS A TANGER POUR DÉTENTION DE DROGUE

Une dizaine de Français, appréhendés au cours de ces derniers jours dans le nord du Maroc pour détention de drogue, sont actuellement emprisonnés à Tanger, où ils attendent le procès en jugement, vient d'annoncer l'Agence France-Presse dans une dépêche de Rabat. Parmi eux se trouvent deux jeunes gens, Gérard Marteau, vingt-cinq ans, et sa fiancée, Nicole Desais, originaire de Marmande, dans le Lot-et-Garonne. Ils étaient partis au Maroc au début du mois d'août et avaient tenté le projet de rejoindre la Mauritanie, puis le Sénégal en empruntant la piste qui longe l'océan Atlantique et traverse le Sahara occidental. Leurs familles, ne recevant plus de nouvelles depuis trois semaines, se sont inquiétées. En réalité, les jeunes gens avaient renoncé à se rendre dans le grand Sud marocain pour gagner la province du Rif où le trafic clandestin du kif et de son extrait, la « chicha », est pratiqué couramment. Ils ont été arrêtés dans la région de Chaouen, alors qu'ils étaient en possession de 63 grammes de « chicha ».

● L'union syndicale C.G.T. de la métallurgie parisienne s'élève de l'arrestation, dans son pays, d'un travailleur marocain travaillant en France, M. Abdelkader Lakhal. Selon la C.G.T., on est sans nouvelles de M. Lakhal depuis son arrestation, le 21 août à l'aéroport de Fes, alors qu'il s'apprêtait à regagner la France avec son épouse et son frère. M. Lakhal, qui travaille dans un centre de rééducation pour handicapés géré par son syndicat, avait déjà été inquiété en 1974, dans les mêmes circonstances au Maroc, et aussi en France dans son entreprise de l'époque, l'usine Simca-Chrysler de Poissy, par laquelle il devait être bientôt licencié. M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., avait affirmé à la rentrée 1976 que quatre-vingt-trois ouvriers marocains avaient été incarcérés pendant l'été.

A TRAVERS LE MONDE

Canada

● M. DONALD MACDONALD, ministre canadien des finances, a présenté, mardi 8 septembre, sa démission pour « raisons personnelles » au premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau. Il a déposé, le 8 septembre, M. MacDonald, quarante-cinq ans, a été le principal maître d'œuvre de la politique anti-inflationniste du cabinet Trudeau, après avoir successivement occupé les postes de ministre de la défense et de l'énergie. Sa démission amènera M. MacDonald à rejoindre inlassablement son cabinet. — (A.F.P.)

Kampala, par un tribunal militaire (le Monde du 7 septembre), seront fusillés publiquement le vendredi 9 septembre, a annoncé la radio ougandaise. Les deux condamnés à mort, accusés d'avoir voulu « renverser par la force le gouvernement du président Amin légalement établi », avaient été arrêtés en février dernier. — (A.F.P.)

Pays-Bas

● LE PROCES DE HUIT JEUNES SUD-MOULOQUOIS, accusés d'avoir participé en juin dernier à la double prise d'otages dans un train et dans une école, s'est ouvert mardi 6 septembre devant le tribunal.

d'Assen, dans le nord de la Hollande. Les accusés sont âgés de dix-huit à vingt-huit ans. Ils risquent une peine de dix ans de prison. — (A.F.P.)

tion de l'avortement, que les socialistes entendent libéraliser. — (A.F.P.)

Rhodésie

● M. ANDREAS VAN AGT, le dirigeant des démocrates-chrétiens néerlandais, abandonne le poste de ministre de la justice dans le gouvernement démissionnaire de M. Joop Den Uyl, chargé des affaires courantes. Il a annoncé qu'il préférerait occuper son siège de député. M. Van Agt était le principal interlocuteur de Den Uyl dans les négociations pour la reconquête d'une coalition socialiste-démocrate chrétienne, et il se montrait particulièrement intransigeant quant à l'interdic-

● TOUS LES OUVRIERS D'UN RANGÉ RHODÉSIE ET LEURS FAMILLES, soit quarante-cinq Africains au total, ont été enlevés dimanche 4 septembre et emmenés au Botswana par des maquisards nationalistes réfugiés dans ce pays, annonce-t-on au quartier général de l'armée rhodésienne. D'autre part, le gouvernement du Botswana a accusé, lundi 5 septembre, l'aviation rhodésienne d'avoir mitraillé et bombardé un village frontalier. — (A.F.P., Reuters.)

Colombie

● UNE GREVE GENERALE aura lieu le mercredi 14 septembre, ont annoncé mardi 6 septembre les dirigeants syndicaux. Parmi les revendications figurent, la levée de l'état de siège, la création d'une prime mobile et une augmentation générale des salaires. La grève a été déclarée illégale par le gouvernement. Elle avait été annoncée, il y a plus d'un mois, par les quatre principales centrales syndicales colombiennes, de tendance conservatrice, modérée, communiste et socialiste, qui, pour la première fois dans l'histoire du pays, ont constitué un front uni.

Mardi 6 septembre, d'autre part, soixante personnes, en majorité des étudiants de l'université d'Antioquia, ont été arrêtés à Medellín, à la suite de désordres au cours desquels un véhicule officiel a été incendié. — (A.F.P.)

Egypte

● QUATRE-VINGT-SIX DETENUS POLITIQUES EGYPTIENS ont commencé le 3 septembre une grève de la faim pour protester contre les ingérences de l'Etat dans les affaires judiciaires, la suite d'une décision de la présidence de la République, cinquante-cinq détenus n'ont pas été libérés malgré un verdict de non-lieu délivré par les tribunaux ; d'autres, contre lesquels aucun chef d'accusation n'a été retenu, n'ont pas non plus été mis en liberté parce qu'ils refusaient de signer des dépositions accablant leurs camarades.

Espagne

● LA POLICE ESPAGNOLE recherche la fille, âgée de quatre ans, du consul de Belgique à Valence, qui disparu lundi 5 septembre. C'est dans la soirée de lundi que le consul, M. Pierre-Jean Cartier, a signalé à la police la disparition de la petite fille. Des recherches ont été immédiatement entreprises. Des versions contradictoires circulent sur cette disparition, certains insistent sur le fait que c'est l'œuvre d'un commando, d'autres parlant d'un détachement isolé. — (A.F.P., Reuters.)

Italie

● APRES LE REFUS DES AUTORITES SOVIETIQUES, d'accorder un visa au professeur communiste italien Vittorio Strada, l'éditeur Giulio Tassinari a décidé de ne pas assister personnellement à la Foire du livre à Moscou.

Ouganda

● LES DOUZE OUGANDAIS condamnés à mort pour « trahison » lundi 5 septembre, à

POUR LA LIBÉRATION DU DOCTEUR HÉCTOR JOSÉ CAMPORA EX-PRÉSIDENT D'ARGENTINE

Le MOUVEMENT PÉRONISTE MONTONERO, dans son effort constant et conséquent pour obtenir la pacification et la libération de notre pays, réclame dans son Programme Minimum la liberté du Dr Héctor José Campora, ex-Président constitutionnel, porté à la magistrature suprême en 1973 grâce à une écrasante majorité de votes populaires.

Le Mouvement Péroniste Montonero a entrepris une campagne destinée à obtenir que le gouvernement militaire argentin octroie un sauf-conduit au

Dr Campora afin qu'il puisse jouir du droit d'asile et quitter le pays. A cet effet, au nom de l'immense majorité des Argentins, il invite les dirigeants politiques, syndicaux et étudiants, les représentants des institutions religieuses et les principales personnalités du monde culturel, tant en Argentine que dans le reste du monde, à signer la déclaration suivante et à marquer ainsi leur solidarité avec les aspirations d'indépendance, de souveraineté, de justice et de paix de notre peuple.

« Le docteur Héctor José Campora, ex-Président constitutionnel du pays, élu en 1973 par une majorité absolue, a trouvé asile au siège de l'Ambassade des Etats-Unis du Mexique à Buenos-Aires depuis le 24 mars 1976, date à laquelle les forces armées ont pris illégalement le pouvoir. Sans aucune raison valable, le gouvernement militaire argentin viole le droit d'asile en refusant d'accorder au Dr Campora un sauf-conduit qui lui permette de quitter le pays. Cette

situation se prolonge depuis seize mois, et le gouvernement militaire argentin en porte l'entière responsabilité. Il appartient à tous les hommes de bonne volonté de souhaiter la paix et la démocratie pour un peuple comme celui de l'Argentine, soumis à une violation répétée des Droits de l'homme et privé de toutes ses garanties et de tous ses droits constitutionnels. Nous nous adressons au gouvernement argentin et à l'opinion

publique pour réclamer le respect du droit d'asile, internationalement reconnu, comme nous réclameons le retour de la paix en Argentine et le rétablissement des institutions démocratiques. Dans cet ordre de choses, la libération du Dr Héctor José Campora constitue un premier pas indispensable. »

MOUVEMENT PERONISTE MONTONERO
CONSEIL SUPERIEUR

S'adresser personnellement ou par correspondance à
5, via Doghana-Vecchia, Rome (Italie).

ceinture noire de la motoculture

maniables puissants robustes

une gamme complète de MOTOCULTEURS

ISEKI

FABRICATION JAPONAISE

YVAN BEAL & C^o

21, Av. de l'Industrie 93114 CLERMONT-DEUXIEME
Tél. : (03) 21.22.57 - Tél. : 360.800

NOM :
ADRESSE :

AN GE,
ALL Z-Y
SMAINS
DANS
POCHES.

ASIE

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Demandez le nouveau guide
gratuit numéro 698
Ecole Préparatoire
d'Administration
Ecole privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique
de l'Etat
4, rue des Fêtes-Champs,
75009 PARIS - CEDEX 02

LES PRIX
DU JOUR.

POMMES DE TERRE
Rég. parisienne, 35 mm vrac
0,45 à 0,60 F le kg
TOMATES RONDES
Ouest ou Midi,
cot. 1, col. 57-67
3,70 à 4,70 F le kg
RAISIN CHASSELAIS
Midi, cot. 1
4,75 à 5,75 F le kg
CAROTTES
cot. 1,
0,90 à 1,10 F le kg
Prix valables en région parisienne
Secrétariat d'Etat à la Consommation
Commission de Paris

Évadés du Cambodge

II. - La collectivisation précipitée

De notre correspondant
en Asie du Sud-Est
R.-P. PARINGAUX

Le Cambodge demeure fermé aux observateurs étrangers, les réfugiés sont toujours la principale source d'information sur les événements dans ce pays. Dans un premier article, notre correspondant en Asie du Sud-Est a raconté l'odyssée de M. Pin Yatay, un ingénieur qui a, pendant deux ans, subi les très dures épreuves imposées par le régime communiste et se trouve maintenant dans un camp de réfugiés au Thaïlande (« Le Monde » du 7 septembre).

Khlong-Yai (Thaïlande). — Khao Thiem Ly, sa femme et ses quatre enfants, âgés de neuf à deux ans, évadés de Phnom-Penh le 17 avril 1975 avec le flot de milliers de citoyens et de réfugiés chassés de la ville, sont descendus, démunis de tout vers le sud. Ils ont marché une semaine jusqu'au village natal du haut fonctionnaire, à Prey-Ban, dans le canton de Chouk, province de Kampong, en bordure du delta du Sud-Vietnam. Khao Thiem Ly était des villages « libérés » par les Khmers rouges depuis le 18 avril 1975. Depuis plusieurs années, le « peuple ancien » y était organisé collectivement sous l'autorité d'un chef de village, M. Ngi (trente ans environ), et de ses deux adjoints, tous trois issus d'un milieu de paysans pauvres et d'ouvriers agricoles, comme la majorité des cadres subalternes. Les cadres supérieurs sont généralement d'anciens instituteurs, professeurs ou techniciens. On retrouve cette direction tripartite à tous les échelons du système de l'« Organisation ».

Lorsque Ly arrive à Prey-Ban, la collectivisation a déjà atteint un stade avancé : la terre, les moyens de production (outils, bœufs, engrais) et les forces de chacun sont mis en commun. Des groupes de familles, en nombre variable, forment l'unité de base du système. Chacun, à cette époque, dispose de sa maison, où il prend ses repas en famille et en bordure de laquelle il peut faire pousser quelques légumes et élever volailles et coqs.

Mieux nourri
Ly est hébergé par sa famille. Sa mère est venue. Elle a moins de soixante ans et travaille encore aux champs. Son frère est le tailleur mis au service de la collectivité. Le village construit pour Ly et sa famille une maison en bois d'une pièce, « solide et étanche ». Il a déclaré en arrivant qu'il avait été « un employé de l'export » ; apparemment, ceux qui connaissent ses anciennes fonctions de directeur se tairont. Le fait qu'il existe entre les villages un cloisonnement rigoureux et qu'il soit interdit de se déplacer de l'un à l'autre favorisera le maintien du secret. Le plan villageois de Prey-Ban compte 440 hommes-adultes appartenant en majorité au « peuple ancien ». De 5 à 10 % des nouveaux venus sont des fonctionnaires de l'ancien régime qui distillent leur passé. Chacun est intégré sans difficultés majeures aux divers groupes de production spécialisés. Les cadres travaillent à se nourrir comme les autres, « pour donner l'exemple ». La journée commence à 5 heures du matin et se termine à 21 heures. Elle est entrecoupée de deux pauses de 10 h. 30 à 12 h. 30 et de 17 heures à 19 heures, pendant lesquelles les repas sont pris en famille. Pour chaque adulte, on distribue un « kapong » (1) de riz par jour et quelques légumes. Pour les enfants au-dessous de douze ans, la moitié de cette ration.

Ly précise que cela est « insuffisant ». On estime, en effet, que la ration moyenne en Asie doit être de 500 grammes par jour. Cependant, Ly est beaucoup mieux nourri que Pin Yatay, qui, à la même époque, crève sur les chantiers de Fursat (« Le Monde »

du 6 septembre 1977). Vers la fin de 1976, les repas collectifs sont institués à Prey-Ban. Six cantines et six « salles à manger » sont installées dans le village et aux champs ; les cuisiniers sont du « peuple ancien ». Pour renforcer cette innovation et réduire les derniers « privilèges », il est désormais interdit d'élever des volailles et de cultiver des légumes pour son propre compte. Tout est remis à la collectivité. Mais, dit Ly, à cette époque, les repas étaient déjà « camouflés », du fait d'une excellente récolte de riz en 1976 : elle avait doublé par rapport à l'année précédente. On voit même apparaître dans les brouets qualifiés de « soupes » des morceaux de porc et de canard. Cependant, l'essentiel de la ration est constitué par le riz. Le « Plan », organisme central de distribution de l'« Angkar », il fournit notamment, une fois par an, une blouse et un pantalon neufs pour chaque travailleur.

Les enfants de Ly, lorsqu'ils ne sont pas à l'école, ce qui semble être souvent le cas, sont confiés à la garde des personnes âgées, qui les surveillent en faisant des travaux légers. Ils aident parfois à épancher l'engrais dans les champs. « En deux ans, mes enfants ont dû aller à l'école du village environ deux fois en tout et pour tout », dit Ly. Le régime, conçu et dirigé par des enseignants, forme pour la plupart en France, se borne, semble-t-il, dans cette première phase de la révolution, à inculquer aux enfants le minimum indispensable en matière de lecture et d'écriture.

Trois avertissements

Dans le village et aux champs, la surveillance armée est quasiment inexistante. Cela ne semble pas nécessaire, et chacun se sent contrôlé par les autres. « En cas de problèmes, nous expliquons notre situation », dit le chef du village, « nous faisons appel à un commandant de douze miliciens khmers rouges qui assurent l'ordre pour les dix villages du secteur ».

Mais, ici comme ailleurs, ceux qui ne se soumettent pas à la discipline rigoureuse du système reçoivent, selon la gravité de leurs « fautes », un avertissement ou une « condamnation » à l'« Angkar ». Les avertissements sont accompagnés d'une leçon de morale politique et d'une séance d'autocritique. « Il y a eu moins de trois avertissements », dit Ly. « En deux ans, une vingtaine de personnes ont été emmenées. Trois cadres, qui étaient rebelles, ont été abattus par le chef du village. En tout, lorsque je suis parti, environ quarante hommes adultes avaient disparu du village pour une raison ou une autre ».

Ly fait aussi état de maladies et de fièvres, mais rien n'est comparable à ce qu'a écrit Pin Yatay. Rien de plus ou de moins sur ce plan que sous les régimes précédents, qui s'étaient peu souciés de l'amélioration des conditions sanitaires dans la majorité des villages. Ly est allé une fois à l'hôpital du srok (arrondissement), installé à Krang-Sobol dans une pagode, pour y transporter un malade. Les médicaments, la aussi de fabrication locale, l'ont guéri, et il a repris sa place au village.

Deux fois par semaine à Prey-Ban, et une fois par mois au srok, Ly a participé aux réunions sur « l'amour du travail et l'abandon des penchants individuels ». Depuis la fin de 1976, on y parle de plus en plus fréquemment du parti communiste khmer, dont les structures paraissent se confondre très exactement avec celles de l'« Angkar ». Au cours des réunions politiques, les Khmers Unis sont l'objet de critiques rituelles, mais aucun autre pays n'est mentionné ; pas plus la Chine populaire amie, qui n'est que des conseillers et des techniciens, que les « frères révolutionnaires » du Vietnam et du Laos, alliés d'hier.

Parmi d'autres remarques faites par Khao Thiem Ly sur la vie dans son village, celle-ci : « En deux ans, j'ai connu deux cas de mariage entre jeunes du « peuple nouveau » et quatre entre ceux du « peuple ancien ». Il y a eu trois naissances en deux ans au village. La mère a un mois de congé après la naissance. Ensuite, pour la journée, le bébé est confié aux « deux » ; il nous dit aussi : « Les gens du peuple ancien supportent mieux ce régime. Ils sont mieux traités, moins suspectés, moins méprisés et ils peuvent posséder quelques objets personnels. Il y a moins de disparitions et de fuites chez eux (...) Ce sont des paysans, habitués depuis toujours à travailler dur et à se contenter de peu (...) Les principales raisons de leur mécontentement sont la disparition de la religion et le nouveau système d'éducation des enfants. Certains gardent du respect pour Shivanouk. Les Khmers rouges le détestent et celui qui oserait afficher ses sentiments serait emmené ailleurs. Ils savent que l'attachement au prince ne prendra fin qu'après l'extinction des générations qui l'ont connu ».

Khao Thiem Ly a appris, en février dernier, par un paysan proche du chef du village, qu'il avait été « repéré ». Avez deux autres villageois « nouveaux », il a volé quelques kilos de riz, des crabs, du manioc et du gal. Il s'est enfui le soir du 14 février, sans avoir soufflé mot de ses intentions ni à sa femme ni à ses enfants. Son voyage jusqu'à la frontière thaïlandaise a été relativement aisé.

Ces deux récits, rappelés-là, émanent des deux anciens hauts fonctionnaires du régime précédent et du journaliste qui enquête leurs propos, quelle que soit sa connaissance antérieure du pays, n'a pas la moindre possibilité de procéder à des vérifications. Au-delà du récit de leurs épreuves, ces témoignages indiquent une évolution rapide dans la voie de la collectivisation avec un minimum de coopération et d'entraide. Sur les champs de bataille de la production, selon la terminologie officielle, l'armée révolutionnaire paraît fournir l'essentiel de l'« encadrement ».

Tout porte à croire que les dirigeants ont jugé immédiatement applicable à l'ensemble du pays une expérience collectiviste qui avait, de 1970 à 1975, été limitée aux zones « zones libérées ». Après la victoire, le système a été imposé à un pays essaimé qui sortait de la guerre ; il y avait eu des victimes, des blessés et des réfugiés. Cette hâte d'atteindre à un stade avancé du système contraste avec les expériences faites en ce domaine par la Chine populaire et le Vietnam du Nord, pour ne pas parler des Laotiens qui semblent « se débiter dans cette voie avec une certaine lenteur. Pékin et Hanoï ont conduit leurs expériences collectivistes prudemment et sur plusieurs années, par étapes et en insistant d'abord sur la préparation de l'infrastructure et sur l'encadrement, ce qui n'a pas empêché les revers. Les Khmers ont, au contraire, mis la charrette avant les bœufs — ou avant les cadres ».

« En dépit du bon sens »

Certes, les travaux entrepris sont proprement « gigantesques », en regard à la taille du pays et à ses moyens matériels très limités. Mais, pour Pin Yatay, ingénieur des travaux publics, qui y a participé de ses mains, ils sont « hors de propos en dépit du bon sens ». C'est, affirme-t-il, « un travail sans technique. Tous les canaux sont creusés d'une façon traditionnelle, suivant les consignes impro-

visées par chaque responsable. Ils sont souvent détruits après les grosses pluies, réparés, détruits à nouveau. La main-d'œuvre ne manque pas. On procède de la même façon pour les digues et pour les barrages. L'inclinaison des ouvrages est très variable selon les responsables, de même que la profondeur des canaux, le remblaiement, etc. » Pin Yatay ajoute : « Pour les constructions et pour le traitement des maladies, on procède de la même manière empirique ».

MM. Pin Yatay et Khao Thiem Ly n'ont, certes, aucune raison de vanter le régime auquel ils ont échappé. Ils reconnaissent pourtant qu'il s'organise et que la production de riz, l'objectif premier de la « bataille », a augmenté dans les zones où ils se sont trouvés. Il est cependant impossible d'extrapoler, ici comme dans d'autres domaines. Selon les services de renseignements des États-Unis, les photos prises par satellites indiqueraient, au contraire, que la récolte de la fin 1976 a été mauvaise.

Les deux témoins cités n'ont pas assisté à des « massacres », mais assurent que « chacun » dans le pays était au courant de telles

pratiques surtout dans les premiers temps. D'autres réfugiés, qui affirment avoir vu des « massacres » d'anciens militaires, ont déjà témoigné d'abondance sur ce point. Ly, pour sa part, assure avoir vu en 1976 « une dizaine de squelettes » près de son village, en se rendant à une corvée de bois. Les témoins confirment en tout cas que, aujourd'hui encore, certains Cambodgiens restent recherchés pour leur appartenance à une catégorie « souillée » et que, une fois repérés, ils « disparaissent ». Il semble bien que, toutefois, la grande majorité des vies humaines sacrifiées l'aient été sur l'autel de la collectivisation effrénée et de la « bataille » pour l'autosuffisance.

Depuis deux ans et quatre mois, la plupart des morts sont dus au travail forcé sans répit, aux privations diverses, à l'absence d'hygiène et de soins, à l'épuisement physique et moral d'hommes jetés dans un monde rural que rien n'avait préparé à les accueillir. En l'absence de tout chiffre, les spéculations restent hasardeuses. On peut toutefois s'interroger sur les graves conséquences démographiques que ne peut manquer d'entraîner un régime imposé à quelque six millions de personnes, au lendemain même d'une guerre qui en avait déjà exterminé près d'un million.

P. I. N.

OFFRE EXCEPTIONNELLE POUR LA RENTREE OPERATION POSE SANS SUPPLEMENT DE PRIX

POUR QUELQUES
JOURS
SEULEMENT

AU SOL POUR TOUTES LES COMMANDES DE MOQUETTES SUPERIEURES
A 1000 F PASSES DU 7 AU 20 SEPTEMBRE

MONDIAL MOQUETTE

PARIS 13 : 40, quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz Tél : 564.72.38	PARIS 14 : 90, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans Tél : 539.38.82	PARIS 18 : 114, rue Dumouriez Tél : 608.05.73
PARIS 19 : 144, bd de la Villette M. Colonel Fabien Tél : 203.00.79	BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur 5 m Porte des Lilas Tél : 858.16.45	BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni Tél : 605.45.12
COIGNIERES : (N 10), près Trappes Route du Pont d'Anthenay Tél : 461.70.12	FOSSES-SURVILLIERS : Zone Industrielle de FOSSES près gare S.N.C.F. - Tél : 471.03.44	MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean Jaurès - R.N. 5 Tél : 375.44.70

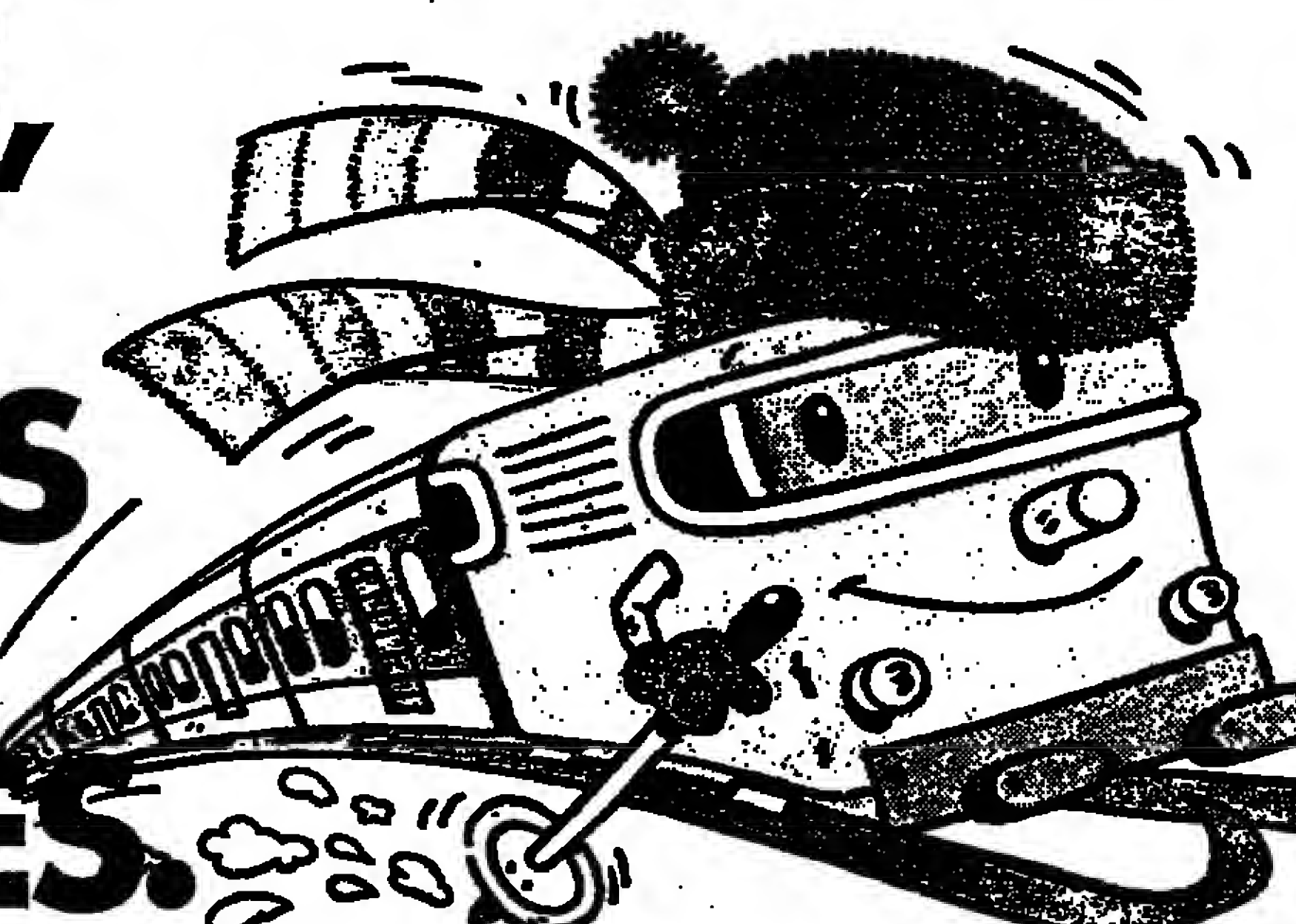
SAINT-DENIS : 73, rue de la
République - Tél : 820.92.93

SARCELLES :
29, av. Division Leclerc
R.N. 16 - Tél : 990.00.77

**APPORTEZ VOS
DIMENSIONS**

**et
toujours
LES PRIX
LE CHOIX
LE STOCK**

LA NEIGE, ALLEZ-Y LES MAINS DANS LES POCHES.



Pour ne pas vous encombrer dans le compartiment, confiez-nous vos bagages et vos skis.

Dans certains cas, ils peuvent même être pris à domicile et livrés à la station.

Renseignez-vous dans les gares et les agences de voyages.

SNCF
REDECOUVREZ LE TRAIN.

مكتبة الامم المتحدة

صكرا من الاصل

VIVRE A PARIS ET EN BANLIEUE

40 Programmes Immobiliers sélectionnés

vous seront gratuitement adressés sur envoi de ce coupon ou de votre carte de visite à :

L'IMMOBILIER

12, rue des Lions St Paul — 75004 PARIS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SCIENTIFIQUE

PRESUP

CLASSE PRÉPARATOIRE

(Avant « MÉDECINE » « VÉTÉ » « AGRO »)

ADAPTATION aux méthodes de l'Enseign. Supérieur
MISE A NIVEAU ou RECYCLAGE pour tous bacheliers

NADAUD

ENSEIGNEMENT PRIVÉ
19, rue Jussieu, PARIS (5^e)
707-13-38 ou 76-05

AMÉRIQUES

Etats-Unis

AVANT LA CÉRÉMONIE DE SIGNATURE

M. Carter multiplie les démarches afin de faire ratifier par le Sénat le traité sur le canal de Panama

De notre correspondant

Le président Carter et le général Omar Torrijos, chef du gouvernement panaméen, signent, ce mercredi 7 septembre, à Washington, le nouveau traité sur le canal de Panama. Ils vont en fait signer deux textes. Le premier, appelé « traité sur le canal de Panama », stipule que les États-Unis garderont le contrôle des opérations du canal et de sa défense jusqu'au 31 décembre 1999. Le second, intitulé « traité concernant la neutralité permanente et l'exploitation du canal de Panama », définit le statut de la voie d'eau à partir du 1^{er} janvier de l'an 2000.

Washington. — Seize présidents ou chefs d'Etat, quatre premiers ministres, quatre ministres ou vice-

présidents... Washington n'avait pas vu un tel rassemblement de dirigeants depuis les funérailles de John Kennedy en 1963.

La signature du traité sur le canal de Panama, malgré son importance, justifiait-elle un tel déploiement ? La nuit courut que les négociateurs du traité et un bon nombre de hauts fonctionnaires du département d'Etat étaient partis d'une cérémonie plus modeste, pour ne pas donner l'impression que le gouvernement forçait la main des adversaires du traité ou pour ne pas exposer le président Carter à une cruelle humiliation dans l'hypothèse tout à fait plausible où son œuvre serait désavouée par le Sénat. Quant aux opposants irréductibles,

ils ont vu dans ce faste un nouvel argument en leur faveur : « La présence de tous ces chefs d'Etat, a affirmé notamment M. James Allen, sénateur de l'Alabama, montre bien que les États-Unis ne profitent pas de ces traités et soutiendra, au contraire, qui en est bénéficiaire. »

De fait, tous les pays de l'Organisation des États américains, plus le Canada et Grenade, ont envoyé des délégations à la cérémonie de signature, à la fois pour témoigner leur solidarité à Panama dans cette affaire et pour encourager Wash-

ington dans une attitude dont M. Carter a dit, mardi, qu'elle doit ouvrir une ère d'égalité dans les relations interaméricaines. Cependant, tous les chefs d'Etat de la région n'ont pas jugé utile de venir jusqu'à Washington. Les grands absents sont M. Gelsel, président du Brésil, retenu officiellement chez lui par la fête nationale, et M. Portillo, président du Mexique, qui s'est fait représenter par son ministre des affaires étrangères ; il a allégué les problèmes économiques de son pays, mais peut-être aussi n'était-il guère soucieux de poser pour les photographes aux côtés du général Pinochet et d'autres dictateurs.

Pas de poignée de main pour le général Pinochet

Car ces derniers sont venus avec empressement au rendez-vous. Le général Pinochet fait sa première visite aux États-Unis depuis le putsch qui l'a porté au pouvoir en 1973 ; le général Videla est le premier président argentin qui séjourne à Washington depuis M. Frondizi, en 1961. Ces visites sont traitées avec une négligence calculée par la Maison Blanche. Avec son hôte chilien, M. Carter s'est même arrangé pour éviter la poignée de main traditionnelle et c'est sans doute à son intention qu'il a fait savoir que les droits de l'homme avaient figuré en tête des sujets discutés avec ses hôtes, avant la prolifération nucléaire, la réduction des budgets militaires et le développement économique.

Cela dit, on rappelle à la Maison Blanche que le président, en tant qu'hôte, ne peut se permettre d'être ouvertement désagréable avec ses invités, et qu'il se comporterait de même avec M. Brejnev si celui-ci faisait une visite à Washington. Il n'a pas résisté à une lettre que Mme Letellier, veuve du diplomate chilien assassiné à Washington il y a un an, ainsi que d'autres personnalités, lui ont adressée, lui demandant de « faire connaître publiquement ses vœux sur les droits de l'homme au Chili, en Argentine, en Uruguay et dans d'autres pays d'Amérique où l'arbitraire et la répression font partie de la vie quotidienne ».

Le grand absent à la cérémonie de mercredi est, en fait, Cuba, dont l'ombre hante les esprits, surtout parmi les adversaires du traité. Que se passera-t-il si une influence « castro-communiste » s'introduit à Panama lorsque ce pays assumera la « responsabilité totale de la direction » du fonctionnement et de l'entretien du canal ? Comme le prévoit le traité ? Certes, cette situation n'interviendra qu'en 1999, et bien des choses auront changé entre-temps dans les deux hémisphères. Mais les adversaires des traités ont vu dans la souveraineté officielle sur le canal et son anclage « zone » est restitue à Panama dès l'entrée en vigueur des

accords, c'est-à-dire l'an prochain et tout se passe bien. Et c'est à la fin de 1989 qu'un Panaméen présidera la commission du canal de Panama à créer.

En échange, le passage du second traité — sur la neutralité du canal — relatif au rôle des États-Unis est assez nettement en retrait sur ce que ses défenseurs en avaient dit au début. Il n'est pas question d'un droit unilatéral d'intervention, comme il avait été rapporté, mais d'une formule beaucoup plus élastique par laquelle les deux pays se disent « d'accord pour maintenir le régime de neutralité ». C'est sans doute ce passage qui sera au cœur de la bataille qui se fera au Sénat.

Selon la Constitution, la Chambre haute doit ratifier les traités à la majorité des deux tiers, c'est-à-dire qu'il faudra soixante-sept sénateurs favorables si les cent membres du Sénat sont présents. La bataille n'est pas gagnée. C'est le moins qu'on puisse dire, même si les sondages d'opinion dans le pays, tout en faisant apparaître une majorité contre les traités, montrent plus récemment une tendance à la réduction de la marge, entre les « oui » et les « non ».

M. Carter et son équipe ont lancé une campagne de grande envergure : le président a écrit personnellement à chaque sénateur, des « briefings » spéciaux ont été organisés à la Maison Blanche, par groupes de cinquante à soixante-dix personnes, pour « vendre » les traités dans divers milieux, chez les hommes d'affaires et les Sudistes en particulier. En même temps, tout a été fait pour montrer la continuité entre les derniers gouvernements sur ce problème. MM. Ford et Kissinger ont déjà donné leur approbation : ils seront présents à la cérémonie de signature, et l'ancien président s'est hébergé à la Maison Blanche mercredi soir, pour la première fois depuis son départ, en janvier dernier. Mme Johnson, veuve du président qui ouvrit les premières négociations avec Panama après les émeutes de 1964, a été conviée elle aussi. Seul M. Nixon, dans sa retraite de Californie, n'a pas été sollicité.

Séparer les « fanatiques » des « raisonnables »

Comme l'indiquent les stratégies de la Maison Blanche, groupées autour de M. Brzezinski, la tactique officielle consiste à présenter le débat non pas comme une répétition du vieux affrontement entre « libéraux » et « conservateurs », mais de faire passer la ligne de clivage entre les « fanatiques » et les personnes « raisonnables ». De là l'effort déployé pour rallier au traité les dirigeants républicains et, d'une manière générale, les « conservateurs sérieux ». Les résultats obtenus ne sont pas négatifs : tour à tour, M. Meany, président de la centrale syndicale A.F.L.-C.I.O., bien connu pour son anti-communisme, le sénateur Goldwater, rival malheureux de M. Johnson à l'élection présidentielle de 1964, M. William Buckley, chroniqueur conservateur bien connu, se sont prononcés pour la ratification.

Le ralliement des militaires, puissamment encouragé par le général Brown, président du Comité des chefs d'état-major (qui a personnellement demandé à soixante-quinze officiers généraux en retraite de se prononcer en ce sens) n'est pas que de commande. Un argument décisif de l'administration est que, sur les treize mille personnes qui travaillent au canal, 75 % sont des Panaméens et qu'il suffit d'un seul homme armé d'une grenade pour fermer la voie d'eau. Après le Vietnam, le risque de guérilla est pris très au sérieux ici et M. Rusk, ancien secrétaire d'Etat de John Kennedy, a déclaré que, si la ratification est refusée, le Sénat devrait en même temps autoriser le président à faire face à une guerre pour la défense du canal.

Cela dit, c'est tout de même parmi les conservateurs que se recrutent les principaux opposants aux traités, à commencer par M. Reagan, rival de M. Ford pour la candidature républicaine, l'an dernier, et qui avait déjà été en grande partie, se campagne de 1976 sur le maintien dans les mains américaines de cet ouvrage que « nous avons construit et payé ». Les États du Sud restent puissants dans cette coalition, comme le montre l'étrange démarche de quatre ministres de la justice en provenance de cette région, qui n'ont pas hésité à saisir la Cour suprême pour lui demander d'annuler la cérémonie de mercredi. La démarche a été écartée pour vice de forme, mais il ne manquera pas d'autres bâtons à mettre dans les roues de la ratification. Dans le meilleur des cas, celle-ci n'interviendra pas avant le début de l'année prochaine.

Déjà certains observateurs brandissent le triste précédent du traité de Versailles, signé, avec enthousiasme, par Wilson et rejeté par quarante-neuf sénateurs contre trente-cinq, ce qui condamna à l'impuissance la Société des Nations et ouvrit la voie à la seconde guerre mondiale. En deux cents ans d'histoire américaine, le cas s'est produit dix-neuf fois pour des traités. Il est vrai, moins importants. Quelques-uns d'entre eux recommandaient l'annexion de territoires, notamment celle du Texas (en 1844, et celle-ci eut lieu un an plus tard) et de la République Dominicaine (en 1870). Aujourd'hui, M. Carter semble avoir tout autant de mal à se débarrasser de ses possessions.

MICHEL TATU.

Printemps

Hausmann/Nation/Parly2/Vélizy2/Italie-Galaxie/Créteil

Le Printemps ouvre sa grande exposition de fourrures.

Des fourrures de tous les pays et de toutes les espèces : agneau, chevreau, dog de Chine, chacal, marmotte, renard, castor, ragondin, loup, opossum et bien sûr vison.

Des fourrures pour tous les styles. Des fourrures qui portent de grands noms : CLAUDE ALEXANDRE, NINA RICCI, LOUIS FERAUD, MAGGY ROUFF, CASTELHINO, SAUZAIE B., MISS CHOMBERT.

Votre fourrure est au Printemps.

*Pour protéger les espèces en voie de disparition nous avons volontairement exclu les fourrures touchées.

Crédit gratuit sur 9 mois

à partir de 1.000 F d'achats après acceptation du dossier.

GRANDE EXPOSITION DE FOURRURES.

Le premier ministre clarifié ses

Une nouvelle

LES PRÉPARATIFS ÉLECTORAUX DE LA MAJORITÉ

Le premier ministre élargit ses consultations

M. Raymond Barre poursuit et élargit ses consultations politiques. A la liste des chefs de partis de la majorité dont les rendez-vous à l'hôtel Matignon ont été fixés — il reçoit ce mercredi après-midi M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, — le premier

ministre a ajouté « in extremis » le Mouvement de la démocratie chrétienne française récemment créé et que préside M. Alfred Coste-Floret. Celui-ci sera reçu jeudi 8 septembre. Il a également décidé d'accorder audience à diverses personnalités comme MM. Jacques Chaban-

Delmas, ancien premier ministre, Aymar Achille-Fould, secrétaire général du Mouvement de la gauche réformatrice, et Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, bien que celui-ci affirme ne pas appartenir à la majorité.

En ne limitant pas ses audiences aux représentants des quatre formations (R.P.R., P.R., C.D.S. et C.N.I.P.) qui ont négocié et paraphé le « manifeste » de la majorité, le premier ministre veut tenter d'échapper à ce cadre qui lui paraît étroit et dans lequel tout rôle de coordination et d'impulsion lui a été dénié. On précisait d'ailleurs dans son entourage, mardi soir, que M. Barre souhaitait obtenir une union aussi large que possible de tous ceux qui n'acceptent pas le programme commun de la gauche. Après les réunions des quatre grandes formations de la majorité, le premier ministre bat ainsi le rappel des groupuscules et des personnalités isolées, mais il assure toujours qu'il s'adressera « le moment venu » à l'ensemble des Français, au-delà des partis.

Le président du R.P.R. a pris de vitesse M. Soisson

Or, ce moment semble bien être venu pour M. Chirac. Inaugurant mardi 6 septembre après-midi la série des entretiens accordés par le premier ministre, le président du R.P.R. n'a pas caché à sa sortie de l'hôtel Matignon, après une heure de tête à tête, que désormais l'essentiel « restait à faire. Rien que par cette proclamation il n'attribue au « manifeste » de la majorité une valeur accessoire. M. Chirac s'est un peu comporté comme la porte-parole de la majorité venant exposer au premier ministre le résultat des travaux entrepris le 19 juillet. Il s'est même cru autorisé à adresser des félicitations aux négociateurs des quatre partis. Le président du R.P.R. a ainsi pris de vitesse M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, qui avait, un peu imprudemment, annoncé qu'il serait le premier à présenter le « manifeste » de la majorité au premier ministre lorsqu'il dînera avec lui le 8 septembre (le Monde du 3 septembre).

En cours de son entretien avec

son prédécesseur, M. Barre a estimé que ce « manifeste » devait, quelle que soit sa valeur, rester l'affaire des partis. Il a également admis que les investitures des candidats de la majorité et la définition des règles de bonne conduite contenues dans le « pacte électoral » appartenaient aux seules formations politiques, même s'il se réserve de jouer, le cas échéant, un rôle de médiation et de synthèse. M. Raymond Barre semble ainsi avoir renoncé à remplir au pied et à la lettre la mission que M. Giscard d'Estaing lui avait assignée dans son discours de Carpentras, le 8 juillet dernier, « de déterminer avec les chefs des formations de la majorité les conditions de présentation des candidats et les objectifs d'action qui seront présentés au pays ».

Le premier ministre ne veut pas courir le risque d'entrer en conflit ouvert avec une fraction de la majorité. Aussi n'envisage-t-il que de proposer des objectifs d'action qu'il présentera, plus tard au pays. Il s'en est notamment entretenu, après avoir reçu M. Chirac, avec les délégués du Centre des démocrates sociaux.

M. BARRE NE SE RENDRA PAS AUX JOURNÉES PARLEMENTAIRES DU R.P.R.

M. Raymond Barre ne se rendra pas aux Journées d'études du groupe parlementaire R.P.R. qui auront lieu à l'hôtel du 27 septembre 29 septembre. Invité par M. Claude Labbé, président du groupe, le premier ministre lui a fait savoir que la réunion économique franco-soviétique, à laquelle il doit participer à Moscou au même moment l'empêchera de se rendre à ces Journées. Toutefois, après le début de la session parlementaire, une journée d'études du groupe R.P.R. se tiendra à Paris à laquelle le premier ministre participera.

conduits par M. Jean Lecanuet, qui étaient mardi ses hôtes à dîner. Ces derniers l'ont pressé d'intervenir plus rapidement dans le débat politique, afin d'entamer le monopole qu'y acquiert M. Chirac.

Le maire de Paris, évoquant, lui aussi, ses conversations avec M. Barre, a précisé que la nouvelle politique économique proposée par le R.P.R. devrait être mise en œuvre après les élections de mars 1978, mais il a rappelé que s'il approuvait « à une virgule près » la politique économique du premier ministre, il souhaitait

M. Jacques Chirac : l'essentiel reste à faire

M. Jacques Chirac a déclaré, mardi 6 septembre à sa sortie de l'hôtel Matignon, après avoir évoqué les travaux des quatre partis de la majorité :

« Voilà donc le chemin déblayé, il nous reste à faire maintenant l'essentiel, convaincre les Français que nous sommes les plus capables de défendre efficacement les intérêts de notre pays en assurant la liberté et la prospérité de tous et les mettre en garde contre les maux qui nous menacent et qui risquent fort d'être l'œuvre de ceux qui ne sont pas avec nous ».

« Je vais, pour ma part, employer tout mon temps et toutes mes forces à cette tâche, en me rendant successivement dans chaque département ».

Le maire de Paris a expliqué qu'il était venu rendre compte au premier ministre des travaux de la majorité, qu'il s'agisse de la signature du pacte de majorité « qui régit, à-t-il dit, les mécanismes de la coopération électoral », de la signature du manifeste ou de l'état des travaux sur l'examen des candidatures par circonscription. M. Chirac a précisé que cet examen était en bonne voie et qu'il serait vraisemblablement achevé pour le début du mois d'octobre.

Le maire de Paris a également annoncé qu'il était convenu avec le premier ministre « de rencontres régulières ».

M. Chirac a enfin tenu à rendre hommage aux membres des groupes qui ont participé aux travaux de la majorité et à les féliciter pour leur « diligence, leur esprit d'initiative et de coopération ».

Le bureau politique du Centre des indépendants a précisé dans une déclaration publiée mercredi 7 septembre qu'il approuve sans réserve la décision du premier ministre de se tenir au-dessus de tous les partis, de ne pas appartenir comme le chef de file d'une fraction et d'entendre la concertation majoritaire à tous ceux qui refusent l'union de la gauche ».

La Fédération nationale des élus républicains municipaux, cantonaux et régionaux se réunira en congrès le dimanche 30 septembre au dimanche 2 octobre à Arles (Bouches-du-Rhône). Les participants « confronteront leurs avis sur la situation des collectivités locales et élaboreront des principes pour une réforme démocratique et décentralisée de l'administration locale ».

AVANT LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

VAR : un dissident socialiste ?

De notre correspondant régional

Marseille. — Une dissidence dans les rangs socialistes compliquera-t-elle les prochaines élections sénatoriales dans le Var ? Devenu sénateur le 8 décembre 1972, à la mort d'Edmond Le Bellegou, dont il était le suppléant, M. Auguste Amic, conseiller général du canton de Saint-Cyprien, ancien maire de Saint-Cyprien, s'est estimé injustement écarté de la liste des candidats du parti socialiste. Il pourrait, le 25 septembre — s'il trouve suffisamment d'encouragements et d'appuis — solliciter, à titre personnel, le renouvellement de son mandat. Avant lui, un autre dissident socialiste, M. Escudier, avait réussi en 1958 à se faire élire au palais du Luxembourg, qu'il abandonna l'année suivante pour l'Assemblée nationale.

Depuis trente ans, les grands électeurs varois ont constamment accordé leur confiance aux socialistes. Une telle pérennité — qui ne semble pas devoir être remise en cause — explique que la constitution de la liste socialiste n'a pas été sans entraîner quelques difficultés. Les quatre-vingt-dix-huit sections du P.S. ont dû, en définitive, faire un choix entre huit candidats à l'investiture pour trois sièges.

Des trois sénateurs sortants, MM. Edouard Soudani, maire de Draguignan et président du conseil général, Auguste Amic et Clément Balestra, seul ce dernier, qui avait déjà renoncé pour raisons de santé à solliciter le renouvellement de son mandat de conseiller général de Sollès-Pont aux élections cantonales de mars 1976 et de maire de Sollès-Toucas en mars dernier, ne se représente pas. Une nouvelle fois M. Soudani, sénateur depuis 1948, après avoir été en 1946 le plus jeune élu du Conseil de la République, conduira la liste socialiste. Il aura comme colistiers MM. Pierre Gaudin, député et maire du Luc, et Jean-Jacques Perron, maire d'Hyères depuis les élections municipales de mars 1977. M. Amic, membre de la commission des finances et rapporteur du budget du commerce extérieur du Sénat, doit — sans doute — d'avoir été écarté à son échec aux dernières élections municipales et au fait « de ne pas avoir été assez au service du

parti ». Son élimination a bénéficié semble-t-il à M. Perron, venu de la Convention des institutions républicaines et qui, à quarante-deux ans, incarne le « nouveau parti socialiste ». Vainqueur de M. Mario Bénéard, député R.P.R., et maire sortant d'Hyères, en mars dernier, M. Perron, qui s'était engagé lors de la campagne électorale municipale à ne pas solliciter un mandat de député, reçoit une récompense de son succès électoral. Un mandat de sénateur contribuerait à renforcer sa position dans la troisième ville du département qui est également la seule importante détenue par les socialistes sur le littoral varois.

Une réforme négative du P.C.

Après avoir publié au début de l'été la liste de leurs candidats, qui est constituée de MM. Henri Cèze, maire de Carnoules, Armand Conard, maire de Carqueiranne, et William Nironi, conseiller général et maire de Tarois, les communistes ont évoqué à l'adresse des socialistes la « possibilité d'élaborer une liste d'union » comprenant deux candidats du P.S. et un candidat du P.C. Conformément aux recommandations du secrétariat national du P.S. de présenter des listes socialistes homogènes au premier tour, M. Soudani a donné à ses partisans une réponse négative (le Monde du 4-5 septembre).

La majorité, quant à elle, a renoncé à constituer une liste complète et unique. Elle pourrait être représentée par plusieurs candidats disputant leur chance isolément. Ainsi, M. Brunel, conseiller général du canton d'Ollioules et maire de Sanary, serait désireux de représenter l'Union varoise. La candidature de M. Jean Vissel, conseiller général du canton de Toulon II, et deuxième adjoint au maire, ancien député U.N.R. de 1958 à 1962 de la quatrième circonscription du Var (Toulon-La Seyne) est envisagée.

On prête, en outre, l'intention à M. François Léotard (P.R.), maire de Fréjus, de se mettre sur les rangs, et de représenter l'est du département.

GUY PORTE.

MIDAIR

Une nouvelle façon de voyager.

UNE nouvelle compagnie aérienne, c'est un événement. La création de MIDAIR en est un. Mais pas parce que MIDAIR s'ajoute désormais aux autres compagnies : plutôt parce que MIDAIR ne leur ressemble pas.

Les avions

Aller où l'on veut, quand on veut, 24 heures sur 24, à bord d'avions performants, aussi sûrs et confortables que ceux des lignes régulières, ça existe. Grâce à MIDAIR, ces avions cessent d'être l'apanage d'une minorité. Avec MIDAIR, vous voyagez à bord de luxueux jetprop, dont la pressurisation vous permet de vous détendre loin au-dessus des turbulences. Avec un équipage de deux pilotes et d'une hôtesse, aussi qualifiées que sur les gros porteurs, au service de 5 à 8 passagers privilégiés.

Ces appareils, ces équipages peuvent être à vous, grâce à MIDAIR.

Les prix

— Tout de même, tout ça doit coûter très cher ! direz-vous.

MIDAIR répond non. Vous payez une cotisation annuelle, tout à fait raisonnable, qui donne droit en plus à une personne de votre entourage de profiter elle aussi des mêmes avantages que vous. Vous pouvez avoir des invités, par exemple des clients, des collaborateurs, ou vos enfants. Ensuite, vous payez uniquement la distance parcourue par chaque personne, exactement comme sur un vol régulier, au tarif première classe. Rien de plus.

* SWAZIENROET FAIRCHILD MERLIN III A ET METRO II



Rien de plus... mais ce sont tous les avantages précieux et prestigieux du jet privé qui vous sont offerts. Y avez-vous songé ?

Les avantages

— Vous proposez votre honneur d'arrivée, 24 heures sur 24. MIDAIR organise votre départ en conséquence. Vous vous posez directement tout près de là où vous allez. Rien qu'en France, il y a 300 aérodromes qui peuvent vous accueillir, dont une centaine par tout temps et à toute heure du jour et de la nuit : c'est dix fois plus que d'aéroports régulièrement desservis par les grandes compagnies aériennes.

— Vous vous posez rarement à plus d'une trentaine de kilomètres de votre lieu de rendez-vous. À l'inverse, MIDAIR, où que vous habitez, met à votre porte, en direct et sans souci, les grands aéroports internationaux et assure votre correspondance avec les vols intercontinentaux.

— Paris-Tokyo, c'est facile : c'est direct. Mais Paris-Pékin ? Mais Paris-Baden-Baden ? Rotterdam-Bergerne ? MIDAIR, c'est la porte-à-porte. La France, l'Europe en travers, en moins d'une journée aller et retour, au jour et à l'heure qui vous conviennent.

— Plus de précipitation, de délai exorbitant pour vous rendre à l'aéroport, de peur de rater l'avion.

— Avec MIDAIR, on vous attend pour décoller, votre voiture vient se ranger à quelques mètres de l'appareil.

— Plus d'avions complets. Plus de liste d'attente.

MIDAIR sera toujours en mesure de vous transporter.

— Plus de bagages égarés (ça arrive), au contraire c'est en toute quiétude que vous emportez avec vous des échantillons, des maquettes, un tableau de valeur sous le bras, ou encore votre sac de golf, votre paire de sabots.

— Vous pouvez emmener votre chien avec vous. Finies les affreuses soutes, nos compagnons ont droit, aussi, à la qualité de la vie.

— Vous travaillez dans l'avion comme à votre bureau, entouré de vos collaborateurs. Ou bien vous prenez un repas à bord, qui ne manquera jamais de vous être agréable.

— Vous êtes chez vous. Tout au plus, si vous n'occupez pas tout l'avion, y rencontrerez-vous un autre habitué de MIDAIR qui allait dans la même direction. Et comme vous détendez, comme vous êtes entouré des soins attentifs et souriants d'une hôtesse qui n'a jamais plus de 8 passagers à s'occuper.

— Tout cela, MIDAIR vous l'offre pour un prix compétitif qui vous surprendra. Vous saluez. Vous avez découvert une nouvelle façon de voyager dont vous ne pourrez plus vous passer.

Vous voulez en savoir plus sur MIDAIR ? Alors retournez-nous le coupon-réponse ci-joint : vous recevrez une documentation complète et les conditions d'adhésion.

J'aimerais recevoir votre documentation complète.

NO 2

NOM..... FONCTION.....
PRÉNOM..... ADRESSE.....
SOCIÉTÉ..... TÉL.....

Envoyez ce coupon à : MIDAIR, Tour Gan cedex 13. 92082 Paris La Défense.

TÉL. 774.50.17



MIDAIR
Une nouvelle façon de voyager.

Détaché Arcadis 62

مكتبة الأمل

هكذا من الاعمال

Un programme pas commun

L'économie est aujourd'hui au centre du débat public. Emploi, inflation, nationalisation, capitalisme, autogestion, libéralisme, planification... ce sont ces mots qui font désormais le paysage politique. Et c'est à travers eux que se posent les questions essentielles auxquelles les Français devront bientôt répondre.

Jusqu'à présent, le débat a pu paraître inégal : les partisans d'une société de liberté répugnent à l'endoctrinement; le système de valeurs fondé sur la liberté des personnes se heurte en effet à la force simplificatrice des thèmes marxistes, largement répandus et complaisamment acceptés. Et la société de liberté ne dispose pas du soutien d'organisations suffisamment militantes.

D'où l'initiative d'un groupe d'intellectuels, d'universitaires, de responsables d'associations sociales, économiques et professionnelles, de fonctionnaires et de chefs d'entreprise de réunir la CONVENTION ÉCONOMIE ET LIBERTÉS.

Avec

Raymond ARON, Henry AMOUROUX,
Jean CAZENEUVE, Yvan CHARPENTIE,
Pierre CHAUNU, Jean-Claude COLLI,
Paul DELOUVRIER, Michel DRANCOURT,
Georges ELGOZY, Pierre EMMANUEL,
Jean FOURASTIE, Yvon GATTAZ,
Michel HABAR, André JACOMET,

Annie KRIEGEL, Claude LUSSAN,
Pierre MASSE, Michel MASSENET,
Thierry de MONTBRIAL, Aimery d'OIRON,
Jean d'ORMESSON, R.P. PHILIPPE,
Jacques PLASSARD, Jean-Pierre PROUTEAU,
Jean-François REVEL, Jean-Jacques ROSA,
Guy-Willy SCHMELTZ, Georges SUFFERT,
André VOISIN.

La Liberté a des idées:

L'évolution des sociétés conduit-elle inévitablement à la croissance de l'appareil et des idéologies d'État ?

Que nous enseignent les expériences économiques et politiques des régimes socialistes et collectivistes ?

Y a-t-il une logique du socialisme, et laquelle ?

Le péril français : les contradictions, dans les projets d'inspiration marxiste, entre les promesses d'avantages matériels, de justice et de libertés accrues, et une emprise croissante de l'État sur l'économie et la société.

Le droit à l'initiative, la faculté d'expression, la capacité d'entreprendre, antidotes à la montée des néo-conformismes. La confrontation d'expériences internationales et ses enseignements.

L'homme en progrès. La liberté et la conscience individuelles, garanties de l'expression de la personne humaine.

Aujourd'hui plus que jamais, la liberté est la condition et l'outil de tout avancement réel de l'homme en société.

L'avenir d'une société des échanges, humains et économiques.

L'espoir est toujours à l'Ouest.

Les nouvelles pensées économiques fondées sur la réhabilitation de la liberté et de l'initiative.

Le point de non retour des structures de l'appareil d'État.

La qualité de l'avenir dépend avant tout de la capacité d'expression et de création. L'abandonner à un programme figé est une régression et un danger.

La liberté ne se divise pas.

Convention Nationale 26/27 septembre 1977
à 17h au Palais des Congrès Porte Maillot à Paris

**ECONOMIE
&
LIBERTÉS**

Renvoyez ce bulletin à Économie et Libertés

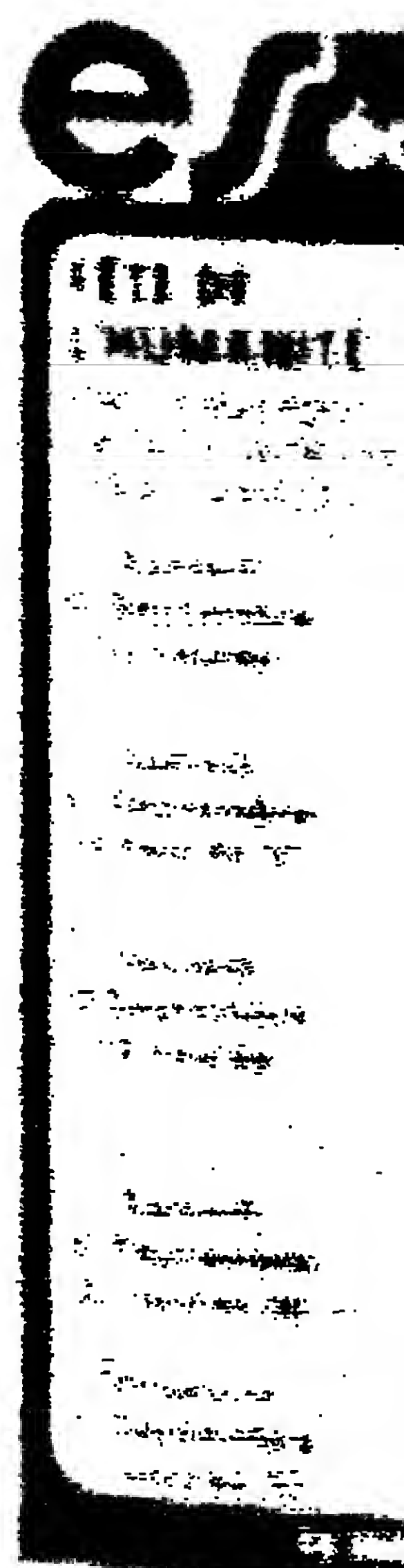
116, Champs Élysées 75008 PARIS ou téléphonez au 563.17.27

Vous recevrez le programme détaillé et un bulletin d'inscription.

M, Mme, Melle _____

Adresse _____

☐ souhaite participer à la Convention Nationale.



Socialisme à hauteur d'homme

(Suite de la première page.)

Oh ! certes, pleins de bonnes intentions : améliorer la rapidité et le confort des transports et... les rendre moins onéreux ; assurer la priorité au développement des transports en commun ; délivrer aux travailleurs une carte de transport payée par les employeurs dans toutes les agglomérations où existent des transports urbains collectifs, etc.

Les quelques notations sur le financement d'une politique des transports radicalement novatrice ne suffisent pas à faire voir comment elle naîtra concrètement, comment elle se différenciera de celle qui est pratiquée aujourd'hui... où c'est la « sectorisation » des logements et des lieux de travail qui crée la difficulté majeure et conduit parfois les salariés à passer quatre heures en déplacements dans la journée.

Le programme commun est plus explicite sur le logement. Les lois, la vie culturelle, qui intéressent l'existence des travailleurs hors de leur métier. Les trois quarts des sept cent mille logements construits par an le seront dans le secteur des E.L.M. L'action du gouvernement permettra de limiter les coûts de la construction tout en améliorant les normes de confort et de surface. « Les loyers seront stabilisés. Ce n'est pas autrement, en période d'inflation, que la crise du logement s'est développée, de telle sorte que la France a été le dernier pays européen à rattraper le retard de la construction pris du fait de la guerre. Sans doute répondra-t-on qu'il s'agit là d'offices publics, mais, étant donné l'ampleur des ressources à mettre en œuvre dans de nombreux domaines, qui pourrions-nous garantir longtemps des dotations budgétaires aussi importantes ?

En outre, tiendra-t-on compte du goût des Français en matière d'habitat, voudra-t-on leur bonheur malgré eux ? Comprendra-t-on que l'époque du « logement ghetto » a fait son temps et qu'elle n'a que trop duré, comme l'écrivait Mme Brigitte Gros (1) : « Le maintien d'un certain ordre social et d'un certain type de société nous oblige à...

nous orienter désormais, dans le domaine de l'habitat, vers une réduction des écarts entre les faibles et les forts, ceux qui humilient et les humilisés, entre les riches et les pauvres, même si le prix de cette politique comporte quelques sacrifices. » Et, sans en que suivant une enquête de l'ITOP auprès des jeunes ménages, ce sont des catégories les moins fortunées qui voudraient une maison (81 %) et plus précisément les ouvriers ?

Pour que le temps des loisirs ne soit pas réduit à la reconstitution de la force de travail, le programme commun prévoit une série de dispositions intéressantes, qu'il s'agisse de l'action des comités d'entreprise jouant un rôle d'animation et de relais en matière culturelle, « en liaison avec les collectivités locales et les associations d'éducation populaire », de l'éducation permanente, de la formation d'adultes, de la préservation du cadre de vie, combinée avec les efforts dans les domaines du sport. Mais, dans ce domaine, également, tiendra-t-on compte des aspirations réelles, exprimées dans maintes enquêtes, des femmes (et quelques-uns des hommes) en charge d'enfant ? Il y a là un souhait clair, très concret. La gauche lui donnera-t-elle corps, si elle veut à gouverner ? On aimerait le savoir.

Une trop grande discrétion

Sur l'essentiel, c'est-à-dire sur la transformation de toutes les heures que le salarié passe à son travail, le programme commun est fort discret. Si, pour ne pas charger les syndicats de la tâche de faire passer dans la forme le texte de 1972, du moins les partis d'opposition auraient intérêt à mieux faire comprendre, durant leur campagne pour les élections législatives, l'action qu'ils pourraient concrètement proposer avec l'aide des syndicats pour changer le climat de l'usine ou du bureau. A moins que la « condition ouvrière », comme on aime à la rappeler ici et là, ne puisse être modifiée sérieusement dans la société industrielle, quel que soit le régime politique.

Les trois ou quatre paragraphes (seulement) consacrés à l'amélioration des conditions de travail dans le programme commun ne contiennent que des généralités qui pourraient aussi bien se trouver dans *Démocratie Française* de M. Giscard d'Estaing ou dans les écrits de M. Lionel Stoléru que dans un texte de l'opposition.

Le programme commun est plus net, heureusement, sur « la démocratie dans l'entreprise ». Les comités d'entreprise et d'établissement, les délégués du personnel, y compris les délégués d'atelier ou de service, seront obligatoirement consultés avant toute mesure concernant l'embauche, le licenciement (qui, sauf en cas de faute, sera interdit s'il n'est pas accompagné d'une mesure de reclassement préalable), l'affectation aux postes de travail, les mutations, la classification des travailleurs, la détermination des cadences et plus généralement l'ensemble des conditions de travail, notamment lors de l'installation d'équipements nouveaux.

Face au changement technique

Il n'est pas trop tôt pour ouvrir des débats sur ce thème essentiel : comment, dans une société industrielle, les travailleurs doivent-ils réagir face au changement technique ? Sous le titre *Le Débat du Progrès*, une équipe de la C.F.D.T. a, en son sein (2), analysé avec des cas concrets les améliorations mais aussi les troubles introduits dans l'organisation du travail du fait de l'innovation technique, qui, contrairement à ce

que l'on croit généralement, n'est pas neutre.

Comme l'écrivait Edmond Maire dans la préface de ce livre, l'héritage technologique est un « formidable facteur de rigidité », et il est urgent de dissocier « progrès et avancée technique », faute de quoi nous en resterons au mieux — et la gauche arrive au pouvoir — au « socialisme de distribution, hiérarchique et productiviste ».

Prenez le cas de l'automatisation du travail. Sans même parler de la suppression d'emplois qu'elle occasionne à un endroit déterminé du circuit de production, c'est la notion même de métier qui disparaît, puisque toute possibilité d'intervention directe sur le processus de fabrication se trouve pratiquement supprimée. « Cette perte de la maîtrise du produit que l'on pratique ne peut être vécue autrement que comme une déposition par les travailleurs. » En outre, on se trouve isolé devant l'outil de travail et « l'automatisation fait écarter le réseau des relations sociales dans l'entreprise ».

Face à cette évolution, les syndicats sont dans une position particulièrement délicate. Il n'est pas question de refuser purement et simplement les évolutions techniques, dont certaines — il faudrait être de parti pris pour le nier — soulagent la peine des hommes. Mais comment répondre au défi de la « déqualification » qu'enlève si souvent l'irruption des nouveautés technologiques, qu'il s'agisse de la banque, du tri postal, de l'imprimerie, de l'industrie chimique, etc. ?

Parmi les idées lancées par la C.F.D.T., et qui mériteraient qu'on y regarde de près, retenons-en trois : 1) une meilleure information sur les transformations en cours dans l'entreprise doit être fournie par le patronat, qui la garde ou la sélectionne beaucoup trop souvent ; 2) le changement pour le changement n'est pas toujours facteur de progrès. Le syndicat peut agir sur le système des classifications. Beaucoup ne correspondent plus aux réalités, mais le système de classification par postes n'est pas plus acceptable, car il lie directement la situation des salariés aux structures mouvantes des entreprises. Il faut rechercher des critères de classification obéissant à une autre logique et résistants au changement permanent ; 3) les syndicats doivent-ils faire des contre-propositions ? La question les embarrasse. Revendication, oui ; cogestion, non. Or la frontière est tenue dans ce domaine particulier.

Pouvoir et profit

Ce n'est pas aux calendes grecques qu'il faudra remettre la réalisation de ce socialisme du quotidien, car, encore une fois, c'est à cette aune-là que sera surtout jugée par le plus grand nombre la mise en œuvre du programme commun. Si la « réforme de l'entreprise » devait avoir le sort de celle de M. Sudreau qui, malgré d'excellentes dispositions, est partie en lambeaux ou dont certaines mesures essentielles n'ont même pas vu le jour, la crédibilité de la gauche serait fortement entamée.

L'accent mis immédiatement sur l'amélioration des conditions de travail et l'élargissement du pouvoir des salariés devrait enfin avoir cette vertu, pour la gauche, de ne pas l'empêcher d'apporter des mesures d'augmentations massives des salaires, facteurs évidents de hausses des prix intérieurs (car un « blocage » ne pourra tenir longtemps) et des importations qui obligeraient le gouvernement à un programme d'extrême rigueur pour lequel n'aurait sûrement pas voté une majorité de Français.

A la question « Qu'est-ce qui va changer dans ma vie de tous les jours ? », il serait très imprudent pour la gauche de répondre qu'elle réussira, beaucoup mieux que l'actuelle majorité à réduire rapidement l'inflation et le chômage, toutes entreprises de longue haleine, sauf à choisir des moyens orthopédiques (long blocage des prix et « ateliers nationaux ») qui, réduisant les investissements et la compétitivité de notre économie, ramèneraient la France, en l'isolant, au niveau de vie d'il y a dix ou vingt ans.

La marge d'action est en revanche suffisamment large dans tous les secteurs de la vie quotidienne, et notamment celui du travail, où, malgré quelques expériences isolées et sympathiques, un « vent nouveau » n'a jamais vraiment soufflé parce que le patronat s'intéresse plus encore au pouvoir qu'au profit.

PIERRE DROUIN.

(1) Une maison pour chaque Français. Ed. Fayard, 35 F. Le Monde du 2 août.
(2) *Le Débat du Progrès*, 1550 F. Le Monde du 21 juin.

AU COMITÉ DIRECTEUR DES RADICAUX DE GAUCHE

Deux fédérations dénoncent la tutelle électorale du P.S.

Le comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche, réuni mardi 6 septembre, s'est penché sur les problèmes posés par l'actualisation du programme commun, mais il s'est aussi préoccupé des questions électorales. Le mécontentement des responsables de plusieurs fédérations à l'égard du parti socialiste s'est traduit par l'affirmation que le M.R.G. doit désormais faire preuve de fermeté et ne plus craindre de conclure des alliances avec les seuls candidats communistes.

Dans l'Essonne, où le P.C. conserve une position dominante, les élections cantonales puis municipales ont permis une percée appréciable du P.S. La fédération du M.R.G. qui n'a fait surface que depuis deux ans, nourrit l'ambition d'obtenir un élu au Sénat, un autre à l'Assemblée nationale, ne serait-ce que pour « assésor » son implantation. Dès le 28 juin, la commission exécutive de la fédération socialiste de l'Essonne a décidé la constitution d'une liste homogène et a proposé au M.R.G. d'engager des négociations pour mettre sur pied une liste U.G.S.D. (Union Gauche Socialiste Démocratique) à l'occasion des élections cantonales. M. Jean-Claude Baudouin, secrétaire général, a justifié l'attitude de la fédération en affirmant : « L'opération des socialistes est contre : lenter, grâce à l'appui radical, d'obtenir un second sénateur socialiste et par la même occasion nous isoler complètement de notre autre partenaire. » Aussi, les radicaux ont-ils recherché, puis conclu, une liste comprenant des communistes et deux radicaux de gauche, bureau national du M.R.G. (Le Monde du 31 août). La liste socialiste sera donc opposée à une liste comprenant des communistes et deux radicaux de gauche.

Pour les dirigeants du M.R.G. de l'Essonne, de telles difficultés sont la conséquence de « l'intranséquence, l'indolence, le refus du CERES [qui contrôlent la fédération du département] qui emploient des subterfuges pour masquer la réalité de ce qui se passe. A l'inverse, ils estiment que, dans les assemblées locales, le P.C. a toujours fait preuve de « correction et de loyauté ».

Les griefs de la fédération de Paris des radicaux de gauche, que préside M. Pierre Matiel, conseiller municipal, sont du même ordre et concernent également

Ce sont les fédérations de Paris et de l'Essonne qui, en raison de leurs difficultés avec les socialistes, ont refusé d'admettre le principe d'une alliance privilégiée avec le seul P.S. Elles ont considéré que, dès lors que le P.S. entendait les confier dans un rôle de force d'appoint, de « domesdique », il convenait de rechercher une alliance avec le P.C.F. Le comité directeur a approuvé l'attitude des deux fédérations, sous réserve que celles-ci continuent de rechercher la constitution d'une liste d'union de la gauche.

une fédération socialiste (à majorité CERES). M. Matiel déclare que le parti, s'il veut survivre, doit affirmer son indépendance et ne plus se laisser manœuvrer et considérer comme le porteur d'eau du P.S. Il considère que, s'il n'obtient pas une « place équilibrée » dans les négociations électorales avec les socialistes, le M.R.G. ne doit pas craindre de multiplier les primaires. Il se déclare prêt, pour sa part, à être candidat sur la liste communiste (1) pour les élections sénatoriales.

Dans la capitale, la gauche doit obtenir cette position, alliant au P.C. deux ou trois radicaux. M. Matiel (en troisième position) sur la liste communiste pourrait remporter la cause. L'élection de M. Georges Dayan, second sur la liste socialiste conduite par M. Bernard Pannier, le M.R.G. pense déposer ainsi d'un moyen de pression appréciable. M. Matiel se dit « prêt à aller jusqu'au bout » si les socialistes ne font pas de meilleures propositions en vue des élections législatives. Selon le chef de file des radicaux de gauche, le P.S. offre actuellement trois circonscriptions au M.R.G.

De son côté M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, rappelle que « M. Matiel est invité à prendre place en quatrième position sur la liste du P.S. ». A priori, une telle proposition paraît exclure le M.R.G. de la liste. Mais, si le bureau national du M.R.G. en faisait la demande, la situation dans l'Essonne comme à Paris illustre le mécontentement de la « base » radicale tout à la fois à l'égard du P.S. qu'à l'égard de certains membres de la direction du mouvement, coupables, aux yeux de certaines fédérations, de sacrifier la position du parti à leurs propres ambitions. Les mêmes fédérations ne craignent pas d'apparaître comme complètes aux yeux de ceux qui leur progression soit garantie.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Le mécontentement de la base

Enfin la Fédération de Paris du P.C.F. rappelle qu'elle avait fait connaître « dès le mois de juin, son accord pour participer à une rencontre des forces de gauche en vue de présenter une liste unique aux élections sénatoriales ». Elle ajoute : « Ayant pris note du refus de la fédération socialiste, nous restons ouverts à toute discussion. » Quant à la candidature de M. Matiel sur la liste du P.C., elle ne serait étudiée que si le bureau national du M.R.G. en faisait la demande. La situation dans l'Essonne comme à Paris illustre le mécontentement de la « base » radicale tout à la fois à l'égard du P.S. qu'à l'égard de certains membres de la direction du mouvement, coupables, aux yeux de certaines fédérations, de sacrifier la position du parti à leurs propres ambitions. Les mêmes fédérations ne craignent pas d'apparaître comme complètes aux yeux de ceux qui leur progression soit garantie.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. Fabre : non, au capitalisme d'État

A l'issue de la réunion du comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche, M. Robert Fabre, président de cette formation, a indiqué mardi 6 septembre, que les dirigeants du Mouvement s'étaient félicités des enrichissements apportés au programme commun par les négociations radicales de gauche. Il a souligné que sa formation n'entend pas jouer les médiateurs dans le domaine de la politique, mais qu'elle souhaite voir triompher un « esprit modérateur dans la forme et parfois dans le fond ». « Nous ne sommes pas socialistes », a-t-il déclaré, « nous ne sommes pas une société bouillonnée au point d'en arriver à une société totalement différente », a-t-il déclaré. M. Fabre, il convient d'accorder le principe social et les impératifs économiques. Il convient de sauvegarder les grands équilibres économiques. »

En ce qui concerne l'actualisation du programme commun, M. Fabre a souligné que les radicaux de gauche a indiqué que l'apport de son

mouvement s'était notamment exercé sur trois points : 1. La démocratisation, par la précision des droits de la démocratie ; 2. L'extension des libertés, dans le domaine de l'information ; le droit à la différence, notamment la reconnaissance des cultures régionales et le droit d'entreprise ; 3. La « sécurité de la vie », c'est-à-dire toutes les formes de défense contre les agressions du monde moderne. En ce qui concerne les divergences qui se sont manifestées entre les signataires du programme commun, M. Fabre a précisé que les négociateurs des radicaux de gauche avaient tout de leur comité directeur « des consignes de fermeté ». « Nous ne pourrions pas accepter d'aller vers un type de société pour lequel le droit d'entreprise n'est pas indiqué. Nous ne voulons pas créer un capitalisme d'État. Les points sur lesquels les radicaux de gauche ne pourraient pas céder, a-t-il précisé, concernent l'extension des nationalisations et le maintien des « nationalisations à la carte », la création des offices fonciers réclamés par le parti socialiste, la détermination des salaires, M. Robert Fabre a conclu : « Nous faisons tout pour que l'union de la gauche réussisse, mais entre l'esprit de conciliation et l'adhésion il y a un pas que nous ne franchissons pas. »

Au meeting de la Jeunesse communiste

M. COLPIN (P.C.F.) DÉNONCE LES « AMBIGUITÉS » DU PARTI SOCIALISTE

M. Jean Colpin, membre du secrétariat du parti communiste, a exprimé, mardi 6 septembre, au cours d'un meeting organisé à Paris par le Mouvement de la jeunesse communiste, le regret que M. François Mitterrand « n'ait jamais déclaré qu'il s'engagerait formellement à gouverner avec les communistes en cas de victoire de la gauche en mars prochain ». Certes, a poursuivi M. Colpin, le premier secrétaire du P.S. a dit qu'il ne s'allierait jamais avec la majorité actuelle. Mais, pour le responsable communiste, il faudrait que M. Mitterrand s'engage à gouverner avec le P.C.F. au lieu de paraître chercher à « garder les mains libres ».

M. Colpin a condamné la politique de M. Giscard d'Estaing et Berre, puisqu'il a dénoncé la stratégie qu'il attribue à la grande bourgeoisie, laquelle, a-t-il dit, « doit prendre en compte les possibilités d'un échec de la majorité actuelle » et « s'efforce donc de trouver une solution de moindre mal, qui aboutirait à une situation telle que celle que connaît le Portugal ». M. Colpin s'est félicité de ce que « les efforts fournis par le parti communiste, soutenu par les travailleurs, aient permis de faire échec à toutes les manœuvres visant à créer les conditions de nouvelles alliances entre la droite et le P.S. », dont il a dénoncé les « ambiguïtés ».

LE P.S. APPELE LE P.C. A LA LOYAUTÉ

Après l'adhésion d'un conseiller municipal socialiste de Thionville au parti communiste (Le Monde du 7 septembre), la fédération socialiste de la Moselle déclare : « La loyauté du P.C. doit nécessairement impliquer que celui-ci demande à M. Patriote Parist de démissionner de son poste », afin de respecter la décision des électeurs : « Si le P.C. refuse d'entreprendre cette démarche, il y a alors rupture d'un contrat. Le fait que des contrats politiques signés, la loyauté aux engagements pris (...), sont des conditions indispensables à la crédibilité de l'union de la gauche. En modifiant le rapport des forces de gauche, le parti communiste local rejoint la position nationale du parti communiste, qui est de se renforcer avant de renforcer l'union. »

A Thionville, seule ville de plus de trente mille habitants du département, les communistes de gauche ont obtenu la majorité. Ils le sont désormais avec 17 sièges, contre 14 aux socialistes et 2 aux radicaux de gauche.

Le Monde réalise chaque semaine
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
Révisée, aux lecteurs résidents à l'étranger
Numéro spécimen sur demande
5, rue des Halles, 75001 PARIS cedex 09

Éditions sociales
FÊTE DE L'HUMANITÉ
Parc paysager de la Courneuve
Cité du Livre (C.D.L.P.)

Samedi 10 Septembre 15 heures	L'ARMÉE DE LA FRANCE DÉMOCRATIQUE (1 vol. 20 F) avec Jean Marra l'auteur, Louis Baillet le Général Buis, Pierre Dabiez, professeur à l'université Paris 1 et l'amiral Sanguinetti.
Samedi 10 Septembre 16 heures 30	CHANGER L'ÉCONOMIE, 3 CLEFS ET UN CALENDRIER (1 vol. 20 F) avec Louisette Blanquet, P. Boccard, Ph. Herzog, A. Le Pors et C. Guin.
Samedi 10 Septembre 18 heures	PRENDRE SOIN DE LA SANTÉ (1 vol. 13 F) avec Igor Barrère, Mireille Bertrand, T. Lainé, Y. Tahouan, ainsi que les rédacteurs en chef du Panorama du Médecin et du Quotidien du Médecin.
Samedi 10 Septembre 20 heures 30	HISTOIRE DE LA FRANCE CONTEMPORAINE (de 1789 à nos jours). Avec les auteurs. Animation de Michel Cardozo.
Dimanche 11 Septembre 17 heures 30	LES CADRES AUSSI... (1 vol. 39 F) avec B. Crescenzo, J. Giard et René le Guen.

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

omme
mun

RIGOL, Claude LUSSAN,
LASSE, Michel MASSENET,
MONTBRIAL, Aimery d'OIRON,
JAMESON, R.P. PHILIPPE,
BLASSARD, Jean-Pierre PROUTEAU,
REVEL, Jean-Jacques ROSA,
SCHMELTZ, Georges SUFFERT,
OBER.

7 septembre 1977
rie Maillot à Paris

7 septembre 1977
rie Maillot à Paris

IE
S

حزب العمال

PREMIERS PAS D'UNE RÉFORME

TREIZE millions d'élèves — près de onze millions dans l'enseignement public, plus de deux millions dans le privé — rentreront en classe le jeudi 15 septembre. Rentrée capitale pour beaucoup d'entre eux, mais aussi pour le ministre de l'éducation puisque cette journée marquera le début de l'application de la réforme du système éducatif préparée depuis 1974 et votée par le Parlement en 1975.

M. René Haby aura sur nombre de ses prédécesseurs le privilège d'avoir pu mener une réforme sinon jusqu'à son terme — l'avenir le dira — du moins jusqu'à son... démarrage. Ce n'est pas un mince exploit dans ce monde de l'enseignement qui a connu, en trente ans, presque autant de projets de réforme que de ministres et un nombre de changements réels inversement proportionnel au nombre de ceux qui étaient annoncés.

Il est en tout cas un reproche qu'on ne pourra pas faire à ce ministre, c'est celui d'avoir fait traîner les textes d'application. En un peu plus de deux ans, on n'a pas enregistré moins de onze décrets, dix-neuf arrêtés et vingt circulaires se référant à la loi du 11 juillet 1975. Objectifs, méthodes, effectifs, pédagogie, organisation administrative et financière des établissements, rythmes scolaires, rien n'a échappé au feu roulant de ces textes dont beaucoup sont dus à la plume de M. Haby lui-même.

Au-delà des mots et de la rhétorique administrative, que retenir de ce défilé aggravé par le poids des avant-projets et des polémiques ? D'abord que la réforme Haby est bien une réforme et non une révolution. Tous les changements décidés sont soigneusement balisés et les ardeurs canalisées. C'est la réforme d'un administrateur et d'un technicien et non celle d'un prophète ou d'un visionnaire. Cela explique en partie que ceux qui la combattent aient tant de mal à faire comprendre à l'opinion ce qu'ils lui reprochent, mais cela aide aussi à comprendre pourquoi, parfois, à entendre son auteur exposer ses décisions, on se demande ce qu'il y aura de nouveau, le 15 septembre, sous le soleil.

Pour s'en tenir à l'essentiel, il faut rappeler que la réforme ne s'applique pas, d'un coup, à la totalité du système éducatif. On a procédé par ordre : cette année, cours préparatoire (C.P.) et sixième ; l'an prochain, cours élémentaire et cinquième, et ainsi de suite jusqu'à la fin de la scolarité. Pour les lycées, on est dans l'incertitude : la réforme commencera-t-elle à y être appliquée l'an prochain en seconde ? S'il fallait résumer d'une formule le sens des innovations apportées aux premières années des enseignements primaire et secondaire, c'est sans doute celles de suppression des à-coups ou de chasse à l'échec qu'il faudrait employer. Suppression des redoublements (l'élève qui ne saura pas bien lire et écrire à la fin du C.P. pourra continuer son apprentissage au début de la classe supérieure, ne redoublera pas la sixième que ceux dont les parents le demanderont), allègement des programmes des disciplines traditionnelles, introduction de matières nouvelles : l'enseignement en sixième sera moins exigeant. Ceux qui suivront mal pourront être « soutenus » par les enseignants à raison de trois heures par semaine.

Le moteur de la machine scolaire, caractérisé jusqu'alors par l'échec trop fréquent et les « ratés » (14,8 % de redoublements en C.P. il y a deux ans), devra être mieux huilé au moment même où l'on supprime les « filières » de jadis qui séparaient des la sixième les bons, les moyens et les faibles. Cela peut paraître contradictoire, même si les très faibles sont orientés vers des classes spéciales ou maintenus dans la primaire. La création du « collège unique » ne va-t-elle pas, sous couvert d'égalisation, favoriser un peu plus les forts et aggraver le sort des faibles ? Tout dépendra de la pratique du soutien, des moyens qui seront donnés aux établissements, de l'attitude des enseignants.

Si le dessein de la réforme Haby commence à apparaître plus clairement — améliorer la progression à l'intérieur du système scolaire, donc le rendement de celui-ci — son destin ne peut être deviné : ni politiquement ni pédagogiquement. Des dizaines de milliers de maîtres sont chargés de son application, cela fait des dizaines de milliers d'incertitudes. **BRUNO FRAPPAT.**

Les quinze mois-clés

● Age.

L'âge d'entrée à l'école primaire reste fixé à six ans avec des possibilités de dérogation pour lesquelles la pression des familles est forte. Des enfants âgés de cinq ans au 1^{er} septembre peuvent en bénéficier, à titre exceptionnel. Cette possibilité existait déjà mais, en pratique, on admettait surtout des enfants de cinq ans et demi. En cas de litige entre les maîtres et les parents, ceux-ci pourront demander l'arbitrage de l'inspecteur d'académie.

● Allocation.

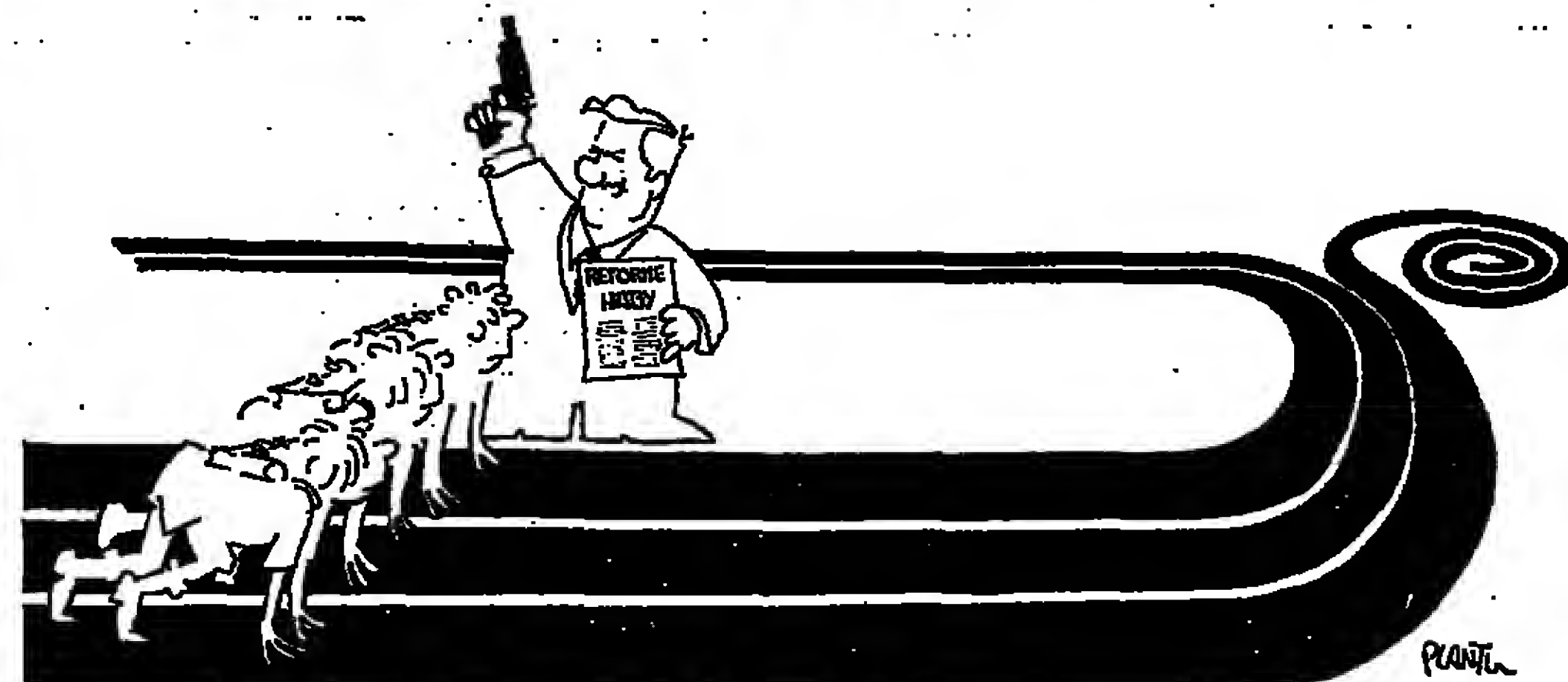
De 154 F en 1976 l'allocation de rentrée scolaire passe cette année à 454 F par enfant à la suite des récentes décisions gouvernementales. Un peu plus de cinq millions d'élèves — sur lesquels trois millions — en bénéficieront en fonction des ressources de leurs parents.

● Baccalauréat.

Pour réajuster l'année scolaire et notamment rallonger le troisième trimestre, davantage de candidats seront admis sans oral. Il suffira pour cela d'avoir 10 de moyenne à l'écrit au lieu de 12. Les élèves qui auront au moins 8 de moyenne subiront les épreuves orales. En revanche, pour tous, les épreuves écrites porteront aussi désormais sur l'histoire et la géographie.

● B.E.P.C.

Autre disposition pour ne plus écourter le troisième trimestre : le B.E.P.C. sera désormais un examen, à tous les élèves admis



(Dessin de PLANTU.)

au lycée, sauf si le jury juge leurs résultats scolaires insuffisants. Dans ce cas, ainsi que pour les élèves n'étant pas admis au lycée, un examen sera organisé dans les mêmes conditions qu'auparavant.

Les élèves de l'enseignement privé sous contrat bénéficient de la même disposition mais l'admission au lycée doit être confirmée par la « commission d'appel » prévue par les procédures d'orientation de l'enseignement public, à laquelle se joignent des représentants de l'enseignement privé.

● Collège unique.

C'est la principale innovation de la réforme. Tous les élèves de premier cycle (de la sixième à la troisième) sont accueillis dans un même établissement, le collège, pour y suivre un enseignement commun.

En sixième, cette année, les « filières » correspondant au niveau scolaire des élèves sont supprimées. Tous les enfants doivent être répartis indistinctement dans les classes.

Des exceptions sont cependant prévues. Des élèves faibles dans plusieurs disciplines peuvent être regroupés dans des classes à effectifs réduits. Mais les programmes sont les mêmes que ceux des autres sixièmes où ces élèves doivent être réintégrés dès que possible.

Certains enfants — 10 % selon le ministre — n'ont pas en sixième. Ceux qui viennent des classes de perfectionnement ou qui ont été reconnus handicapés par une commission d'éducation spécialisée peuvent être accueillis en section d'éducation spécialisée (S.E.S.) dès l'âge de douze ans. Ceux qui, à trois ans, n'ont pas suivi le cours moyen seconde année peuvent être accueillis dans une S.E.S. ou une classe préprofessionnelle.

Dans les écoles plus petites, le nombre de délégués est égal au nombre de classes et ne peut être inférieur à deux.

Avec le conseil des maîtres, le comité des parents forme le conseil d'école, qui est consulté sur les questions relatives à la vie scolaire et périscolaire.

Dans les collèges et les lycées, les règles de participation des parents et des élèves — des conseils existent depuis 1969 — sont modifiées. La réforme crée notamment un conseil des professeurs de chaque classe, chargé d'établir tous les trimestres le bilan scolaire de chaque élève. Elle institue l'admission des parents et des élèves au conseil de classe. D'autre part, la composition du conseil d'établissement — qui se substitue au conseil d'administration et à sa commission permanente — est allégée.

● Dossier scolaire.

C'est actuellement le centre d'une vive polémique dans laquelle le ministre de l'éducation est accusé de vouloir « mettre en fiches » tous les jeunes Français.

Commencé dès la maternelle, le dossier scolaire qui doit suivre chaque élève durant toute sa scolarité n'est pas seulement un bilan des résultats scolaires. Il doit comporter aussi des renseignements très détaillés sur le comportement, la psychologie, l'état civil de l'enfant, sur la situation sociale de ses parents, et éventuellement des renseignements médicaux.

Seuls les parents et les élèves majeurs ont accès à ce dossier, qui s'ils ne le réclament pas, sera détruit par l'administration cinq ans après la fin de la scolarité.

● Horaires.

A l'école élémentaire, l'horaire hebdomadaire total est inchangé : vingt-sept heures. Mais, dans toutes les classes, du cycle préparatoire au cycle moyen, les élèves feront un peu moins de français et d'exercices corporels mais un peu plus de mathématiques et d'activités d'éveil.

En sixième, l'horaire hebdomadaire est réduit, passant de vingt-sept heures et demie à vingt-

LES EFFECTIFS DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

NATURE des enseignements	PREVISIONS pour 1977-1978	VARIATIONS par rapport à 1976-1977
● PREMIER DEGRÉ		
Maternelles	2 275 000	+ 32 000 (1,3 %)
Elémentaire	4 151 000	+ 6 000 (0,1 %)
Enseignement spécialisé	178 000	+ 1 800 (1,0 %)
TOTAL PREMIER DEGRÉ ..	6 604 000	+ 39 800 (0,6 %)
● SECOND DEGRÉ		
Premier cycle (collèges)	2 724 000	+ 12 000 (0,4 %)
Second cycle court	615 000	+ 12 000 (1,9 %)
Second cycle long	300 000	+ 24 000 (8,0 %)
Enseignement spécialisé	129 000	+ 12 000 (9,3 %)
TOTAL SECOND DEGRÉ ..	3 768 000	+ 60 000 (1,6 %)
Classes supérieures des lycées ..	68 000	+ 3 000 (4,4 %)
TOTAL GENERAL	10 440 000	+ 37 000 (0,3 %)

(*) Effectifs scolaires pour la France métropolitaine et les départements d'outre-mer.

DANS L'ENSEIGNEMENT PRIVE

Les statistiques du ministère de l'éducation ne prennent pas en compte l'enseignement privé, pour lequel aucune prévision d'effectifs n'est faite. Le nombre d'élèves de l'enseignement privé était, en 1976-1977, d'environ 2 millions. Ils se répartissent ainsi : pré-collège : 353 672 ; élémentaire : 647 000 ; spécial : 7 900 ; premier cycle : 578 000 ; classes pré-professionnelles : 13 600 ; deuxième cycle court : 166 000 ; deuxième cycle long : 236 000 ; classes préparatoires : 1 800. Plus de 93 % des élèves sont accueillis dans l'enseignement catholique.

● Comité des parents.

Pour la première fois, les parents vont participer à la vie des écoles maternelles et primaires par l'intermédiaire de délégués élus.

Les élections auront lieu la sixième semaine après la rentrée. Dans chaque école d'au moins cinq classes, le comité compte cinq titulaires et cinq suppléants.

(Publicité)
Un diplôme apprécié des entreprises :
LE B.T.S. TRADUCTEUR COMMERCIAL
(anglais, allemand, espagnol, italien, russe)
LANGUES ET AFFAIRES : établissement d'enseignement privé à distance, vous préparez parfaitement, chez vous, sans que vous ayez à modifier vos occupations actuelles. Cours sur 10-12 mois en moyenne + stage oral complémentaire (facultatif). Paris-Levallois. Aucun diplôme exigé, mais pratique usuelle de la langue indispensable. Niveaux intermédiaires de ratapage (même pour débutants). Inscriptions toute l'année. Possibilité de prise en charge par les entreprises des frais au titre de la loi sur la F.F.C. Documentation gratuite, n° 1768 à : LANGUES ET AFFAIRES, 35, rue Collange, 92355 Paris-Levallois. Tél. : 270-81-85.

Dossier établi par CATHERINE ARDITTI

PRÉPAREZ
HEC
(E.S.S.E.C., E.S.C.P., E.S.C.A.E., etc.)
dans de bonnes conditions
COURS DUQUESNE
Etablissement privé
12, boulevard Boane-Nouvelle
75010 Paris
Tél. 770-28-43 et 770-33-04

COMPTABILITÉ
E.P.E.C.
Ecole technique privée de préparation aux examens comptables de l'Etat
74-76, rue du Temple - 75003 Paris
Tél. : 272-06-78 - 272-12-30
PRÉPARATION ACCÉLÉRÉE AUX C.A.P. - B.E.P. - B.P.
Aptitude probatoire D.E.C.S. : Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures
FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES
RECYCLAGE - PROMOTION
ECOLE AFFILIÉE A LA SECURITE SOCIALE ETUDIANTS
Renseignements : 8 h. à 12 h. 14 h. à 18 h. et sur rendez-vous. Métro : Rambuteau - Temple - Arts-et-Métiers - Hôtel-de-Ville.

RÉUSSIR 1^{re} ANNÉE DE MÉDECINE
avec le concours de 80 internes et assistants des Hôpitaux de Paris et de la Faculté des Sciences
● Encadrement hebdomadaire par petits groupes dans chaque C.H.U. (examens blancs et répétitions)
● Bourses d'inscriptions pour les étudiants d'origine modeste
Renseignements et inscriptions : C.E.P.M.-FORMATION
235, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS - Tél. 260-79-34

QUE FAIRE APRÈS LE BACCALAURÉAT ?
Un groupe d'Enseignement renommé
LE GROUPE ESSEC
vous propose d'apprendre en 2 ans un métier ouvrant sur :
● Des carrières vivantes et variées
● Un secteur aux débouchés nombreux
Ecole des Praticiens du Commerce International
Enseignement supérieur privé
Vous êtes bachelier ou vous avez entamé des études supérieures. Vous avez de bonnes connaissances en langues étrangères. L'ESSEC, créée par le Groupe ESSEC, peut vous apporter la formation que vous souhaitez.
SESSION d'admission le 15 SEPTEMBRE
M. Adresse : 100, rue de la République - 95001 CERGY - Téléphone 630-40-57
ESSEC - SP 105 - 95001 CERGY - Téléphone 630-40-57

PARENTS...
En fin d'études secondaires (B.E.P.C. ou BAC) faites préparer à vos enfants en 1 à 3 ans une carrière commerciale aux débouchés nombreux et sûrs (gestion, marketing, informatique, secrétariat).
Enseignement privé
C. P. P. U.
14, bd Gouvion - Saint-Cyr PARIS (17^e)
Tél. 754-58-51

ECOLE NOUVELLE DE GESTION
LE DROIT DES ENTREPRISES
Préparation aux Examens d'Etat de l'EXPERTISE COMPTABLE
APTITUDE PROBATOIRE cours du soir et fin de semaine
BTS
Cours du Jour
Rentrée le 3 octobre
Renseignements et documentation
ECOLE NOUVELLE DE GESTION ET DE DROIT DES ENTREPRISES
EN PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
35, bd de Strasbourg - 75010 Paris
Téléphone : 523.05.41 - 523.01.98

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS
pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse
Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

Le Monde
dossiers et documents
NUMERO DE JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE
LES DROITS DE L'HOMME
Vacances en France
Le numéro : 2,50 F
Abonnement un an (dix numéros) : 25 F

gratuit
sur
demande
envoie catalogue
SPECIAL
ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE
SECONDAIRE
LA
DOCUMENTATION
FRANÇAISE

POINT DE VUE

La nouvelle organisation des examens (voir baccalauréat et B.E.P.C.) permettra de rallonger le troisième trimestre afin de rééquilibrer l'année scolaire.

Tous les élèves étant admis dans les mêmes classes on s'efforce, certains peuvent avoir des difficultés à suivre tout l'enseignement commun. En plus de l'horaire hebdomadaire, ils pourront bénéficier d'une heure de soutien dans une ou plusieurs de ces disciplines : français, mathématiques, langue vivante. Cela ne doit pas nécessairement durer toute l'année, c'est pourquoi les élèves « à soutenir » seront désignés chaque semaine, par leurs professeurs.

« Pendant les heures de soutien, les autres élèves pourront se consacrer, chez eux, ou au collège, à des activités d'approfondissement » proposées par le professeur, mais qui ne doivent pas anticiper sur les programmes.

À l'école élémentaire, les instructions pédagogiques préconisent un soutien adapté aux difficultés des élèves (méthodes actives, travaux individualisés, demi-heure quotidienne de rattrapage ou groupes de niveau).

En sixième, l'heure de cours ne durera plus, à titre expérimental, que cinquante minutes. L'organisation de la semaine, et en particulier la libération du mercredi ou du samedi, est laissée à l'initiative des établissements.

Deux innovations essentielles marquent les programmes du cycle préparatoire.

L'apprentissage de la lecture et de l'écriture n'est plus l'objectif assigné à la première année d'école. Pour certains élèves, cet apprentissage pourra se prolonger pendant une durée plus ou moins longue de l'année suivante (première année de cycle élémentaire), tout en commençant les programmes de la classe.

Les mathématiques modernes sont supprimées, et l'on revient à un enseignement plus concret du calcul. Les activités d'éveil ne sont pas une nouveauté, mais elles font l'objet, pour la première fois, d'instructions.

En sixième, des disciplines nouvelles apparaissent : économie, sciences expérimentales (initiation à la physique, en plus des sciences naturelles), éducation manuelle et technique.

L'économie sera enseignée par les professeurs d'histoire et géographie. Les programmes de ces disciplines ont été élaborés comme suit :

ou, etc. Il s'agit, comme tout de mathématiques qui sont simplifiées. L'abstraction imposée par l'enseignement des mathématiques modernes est en effet abandonnée pour un enseignement plus concret. D'autre part, l'étude de la géométrie dans l'espace est reportée à la classe de 5^e.

L'enseignement du français

se veut plus moderne qu'avant, en donnant autant d'importance à l'oral qu'à l'écrit et en prenant en compte différentes formes d'expression. Cependant, plus traditionnelles, des instructions mettent l'accent sur l'apprentissage de l'orthographe — et la dictée — jusqu'à la fin du collège. D'autre part, tous les élèves recevront, à l'intérieur de l'horaire de français, une initiation au latin.

L'Education technique remplace les travaux manuels éducatifs, qui distinguaient des activités pour filles et pour garçons. Tous les élèves apprendront à faire de petites fabrications (travaux d'atelier et ménagers), à démonter et à remonter des objets usuels, et feront des exercices mettant en jeu « l'intelligence de l'action » (puzzles, plâtres...). Des ateliers ont été construits pour ce faire dans un grand nombre d'établissements.

Le dessin et l'éducation musicale ont disparu des programmes, pour faire place à une seule discipline : l'éducation esthétique, qui englobe aussi l'expression corporelle et dramatique, la photographie et le cinéma. Mais cette nouvelle conception ne sera appliquée que progressivement, les professeurs — spécialistes de dessin ou de musique — n'étant pas préparés et ne souhaitant pas cet enseignement global.

por ROLAND OMNÈS (*)

NOTRE pays n'est pas de ceux qui regorgent de richesses naturelles. L'heure actuelle, ce n'est pas d'un gras patrimonial que nous tirons nos moyens de vivre, mais d'abord de l'habileté, de l'initiative et du travail bien fait de nos citoyens. L'échelle mondiale, à celle de l'histoire, cet avantage ne demeure pas assuré pour toujours et contre toute concurrence. Avec le temps, la concurrence s'accroît et tient-elle dans les enfants que nous formons maintenant, dans leur crédibilité, leur lucidité et leur sens commercial, à leur savoir-faire que nous leur enseignons.

Oui, M. Haby a raison : il est temps de réformer notre enseignement. Mais il faut le réformer en profondeur, d'une manière qui maintienne l'activité et l'éveil des enfants. Cela s'impose, en premier lieu, dans le domaine des sciences et des techniques, et je voudrais aborder ici la question de l'enseignement des sciences physiques dans les collèges, de la 6^{ème} à la 3^{ème} année, en laissant entièrement de côté les problèmes spécifiques des lycées.

1. A primeira etapa da metodologia é a identificação das variáveis que influenciam a produtividade. Para isso, foram realizadas entrevistas com especialistas e uma revisão da literatura. As variáveis identificadas foram: tecnologia, capital humano, capital físico, capital financeiro, capital organizacional e capital social.

« J'est bon, sans aucun doute, à enseigner les sciences physiques dans la classe de sixième et l'intérêt de cette mesure dépasse d'ailleurs l'intérêt d'une simple discipline scolaire. Nous nous en sommes réjouis lorsqu'elle fut annoncée par le ministère de l'éducation. Nous, c'est-à-dire la commission Lagarrigue, un groupe d'hommes et de femmes qui, depuis 1971, repensait l'enseignement des sciences physiques et qui expérimentait très largement de nouveaux contenus et de nou-

Coscients de l'importance de l'enjeu, les membres de cette commission ont accepté de préparer des programmes pour la réforme. Ils n'ont pas manqué, cependant, de rappeler quelques vérités premières : un programme ne remplace pas une méthode, une réforme de cette importance demande des moyens, elle exige de

collaboration des maîtres et doit prévoir pour eux un complément de formation à l'attitude active des enfants suppose la présence attentive du maître et donc un travail en petits groupes ou demi-classes (comme cela était précédemment le cas pour le calcul naturel et le sixième). De plus, il serait naïf de penser réussir complètement et d'emblée une telle réforme. Il faut savoir tirer la leçon de sa mise en place et la corriger en-cours de route. Après avoir remis des programmes, mes. Il restait donc beaucoup à faire à la commission pour conduire efficacement à la préparation

Quand M. Haby a dissous la commission, certains d'entre nous ont voulu croire que le seul souci de l'efficacité portait le ministre à concentrer l'effort de la réforme au sein du ministère, et que nos avertissements seraient entendus. Il n'est plus possible à présent de le croire. Quel que soit le souci d'impartialité politique ou de réserve personnelle que l'on aise, l'enjeu est trop important pour que l'on continue, à se taire. Nous une réforme, cela ne se prépare pas comme cela.

Où en est-on, en effet, dans la préparation de la réforme existante pour les sciences physiques ?

N'insistons pas sur les problèmes de locaux ni sur la modicité des salaires des moyens matériels mis à la disposition des collègues, car il est vrai que la situation économique est difficile. Pourtant cette situation de pénurie de moyens extrême et crée des difficultés qu'il convient d'effort de compenser par un effort accru partout où cela est possible.

Il faut être sensible pour

[illegible]

Il est absolument essentiel d'enseigner dans des classes dédoublées en petits groupes, sinon l'

expériences ne sont plus le fait des enfants, mais du maître. Il n'y a plus d'initiative, d'observation, de créativité ni de savoir-faire, il n'y a que le maniement d'un bâton de craie et d'une

plume.

Ils... programmes eux-mêmes sont contestables. C'est l'inspection générale qui a rédigé les programmes définitifs, et elle était bien consciente de ce que seraient les programmes. Elle ne pouvait pas sans matériel par des maîtres, pour cet enseignement serait tout nouveau. On peut donc comprendre qu'elle ait voulu « limiter les dégâts », en proposant un programme plus détaillé, plus directif, plus rigide. Les risques immédiats, plus sérieux, pouvaient être évités, mais celui de voir maintenant les défauts passés demeurer entier.

« Ou allons-nous ? Je suis persuadé que nous allons inévitablement dans ces conditions vers un enseignement à la fois formel et vieillot, mort d'avance. Au lieu d'apprendre à réfléchir sur les faits et les choses, à expérimenter et à observer, on apprendra ce qu'il faut en penser ». Quelle grave et dangereuse leçon si c'est

Cela n'est-il qu'un mauvais moment à passer et saura-t-on bientôt s'adapter et redresser la situation ? J'aurais voulu que les deux grands courants de l'éducation aient espéré quand les deux groupes majeurs de la recherche pédagogique en sciences physiques, mathématiques et sciences de la vie, ont été en place pour préparer une telle réforme, reconnus et appréciés par la plus haute assistance scientifique. Mais ils sont restés, maintenant pour l'un démantelés et pour l'autre asphyxiés par coupages purs et durs de crédits. Pour ce fait, le ministère ne dispose d'aucun groupe vraiment compétent.

Il m'a fallu prendre beaucoup sur moi-même pour lancer cette mise en garde publique, après d'innombrables efforts déployés pour la conciliation et à l'information réciproque des partenaires. Mais il est trop tard maintenant, et risquerait plus grave qu'on ne croit. La mauvaise réforme est une réforme que personne ne sache le

Il faut une réforme de l'enseignement, c'est vrai, mais ce qui s'impose pour les sciences dans les collèges est un pas décisif. La sagesse, non pas celle que se procure des textes et des formes, mais celle qui place chez une chose dans sa perspective est incontestablement de ne pas appliquer la réforme, en octobre 1977, en système.

(*) Ancien président de la commission de réforme pour l'enseignement des sciences physiques (commission Legerrière).

**ECOLE D'INTERPRETES
ZURICH** Centre d'interprètes de l'Institut Goethe

Cours d'allemand pour étrangers

cours intensifs : 19 heures par semaine, le matin
cours du soir : 2 fois 3 heures par semaine – laboratoire de langue
début des cours : mai et octobre

CH-8006 Zurich Scheuchzstrasse 68

**ECOLE SUPERIEURE DE TOURISME
DES TECHNICIENS DE L'ENTREE
ET DE SECRETARIAT MODERNE**

EST **ENSEIGNEMENT
TECHNIQUE
PRIVE** **ESM**

**Place Saint-Germain des Prés
(44, rue de Rennes - 75006 PARIS)**
Tél. : 548-42-31 / 222-66-29

PREPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT

SACREMENT DE TECHNICIEN

- Secrétariat médical : BAC F8
- Secrétariat commercial : BAC G1
- Gestion et techniques commerciales : BAC G3

BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR

- BTS Secrétariat de direction et trilingue
- BTS Distribution et Gestion
- BTS Tourisme

CERTIFICAT DE FORMATION PROFESSIONNELLE
préparation accélérée en une année

- Secrétariat de direction
- Secrétariat touristique
- Secrétariat médical

----- *bon à découper et à retourner* ----- ✂

EST / ESM
44, rue de Rennes - 75006 PARIS
Tél. : 548-42-31 / 222-66-29 / 548-21-05.

demande de documentation sans engagement

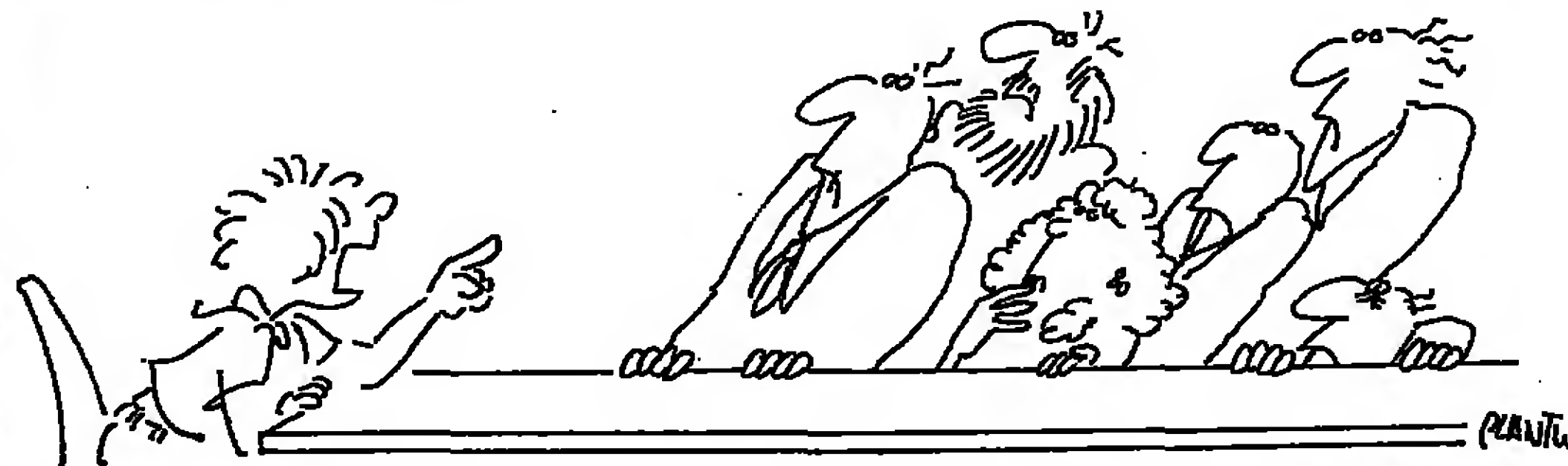
NOM : _____
Adresse : _____

711

LES DÉLÉGUÉS DES ÉLÈVES ET LA VIE DES ÉTABLISSEMENTS

L'important, c'est de participer

La participation des élèves à la vie des établissements : la plupart des éducateurs ont leur avis sur la question. Un avis où se mêlent un grain d'enthousiasme, deux grammes de dénigrement et trois pinces de scepticisme. Pourtant, pour d'études systématiques ont analysé ce phénomène. M. Pierre Jourdan et une équipe de chercheurs du Centre régional de documentation pédagogique de Grenoble (Isère) se sont livrés à une enquête en interrogeant pendant l'année 1974 mille trois cents lycéens, mille garçons et filles, composant l'âge de la population lycéenne de l'Isère, et trois cents élèves de quatre lycées dauphinois où se déroule depuis 1972 une expérience de vie scolaire sur le rôle des délégués de classe. Des témoignages d'adolescents, de professeurs et de parents, de parents, ainsi que plusieurs documents, complètent l'étude statistique (1).



(Dessin de RANU.)

conseil de classe et, pour certains, au conseil d'administration du lycée. Or, pas plus d'un lycéen sur cinq croit que les interventions de celui qu'il a « délégué » dans ces instances sont prises en considération. Annick, lycéenne, commente : « Les délégués ont l'impression et même la conviction de jouer un rôle vain, de se heurter à un mur. » Un mur construit avec la condescendance des adultes et la pesanteur administrative.

gués se déclarent prêts à une nouvelle candidature. Autre affirmation gratuite entendue ici ou là : le choix du délégué est « folklorique ». Or quatre élèves sur dix refusent de se présenter pour la bonne raison qu'ils se jugent incompétents.

Les filles grinceront des dents en lisant noir sur blanc qu'elles hésitent à brigner les suffrages quand l'effectif de la classe est en majorité masculine. Attitude qui n'est pas celle des garçons lorsqu'ils sont minoritaires. « Le vote est une réalité », observe M. Pierre Jourdan.

Pour participer à la vie de leur classe et de leur lycée, les élèves disposent d'autres armes que la représentation : l'animation du foyer socio-éducatif par exemple. Dans l'ensemble, ce foyer ne brille

pas de feux très chaleureux : un élève sur vingt dans l'échantillon normal, un sur dix dans les lycées « expérimentaux C.R.D.P. » affirment y prendre une part active. Sauf chez les internes, ce sont les lycéens de milieu populaire qui fréquentent le moins le foyer socio-éducatif. Parce qu'on y perd un temps plus utilement consacré au travail ? L'hypothèse est formulée, non la réponse.

Cette image d'un foyer dédai-

gné résume, semble-t-il, le comportement des lycéens et des lycéennes dans un lieu où ils passent la moitié de leurs journées. Et l'autre moitié qu'en font-ils ? L'enquête de M. Pierre Jourdan le montre aussi : ces jeunes Françaises et Français qu'on décrit volontiers comme des individualistes sont plus socialisés qu'on ne le prétend parfois.

Plus du tiers des élèves inter-

rogés participent à un mouvement de jeunesse, à la vie d'une association sportive, culturelle ou religieuse. Deux sur trois ont séjourné dans un centre aéré ou un centre de vacances. Trois sur quatre estiment le travail en

équipe plus efficace que le travail solitaire : 83 % accordent beaucoup d'importance à la vie en groupe. Constatations banales ? Peut-être, mais qui suggèrent une interrogation que les auteurs n'ouvrent pas : « Le rôle du lycée est différent mais la vie qu'y mènent les adolescents peut-elle contraster sans inconvénients avec les autres expériences qu'ils connaissent de la vie sociale ? » La réponse est en partie dans l'ouvrage : un élève sur cinq seulement considère son lycée comme un lieu d'échanges et de contacts avec d'autres jeunes et avec des adultes. Non sans amertume, une lycéenne précise en écho : « Les travaux de groupe, possibles dans les petites classes, ne le sont plus, ou plus guère, dans les classes d'examen : les exigences des programmes sont grandes et il est nécessaire de s'y plier. Chacun alors travaille pour soi. »

Comme on le voit, si l'étude des chercheurs grenoblois offre une bonne moisson de renseignements, elle n'en finit pas de poser des questions.

C. V.

UN INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL A LA VEILLE DE LA RENTRÉE

L'homme du terrain

S I, ailleurs, l'effervescence monte avec l'approche de la rentrée, pour les inspecteurs départementaux de l'éducation (I.D.E.) — le corps des inspecteurs de l'école élémentaire, — les quinze premiers jours de septembre sont une occasion de « souffler un peu ». M. Georges Puig, inspecteur départemental, adjoint à l'inspecteur d'académie de Châlons-sur-Marne (Marne), explique : « Je prépare la rentrée de 1978 ; pour cette année, tout est en ordre, il n'y a plus qu'à attendre. »

Au cours du premier trimestre de 1976 il a d'abord établi la carte scolaire de sa circonscription (cent vingt écoles primaires), puis, dans les premiers mois de l'année, il a défini le « mouvement » des maîtres sous sa responsabilité, c'est-à-dire qu'il a mis en circulation tous les postes vacants de sa circonscription — neuf cents environ sur deux mille deux cent quarante —.

Un véritable casse-tête ! « Il n'est pas facile de décider de fermer une école ici, d'ouvrir une classe là et de bien savoir être retenu dans l'intérêt des élèves. Le mouvement doit aussi se faire sans trop de grincements de dents. » Ces opérations se décident en commissions paritaires selon des procédures complexes.

Pour « dessiner » sa carte scolaire l'inspecteur se met en rapport avec les élus des communes, les fonctionnaires de l'équipement, les responsables des sociétés chargées du transport des enfants. « Notre rôle dans ce domaine est « incitatif », nous apportons des conseils, une com-

pétence technique... » Par exemple, un syndicat communal de la circonscription de M. Puig désire construire une école maternelle. Faudra-t-il une classe ou deux ? D'après les plans, la sécurité est-elle bien respectée ? « Pour répondre à ces questions il ne faut pas seulement l'avis du directeur de l'école, mais aussi celui de notre service au point de contraindre parfois notre rôle pédagogique, essentiel cependant. »

L'inspecteur départemental doit faire passer de nombreux examens. Il préside le C.A.P. des élèves-maîtres, le certificat de fin d'études normales, le C.A.P. pédagogique des instituteurs (remplaçant le C.F.E.C. (diplôme de fin d'études obligatoires), il assiste à la commission d'orientation de fin de cycle élémentaire ; une fois par mois il dirige la commission de circonscription de l'enfance inadaptée.

L'inspecteur départemental n'est pas qu'un censeur, il n'a pas seulement pour tâche d'attribuer la note d'inspection et d'établir le rapport à transmettre à l'inspecteur d'académie. Il doit aussi inciter, avec l'aide de son équipe — pour M. Puig, un conseiller pédagogique, un conseiller pédagogique d'éducation physique et un psychologue — l'action pédagogique en organisant des stages, des réunions d'information pour l'explication et la mise en œuvre des nouveaux programmes.

En tout cas, la réforme Haby ne changera rien aux mille difficultés qui surgissent à la rentrée, et auxquelles l'inspecteur départemental devra faire face. L'an dernier, c'était une classe préfabriquée qui n'avait pas été montée à temps — trente élèves à la rue — il a fallu convaincre le maire d'ouvrir sa mairie pour accueillir momentanément les enfants. A n'en pas douter, M. l'inspecteur devra procéder à des « dérogations territoriales » (des élèves déjà scolarisés que les familles souhaitent changer d'établissement pour une raison ou une autre). Il faudra alors ajuster, modifier, rattraper sur le « tas ».

Pour l'instant, seuls les plus prévoyants s'adressent à M. Puig. Filer, un étranger de plus de seize ans venait demander à être scolarisé. L'inspecteur lui dirige vers un centre d'alphabétisation. A l'instant, une mère de famille qui a mis son enfant dans une maternelle d'un village voisin vient de se plaindre : elle ne veut pas payer les 1 000 francs que lui demande la municipalité de Comtiols. L'inspecteur essaiera de résoudre ce problème. Une autre demande de dérogation pour l'entrée en cours préparatoire de son fils a qui n'a que cinq ans et demi.

L'inspecteur départemental est aussi « un homme de terrain ». Au village de Coolus, les familles ont organisé une réunion. A cause de la faible fréquentation du cours unique, M. Puig a décidé de fermer l'école. Le maire, les parents, n'ont pas voulu cette fermeture de gaieté de cœur. On veut l'avis de l'inspecteur : « Comment allons-nous transporter les enfants à plus d'un kilomètre ? » (on songe aux écoliers des campagnes d'autrefois). La commune peut acheter une Estafette, mais, elle ne peut payer un chauffeur. M. Puig conseille : « Pour une distance de moins de 3 kilomètres, vous n'obtiendrez aucune subvention, le mieux est de rattacher Coolus à un circuit qui existe déjà... »

Accablé par des tâches multiples, par le poids des obligations administratives, l'I.D.E. peut, s'il n'y prête attention, s'éloigner de cette préoccupation essentielle. Pour ne pas apparaître comme le simple délégué de l'administration centrale, il lui faut créer un climat de confiance avec ses maîtres et, plus généralement, avec l'ensemble de ses interlocuteurs. Faire oublier qu'il « flanque la note » et surveille l'application de programmes inspirés d'idéologie au moins autant que de « pure » pédagogie. De tous les inspecteurs de l'éducation, les inspecteurs départementaux sont les seuls à être recrutés sur concours. Ce recrutement leur donne les courbes franches. Il ne tient qu'à eux d'être, au sein de leur circonscription, les simples exécutants des ordres d'en haut ou bien des animateurs et des pédagogues au contact des réalités locales.

CHRISTIAN COLOMBANI.

DE LA CLASSE AU CONSEIL D'ÉTABLISSEMENT

— Chaque classe de collège ou de lycée élut, au scrutin anonyme à deux tours, deux délégués. Tous les élèves sont électeurs et éligibles.

— Les délégués de classe siègent en conseil de classe, qui examine les questions pédagogiques intéressant la vie de la classe et les conclusions des travaux du conseil des professeurs.

— Le chef d'établissement réunit l'ensemble des délégués de classe pour un dialogue sur les conditions de la vie scolaire.

— Les délégués de classe élisent en leur sein les représentants des élèves au conseil d'établissement (cinq élus dans les lycées, deux dans les collèges). Le conseil d'établissement vote le budget et le règlement intérieur, donne son avis sur le fonctionnement pédagogique et peut se constituer en formation disciplinaire pour se prononcer sur l'exclusion définitive d'un élève. Dans les collèges ne sont éligibles que les délégués à partir de la quatrième.

Des idées reçues

Déçu après quelques mois d'exercice, les délégués de classe abandonneraient, courent-ils à leur fonction. Les chiffres font un sort à cette idée reçue et à quelques autres : 70 % des élèves qui ont été ou sont encore délé-

(1) — Les élèves et la participation à la vie des établissements. Éléments pour un bilan. C.R.D.P. 11, avenue du Général-Champoin, 38001 Grenoble CEDEX. 240 pages, 35 F. franco.

Par ailleurs, le centre départemental de documentation pédagogique de Colmar édite un « Petit répertoire à l'usage de l'élève délégué ». Envoyé contre 350 F. franco à C.R.D.P., 12, rue Messimy 68023 Colmar Cedex.

L'acier massif.

De vrais stylos pour tous les jours.

En Acier Massif Satiné. Donc inaltérables et solides, ces stylos possèdent les qualités qui caractérisent Parker. Et cela à des prix à la portée de tous. Regardez le capuchon du Mixy plume. Un déclin assure son verrouillage. La pointe de la plume est en ruthénium, ce qui signifie douceur et souplesse. Ce stylo est doté de la cartouche Parker, connue pour sa grande capacité et sa réserve d'encre.

Nous vous rappelons son prix : 29 F. Le Mixy bille, 25 F. est conçu avec la même rigueur. Cela vous intéressera peut-être de savoir que la recharge assure, en moyenne, un an d'écriture. 5 gros stylos de billes vous sont proposés. Le Mixy feutre, rechargeable, offre une pointe multi-canaux qui permet un débit régulier. 4 couleurs d'encre : noir, bleu, rouge et vert. Son prix : 25 F.

Si vous aimez la couleur, sachez que les Mixy existent aussi avec le fût de couleur : noir, olive ou caramel. Leur prix : 19 F. Maintenant, lequel allez-vous choisir ? Peut-être les trois, suivant les circonstances ou bien l'envie.

PARKER
La maîtrise de l'écriture.

NATIONALE FÉMININE

NATIONALE FRANCE

AND HATHAN

APRÈS QUATRE-VINGT-DIX ANS DE SUCCÈS

Une charte pour l'école maternelle

Au début furent les « écoles à traverser » créées en 1770 par le pasteur Oberlin. Avec l'essor industriel, dans la première moitié du dix-neuvième siècle, se développent les « écoles d'adultes » pour protéger l'enfant des dangers de la rue, pendant que les marmottes travaillent aux ateliers. Si le terme d'école maternelle apparaît en 1844, il faut attendre la III^e République pour que naisse véritablement « l'école maternelle » : la formule se trouve dans le décret organique du 18 janvier 1887, premier grand texte qui décrit les contours de l'école maternelle française. Quelques retouches sont apportées, notamment par le décret du

15 juillet 1921. Mais, depuis, rien de fondamental. Pour l'essentiel, l'école maternelle de 1977 vit dans un cadre légal quasi centenaire. Ce cadre était à ce point périmé qu'il n'a, en rien, gêné l'évolution d'une institution que l'on a continué de considérer comme le fleuron de notre système éducatif. Le ministère de l'Éducation a cependant jugé le moment venu de faire le point des découvertes sur la psychologie de l'enfant et sur l'expérience accumulée par les praticiennes de l'école pré-élémentaire. C'est l'objet d'une circulaire de vingt-cinq pages, parue au *Bulletin officiel de l'Éducation* du 7 septembre et signée par M. René Haby.

Définir une attitude, un esprit

Un texte, s'empresse-t-on de le dire, qui ne veut rien figer, rien bloquer. « Qui veut être ce que sera l'enfant de demain », demande Mme Josette Tenny, chargée des écoles maternelles au cabinet du ministre, et qui a contribué à rédiger le document établi à partir de la consultation des inspectrices d'écoles maternelles. « La psychologie de l'enfant elle-même est loin d'avoir tout découvert et de tout expliquer ! Nous avons donc voulu définir une attitude, un esprit, et non prescrire des recettes. Ce texte est destiné à nourrir la réflexion commune des éducatrices, des conseillers pédagogiques et des inspectrices, et non à leur dicter un quelconque comment faire. »

L'action éducative dans les maternelles repose sur quelques principes majeurs. L'enfant est un être « total » : toutes les formes du développement psychique interfèrent constamment chez lui. Il est aussi un être « agissant », pour qui l'action est un moyen d'existence et de progrès : un être « essentiellement affectif » et « imaginaire ». Il s'agit donc de créer un environnement qui lui permette de s'exercer, de surmonter des obstacles, sans l'obliger à accomplir des gestes que l'état de construction de son système nerveux et de sa personnalité rend encore impossibles, d'entraîner son esprit critique en le conduisant à poser son avis, à mesurer, à réussir pour acquiescer à son.

Cette autonomie du jeune enfant sera atteinte par des objectifs successifs dont la circularité énumère les repères : l'affectivité car l'enfant ne se développe pas sans équilibre affectif ; le mouvement (« la pensée vient de l'action », selon le mot d'Henri Wallon), d'où l'importance des jeux, de la voix parlée et chantée, de l'expression corporelle, la perception et l'action sur les choses : jeux, modèles, l'image et le souvenir des images ; le langage qui ne s'enseigne pas, mais se construit par un effort personnel de l'enfant. Le langage oral puis écrit : pas seulement le tracé des lettres « à l'anglaise » qui, « dans la plupart des cas, ne peut être correctement atteint qu'entre cinq ans et demi et six ans », mais aussi le babillement, véritable code tracé par l'enfant : enfin le développement « cognitif » : par le tri et le classement, par les jeux, l'enfant apprendra peu à peu à la maîtrise des symboles, à la construction des notions d'espace et de temps, aux concepts.

Le texte s'en tient à des jalons. Ainsi est-il écrit : « Chaque institutrice dispose d'une entière liberté pour procéder, dans le cadre de l'équipe éducative, à la définition d'objectifs nouveaux selon le milieu socio-culturel de chaque élève, les observations effectuées en classe, les évaluations successives. » La conclusion de la circulaire est sans ambiguïté : « Tout ce qui précède met en relief la valeur d'une éducation globale et fonctionnelle, constamment adaptée aux enfants auxquels elle s'adresse, ainsi qu'aux milieux et circonstances de vie de ces derniers. Cette action ne peut s'enfermer dans un programme au sens traditionnel du terme. (...) Il est indispensable de laisser à chaque institutrice une grande liberté de méthode et d'action. »

personnalités, quand certains spécialistes estiment à vingt-cinq et d'autres à quinze — le nombre optimum d'enfants par enseignante ? Et la créativité confiée aux éducatrices, comment la voir s'épanouir quand la formation délivrée aux enseignants se résume à quelques semaines de stages enrobés de cours assurés par des professeurs d'école normale, dont certains sont loin de la vie des classes ? Et le dépiquetage des handicaps, comment le mener à bien quand il existe en

tout et pour tout quelque mille cent groupes d'aide psychopédagogique (GAPP) ?

Il reste que le texte du 7 septembre chasse résolument les nuages accumulés un temps sur les écoles maternelles, lorsqu'il fut question, en 1974, d'établir une coupure à quatre ans dans l'âge préscolaire et d'assigner à la « petite école » la mission d'apprendre plutôt que de développer.

CHARLES VIAL

LE CALENDRIER DE L'ANNÉE SCOLAIRE 1977-1978

- **RENTÉE SCOLAIRE :**
 - Pré-rentée : mercredi 14 septembre au matin, pour les enseignants des écoles maternelles et élémentaires, ainsi que pour les enseignants des lycées et collèges ;
 - Rentrée des élèves : jeudi 15 septembre au matin.
- **TOUSSAINT :**
 - Du samedi 29 octobre, après la classe, au jeudi 3 novembre au matin. Il n'y aura pas de classe le samedi 12 novembre.
- **NOËL :**
 - Du jeudi 22 décembre inclus au jeudi 5 janvier au matin.
- **FÉVRIER :**
 - ZONE A (académies d'Alger, Marseille, Amiens, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Corse, Lille, Lyon, Nancy-Metz, Nice, Orléans-Tours, Rennes, Rouen, Toulouse) : du samedi 11 février, après la classe, au lundi 20 février au matin ;
 - ZONE B (académies de Besançon, Dijon, Grenoble, Limoges, Montpellier, Nantes, Poitiers, Reims, Strasbourg) : du samedi 18 février, après la classe, au lundi 27 février au matin ;
 - ZONE C (académies des Antilles-Guyane, Créteil, Paris, Versailles) : du samedi 25 février, après la classe, au lundi 5 mars au matin.
- **PRINTEMPS :**
 - ZONES A et B : du samedi 1^{er} avril, après la classe, au lundi 17 avril au matin ;
 - ZONE C : du samedi 8 avril, après la classe, au lundi 21 avril au matin.
- **GRANDES VACANCES :**
 - Du samedi 1^{er} juillet inclus au vendredi 15 septembre au matin. La rentrée des enseignants aura lieu le jeudi 14 septembre 1978 au matin.

Ecole des Attachés de Direction

Ecole supérieure de gestion. L'E.A.D. forme des cadres aptes à collaborer efficacement aux principaux services de gestion de l'entreprise.

Cinq options professionnelles définissent la finalité de sa formation et ouvrent des débouchés réels :

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Etude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques
- Commerce international

Trois ans d'études après le baccalauréat. Admission directe en troisième année pour les candidats titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent.

ÉCONOMIE ADMINISTRATION DÉVELOPPEMENT
Enseignement supérieur privé
8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.86.24 - 261.81.14
demandez notre documentation

I.F.P.P. INSTITUT DE FORMATION PÉDAGOGIQUE ET PSYCHOSOCIOLOGIQUE

(Établissement privé et laïc d'Enseignement Supérieur)

ANNÉE PRÉPARATOIRE : PRÉPARATION BACCALAURÉAT A MI-TEMPS
Pour tous les jeunes qui désirent se présenter au BAC, tout en se préparant à leur future carrière.

FORMATION ENSEIGNANTS : (sous convention avec l'État).

FORMATION ANIMATEURS : Stages et solutions vers le premier emploi.
TOUS LES ÉTUDIANTS SONT CONCERNÉS.

Renseignements : 52, avenue Victor-Hugo, 75116 PARIS
Tél. : 553-24-04 - 553-46-24
Interviews septembre-octobre de 9 heures à 19 heures.

PRÉPARATIONS par correspondance PÉDAGOGIE MODERNE

- CARRIÈRES SOCIALES
 - CONCOURS ADMINISTRATIFS (Niveau BEPC)
 - PARA MÉDICALES
 - COURS COMMERCIAUX
 - COURS DE VACANCES
 - FORMATION PERMANENTE
- Inscriptions à tout moment de l'année
- Demandez les documentations gratuites qui vous intéressent à PÉDAGOGIE MODERNE - Enseignement privé à distance - CS5
17 villa d'Alsace - 75680 PARIS CEDEX 14 - Tél. 542.89.88
- Nom : _____ Adresse : _____
Code Postal : _____ Ville : _____

ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉMININE

Régime juridique : loi 1901

DIPLOME D'INGÉNIEUR E.P.F. (reconnu par l'état)

- Admission sur titres : DEUG. A., D.U.T., B.T.S. Assistantes Ingénieurs
- Sur dossier et entretien : (dans la limite des places disponibles) (Avec Bac C. et une ou deux années d'études supérieures : Maths Sup. ou Maths Sp., DEUG. A., Médecine, Pharmacie, etc...)

Cloûture des inscriptions le 30 septembre 1977

Renseignements à l'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉMININE
3 bis, rue Lakanaï - 92330 SCEAUX - Tél. 660.33.31

L'ÉDUCATION EN FRANCE

Collection dirigée par J. LEIF

- Pour tous ceux qui s'interrogent sur le fonctionnement et l'avenir de l'éducation en France.
- Les réponses concrètes aux questions essentielles qui se posent chaque jour au monde de l'école.
- L'ÉCOLE MATERNELLE AUJOURD'HUI 29,50 par E. PLAISANCE
- L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE 25,00 par L. BRUNELLE
- L'ENFANT À L'ÉCOLE 33,00 par A.-M. CHARTIER, J.-M. HEBRARD

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

FERNAND NATHAN
Correspondance : 9 rue Méchain 75680 PARIS CEDEX 14

Si vous aimez les échanges d'idées les contacts les voyages...

tous les métiers du tourisme vous intéressent

***IST**
Institut Supérieur de Tourisme

Il est à votre disposition une documentation sur les différentes carrières touristiques (avec de très nombreuses options). Laboratoire de langues. Durée des études : 2 ans (bac ou terminale). Formation sanctionnée par Diplôme d'État - BTS de Tourisme.

Je désire recevoir une documentation gratuite sur votre enseignement.

nom : _____ prénom : _____
âge : _____ profession : _____
adresse : _____

***IPSA**
Institut Supérieur de Tourisme
Établissement privé d'enseignement supérieur
71 Fg St-Honoré 75008 Paris - 266.66.52 - 266.32.47

LA RENTÉE DES TOUT-PETITS

Deux numéros spéciaux du mensuel Pomme d'api, écrit par Bayard-Presses, viennent de paraître : le premier, la rentrée scolaire, celle des tout-petits — et de leurs parents — qui abordent l'école maternelle.

L'un s'adresse aux parents : c'est un guide rempli de conseils pratiques et d'une mine d'informations diverses sur les formalités d'inscription, le personnel des écoles maternelles, la fonctionnement de la cantine, de la garderie, les associations de parents d'élèves, etc. Une journée complète dans une école de la banlieue parisienne est décrite. Cela peut aider de nombreux parents à suivre la journée de leur enfant. Mais attention : outre le style de chaque établissement et de sa directrice (ou de l'institutrice), il y a bien souvent des problèmes d'effectifs et de liste d'attente qui rendent la réalité moins souriante.

Dans le numéro spécial pour les enfants, on retrouve l'aspect et la ligne de Pomme d'api : des couleurs vives, des histoires et des jeux doivent permettre à l'enfant de se familiariser avec la notion d'école, bien abstraite pour ceux qui n'ont pas eu l'occasion d'accompagner quotidiennement frères et sœurs ou petits amis. Là, l'aide des parents se révèle indispensable pour mettre à la portée de chaque enfant ce qui lui convient, surtout s'il n'a que deux ans, âge d'entrée dans la première section de l'école maternelle.

3-6, rue Bayard, Paris 8^e, 6 F.
ANNE-MARIE MATTHIEU.

LE B.T.S. TRADUCTEUR COMMERCIAL

(Publiscopie)
Un diplôme apprécié des entreprises

LANGUES & AFFAIRES, établissement d'enseignement privé à distance, vous préparez parfaitement, chez vous, sans que vous ayez à modifier vos occupations scolaires. Cours sur 10-12 mois en moyenne, stage obligatoire (juillet) à Paris-Centre. Aucun diplôme exigé, mais pratique utile de la langue indispensable. Niveaux intermédiaires de langage (même pour débutants). Inscription sous l'égide de l'Éducation Nationale. Possibilité de prise en charge par les entreprises des frais de la loi sur la P.F.C. 2002 n° 781 et LANGUES & AFFAIRES, 35, rue Colonge, 92303 Paris-Levallois, tél. 370-81-88.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ À LA MONTAGNE (sous contrat)

COLLÈGE CÉVENOL
43500 CHAMBRON-SUR-LIGNON - Tél. 59-72-52 - Alt. 1.000 m.

JEUNES GENS - JEUNES FILLES - INTERNAT - EXTERNAT
DEMI-PENSION - OUVERT AUX VACANCES DE LA TOUSSAINT ET DU MARDI-GRAS ET TOUTES LES WEEK-ENDS

ANNÉE SCOLAIRE 77-78 :

- Préparation aux Bacs A, B, C, D.
- Enseignement technique Bacs G1 et G2.
- Laboratoires de langues et sténo-dactylo.
- Sports et nombreux ateliers artistiques et manuels.

Internat de garçons et de filles.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de septembre est paru

LA MISE EN PLACE DE LA RÉFORME HABY

- Ce qui change à la rentrée
- Les débats de la loi Haby et des syndicats d'enseignants
- La querelle des nouveaux programmes
- L'application sur le terrain

LE FRANÇAIS AU BACCALAURÉAT
La liste complète des sujets donnés en 1977

Egalement au sommaire :
Une interview du nouveau ministre belge de l'éducation. Les cours d'été à La Baule. La vitalité du théâtre pour l'enfance. Les métiers de l'immobilier. Que faire avec la capacité en droit ? Comment souscrire une assurance scolaire ?

LE NUMÉRO : 5 FRANCS
ABONNEMENT (11 NUMÉROS PAR AN) : 50 FRANCS

مكتبة الأمل

Le Monde

DES ARTS
ET DES SPECTACLES

Autour d'un tableau de Vernet

PÊCHEURS ET JOUEURS DE VIELLE

UNE exposition présentée l'automne dernier au Musée de la marine rendait pleinement justice à Joseph Vernet, admirable peintre et un des plus justement oubliés de l'histoire du paysage. On y voyait en particulier la série des « Ports de France » qui lui fut commandée en 1753 par le marquis de Marigny et dont les quinze toiles, en dehors même de leurs beautés de lumière et de tempêtes, sont un document précieux entre tous sur la vie quotidienne, la topographie urbaine et l'activité économique des dernières décennies de l'Ancien Régime.

La dernière de ces toiles est consacrée au port de Dieppe, que Vernet entreprit de peindre en septembre 1763, écrivant alors à Marigny : « Je vais me préparer Monsieur, pour aller peindre quelque autre port de mer ; la saison étant avancée, eu égard aux opérations que je dois faire, j'ai pensé que le port de Dieppe, étant peu important et le plus proche de Paris, serait convenable à la circonstance. » Dieppe n'était pas prévu dans la commande initiale, mais comme Vernet était un peu fatigué des voyages qu'il avait multipliés depuis dix ans aux quatre coins de France, on le laissa faire, et le tableau fut exposé au Salon de 1765 avec la mention suivante au catalogue : « L'auteur a regardé la pêche comme le caractère distinctif de ce port et a orné le devant de ce tableau des divers poissons que l'on pêche dans ces parages, et des différents habillements. L'heure du jour est le matin. »

Une histoire en images

Bien vu, c'est le matin qu'on expose la mer et c'est le port de Dieppe qui, à cette époque, a le premier rang pour la pêche ; il possède cinq cent cinquante-six bateaux, de 31 351 tonneaux, comme le remarque Arthur Young dans ses Voyages en France de 1787-1789 (merveilleux livre, guide et compagnon idéal de vacances). Cela dit, le port de Dieppe n'est pas le plus réussi de la série, et Diderot remarquait avec raison que les figures n'y étaient ni aussi vigoureusement ni aussi spi-

rituellement touchées que de coutume. Pourtant, même si le port est « peu important », et même si le quotidien est moins vivement rendu que dans les vues de Marseille, Bordeaux ou Rochefort, il s'y passe quand même quelque chose, le premier plan frêle de quantité de petits personnages affairés, et le conservateur du musée de Dieppe a eu l'excellente idée de déployer en quelque sorte le tableau d'en illustrer les détails par des documents divers et d'en faire une petite exposition qui est comme une histoire en images de Dieppe dans la seconde moitié du dix-huitième siècle.

Dieppe, à cette époque, c'est le harem et c'est l'ivoire. On nous montre les pêcheurs de hareng, leurs bateaux, leurs tonneaux (avec une jolie collection d'instruments anciens), et, un des détails : « les plus spirituellement touchés » du tableau représente un marchand ambulante qui propose à un groupe de promeneurs quelques-uns de ces poissons délicieusement sculptés qui, depuis l'arrivée des défilés d'éléphants au XVIII^e siècle, ont été longtemps une des productions les plus originales de l'artisanat dieppois, et dont le musée conserve une fort belle collection.

Il y a le hareng, il y a l'ivoire. Mais il y a aussi les petits bateaux, les barques « qui font tous les jours la pêche du merlan, de la petite raie, des soles, vives et limandes et autres petits poissons qui se prennent à l'arnageon ». Et surtout les huîtres. On sait que le XVIII^e siècle en raffolait, les parcs de Dieppe étaient particulièrement appréciés, et « on faisait des envois considérables par tout le royaume, et surtout à Paris, mais ce n'est que depuis le mois de septembre jusqu'au mois d'avril, parce qu'on n'en fait point d'usage pendant les autres mois de l'année ». Sage précaution : pas d'huîtres dans les mois sans « e » ! Pêcheurs et détenteurs d'huîtres ontent surtout au faubourg du Poillet : on nous montre les maisons, les moulins, les costumes de ses habitants, et un ensemble de documents évoque l'histoire de la ville et du port, ses rapports avec l'Angleterre, la construction des quais, du quai Henri-IV en particulier, aujourd'hui encore si étalé et si bourdonnant de vie. A quoi il faut ajouter une petite section de vues modernes et contemporaines, avec de belles toiles de

Boudin, Lebourg, Pissarro, Jacques-Emile Blanche, Othon Fries et Irène Reno, un de ces peintres des années 30 dont on devrait bien entreprendre la réurrection.

Cette exposition est modeste (liste de crédits sans doute), mais elle ajoute au plaisir de passer un jour ou deux, le soleil revenu, le long de ces délicieux rivages, et, surtout, elle indique aux musées de province une orientation possible : celle de l'histoire locale conçue moins en termes de abords pittoresques et de collections d'ethnologie, que comme une analyse sérieuse, approfondie du développement d'une ville ou d'une région, des problèmes économiques, démographiques, culturels, etc. du passé et du présent. Certes l'on pourrait citer bien des exemples de musées régionaux fort bien conçus, mais ce qui n'a le plus frappé, au cours d'un été passé de ville en ville à la recherche de lieux moins maussades, c'est à quel point la province se connaît mal elle-même et perd peu à peu le sentiment de son individualité.

Un tour de France déprimant

Presque partout aujourd'hui, le mode de vie, les vêtements, les loisirs, les manières de table et de société sont les mêmes qu'à Paris et dans la banlieue parisienne. L'uniformité des formes et des matériaux, l'implantation anarchique des constructions nouvelles, détruisant d'admirables paysages, accumulant les masses et les tours inutilisées, ignorant tout du caractère propre des sites urbains, ont créé, dans la hâte, une sorte de nivellement par le bas qui rend notre tour de France chaque année plus déprimant. Quoi de plus triste que l'arrivée à Beauvais, à Montpellier, à Nîmes ? Je cite au hasard, et, ayant écouté fort d'attention les informations régionales (il pleuvait, il pleuvait toujours !), je ne puis dire que, si j'étais François Poulenc ou Gascou, je me sentirais personnellement insulté d'être informé de cette manière-là.

L'existence des régions passe par la prise en charge des problèmes d'héritage et de développement, le musée étant tout

designé pour accueillir leur publication, de Louis XV et qui fut longtemps l'accompagnement obligé des noces et des assemblées de berrichonnes. La collection comprend quelques vrais chefs-d'œuvre d'ingéniosité, de goût artisanal, et comme l'ensemble est soutenu par un bon spectacle audiovisuel, que l'on peut voir aussi de belles farces et poteries à décor républicain et tout ce qui dans la région évoque l'antique travail des champs, on passe une heure charmante avant d'aller goûter des sensations inédites dans les parcs de Nérès-les-Bains ou dans les défilés de la toute divine Sioule. Je voudrais qu'il y ait cent Fautrier en France pour nous faire cent et mille musées de Montluçon.

Soit un exemple : le musée de Montluçon. Malgré le quartier ancien, la beauté des environs, l'étonnant spectacle qu'offre la ville lorsqu'on arrive par la route de Moulins, Montluçon, il faut bien le dire, ce n'est pas sublime, et la présence culturelle y était assez discrète jusqu'à ce que Jean Fautrier (qui a donné un si bel aspect aux musées de Bourges et s'occupe maintenant de ceux de Strasbourg) installe un musée dans l'ancien château des ducs de Bourbon. Un musée de quoi ? Un musée de la

vieille, cet instrument si prisé à l'époque de Louis XV et qui fut longtemps l'accompagnement obligé des noces et des assemblées de berrichonnes. La collection comprend quelques vrais chefs-d'œuvre d'ingéniosité, de goût artisanal, et comme l'ensemble est soutenu par un bon spectacle audiovisuel, que l'on peut voir aussi de belles farces et poteries à décor républicain et tout ce qui dans la région évoque l'antique travail des champs, on passe une heure charmante avant d'aller goûter des sensations inédites dans les parcs de Nérès-les-Bains ou dans les défilés de la toute divine Sioule. Je voudrais qu'il y ait cent Fautrier en France pour nous faire cent et mille musées de Montluçon.

ANDRÉ FERMIGIER.

* Autour du port de Dieppe peint par Joseph Vernet en 1763. Château-musée de Dieppe. Jusqu'au 15 septembre.



« Le port de Dieppe », tableau de Joseph Vernet (1763). Château-musée de Dieppe. Gravure sur bois.

« TATOUAGES » AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Le corps baroque

la plus fatale écriture du corps ? Ce qui rend le tatouage intéressant, à ce sujet, c'est le fait qu'il soit si populaire. On se fait tatouer dans les « mauvais lieux », non loin des gorges où l'on danse le samedi soir, et il y a toujours un tatoueur à l'aiguille plus ou moins sale et à proximité d'une foire à la saucisse ou d'un strip-tease forain. Le tatouage, c'est la banlieue ; c'est les voyous et les maquereaux ; c'est Piaf qui chante « l'homme à la moto » ; c'est Brassaï et ses admirables photographies sur le Paris nocturne des années 20.

Frissons canailles

Le tatouage est un art vulgaire. Depuis quelques mois, comme presque tout est récupérable, il est aussi très à la mode. Bruno, qui a ouvert boutique sur rue à Pigalle, dédicace son livre, « Tatoués, qui êtes-vous ? », à ses clients. Et ce ne sont pas seulement des marins, des travestis ou de mauvais garçons. Dans une salle d'attente, à côté de la nouvelle race des « punk », on trouve celle des jeunes femmes convenables qui viennent se faire tatouer une étoile de 2 millimètres carrés sous un doigt de pied. La transgression est discrète. Le tatouage n'est pas vraiment douloureux, affirme-t-on, mais il faut bien mériter ces petits frissons canailles. Le vrai « malade » du tatouage, lui, n'hésitera pas à recommencer, et à se faire « travailler » le corps pendant plusieurs semaines. Une pieuvre géante et bicolorée recouvrira tout son dos. Les tentacules du même polype venouseront ses jambes et ses bras. Un crucifix barrera son torse, deux Popeye symétriques ricaneront sur ses coudes, et une araignée tissera sa toile autour de son nombril. On peut presque suivre son corps un parcours de train-fantôme. Il s'est même fait graver des sous-vêtements en trompe-l'œil à même la peau. On n'est pas loin de la surenchère dérivante du culturiste qui sculpte son corps pour en faire une viande baroque.

En général le tatoué laisse son visage et ses mains vierges, ou cas où il se mettrait à regretter : il a toujours la possibilité du pull à col roulé. Mais la plupart des tatoués adorent exhiber leurs porures d'encre, et pas seulement dans des situations intimes : ils organisent des concours du plus beau tatouage et des congrès internationaux de tatoués

afin de pouvoir succomber, sans représailles possibles, à leurs penchants. On a beaucoup de mal, paraît-il, à leur faire remonter leurs pantalons.

Mais pourquoi se fait-on tatouer ? L'homme préhistorique se tatouait pour effrayer ses adversaires. Le loulou d'aujourd'hui exhibe des aigles menaçants, des têtes de mort ou des croix gammées. Cette pratique, qui proviendrait de Chine, a d'abord été adoptée par les navigateurs, les légionnaires. Les marins au long cours se faisaient tatouer sur le pied une tête de porc, le porc sauvage étant réputé pour sa résistance à la rage. Depuis, dans la marine, le tatouage est devenu un rituel. Les mercenaires l'utilisaient pour s'identifier en l'absence d'uniformes, en se gravant des stigmates sur les mains. En Egypte, il marquait la possession des esclaves, des prisonniers ou des condamnés aux galères. Il a également servi de « tampon » d'embarquement dans les armées, pratique perpétuée par les SS, de repère d'affiliation des premiers chrétiens, de sceau héréditaire des familles nobles.

On peut bien sûr se livrer à une « approche sociologique, ethnologique ou psychanalytique » du tatouage. On peut aussi prendre le tatouage à la légère, comme une fantaisie, un maquillage excessif. Mais, pour expliquer pourquoi certaines personnes se font tatouer, il faudrait expliquer pourquoi il y a des exhibitionnistes et des gens mal « dans leur peau » qui n'arrivent pas à s'identifier ni à s'affirmer. Par le tatouage, le clan (militaire, noble) ou la minorité (sociale ou sexuelle) affiche sa propre exclusion, la retourne, la renforce et la tolérise.

Bandes dessinées et graffiti

L'exposition sur le tatouage à Beaubourg est modeste par rapport à son sujet : une trentaine de photos sur toiles présentées dans la galerie d'actualité. Les photos sont spectaculaires, et en lisant le texte qui court dessous on apprend que chez les Tchoukès des Kouriles les jeunes filles coquettes se font tatouer une barbe et une moustache, ou encore que Jésus-Christ avait une croix tatouée à son bras droit avec ces mots : « perdu d'avance », ce qui fait rire tout le monde. On peut aussi regarder, debout devant un poste de télévision, un petit film de reportage sur une boutique de tatouage à San-

Francisco. Le tatoueur, Lyle Tuttle, est lui-même tatoué des pieds jusqu'à la tête (« Quand je me déshabille, je suis mon propre album de souvenirs, une collection vivante, un montage de vie... »). Il veut léguer sa peau à un musée et appréhende qu'on la lui vende dans les toilettes. Il a tatoué son chien et a voulu un jour tatouer son fils de sept ans, qui s'est débattu. Il a revê une fois qu'il avait perdu tous ses tatouages, et il dit que ça l'a fait « flipper ». A l'entrée de sa boutique on peut lire : « Bienvenue aux amoureux de l'art ». Les vignettes exposées chez les tatoueurs font davantage penser à des bandes dessinées qu'à des décors de Malabar qu'à des « œuvres d'art », de même que l'écriture de tatouage, violente et primaire, s'apparente aux graffiti.

Quels monstres

La plupart des gens visitent cette exposition par hasard, parce qu'il faut souvent faire la queue avant d'accéder aux escaliers roulants du premier étage. Alors, pour patienter. L'entrée est libre, il ne faut pas franchir de portillon, il n'y a pas de filets, rien n'est numéroté, on peut commencer par où on veut, et les gens se promènent entre ces toiles la bouche ouverte, assez baba. Là ils ne disent pas « c'est beau » ou « c'est laid », comme dans les autres expositions. Ils disent « quels monstres ! », ou bien « ils sont dingues ! », ou bien « c'est débile ! », ou bien « c'est désespérée ! ». On voit que c'est de leur peau et de leur corps qu'il s'agit. Ça les fait rire, ça leur arrache des cris, des grimaces. Les petits qui demandent toujours « pourquoi » demandent « pourquoi ils font ça ? ». Une mère consciencieuse explique que « c'est pas des gens équilibrés ». Les vrais curieux ou les pervers polymorphes qui sont venus exprès à Beaubourg pour cette exposition, et qui sont parfois eux-mêmes tatoués, ont un petit sourire supérieur. Le « gros » du public n'a pas du tout envie de se faire tatouer, et il le dit sur tous les tons. D'ailleurs, il n'y a pas de stand de tatouage, ni de « stage d'initiation » ni d'« atelier pratique » dans cette exposition.

HERVÉ GUIBERT.

(*) Centre Georges-Pompidou - Galerie d'actualité du G.C.L. Jusqu'au 29 septembre.

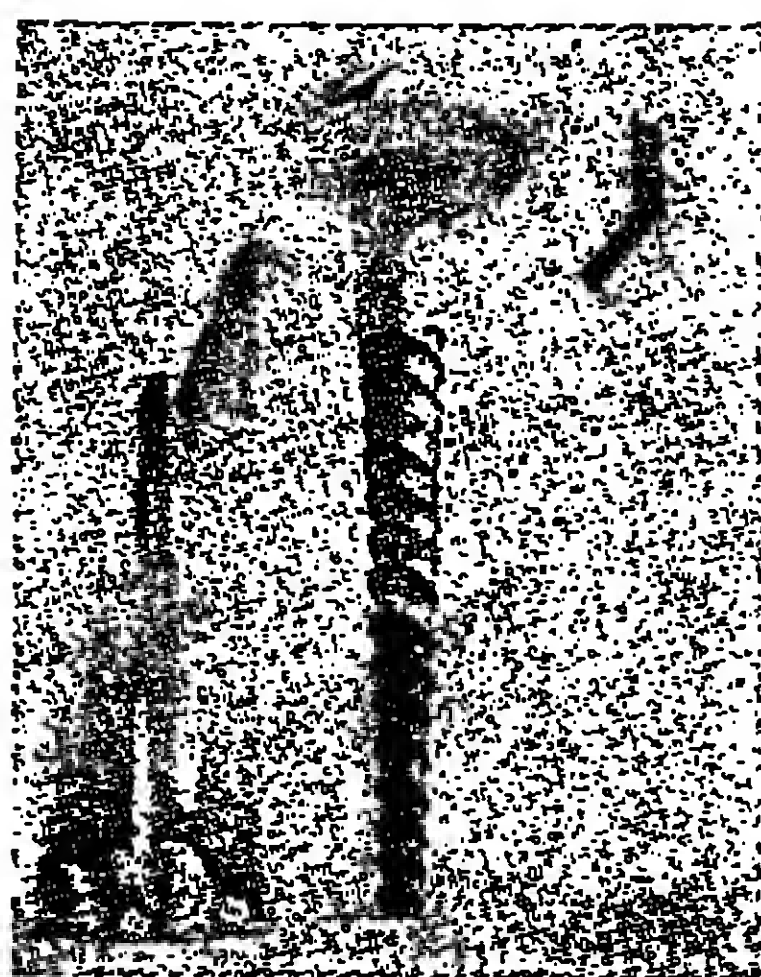


Il est des tatouages glorieux : les durs se font écrire : « Maman, je t'aime » ou « A Claudette pour la vie » sur un biceps et l'entourer d'un cœur. Il est des tatouages secrets : les narcisses se font écrire « I love me » sur la partie la plus susceptible de leur anatomie, les misonthropes « shit ! » ou « fuck you ! » sur la lèvre inférieure, à l'intérieur. Il est des tatouages coquins : sur ce dos-là une meute de chiens dévale, des ornements jusqu'aux reins, et s'engouffrent entre les fesses, ou alors c'est un long serpent noir qui s'y insinue. Et si cet homme soulève un bras, on voit en même temps sur son iselle une femme qui écarte les jambes. Incrustation intradérmique de corpuscules colorants, le tatouage joue avec le corps, dessine ou écrit sur la peau, dans la peau. Le tatoué peut dire à sa Claudette : « Je t'ai dans la peau » sans parler au figuré.

A une époque où il est beaucoup question d'art corporel, où Gina Pane se taillade un petit bout de peau au cours d'happenings finalement assez dérisoires et où des écrivains comme Hélène Cixous et Pierre Guyotat revendiquent une écriture du corps, le tatouage n'est-il pas la plus suprême,

مركز الفن الحديث

Une sélection



« Cinéma en forme de vis géant : gratte-ciel pour São Paulo » (1971).
Dessin de Claes Oldenburg.

Cinéma

UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE

d'Ettore Scola

Une journée de mai 1938 où la Rome musolinienne accueille triomphalement Hitler en visite officielle. La rencontre et le dialogue de deux êtres exotiques : une mère de famille reléguée à son foyer et un homosexuel qui attend d'être déporté. Troisième personnage : la radio, qui diffuse la voix du fascisme, destin quotidien. Mis en scène avec une rigueur exemplaire par Ettore Scola. Étonnamment interprété par Sophia Loren et Marcello Mastroianni, anti-stars.

ANNIE HALL

de Woody Allen

New-York, les intellectuels, la psychanalyse, un couple qui se défait, et Woody Allen qui agit le tout dans un grand montage de genres divers qui vont de la bande dessinée au monologue intérieur, du gay au désespoir.

L'IMPRÉCATEUR

de Jean-Louis Bertucelli

D'après le roman de René-Victor Pilhes, une fable qui se veut à la fois tableau de mœurs, énigme policière, pamphlet économique et politique. A

la suite d'incidents bizarres, l'état-major d'une société multinationale est saisi de panique. Babel tremble sur ses bases et Mammont est voué aux gémonies. Jean-Louis Bertucelli filme ce sujet ambitieux avec fougue et conviction. Sans jamais réussir à vraiment nous convaincre.

DES ENFANTS GATÉS

de Bertrand Tavernier

En panne d'inspiration, un cinéaste loue un appartement dans un immeuble moderne, espérant y trouver le silence et la paix. Mais ses voisins lui font découvrir un monde qu'il ne connaissait pas et dont les problèmes deviennent rapidement les siens. Cette expérience et une brève aventure avec une jeune fille passionnée l'entraînent à se poser des questions sur lui-même, sur son métier, ses privilèges, son statut d'enfant gâté. Un film intelligent, très personnel, qui émeut par sa maîtrise et son sens de la mesure.

L'AMOUR EN HERBE

de Roger Andrieux

Sur le plus rebattu des sujets — l'amour fou et contrarié d'un adolescent et d'une adolescente — Roger Andrieux a réalisé un film qui évite miraculeusement les pièges de la sentimentalité et de la contestation familiale. Un état modeste mais qui retient l'attention.

UN BOURGEOIS TOUT PETIT PETIT

de Mario Monicelli

Portrait d'un fonctionnaire romain, égoïste, mesquin, servile envers ses supérieurs et « machiste » à son foyer qui, frappé par le malheur, se conduit comme un monstre (Alberto Sordi est magistral). Passant de la comédie à l'italienne au drame sanglant de faits divers, Monicelli montre comment le « fascisme ordinaire » peut se manifester dans une société démocratique en décomposition.

CET OBSCUR OBJET DU DÉSIR

de Luis Buñuel

Une nouvelle fable socio-érotique de l'auteur de Viridiana et de Tristana, librement inspirée de la Femme et le Pantin, de Pierre Louÿs. Un homme mûr, sûr de soi comme de l'univers, découvre la passion, l'anarchisme des sens et des sentiments, cependant qu'autour de lui l'ordre bourgeois explose.

J.-A. MARTIN PHOTOGRAPHE

de Jean Beaudin

Le voyage plein de surprises d'un couple qui ne savait plus s'étonner et qui se retrouve. Présenté au Festival de Cannes, ce film sensible et délicat en dit plus sur la condition féminine que bien des prêches libérateurs.

— ET AUSSI : Le Dernier des gais, de Don Siegel (John Wayne dit au revoir à toute une époque) ; Un pont trop loin, de Richard Attenborough (la reconstitution appliquée d'un épisode de la deuxième guerre mondiale) ; Omar Gattalo, de Merzak Allouache (une comédie algérienne féroce et tendre) ; Le Diable probablement (le désespoir de la jeunesse).

Théâtre

MOLLY BLOOM...

Le monologue final du roman de Joyce. « Ulysse », joué avec une distance fine et chaude par Garance Germain, comédienne formée à New-York.

... ET LE MANUSCRIT

au Lucernaire

C'est le texte théâtral « l'Hypothèse » que Robert Pinget avait écrit pour Jean Martin, « baptisé » le Manuscrit. Martin était l'un des créateurs de « Godot » et le texte de Pinget est proche de Beckett, quoique d'un humour plus codé. Gérard Baille, en écrivant l'adaptation se demandant pourquoi son unique manuscrit n'est au fond d'un puis, est d'un dandyisme irrationnel.

EROSTRATE

au Théâtre Mouffetard

Une nouvelle de Sarraute, histoire d'un bonhomme qui n'aime pas pour les gens mais pour leur bêtise à table. « qui pour cette raison, tire au revolver dans la rue Delambre. Mise en scène sélective d'Yves Goursat. Interprétation « hyper-mesqueline » de Marianne Irenski, Philippe Duclos, Jean-Louis Grinvald. Du Drame mental.

CAFES-THÉÂTRES

Aux Blancs-Manteaux, des histoires de femmes avec Pierrette Dupuyet, la Démariée, avec Evelyn Dandry et Jeanne Leclercq dans Au niveau du chou. A la Cour des Miracles : Marianne Sergent, et aussi des hommes : Jacques Biot, et Armande T. avec Marc Duvoyet, Jean-Paul Campat, Marc Cassot. A la Vieille Grille, des histoires de femmes encore avec Anita Pichiarini. Et au Plateau, à 22 heures, la merveilleuse féroce cruelle et tendre de Jean-Bernard Moray, la Nuit de noces de Cendrillon.

Musique

A QUAND LA RENTRÉE ?

Les mélomanes qui n'ont pas passé leurs vacances dans des lieux de festival attendent sans doute avec quelque impatience la « rentrée » musicale, ou plutôt les rentrées.

Celle de l'Opéra ne se fera que le 21 septembre avec le Chevalier à la rose, qui alternera avec la Cenerentola, de nombreux jours de relâche et plus sur la création du G.R.T.O.P. de Carolyn Carlson jusqu'au 17 octobre : deux concerts de l'IRCAM, dirigés par P. Boulez (les 10 et 11), retransmis en direct particulier, ainsi qu'un « Hommage à Serge Lifar » (suite en blanc, Mirages, Phédre) qui débutera le 18 octobre. Point de nouveau spectacle d'opéra avant le Couronnement de Poppée, le 19 mars, en raison des économies demandées par M. Chirac l'an passé.

L'Orchestre de Paris, passé en éclair au Théâtre des Champs-Élysées lundi et mardi, est en tournée à Lucerne et en Allemagne. Véritable rentrée les 22 et 23 septembre avec le Requiem allemand, de Brahms, dirigé par Barenboim.

Pour Radio-France, l'Orchestre national, qui illustre d'abord le Festival de Besançon, reprendra à Pleyel le 23 septembre, sous la direction de Neillie Martner (Beethoven, Dvorak), pour clore le Festival Estival où le Nouvel Orchestre philharmonique le précède dès cette semaine avec un programme Penderecki très original sous la direction du compositeur (Saint-Germain-des-Prés, le 9), puis un grand oratorio de Haendel quasi inconnu, Saul (le 15).

A PARIS CETTE SEMAINE

De toute façon, aucun « manque » à craindre pour les mélomanes avec le Festival Estival, qui offre de surcroît une « piano-contre » avec Claude Helffer analysant des œuvres de Scriabine, de Debussy, de Beethoven et de Boucourechliev (l'Académie de droit, le 7, à 18 h. 30) avant de les jouer en récital (20 h. 30), et la fête du clavier qu'illumine E. Chojnacka (Récital, le 8), R. Fischer (Billetterie, le 12), George Malcolm, avec le merveilleux hanté-contre James Bouman (Sainte-Chapelle, le 13, à 18 h. 30 et à 20 h. 30), et Igor Kipnis (Billetterie, le 14).

Une rentrée éblouissante aussi au Palais des congrès, celle de Zubin Mehta (successeur de Boulez à New-York), avec l'Orchestre philharmonique d'Israël (Mozart et Mahler, le 14 ; Schumann et Schubert, le 15).

A Sceaux, soirée Schubert par les Loeuenguth (le 9), musique baroque par le Hanart Ensemble (le 10, à 17 h. 30) et guitare avec D. Linhares (le 11, à 17 h. 30).

Enfin, pour les « fans » de l'Orchestre Bernard-Thomas, ouverture du Festival de musique de chambre de Paris (Saint-Louis-en-l'Île, le 8), qui les promènera aussi à Carnavalet, aux Billetteries, à Saint-Germain-des-Prés.

L'UNESCO

à Saint-Lizier

Le vaillant Festival de Saint-Lizier, tout au fond de l'Ariège, dans une cathédrale du XII^e siècle, reçoit cette semaine les lauréats de la tribune internationale de l'UNESCO (M. Lapsansky, piano, et E. Krivine), ainsi que la merveilleuse K. Cierniak, lauréate du concours de chant de Paris, et donne un concert au profit du Fonds international d'entraide musicale, patronné par Yehudi Menuhin, avec notamment E. Indjic, prix Rubinstein (les 9, 10, 11 septembre). Des concerts originaux et des œuvres magnifiques dans un admirable cadre.

Expositions

TENDANCE DES ANNÉES 20

à Berlin

La quinzième, et la plus réussie peut-être, des expositions du Conseil de l'Europe. Réalisée grâce aux prêts de nombreux musées américains et de la plupart des grandes collections euro-

péennes, elle comprend quatre parties : des peintures, dessins, sculptures et objets regroupés sous le titre « Du constructivisme à l'art concret » à la Nouvelle Galerie nationale ; le mouvement Dada en Europe et une importante section d'architecture : « De la cité futuriste à la cité fonctionnelle », à l'Académie des arts et, enfin, « Le surréalisme et le néo-réalisme », à l'Orangerie du château de Charlottenburg. A quoi il faut ajouter un programme de cinéma et de théâtre.

CLAES OLDENBURG...

Deux cent vingt-six numéros pour une rétrospective des dessins, aquarelles et d'estampes du plus démocratique des pop-artistes américains bien connu pour ses sculptures colorées, en plâtre et en vinyle, d'objets gourmands : hot dogs, sandwiches, coiffeuses... grandeur Gargantua.

...ET LE TATOUAGE

au Centre Georges-Pompidou

(Lire notre article page 15.)

WILLEM DE KOONING

à Grenoble

Autour de cinq tableaux récents, un ensemble de sculptures datées de 1969, 1972, 1973 et des lithographies. Pour découvrir comment un des grands peintres américains de l'« action painting » peut, en sculptant, rester peintre, expressionniste, gestuel et, plus que jamais, fidèle à sa passion pour la figure humaine.

MAXIMILIEN LUCE

à Albi

Un peintre qui mérite d'être mieux connu, tant par la qualité plastique de son œuvre que par la générosité de ses thèmes. Maximilien Luce ne fut pas seulement le néo-impressionniste aux paysages lumineux brossés en pointillés, mais aussi un artiste « engagé », attaché à peindre le monde paysan et le monde du travail : le seul aussi à avoir donné une vision picturale de la Commune.

— ET AUSSI : Hommage à Watteau, à la Monnaie (peintures, dessins et gravures du peintre de l'Embarquement pour Cythère et de ceux qui, aujourd'hui encore, s'inspirent de son art) ; L'Art de l'estampe et la Révolution française, au musée Carnavalet (l'image, instrument de propagande) ; Motherwell, à l'ARC (un « à l'air » américain de l'après-guerre).

— EN PROVINCE : Klee à Saint-Paul-de-Vence (un panorama de deux cent cinquante peintures et dessins) ; Chagall, à Nice (les œuvres récentes : récentes poétiques sur des thèmes bibliques) ; Dujoy, aux Poncebrières de Niéville (peintures pour le soleil du Midi) et au Havre (dans sa ville natale) ; Fernand Léger, à Montbanhan (une soixantaine de peintures, gouaches, aquarelles et dessins d'un constructeur) ; Alan Shield, à Strasbourg (toiles non tendues, couleurs raffinées, agrémentées de piqûres et de broderies, d'un jeune artiste américain) ; Folon, chez Alphonse Chasse, à Vence (aquarelles et gravures récentes pour séjourner dans le monde poétique d'un dessinateur bien connu) ; Miro, à Cérès (la moisson des dix dernières années).

QUINTETTE, jusqu'à vendredi - 14-JUILLET BASTILLE
OLYMPIC ENTREPOT - A partir de vendredi au PANTHÉON

PIERRE MONDY
DERNIÈRE SORTIE
AVANT ROISSY
un film de BERNARD PAUL

THEATRE D'ORSAY
COMPAGNIE RENAUD BARRAULT
réouverture 15 septembre
HAROLD ET MAUDE - 500*
en alternance
LA VIE OFFERTE création
les mardis 27 septembre - 4 et 18 octobre
PETITORSAY
MADAME DE SADE - 100*
en alternance
LES LIBERTES DE LA FONTAINE
les jeudis 6 - 13 - 20 - 27 octobre
7, quai A.-France - tél. 548.38.53 et agences

Sotheby Parke Bernet
Londres Zürich New York
prépare actuellement ses ventes de
ZURICH - NOVEMBRE 1977
HAUTE JOAILLERIE
ORFÈVRE - BOITES EN OR - ICONES
ET OBJETS D'ART RUSSSE

montre-pendentif
en diamants et
émeraudes

Vente de Zürich
Mai 1977
60 000 FS

Les bijoux et objets destinés à ces ventes
doivent être présentés aux experts,
N.C. Rayner, B. Ivon-Jones et J. Stuart
qui recevront sur rendez-vous :

Paris les 12, 13 et 14 septembre
Genève les 19 et 20 septembre

Veuillez contacter :
Sotheby Parke Bernet (France)
3 rue de Miromesnil 75008 Paris, tél. 266 40 60
Sotheby Parke Bernet 20 Bleicherweg 8022 Zürich, tél. 202 00 11

THÉÂTRE OBLIQUE
76, Rue de la Roquette (11^e)
Bastille et Voltaire 355.02.94
Jusqu'au 30 septembre

PETITE SALLE 18 H 30
relâche dimanche

LES GROS CHIENS
de CHAVAL
par le THEATRE HYPOCRITE
de BRUXELLES
Places : 40 F. Etudiants et moins
de 25 ans : 20. Collectif : 15 F.

Seul à Paris
UGC ODÉON V.D.
ALAIN RESNAIS
PROVIDENCE
8^e mois

ELYSÉE-MONTMARTRE
Calcutta
NU INTEGRAL
18 h 30 - 20 h 30 - 22 h 30

CENTRES CULTURELS
ETRANGERS

CENTRE CULTUREL CANADIEN
5 rue de Constantin - 7^e
Jusqu'au 11 septembre
PREMIÈRE GALERIE
LA BANDE DESSINÉE
CANADIENNE DEPUIS 1900

DEUXIÈME GALERIE
THE GRAND WESTERN
CANADIAN SCREEN SHOP
Jusqu'en novembre
au Jardin de sculpture
MARBRES ET BRONZES
Tél. 531-35-72 - Métro Invalides
ENTRÉE LIBRE

AU FESTIVAL DE TAORMINA

Des ballets russes pour un conte persan

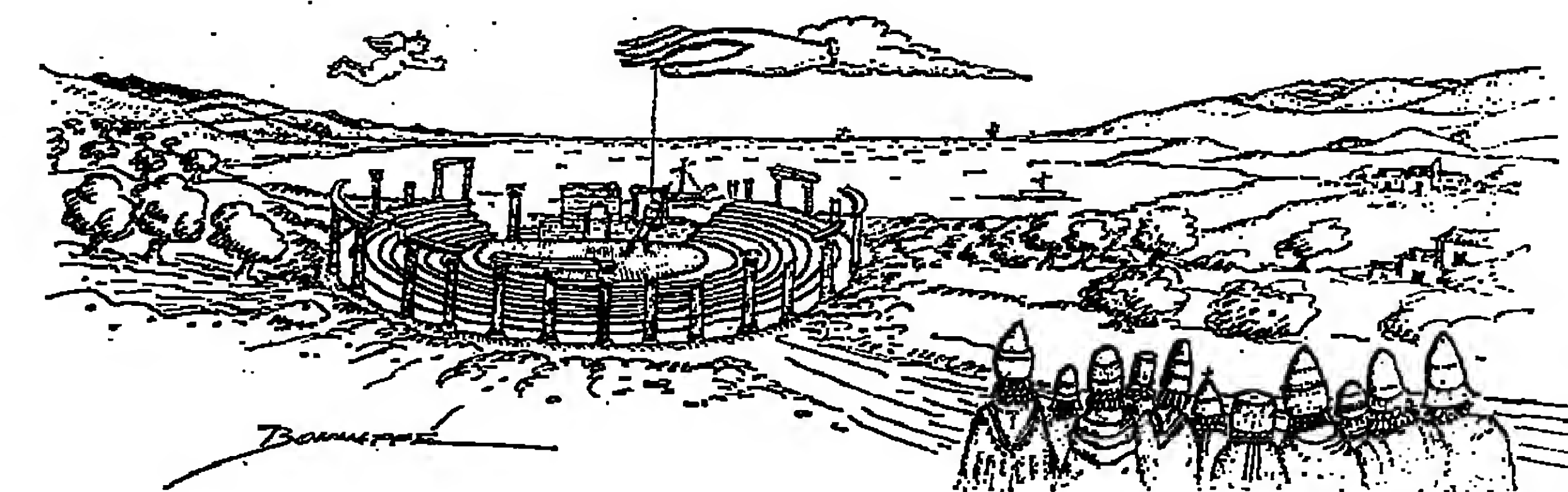
C'EST une étrange histoire que de quitter les jardins de Shiraz (1), de laisser le soleil disparaître en trainant derrière les montagnes de Persépolis d'introuvables couleurs feu, et de se retrouver une nuit plus tard à écouter un conte persan dans un théâtre grec éternel, ouvert sur une Méditerranée noire autour de laquelle courent des serpents de lumière électrique. C'était la mille et unième nuit, en Sicile, à Taormina, l'histoire de Caramazaman, jouée en français, chantée en italien, et dansée par la compagnie Anne Béranger, qui chorégraphie les moyens et les occasions de déployer le langage du corps, de faire entendre sa voix.

Demander à un théâtre grec, demander au temple austère de l'implétable logique du destin d'accueillir les génies amoureux, les héros irascibles et précaires inventés par l'imagination sulfureuse de Schéhérazade, cela semble un défi absurde. Mais ce théâtre-là, avec sa déchirure béante, ses colonnes livides, les « glissements » de ses escaliers usés, les vestiges obliques de ses frontons et les arêtes seules qui l'entourent, ressemble à un rêve de Piranesi, à une machine à baroque pleine de trappes et de trous.

Les rêves de prodiges

Le metteur en scène Pierre Romans a merveilleusement révélé l'étrangeté du lieu et ses ambiguïtés. L'histoire, adaptée par Pierre-Yves Leprince, également auteur des décors, est imitée des contes philosophiques du dix-huitième siècle : un despote paranoïaque (Richard Fontana) protégé par un ami confident (Didier Sandre) obsédé par la fuite de l'innocence, a tué sa première épouse parce qu'elle l'a trahi. Il hait les femmes, il les craint, il craint de devoir tuer la seconde (Christine Gagnon). Alors, elle, moins pour reculer son heure que pour guérir son roi, pour lui démontrer combien la recherche d'un bonheur absolu est illusoire, lui raconte les mésaventures et les malheurs de deux jeunes gens qui s'aimaient (le prince Caramazaman — Jean-Loup Wolf — et la princesse Badour — Eva Saint-Paul).

Conte initiatique, tortueux, dont les rêves, les oiseaux, les monstres et les



(Dessin de BONNAFANT.)

dans un théâtre grec en Sicile

sages embrouillent le fil. Il faut suivre le labyrinthe sans se demander où il mène. Les acteurs changent de personnages et les personnages sont en perpétuel changement d'identité. Tout est déguisement, reflet, faux-semblant : à travers le mur déchiré du théâtre apparaît, contre la Méditerranée, un bateau de carton, avec des marins vêtus de bleu pâle. Un dragon à bécasses, à longue queue, gronde dans une grotte illuminée par un feu de Bengale ; de dessous le bois de la scène montent des jardins miniatures peints sur de petits panneaux. La féerie ruisselle d'or et de jaune safran pour les dentelles et les chaussettes alourdies de joyaux, de rouge pour les pelisses et les toques coniques, de blanc pour les robes des hommes et les tiaras perlées. Dominique Borg, qui a fait les costumes, a retrouvé les richesses, les fantasmagories magiciennes des ballets russes. C'est un éblouissement, surtout dans la première partie. La deuxième obéit à son rythme, bien que l'espace, pourtant immense, soit toujours en mouvement, toujours en jeu.

Le spectacle souffre de la maladie des festivals : carence d'équipement et de temps. Devant les lieux superbement dramatiques légués par la nature ou l'histoire, on comprend bien les rêves

de prodiges. Mais peu d'organisations ont les moyens de faire venir une troupe aussi longtemps pour qu'elle puisse travailler sur place, et les représentations se succèdent à un cadence trop rapide. Les villes de festival étant rarement « culturelles » toute l'année, elles ne possèdent pas les structures techniques adaptées, et la débrouillardise doit pallier l'insécurité.

La vilaine boursoufflure

Le Festival de Taormina a deux ans. Il est sans rapport avec les manifestations de cinéma qui ont lieu en juillet. Sa collaboration avec Shiraz, il a fait venir la Mama avec le Comme il nous plaît et la Trilogie d'André Serban, le groupe Tse avec Petres de cœur d'une chatte anglaise. Il accueille la troupe permanente de Catane avec une comédie satirique inspirée du Revisor de Gogol. Plus qu'une simple étape dans les programmes des tournées internationales, il se veut centre de création. Et il a commandé un spectacle à la Compagnie Anne Béranger.

Financé par la région et par l'Etat, il veut étendre son action dans l'espace en utilisant les cinq théâtres grecs de

la Sicile et, dans le temps, en faisant précéder la période du festival proprement dit par des travaux de stages et d'études. Ainsi, l'an prochain, l'histoire de Caramazaman reviendra plus longtemps et Klaus Gruber monterait l'Empédocle de Hölderlin avec des comédiens italiens. On parle de Vittorio Gassman. Sans aucun doute, ce serait alors totalement différent de ce que la Schaubühne a présenté à Nanterre pour le dernier Festival d'automne, avec Bruno Ganz, acteur sombre, brisé d'angoisse, qui porte jusqu'à ses extrêmes limites une sorte d'art minimum. « Nous avons quatre ans pour imposer nos idées », dit le directeur artistique Rocco Fumiliari. A ce moment-là, il y aura des élections, la municipalité changera peut-être.

Cette petite ville gracieuse découverte par Gide est aujourd'hui vilainement boursoufflée par le tourisme. Le paganisme trépidant des réveries d'esthète est bien oublié. Il s'agit en somme de ne pas laisser le commerce des souvenirs de vacances étouffer la mystérieuse fertilité artistique de l'île. Quand on voit les marionnettes jouer, siècle après siècle, les aventures épiques et extravagantes d'Orlando et des paladins, on se dit que c'est possible, on se dit qu'il

tradition n'est pas forcément sclérosée, que les racines du théâtre sont toujours vivaces. Bien sûr, les troupes d'« opera di puppi » se comptent sur les doigts d'une seule main, mais elles sont là, pleines de joie et d'enseignement. Celle de Pippo Napoli (la plus célèbre, elle a été filmée par la télévision, elle est venue à Rennes au Festival des arts traditionnels) donne deux représentations deux jours par semaine à Taormina (avec juste pour vivre le montant des recettes, 2 000 litres la place...) dans un grand bruit d'armures et de combats furieux accompagnés par des airs dramatiques et des violons tristes.

Les mains du manipulateur

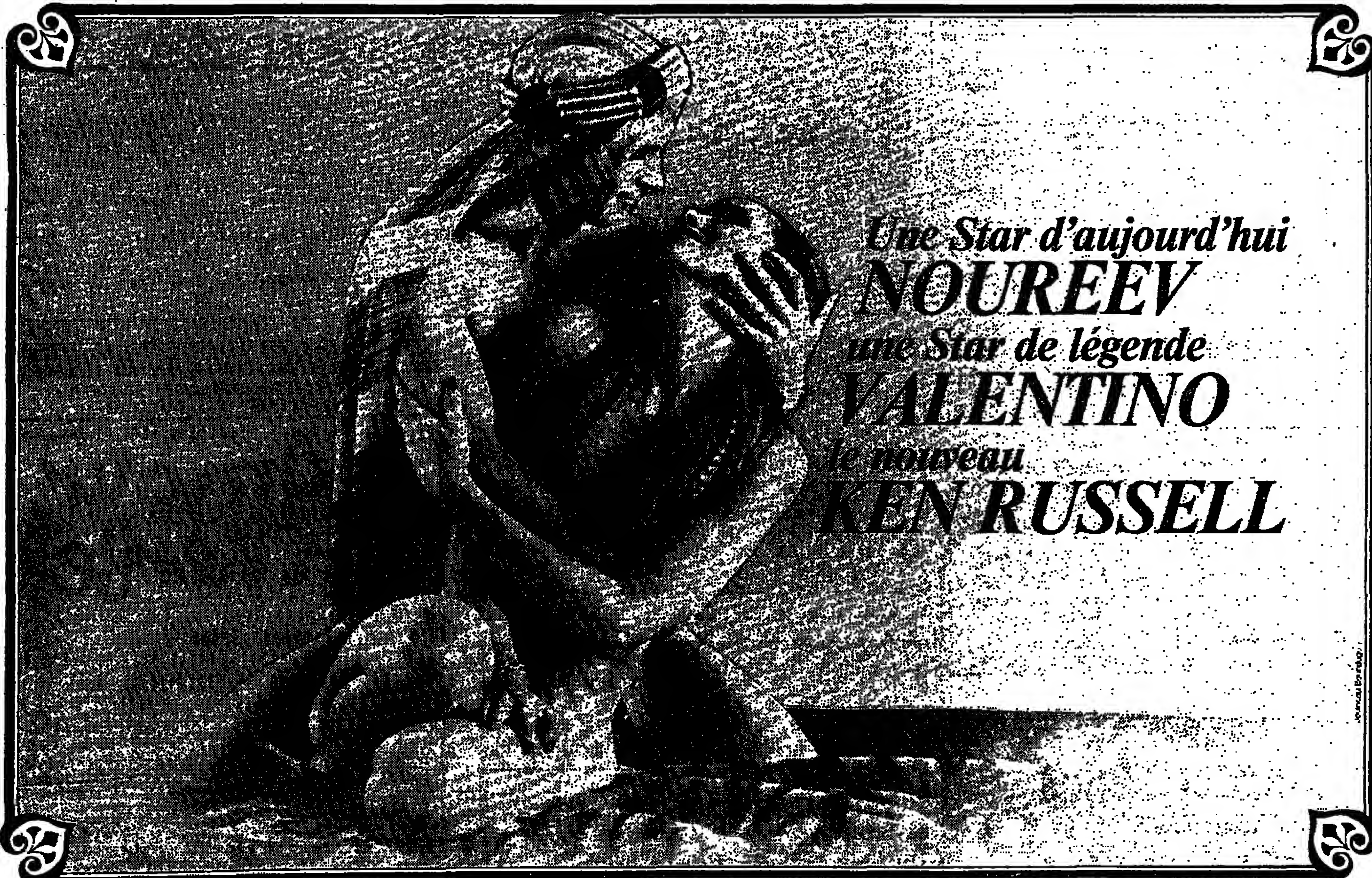
C'est le fils qui s'occupe de la musique, le père et la mère recitent les vers de l'Aristote. Un costard, fosse na, fou-lard autour du cou, manipule avec de gros crochets de fer les grandes poupées qui pèsent bien 50 kilos. Elles sont siciliennes, elles parlent avec leurs mains, avec les articulations de leurs bras. Le torse bombé dans les armures ouvragées, le mollet tendu, elles avancent et reculent d'un pas ou deux, par saccades, tourment la tête avec des mouvements brusques ou l'agitent comme des chanteurs d'opéra plongés dans un doute affreux. Dans des éclairages rouges et verts les têtes volent en éclats, se coupent en deux, les toiles peintes tombent sur les arceaux de cadavres, l'hémoglobine jaillit du cou de Roland quand il souffre dans l'effort, un lutin danse la tarentelle, un ange blanc, jambe levée, bras tendus, descend du ciel.

Parfois les mains du manipulateur dépassent des frises et sont comme des araignées, des créatures d'une autre dimension. Après la représentation, on peut s'approcher. Il est difficile de résister à la fascination des lèvres fermées, des yeux allongés, peints il y a plus de cent ans. Le manipulateur fait avancer Roland d'un pas guerrier, Roland, d'un mouvement tendre, entoure l'épaule d'un enfant plus petit que lui. Ils se regardent tous les deux, du même regard timide, émerveillé.

COLETTE GODARD.

(1) Voir « Oublier le monde à Shiraz » (Le Monde du 27 août 1977).

U.G.C. BIARRITZ (v.o.) - U.G.C. MARBEUF (v.o.) - U.G.C. DANTON (v.o.) - VENDOME (v.o.) - U.G.C. OPÉRA (v.f.)
BIENVENUE MONTMARTRE (v.f.) CONVENTION SAINT-CHARLES (v.f.) - U.G.C. GARE DE LYON (v.f.) - MURAT (v.f.)
PARLY 2 (v.f.) - FRANÇAIS ENGHEN (v.f.) - ARTEL PORT NOGENT (v.f.) - ARTEL CRÉTEIL (v.f.)



Une Star d'aujourd'hui
NOUREEV
une Star de légende
VALENTINO
le nouveau
KEN RUSSELL

Une Production ROBERT CHARTOFF - IRWIN WINKLER Un Film de KEN RUSSELL RUDOLF NOUREEV VALENTINO

LESIE CARON - MICHELLE PHILLIPS et CAROL KANE

Producteur associé HARRY BENN Écrit par KEN RUSSELL et MARDIK MARTIN Réalisé par KEN RUSSELL

Produit par IRWIN WINKLER et ROBERT CHARTOFF Distribué par LES ARTISTES ASSOCIÉS

INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

مكتبة الأمل

LA RENTRÉE DANS LES THÉÂTRES

Paris

Les salles privées

AIRE LIBRE — Une minute de paix, d'après Aristophane.

ANTOINE — Les Parents terribles, de Cocteau, avec Jean Marais, Lila Kedrova.

ATELIER — Le Faiseur, de Balzac, avec Jean Le Poulain.

ATHÉNÉE — Equus, de Peter Shaffer, avec François Périer, jusqu'au 31 décembre. En janvier, l'Alceste de Jean-Claude Bailly, avec Jean-Claude Bailly.

AUX QUATRE CENTS COUPS — Le nouveau spectacle de Jean Béraud.

BIOTHÉÂTRE — La Jeune Fille Violaine, de Paul Claudel, jusqu'au 9 octobre. A partir du 22 octobre : *Soissons le Constructeur*, d'Ibsen.

BOUFFES PARISIENS — *Charles-ten* pour lady Macbeth, de F. Valmain.

CARTOUCHERIE — Théâtre du Soleil : *David Copperfield*, d'après Dickens, mise en scène de Jean-Claude Penchenat. Tempête : un autre membre du Théâtre du Soleil, Philippe Gauthier met en scène, le *Don Juan*, de Molière. Atelier de l'Épée de bois : *Madras*, d'E. Malet.

COMÉDIE CAUMARTIN — *Boeing-Boeing*, de Marc Camoletti.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES — *Le Bateau pour l'après*, d'Alexandre Astruc, avec Edwige Fenech et Guy Tréjan.

DAUNOU — *Papiss*, de Pierrette Bruno.

EDOUARD VII — *Un ennemi du peuple*, d'Ibsen.

ESPACE GARDIN — *Alimara*, de P.-L. de Santerbo, avec Michel Bouquet.

ELYSEE-MONTMARTRE — *En mars, l'écriture ne paie pas*, avec Francis Perrin et Jean-Claude Isert.

FONTAINE — *Imma la Douce*, d'Alexandre Breffort.

GAITE-MONTMARTRE — *Après le régal Pierre Louk, Elies, Stessy, Pomme, Jeanne et Vivi*, de Pamela Gem.

GYMNASSE — *Arrête ton cinéma*, de et par Gérard Oury, avec François Fabian.

HEBERTOT — *Si c'est beau l'as con*, de François Dorin, avec Jean-Claude Braly.

HUCHETTE — *La Cantatrice chauve*, de la *Leçon*, d'Eugène Ionesco.

LA BRUYÈRE — *Quasi-Quasi*, d'Audoubert, mise en scène de Georges Vital.

LUCERNAIRE — *Les Deux Gentilshommes de Vérone*, de W. Shakespeare ; *Molly Bloom*, d'après J. Joyce ; *La Belle Vie*, de Carlos Queiroz Telles ; *Penthesilée*, de Kleist ; *Richard Wagner*, de Paul Claudel ; *Les Immigrés*, de Wozzeck, avec Laurent Terzieff.

MADÉLINE — *Peau de vache*, de Bartillet et Gredy, avec Sophie Desmarest.

MATHURINS — *La ville dont la princesse est un enfant*, de Montherlant.

MICHEL — *Un drame au-dessus de nos moyens*, de Franco Brusati.

MICHOUDIERE — *Pauvre assassin*, de Pavel Kohut, avec Claude Rich.

MONTMARTRE — *Trois lits pour huit*, d'Alan Ayckbourn, adaptation française de Victor Lanoux.

MOUFFETARD — *Phédre*, mise en scène de Pierre de la Torre.

NOUVEAU-CARRÉ — Cycle Théâtre et Pouvoir - Grande salle : *La Nouvelle Colonie*, de Pirandello, mise en scène d'Anne Delbée ; *La Guerre civile*, de Montherlant, mise en scène de Régis Santon ; Petite salle : *La Thébaïde*, de Racine, mise en scène de Jean-Claude Bailly ; *Les Aulés*, de Vernerey.

NOUVEAUTES — *Apprends-moi Céline*, de et avec Maria Pacôme.

CEUVRE — *La Magouille*, de Breal, avec Jacques Fabbri.

PALAIS-ROYAL — *La Cage aux folles*.

LA PENICHE — *Le Retour*, de Pinter.

PLAISANCE — *Oui*, de Gabriel Arout.

POCHE — *Sigismond*, de Jean-Jacques Tarbes.

PORTE SAINT-MARTIN — *Pas d'orchestre pour miss Blandish*, par Robert Hossein.

RECAMIER — *Jean Harlow contre Billy le Kid*, adaptation de Roland Dubillard, avec Chantal Dargel.

RENAISSANCE — *Réclat* Charles Dumont avant la venue de Bob Wilson, en janvier.

SAINT-GEORGES — *Topaze*, de Pagnol, avec Henri Tisot.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES — *Les Dames du jeudi*, de Loleh Belon.

THÉÂTRE DE LA CITE INTERNATIONALE — *Toussaint Louverture*, par le Théâtre noir de Jules Benjamin Rosetta. *Hedda Gabler*, d'Ibsen, par le Jeune Théâtre national. *L'Avar*, par l'Atelier Théâtre de Lyon, mise en scène de Jean-Louis Martin-Barbaz.

THÉÂTRE DU MARAIS — *Le Cosmonaute agricole*, d'Obaldia, avec Jacques et Monique Maucial.

THÉÂTRE OBLIQUE — *Les Derniers Hommes*, de J.-L. Jenner ; Grande salle : *Rodogune*, par la Compagnie de l'Élan ; 1918 (Procs des Américains), de Jean-Jacques Varoujan.

THÉÂTRE D'ORSAY — Grande salle : *Harold et Maude*, de Colin Higgins ; *La Vie offerte*, par M. Renaud et J.-L. Barault ; *Eden cinéma*, de Marguerite Duras. Petite salle : *Madame de Sade*, de Y. Mishima ; *Les Libertés de La Fontaine*, par J.-L. Barault.

THÉÂTRE DE PARIS — *Pygmalion*, de G. B. Shaw, avec Geneviève Bujold.

THÉÂTRE PRESENT — *Les Derniers*, de Gorki.

THÉÂTRE 347 — *La Ménagerie de verre*, de T. Williams.

THÉÂTRE EN ROND — *Le Voyage vertical*, de Y. Jamlaque.

THÉÂTRE TRISTAN-BERNARD — *Ma femme le ministre*, de Dominique Nohain.

VARITES — *Fête de Broadway*, avec Jacqueline Maillan.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE — Salle Richelieu : *Les Acteurs de bonne foi*, de Marivaux, mise en scène Jean-Luc Boutté ; *On ne badine pas avec l'amour*, de Molière, mise en scène Simon Eno. La Trinité : *Le Triomphe de l'amour*, de Marivaux, et un *Caprice*, de Musset, mise en scène Georges Riquier.

BRITANNIQUES — mise en scène Jean-Pierre Miquel. *Les Femmes savantes*, mise en scène Jean-Paul Rousillon. ODEON — *Dolt-on le dit*, de Labiche, mise en scène Jean-Laurent Cochet. En attendant Godot, de Beckett, mise en scène Roger Blin. CHAILLOT — *Meurtre dans la cathédrale*, de T. S. Eliott, mise en scène Terry Hands, dont sera également repris : *La Nuit des rois*.

ODEON — Grande salle : *Reprise d'Onclé Vanja*, de Tchekhov, mise en scène Jean-Pierre Miquel. La Comédie-Française avec : *Dolt-on le dit*, de Labiche et En attendant Godot, le jeune Théâtre national, avec la Manifestation de Philippe Medral.

mise en scène Jacques Rosner. Petit Odeon : *La Guerre des pislins*, d'Yves Navarre, mise en scène Jacques Rosner, coproduction J.T.N. Mercredi trois quarts, d'Heinrich Soto, mise en scène Maurice Garrel. Lectures rencontres.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN — Accueille le Festival d'automne avec *Dorothée*, de Jean-Paul Wenzel, Claudine Floret, Jean-Marie Senia. Création : *Hamlet*, mise en scène Benno Besson (création à Avignon) ; *Nekrasov*, de Sartre, mise en scène Georges Werler ; *Maître Puntila et son valet Matti*, mise en scène Guy Réteoré. — Reprise de *Risibles amours*, de Kundera, mise en scène Jacques Lascaris, qui monte également *Théâtre de chambre*, de Michel Vinaver.

CHAILLOT — Accueille la Comédie-Française, avec *Meurtre dans la cathédrale* et *La Nuit des rois*. Le Festival d'automne, avec l'Atelier Théâtre et Musique de Georges Aperghis, le Cricot de Cracovie, la Taganka de Moscou. Il accueille également le centre dramatique de La Courneuve, avec *l'Épique*, mise en scène Pierre Clément.

La Compagnie l'Événement, avec *Candide*, adaptation Serge Gaud, mise en scène Jean-Claude Amyl. L'Atelier de Bruxelles, avec *Par-delà le bien et le mal*, de Lange, adaptation Jean Jourdeuil et Heinz Schwarzhager, mise en scène Philippe Van Kessel.

BEAUBOURG — *Robespierre*, de Bernard Chartreux et Jean Jourdeuil, mise en scène Bernard Sobel, coproduction Ensemble Théâtre de Gennepilliers. Fantaisie *miss Madonna*, par le Chêne noir, de Gérard Gelas (création à Avignon). *Cirque*, de Jean-Pierre Faye, coproduction Nouveau Théâtre de Marseille.

THÉÂTRE DE LA VILLE — *La manie polaire*, de Rezvani, mise en scène Jorge Lavelli. *Jacky Paradis*, de Jean-Michel Ribes, mise en scène de l'auteur. *Les Derniers*, de Gorki, mise en scène

de Pintillid. Reprise de *Santé publique*, de Peter Nichols, mise en scène Jean Mercure.

Périphérie

ANTONY — *Richard Wagner*, de Claudel, mise en scène Jean Rougemont.

AUBERVILLIERS — *Coriolan*, mise en scène Gabriel Garran ; *Fables pour une révolution*, portugaise, de Richard Demarcy (créations à Avignon) ; reprises : *Schoppel*, par Jean-Claude Fall ; *Quatre à quatre*, de Michel Garsau.

BOULOGNE-BILLANCOURT — *Six personnages en quête d'auteur*, de Pirandello, mise en scène Sacha Pitoëff ; *Et la fête continue*, spectacle musical ; *Célimaire le bien-aimé*, de Labiche, mise en scène Voutinas.

CHELLES — *Le mariage de Figaro*, mise en scène Arlette Tephany ; *La Cruche cassée*, de Kleist, mise en scène Pierre Meyrand ; *Le Bonnet de fou*, de Pirandello.

CRETEIL — *Leonora ou les Maquereaux*, de Jean Anouilh.

GENEVILLIERS — *Tambours dans la nuit*, de Brecht, mise en scène Yves Davids ; *Robespierre*, de Bernard Chartreux et Jean Jourdeuil, mise en scène Bernard Sobel, coproduction Beaubourg ; *Réves et Erreurs du héros*, de Volker Braun, mise en scène Max Demes ; *Heureux ! mythologies quotidiennes*, mise en scène Max Demes.

IVRY — *Griselette*, de Charles Perrault et Georges Courcoups, mise en scène Antoine Vitez (création à Avignon) ; *Les Bourgeois*, de Victor Hugo, mise en scène Antoine Vitez.

NANTERRE — Théâtre des Amandiers, reprises des *Parceurs* ; *la Discolithèque*, de Xavier Pommeret, mise en scène Christian Danto ; *Les gens déraisonnables sont en voie d'extinction*, de Peter Handke, mise en scène Claude Roly.

SAINT-DENIS — Théâtre Gérard-Philipe : *Les Peines de cœur*, d'Adamov ; *Les Amants perdus*, de Crommlynk.

Compagnie de la Mouche : *Saligner*, de Bernard Kofas.

MARSEILLE — Nouveau Théâtre national : *Cripure*, de Louis Guiloux ; *la Fuite de bouche*, de Valère Nourine ; *Cirque*, de Jean-Pierre Faye (en coproduction avec Beaubourg).

METZ — Théâtre populaire de Lorraine : *Minette, la bonne Lorraine*, de Jacques Kraemer ; *Créteil*, de Charles Fordjman.

NICE — Centre national Nice-Côte d'Azur : *L'amour est italien*, la mort est française, de Jean-Pierre Blason.

NIMES — *Le Récit des merveilles*, de Cervantes ; *la Source* (création collective) ; *les Fusils de la mère Carrar*, de Brecht.

REIMS — Théâtre populaire de Reims : *les Caprices de Marianne* ; *le Cauchemar de Belle Manin*, de Frédéric Dard.

RENNES — Théâtre du Bout du Monde : *le Bossu*, d'après Paul Féval ; *la Fin du commencement*, d'O'Casey ; *le Petit Mahagonny*, de Brecht et Weill.

Décentralisation

ANGERS — Théâtre des pays de Loire : *la Marchand de Venise*.

AUCH — Théâtre populaire d'Occitanie : *Celui qui dit oui, celui qui dit non*, de Brecht.

BEAUNE — Théâtre de Bourgogne : *l'Auberge espagnole* (création collective) ; *la Dernière Décade*, d'Alain Margnat ; *l'Autruiche* et *la Salomé*, d'Anne Perry-Bouquet ; *Dimanche*, de Michel Deutsch ; *Famille-Fourmi*, de Brigitte Pirlot.

BESANCON — Centre théâtral de Franche-Comté : *le Gardien*, de Pinter ; *Loin d'Hagondange*, de Wenzel ; un cycle théâtre de la déraison.

BEZIERS — Tréteaux du Midi : *le Brise-Lame*, d'Armand Mèfret ; *les Fourberies de Scapin* ; l'espace du dedans, de Michoux.

BORDEAUX — Compagnie dramatique d'Aquitaine : *Mer agitée* près des côtes, de Claude Bourgey ; *la Baby sister*, d'Obaldia ; *Tartuffe* ; *la Nœce chez les petits bourgeois*.

CAEN — Comédie de Caen : *Lenz*, de Mike Scott ; *Prelude à un déjeuner sur l'herbe*, d'Ohwen Wyman ; *la Punaise*, de Malakowski.

CHALON-SUR-SAONE — Théâtre de Saône-et-Loire : *Gaspard le bon riche*, d'après la comtesse de Ségur ; *l'Habit du jardinier*, de Claude Vireoey ; *la Vie belle*, de Jacques Bailly.

GRAND-QUEVILLY — Théâtre des Deux-Rives : *la Prise du pouvoir*, d'Eduardo Manet ; *Gallée*, d'après Brecht.

GRENOBLE — Centre dramatique des Alpes : *Jeanne Royer*, d'après Daillemant ; *Maître Puntila et son valet Matti* ; *l'Éducation sentimentale*, collage de Georges Levaudet.

Théâtre Action : *Un luge à la une*, de Renata Scant et Fernand Garnier.

LE HAVRE — Comédie du Havre : *les Guerres pilorocholines*, d'après Rabelais.

LILLE — Théâtre populaire des Flandres : *Shakespeare*, de Jean Paris ; *Tango*, de Mroczek.

LIMOGES — Centre théâtral du Limousin : *Burgou, bandit limousin*, création collective ; *le Brave Soldat Svalok*, adaptation de Milan Kopeck ; *Lazarillo* (auteur anonyme) ; *la Mère*, de Brecht.

LONG-LE-SAUNIER — Théâtre populaire jurassien : *Dom Juan*.

LYON — Théâtre de la Reprise : *l'Adulter*, de Goldoni ; *les Enryes*, de Michel Deutsch.

Les Ateliers : *Si l'été revenait*, d'Adamov ; *les Amants perdus*, de Crommlynk.

Compagnie de la Mouche : *Saligner*, de Bernard Kofas.

MARSEILLE — Nouveau Théâtre national : *Cripure*, de Louis Guiloux ; *la Fuite de bouche*, de Valère Nourine ; *Cirque*, de Jean-Pierre Faye (en coproduction avec Beaubourg).

METZ — Théâtre populaire de Lorraine : *Minette, la bonne Lorraine*, de Jacques Kraemer ; *Créteil*, de Charles Fordjman.

NICE — Centre national Nice-Côte d'Azur : *L'amour est italien*, la mort est française, de Jean-Pierre Blason.

NIMES — *Le Récit des merveilles*, de Cervantes ; *la Source* (création collective) ; *les Fusils de la mère Carrar*, de Brecht.

REIMS — Théâtre populaire de Reims : *les Caprices de Marianne* ; *le Cauchemar de Belle Manin*, de Frédéric Dard.

RENNES — Théâtre du Bout du Monde : *le Bossu*, d'après Paul Féval ; *la Fin du commencement*, d'O'Casey ; *le Petit Mahagonny*, de Brecht et Weill.

SAINT-ETIENNE — Comédie de Saint-Etienne : *Héloïse et Abélard* (théâtre musical créé à Avignon) ; *Frères humains*, d'André de Baeque ; *George Dandin*.

STRASBOURG — Théâtre national de Strasbourg : *Franziska*, de Wedekind ; *le Dispensaire*, de O'Casey.

Les Drepier : *Reis ons glock et Voyage vers le bonheur*, de Kroetz.

TOULOUSE — Grenier de Toulouse : *Pauvre assassin*, de Kohut. La Fabrique : 36 (création collective) ; *Atelier sur le théâtre comique* : *l'Opéra de quat'sous* (coproduction Capitole).

TOURCOING — La Salamandre (reprises) : *Martin Eden*, d'après Jack London ; *la Station Champbauder*, de Labiche.

TOURS — *Marianne attend le mariage*, de Wenzel ; *Mort d'un commis voyageur*, de Miller.

VALENCE — Spectacle de la Vallée du Rhône : *Gargantua*, d'après Rabelais ; *Spectacle Prévert* : *Soleil cou-coupe* (création collective).

VENISSIEUX — La Saire : *Homme pour homme*, de Brecht ; *Mandrin*, de Jo Varella et Bruno Carlucci.

VILLENEUVE-D'ASO — La Planquette : *la Liquidation de M. Joseph K.*, de Jacques Kraemer.

VILLEURBANNE — T.N.P. : spectacle Shakespeare.

Jeunes

AUCH — Théâtre Populaire d'Occitanie : *la Petite fille et les allumettes*, d'après Andersen ; *Et si on parlait de la lune*, de Jean Dominique.

LILLE — Compagnie de La Fontaine : *le Petit Prince*, de Saint-Exupéry ; *Dans ma maison*, de René Pélissier ; *l'Incommunicabilité*, d'Hervé Luc.

LYON — Théâtre des Jeunes Années : *Une poupée de chiffon*, de Jorge Gajardo ; *Chorus pour un oiseau gris*, de Maurice Yvelin, en coproduction avec Aubervilliers.

METZ — Théâtre des Marionnettes : *Oratorio pour une vie*, de Gabriel Cousin ; *Phil et le crocodile*, de Claude Morand.

NANCY — Comédie de Lorraine : *En famille* (création collective) ; *Adultère*, d'Yves Hughes.

NANTERRE — Théâtre des Amandiers : *Tristan et Yseult*, adaptation Alain Enjary.

PARIS — Yves Vedrenne : *les Contes du Brésil*, en coproduction avec les Tréteaux de France.

REIMS — Compagnie Roche : *la Valse ou le poids des songes*, de Jean Roche ; *Poésie du monde oublié* (création collective).

SAINT-DENIS — Compagnie Bazilier : *Jeantoujouou*, de Patricia Giros ; *Petrouchka*, de Stravinsky.

SARTROUVILLE — La Pomme Verte : *l'Escabeau*, de François Pélissier ; *les Cinq dames de Juliette Jérôme*, de Catherine Dasté.

G.Y. ROLLAND

Peintures - De ses GALERIES LA ROUE 16, rue Grégoire-de-Tours (87) Jusqu'au 15 septembre

Vandycke

GALERIE CAMION 8, rue des Deux-Arts, Paris (6^e) Du 4 au 21 sept.

MUSÉE RODIN

77, rue de Varenne - PARIS (7^e)

Oscar JESPEERS

Sculptures - Dessins

Ouvert de 10 à 18 h. (et mardi) du 29 juin au 3 octobre

MUSÉE NATIONAL MESSAGE BIBLIQUE MARC CHAGALL - NICE

MARC CHAGALL

PEINTURES BIBLIQUES RÉCENTES

1966-1976

10 juillet - 25 septembre

Avenue du Docteur-Ménard - bd de Cimiez, 06000 Nice - (93) 31-75-75. Tous les jours de 10 h. à 19 h., sauf le mardi.

Festival Estival

de Paris

Conciergerie

du Palais

15 septembre

à 18 h 30

Eglise des Billettes

16 septembre

à 20 h 30

HEINZ HOLLIGER

hautbois

Beethoven - Mozart

Bach - Rameau, etc.

PHILIPS

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir

assistant-réalisateur

scripte

monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)

Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris

Tél. 874.65.94 Documentation M sur demande

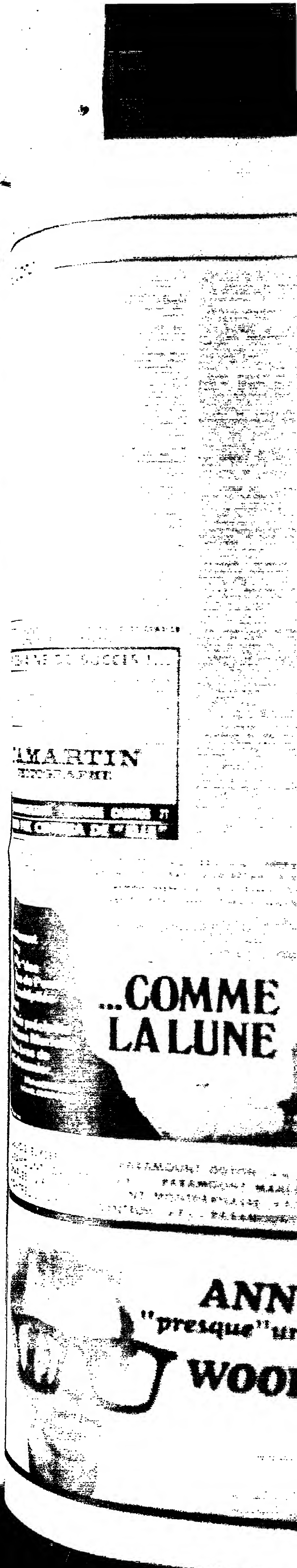
COLISEE - GAUMONT OPERA - HAUTEFILLE - MONTMARTRE 83 ST LAZARE PASQUIER - CAMBONNE - GAUMONT SUD - CLICHY PATHE PERIPHERIE : CLUB MAISON-ALFORT - ARGENTVILL EPICENTRE EPINAY - AVIATIC LE BOURGET

l'Amour en herbe

Un film de Roger Andrieux

avec Pascal Mignier, Guillemette Lullier, Bruno Raffaelli, Alix Méliès, Françoise Privat, Michel Galabru

Documentaire d'Andrieux, Roger Andrieux et Jean-Pierre Bernard



Cinéma

Les grandes reprises

ALLOUSAN (R. v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6 (22-36-00).
AU FIL DES TEMPS (A.L. v.o.) : La Marais, 6 (27-37-36).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A. v.o.) : Elysées-Point-Show, 6 (22-37-23).

BELLE DE JOUR (Fr.) : Elysées-Point-Show, 6 (22-37-23).

COMPTON DE FAMILLE (A. v.o.) : A-Bazin, 12 (37-74-38).

LES CONTES IMMORAUX (R. v.o.) : Actus-Champo, 6 (33-51-60).

LE DECAMERON (R. v.o.) : Studio Bertrand, 7 (23-36-36). R. Sp. qu'à vendredi.

KEVIN ON TOUR (A. v.o.) : Hollywood 34, 6 (70-10-41).

KLIVIS SHOW (A. v.o.) : Hollywood 34, 6 (70-10-41).

LELINTI-BOMA (R. v.o.) : Cham-pollion, 6 (33-51-60).

LA FIANCÉE DU FRAÏTE (Fr.) : Elysées-Point-Show, 6 (22-37-23).

LA FLUTE ENCHANTEE (Sued.) : Studio des Ursulines, 6 (33-51-60).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A. v.o.) : Guinette, 6 (27-37-36).

FRANKENSTEIN, 12 (33-51-60).

GURRES ET PAIX (Sov. v.o.) : Elysées-Point-Show, 6 (22-37-23).

HELGAPOFFIN (A. v.o.) : U.G.C. Orléans, 6 (33-51-60).

HERBERT (Fr.) : Le Marais, 6 (27-37-36).

JOYE DE FÊTE (Fr.) : Paramount-Martin, 12 (33-51-60).

LE LAUREAT (A. v.o.) : La Claf, 6 (37-90-90).

LOVE ME TENDER (A. v.o.) : Hollywood 34, 6 (70-10-41).

LOVE STORY (A. v.o.) : Calypso, 12 (33-51-60).

LITTLE BIG MAN (A. v.o.) : Noces, 6 (33-51-60).

MACANAM COWBOY (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 6 (33-51-60).

MOÏSE (A. v.o.) : Studio Cité, 6 (33-51-60).

MUSIC LOVERS (Ang. v.o.) : Noces, 6 (33-51-60).

ORANGE MECHANIQUE (A. v.o.) : Paramount-Martin, 12 (33-51-60).

PRAYON OF THE PARADISE (A. v.o.) : Studio Dominique, 7 (23-36-36).

LA FIANCÉE SAUVAGE (Fr.) : Palais des Arts, 3 (27-37-41).

PORTIER DE NUIT (Fr.-Au. v.o.) : U.G.C. Maréchal, 6 (33-51-60).

THE HARDER THEY COME (A. v.o.) : Action Chrétienne, 6 (33-51-60).

THE ROLLING STONES (A. v.o.) : Récit, 6 (33-51-60).

THE TIGER (A. v.o.) : La Claf, 6 (37-90-90).

UN HOMME DANS LA FOULE (A. v.o.) : Action Chrétienne, 6 (33-51-60).

TOURNAI (Ang. v.o.) : Studio des Ursulines, 6 (33-51-60).

UNE NUIT À L'OPÉRA (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 6 (33-51-60).

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

BEN ET BENEDICT (Fr.) : Olympie, 14 (34-57-42).

CHARLOTTE (Fr.) : 18 h. (sauf S. et dimanche).

HAROLD ET MAUD (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

HESTER STREET (A. v.o.) : Olympie, 14 (34-57-42).

INDIA SONG (Fr.) : Le Séde, 6 (33-51-60).

LA VIE DE MAUD (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

NEWS FROM HOME (Fr.) : Olympie, 14 (34-57-42).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

PIRELLA LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

POINT BLANC ZÉRO (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (33-51-60).

LA SALAMANDRE (Sued.) : Saint-André-des-Arts, 6 (33-51-60).

Dans la région parisienne

YVELINES (78)

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CHATEAU-LOUIS-JOUET (985-20-07) : Olympia (985-11-53) : Transmex Express.

CABARETS

LIDO
BOULEVARD DES CHAMPS-ÉLYSÉES
116 BIS, CHAMPS-ÉLYSÉES
RESERV. 359.11.41 et 225.68.61

BAL DU MOULIN ROUGE
LISSETTE MALOIR
179^h par pers.
115^h par pers.
SERVICE COMPLET

REVUE ENTIEREMENT NOUVELLE
DINERS 21h
SPECTACLE 23h
62, RUE MAZARINE, PARIS VII 75232-02-20

DEMAIN JEUDI MIDI
DEJEUNER HEBDOMADAIRE DES AMIS DU BRÉSIL
GUY
restaurant brésilien 6 rue Mabilon ODE 87-61

LA CANNE A SUCRE
BAB 23.25
DINER-SPECTACLE

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale. — • Orchestre. — P.M.R. : pris moyen du repas. — J... h. : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS AVANT LE SPECTACLE

L'ALSACE AUX HALLES, 236-74-24
16, rue Coquillière, 16^e. T.J./s.
RESTAURANT PIERRE, P./dim.
Place Caillien, 2^e. OPE 87-04
CHEZ HANSI, 548-36-43
2, place du 18-Juin, 6^e. T.J./s.
FLORA DANICA, ELY. 26-41
142, Champs-Élysées, 8^e. T.J./s.
JOSEPH, ELY. 63-25
58, rue P.-Charron, 8^e. P./dim.
AUT. DE RIQUERIE, 770-83-39
12, faubourg Montmartre, 9^e. T.J./s.

Ouv. jour et nuit. Chans. et musiq. de 22 h. à 6 h. du mat. av. cow animat. Spéc. alsac. Vins fins d'Alsace et MÜTZIG, la Reine des Bières.
Maison de réputation mondiale dans un cadre Second Empire. Diner Sug. 50 F. Sa carte. Poissons. grill et spés. du Sud-Ouest. PARKING gratuit. 200 places. 22 h. 30 CHAMP-ÉLYSÉES.
Jusqu'à 2 heures du matin Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et MÜTZIG, la Reine des Bières.
19 h. à 0 h. Vue sur son agréable jardin Spéc. Danolites et Scandinaves Hors-d'œuvre danota. Festival de Saumon. Migron de rennes. Canard Pour vous permettre d'aller au théâtre, on sert à partir de 18 h. 30 Cuisine française traditionnelle. Grillades. Poissons. Cava réputée.
Jusqu'à 3 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et MÜTZIG, la Reine des Bières.

DINERS... DANS UN JARDIN

LA TRUITE VAGABONDE, 387-77-80
17, rue des Batignolles, 17^e. P./dim.
L'ÉPIQUEUR, P./sam. midi et dim.
11, rue de Neule, 6^e. 329-53-78

Jusq. 22 h. Dans la verdure de la plus riante terrasse couverte de Paris. Fruits de mer, poissons, arrivages directs tout l'été.
Jusqu'à 22 h. 30 3 salles intimes autour d'une fontaine fleurie. Cassoulet de l'Océan. Lotte Bréval. Salade de canard aux cépes.

DINERS

LA TABLE DU MAÎTRE, 742-03-18
3, rue Marivaux, 2^e. P./dim.
LES NOCES DE JEANNETTE, T.J./s.
14, rue Favart, 2^e. 742-03-90
DARRKQUM, 742-53-90
4, rue Sainte-Anne, 2^e. P./dim.
ASSIETTE AU BOEUF - FOCACARD
9, bd des Italiens, 2^e. T.J./s.
LES BATELLEURS DU PONT-NEUF
15-16, rue du Pont-Neuf, 331-38-47
ROGER FLEGAT WESTPHALIE
8, av. P.-Roosevelt, 16^e. P./sam.
ASSIETTE AU BOEUF
122, Champs-Élysées, 8^e. T.J./s.
FLO, PRO. 13-59
53, rue Saint-Denis, 10^e. P./dim.
L'EMIR, P./sam. soir et dim.
8, rue d'Hauterive, 10^e.
AU CHARBON DE BOIS, 238-77-49
10, rue Guichard, 16^e. P./dim.
LE BEUF SUR LE GRILL, 727-99-40
47, av. R.-Foucault, 19^e. P./dim.
KAUMANN ETO, 15-16, rue d'Alger, 16^e. P./dim.
PETRUS, 754-53-52
12, place Fèreire, 17^e. T.J./s.
SAINT-SIMON, 754-47-30, P./sam. et
116, bd Péreire (pl. Péreire), dim.

Jusq. 22 h. Cadre confortable. Fois gras maison, chou farci au gratin, caneton rouennais, poireau cru, frites de bœuf et feuilleté. P.M.R. 75.
Jusqu'à 22 h. (samedi 23 h.). Cadre Second Empire. Cuis. franç. tradit. Menu 50 et 70 F avec vins à discrétion. Salons 10 à 100 couverts.
Le nouveau restaurant marocain à Paris. Salles climatisées. Un cadre et une cuisine raffinée. Salons. On sert jusqu'à 23 h. 30.
MICHEL OLIVER propose une formule Beef pour 25 F (28,75 a.c.) le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin, avec ambiance musicale.
Jusqu'à 2 h. De la grillade à 6 F à ses grillades de 15 à 24 F. Bon pub. ses salles de rest., dont une avec piste de danse et bascuette.
J. 1 h. mat. Spéc. du Rouergue : Cassoulet aveyronnais. Confit canard feuilleté au safran. Ses poissons grillés.
MICHEL OLIVER : 3 hors-d'œuvre, 3 plats 25 F (29,50 a.c.). Décor le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin. Salle climatisée.
La plus pittoresque brasserie de Paris. Ouverte jusqu'à 2 heures du matin. Ses spécialités. Fois gras frais, 21,50 F.
Cuisine française. Frit de carottes mousses d'ail doux. Salet d'agneau farcie foin gras. Ses plats orientaux : salades et coucou.
Fois de canard 18. Brochette de moules 13. Caparcho 8. Ses grillades. Faux-filet 19. Salet de gigot 29. Pavé de jambon 26. Salet climatisée.
J. 23 h. Entrées : Tourteau frais décoré 25. Salet foin gras 25. Grillades : pièces d'agneau étranger 35 F. T Bone Steak (400 gr) 35 F. Une cuisine incomparable de charcuteries. Spécialités d'Alsace. On sert jusqu'à minuit. Nos charcuteries classiques à emporter.
Jusqu'à 22 h. Huitres. Coquillages. Poissons. MENU 70 F bouis + serv. compris. Ses spécialités. Chou farci languiste 38. Ragout d'escargot 70.
Jusqu'à 23 h. Patron aux fourneaux. Ses spécialités : Ombres, Crouteaux. Feuilleté de homard 48. Cagouille charentaise 26. Cadre Louis XVI.

Jusqu'à 23 h. 30, cadre méditerranéen. Dej., Diners aux chand. Sa formule à 23 F. Salade aux noix, paré de charolais, pom. alyettes. Sa carte.
MICHEL OLIVER propose une formule Beef pour 25 F (28,75 a.c.) Jusq. 1 h. 30 du mat. av. ambr. mrs. le soir terrasse d'été. Salet clim.
MICHEL OLIVER : 3 hors-d'œuvre, 3 plats 25 F (29,50 a.c.). Décor classé monument historique. Terrasse d'été. Salet climatisée.
On sert jusq. 23 h. Grande carte. Menu 50 F. Dej. 70 F. Diners 100 F et menu départ avec 7 spés. 140 F. Ses salons de 20 à 30 couverts.
Jusqu'à 23 h. 30, la grillade devient gastronomique. La plus authentique des caris d'Alsace pour dîner. Salet climatisée.
Repas d'affaires P.M.R. 80 F. Terrine de St-Jacques. Civet de Saint-Jacques. Onglet escalote. Entrecôte moutarde. Anguille de canard.
Jusqu'à 3 h. Charron du Morvan. Ses plats chaque jour renouvelés. Beef bourguignon 14. Potée du Morvan 18. Palet salet 18. Fer de mer. Huitres, poissons crustacés, coquillages. Fermé le dimanche.

DINERS - SPECTACLES

L'OLYMPES, 624-46-85
15, rue de la Grange-Batelière, 9^e.
L'ORRE DU BOIS, 722-94-82
Porte Maillot, 16^e. T.J./s.

Jusqu'à 4 h. Jean VASSILIS présente son nouveau spectacle avec sa formation Menu gastronomique avec spés. 80 F avec vin et sa Carte.
Marcel Bekler présente : spect. « Non Stop » animé par M. Galliard. Show de P. Dorian. Attrait. Les Oiseaux - Les Indiens - Michel Leb. Menu 15 F. V. C.

SOUPERS APRES MINUIT

LA CLOSURE DES LILAS, 171, bd du Montparnasse
342-70-50 - 022-51-08
Au piano Yves Meyer
DESSIER, T.J./s. - 754-74-14
8, place Péreire (17^e)
LE SPECIALISTE DE L'HUITRE
Poissons - Spécialités - Grillades
LE MUNICHE, 22, r. de Buci, 6^e
342-70-50 - 022-51-08
Choucroute Spécialité
TERMINUS NORD, 624-46-74
Brasserie 1923, Spéc. alsaciennes
21, rue de Dunkerque 10^e
JULIEN, Tous les soirs
Jusq. 1 h. 30 (1^{er} dim.)
16, rue du P.-Saint-Denis (10^e)
770-13-56

LE PETIT ZINC, ODE 75-34
Huitres - Poissons - Vins de Pays
WEPLER, 14, place Clichy,
522-53-29
SON BANC D'HUITRES
Fois gras frais - Poissons
MERVELLES DES MERS
CHARLOT, 1^{er} 22-57-09
128 bis, boulevard de Clichy (17^e)
Son banc d'huitres - Poissons
CLUB HOUSE, 29-31, place Made-
Ras-de-Ch. FDB Grill Jr et Nt
1^{er} 4^e restaur. rue panoramique
GUY, 1^{er} 4^e restaur. rue panoramique
Petjordan - Choucroute - Camarons

LE DICHET, 88, rue P.-Charron
359-60-34
Spécialités campagnardes
GRILLADES - FRUITS DE MER
PAYSANNE FAYSAINES
CIEL DE PARIS, 55^e et Tour
Montparnasse
359-50-33. Jusq'à 2 h. du matin.
Best. panoramique. Spécialités
Carte à part de 80 F. Tt compris
BRASSERIE TABAC PIGALLE
Pl. Pigalle, 806-72-80 Choucroute,
Banc d'huitres Bières L'œuvrabi
LA TOUR D'ARGENT
8, pl. de la Bastille, 342-32-13.
Cadre élégant et confortable.
Midi à 1 h. 15 mat. Grillades -
BANC D'HUITRES.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Voyages à l'étranger

On s'est beaucoup promené, mardi après-midi, sur TF 1. On a vu du pays. A commencer par la Pologne, où M. Yves Mouroussi a entrepris, accompagné de son équipe, un voyage officiel d'une semaine. Après Varsovie, Lublin. Le présentateur du Journal de 13 heures a rejoint à cette occasion le vice-président de la commission de planification, le ministre de l'environnement ainsi que le secrétaire du comité de la région. Les conversations se sont déroulées dans un climat de confiance mutuelle, et les questions du représentant de la télévision française, discrètes et courtoises, sur les prix, la politique du logement et la nécessité d'augmenter la production des articles de grande consommation, devaient permettre à ses interlocuteurs de dessiner à l'horizon 80 ou 85 un avenir sans problèmes.

Après un aller et retour à Paris, où de son côté le roi Hussein de Jordanie était reçu par le président de la République, nous avons retrouvé M. Yves Mouroussi sur le carreau d'une nouvelle mine de charbon. Il s'est entretenu, au cours de cette visite, avec un mineur de fond amoureux de son métier et satisfait de son sort. Les salaires varient de 8 000 à 15 000 zlotys, nous a-t-on dit, sans indiquer le cours du change (1) et sans préciser ce que cela peut représenter par rapport au pouvoir d'achat.

Après quoi, dument casqué, botté et ganté, sous l'œil complaisant et attentif de nos caméras, le journaliste a tenu à descendre lui-même avec le minier dans un puits. Etonnant acte de courage marqué par le bruit de la trappe se refermant en fin d'émission sur la tête de cette grande vedette de l'information.

Autrement intéressant, le reportage de la R.A.I. présenté tous les jours à 17 h. 10 sur la vie d'une famille japonaise. De la maison de thé fréquentée par Mme Yamada aux décharges publiques — son mari est inspecteur municipal de l'hygiène, — en passant par la cantine de la maternité fréquentée par leur fille, entre le manquement précis, raffiné d'un bol et d'une cuillère de bambou et le formidable envoi d'ordures répandues sur le chemin des bennes qui vont les déverser, polders de déchets, dans la baie de Tokyo, les images avaient accroché à la bonne hauteur l'attention du téléspectateur.

Même chose un peu plus tard sur cette même chaîne, au Québec. Nous y avons été accueillis par M. Jean-Luc Fontaine et les siens sur le chantier de l'énorme barrage hydraulique de la baie James. Lui est cadre et dispose d'une maison particulière à Radisson. A proximité, quinze mille manœuvres vivent à deux par chambre dans un camp de roulottes ultra-modernes, travaillant de six heures à six heures et quinze heures par semaine pour 250 000 F par an, avec trois mois de congés payés. Moins 40 degrés l'hiver, plus 20 degrés l'été, ni le froid ni les moustiques ne sont faits pour décourager ces pionniers super-payés du Far-North.

CLAUDE SARRAUTE.
(1) N.D.L.R. 100 zlotys = 4 F. environ.

UNE NOUVELLE « COURSE ATOUR DU MONDE »

Fort d'un indice d'écoute passé l'an dernier, de un à sept, le jeu hebdomadaire d'Antenne 2 « La course autour du monde » (chaque samedi de 18 heures à 18 h. 50) prend, dès la rentrée, un nouveau départ : pendant plus de cinq mois, un groupe de reporters amateurs aura, pour la deuxième année consécutive, la possibilité de parcourir les continents aux frais de la deuxième chaîne pour y réaliser des documents filmés. Soumis ensuite à un jury présidé par Yves Courrière et Jean Gorlin, ces reportages feront l'objet de commentaires à l'antenne.

Ouverte aux jeunes filles et aux jeunes gens majeurs âgés de

moins de trente ans, la compétition réunira cette fois, après une sélection en deux temps, sept candidats de nationalité fran-

çaise. Les postulants doivent se munir de quoi écrire le 17 septembre, à 18 heures, et régler leur récepteur sur la deuxième chaîne.

TRIBUNES ET DEBATS

MERCREDI 7 SEPTEMBRE
— M. Robert Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, parle du budget de l'Europe 1. à 19 h. 15 : une interview enregistrée du ministre répondant aux questions des auditeurs sur le thème « Combien paieront les contribuables l'année prochaine » est diffusée sur France-Inter, à 19 h. 20.
— M.M. René Haby, ministre de l'éducation, Jean Cornec et Antoine Laparade, représentant les associations de parents d'élèves, et André Henry, secrétaire gé-

ral de la FEN, participent au magazine d'Antenne 2 « Question de temps », à 21 h. 55.
JEUDI 8 SEPTEMBRE
— Le recteur Henri Gauthier répond aux questions des auditeurs concernant la rentrée scolaire, sur France-Inter, à 8 h. 45.
— M. Jacques Chirac, président du R.F.P., est l'invité d'Inter 13, sur France-Inter, à 13 h.
— M. François Ceyrac, président du C.N.F.P., participe au magazine d'Europe 1, à 19 h. 15.

MERCREDI 7 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1
20 h. 30. Série Commissaire Moulin (Cont. min. social, avec C. J. Bonnardot, 22 h. Sciences. Les grandes énigmes (La matière), par R. Clarke et N. Skrotzky. On part de la descente vers l'infiniment petit : d'après les professeurs Van Hove, directeur scientifique du Centre européen de recherches nucléaires, et Roland Omnes, physicien à l'université d'Orsay.
23 h. Journal

CHAÎNE II : A 2
20 h. 30. Série : Un shérif à New-York : 21 h. 55. Magazine : Question de temps (1 : collège unique (Voir Tribunes et Débats).
23 h. 15. Journal

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. FILM (un film, un auteur) : SCORPIO, de M. Winar (1972), avec E. Lancaster, A. Delon, P. Scofield, J. Colicos, G. Hunnicutt, J. Linville.
Un agent de la C.I.A. est soupçonné de trahison. Des renseignements à un agent américain, l'homme qui fut son élève et qui rêve de lui succéder, est chargé de l'habiller. L'opération internationale démontre que c'est un film bien construit, rythmé, haletant et très bien interprété.
22 h. 20. Journal.
FRANCE - CULTURE
20 h. La musique et les hommes par M. Bernard.
22 h. 30. Expositions avec P. Mauriac (rediffusion).
23 h. Libre parcours jazz.
FRANCE - MUSIQUE
20 h. 30. Festival de Dyonéa. « Vingt regards sur l'enfant Jésus », par le pianiste P.-L. Almar. 22 h. 30. France-Musique la nuit... le clavier contemporain : 0 h. 3. Les fouteurs de paroles : 0 h. 10. « Chacun des trucs » : 1 h. 10. Deux ou trois choses que le sale d'été.



JEUDI 8 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1
12 h. 30. Documentaire : Caméra au poing : 13 h. Journal : 13 h. 45. Objectif santé : 13 h. 55. Téléfilm : « Le vieil homme qui criait au loup », réal. W. Grauman, avec E. G. Robinson.
Un film sur un homme qui a vécu un assassinat auquel personne ne croit.
15 h. 10. Sports : Internationaux de tennis à Forest Hill : 18 h. 10. Pour les jeunes : 17 h. 50. Visages du Canada (les prairies) : 18 h. 20. Série Sandokan (rediff.) : 19 h. 45. Une minute pour les femmes : 19 h. 47. Feuilleté : Adieu mes quinze ans : 20 h. Journal.
20 h. 30. Série : Cinq à six : 21 h. 25. Documentaire : Voyage aux îles du grand océan de C. de Caunes : 22 h. 15. Magazine : Allons au cinéma d'A. Halimi.
22 h. 45. Journal.

CHAÎNE II : A 2
15 h. 10. FILM : JODY ET LE FAON, de C. Brown (1949), avec C. Peck, J. Wyner, C. Johnson, C. Wills, C. Bevans, M. Wyckoff (rediffusion).
La vie d'un jeune homme de Floride recueillie et écrite un jour qui devient son ami. L'animal grandit et découvre les cultures. Un film sur un homme qui a vécu un assassinat auquel personne ne croit.
17 h. 5. Documentaire : Sourire Thai, de C. et A. Bronchi : 18 h. Vacances animées : 18 h. 55. JEU : Des chiffres et des lettres : 19 h. 45. Rétrospective : 19 h. 47. Jole de vivre (C. Aznavour) : 20 h. Journal.
20 h. 30. FILM : DE LA PART DES COPAINS, de T. Young (1970), avec C. Bronson, J. Mason, L. Ullman, J. Ireland, M. Constant, G. Ferzetti.
Mer est victime de chantage de la part d'ennemis compliqués dans une plaine d'acier. On s'en prend à sa femme et à sa fille.
D'après un roman de Richard Matheson, un suspense bien conduit et qui joue fortement sur les nerfs des spectateurs.
22 h. Magazine médical : Attention, médicaments, de P. Desraupes. Avec le professeur Jean Bernard.
23 h. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Les aventures de Tintin (l'île noire) et de Lolek et Bolok : 19 h. 40. Scènes de la vie de province : Chapeau bas, de B. Frangin (FR 3 - Lyon) : 20 h. Jour. 20 h. 30. FILM : L'ÉTOILE ROUGE, de J.-P. Mocky (1975). Avec M. Simon, M. Serrault, M. Galle, J. Le Follain, E. Bayle, F. Boucher.
A Paris, dans le quartier du canal Saint-Martin, un étrange couple de femmes et quelques personnages ayant chacun une idée fixe se rencontrent par hasard, ce qui produit des situations extraordinaires.
Humour, sarcasme et tendresse à l'égard d'un petit monde où folie. Une comédie extrêmement drôle où scénario et mise en scène s'ajustent parfaitement. Michel Simon y tient son dernier rôle.
21 h. 45. Journal.
FRANCE - CULTURE
13 h. 30. Renaissance des orgues de France : 14 h. 4. Un livre, des voix : « Made in France », de P. Danlos : 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture : magazine d'été : 15 h. 25. Anthologie : à 15 h. 25. Dossiers : Les droits de l'homme : à 16 h. 35. En direct avec Michel Jobert : 17 h. 30. Jeunes interprètes à Musique à la Pléiade, avec le quatuor à cordes J.-M. Molard : 18 h. 30. Nouvelles de Prandello : 19 h. 25. Personnalités, personnages (rediffusion) : 20 h. Théâtre : Malin de Pompée, d'Alfred. Béal : B. Horowitz, avec P. Champailla, L. Milard, C. Wintz (rediffusion) : 22 h. 30. Entretiens avec P. Mauriac (rediffusion) : 23 h. Libre parcours jazz.
FRANCE - MUSIQUE
13 h. 15. Stéréo postale : 14 h. Mélodies sans paroles : nouvelles auditions (Milhaud, Calmel, Tournier) : 15 h. Des notes sur la guitare (Pétri) : à 15 h. 30. Stradivari, Bartok, Prokofiev, et 17 h. 15. Nouveaux talents, premiers efforts : 18 h. 3. Scoute, magazine musical : 19 h. Jazz time : 19 h. 35. Kiosque : 19 h. 45. Rétrospective : 20 h. 30. Concert par l'Orchestre symphonique de la radio autrichienne, dir. L. Sagerstam, avec J. Tournier, violon. Trois pièces pour orchestre « (A. Berg), « Faria » (L. Sagerstam), « Concerto pour violon n° 1 » (Bartok) : 22 h. 10. France-Musique la nuit... le clavier contemporain : à 22 h. « Chacun des trucs » : à 0 h. 3. Les fouteurs de paroles : à 0 h. 10. Bye-bye blackbird.

CULTURE

Jean Rostand a été inhumé à Ville-d'Avray

Jean Rostand a été inhumé le 6 septembre après-midi au petit cimetière entouré d'arbres de Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine). La cérémonie a été d'une grande simplicité. Seuls quelques intimes — MM. Jean Mistler, secrétaire perpétuel de l'Académie française, le professeur Étienne Wolff, de l'Académie française, Claude Mauriac, des personnalités du monde scientifique et des membres de l'entourage de Jean Rostand — accompagnèrent le fils du défunt, M. François Rostand. Mme Rostand, souffrante, était absente.

La famille avait tenu à ce que cette brève cérémonie, qui a duré à peine un quart d'heure, ne fût pas seulement civile. Ses obsèques ne pouvaient être religieuses, Jean

Rostand n'étant pas croyant. Mais deux ecclésiastiques ont pris la parole devant le cercueil d'acajou recouvert d'une seule gerbe. Le R.P. Carré, confesseur de l'Académie et ami du savant, s'est exprimé « au nom de l'amitié ». Il a souligné la passion avec laquelle le biologiste s'interrogeait sur l'univers et la possibilité d'un au-delà et « souhaitait de toutes ses forces l'existence de Dieu ». Le curé de Ville-d'Avray, représentant les liens de Jean Rostand avec la paroisse, a demandé ensuite à l'assistance de réclamer avec lui un Notre Père.

Des hommages plus officiels suivront. Le premier étant la messe qui sera célébrée le lundi 12 septembre, à 16 heures, en l'église de Ville-d'Avray.

Les réactions

« M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'enseignement : « Le nom de Jean Rostand évoque aussitôt la science. Pourtant, outre l'important acquis qu'il laisse à la recherche biologique, il était aussi un écrivain : celui qui a su — et avec quel talent — mettre la science à la portée de tous. (...) Avec lui, notre pays perd un visage familier, mais cette disparition ne saurait effacer ce qu'il a su si bien nous transmettre : la curiosité de l'esprit et la générosité du sentiment. »

« Le R.P. Carré : « Jean Rostand était un homme profondément religieux. Je mets le mot entre guillemets. Évoquant au milieu de France l'attitude du biologiste à l'égard de la religion, le R.P. Carré a ajouté : « Il m'a dit, un jour : « Si vous, chrétiens, êtes aussi préoccupés de Dieu que je le suis, vous seriez tous des saints. »

« Les Citoyens du monde se déclarent « durablement touchés par la perte d'un des plus prestigieux d'entre eux, Jean Rostand. Nous sommes convaincus que sa contribution à l'écologie qu'il a reçue en 1968 à la Sorbonne, quand il déclarait : « Voici le seul espoir qui conditionne la survie à long terme, l'unification de la pla-

LE DIALOGUE DES CIVILISATIONS

(Suite de la première page.) Évoquant la mystique bombarde, celle d'hommes réunis dans la terre et buveurs de ciel, Senghor définit la mystique comme « l'état qui nous unit à l'invisible par le visible » et qui le rend proche de la poésie, car elle profère aussi le signe, le symbole, le mythe.

Exaltant la « négritude », Senghor ne verse pas dans un racisme à l'envers qui isolerait l'Afrique noire de la civilisation universelle. « Une civilisation sans mélange est un ghetto culturel. » Ce passionné de culture gréco-latine rappelle la dette de la Grèce envers l'Égypte, et celle de l'Égypte à l'égard de la Nubie des Nègres. Il ne s'agit pas d'avantage le Maghreb du reste de l'Afrique : l'africanité, dit-il en inaugurant l'Institut islamique de Dakar, est « la symbiose complémentaire des valeurs de l'arabité et des valeurs de la négritude... Il faut que vous restiez Arabes. Sans quoi vous n'auriez rien à nous donner. »

Lorsqu'il crée, à l'Institut fondamental de l'Afrique noire, à Dakar, un département indo-iranien, il souligne les liens entre les « Nairs de l'Asie », des Dravidiens du sud de l'Inde, et ceux de l'Afrique. En des pages qui sont parmi les plus belles de ce recueil, Senghor montre combien la dialectique de Mao Tse-tung est enracinée dans la tradition chinoise du yin et du yang, celle du tao.

Dans un enjambement poétique majestueux, il dessine la trajectoire du « croissant fertile » qui, pour lui, ne va pas seulement de la Mésopotamie à l'Égypte, mais du détroit de Gibraltar à la péninsule indochinoise, « grande vallée fertile où le Noir et le Blanc fusionnent », comme l'écrivait Frobenius. Au-delà de l'« altération culturelle » née de l'esclavage des Noirs et de la colonisation, Senghor évoque l'idéal d'une « civilisation panhumaine » : « L'humanité du vingtième siècle, qui ne peut être que civilisation de l'universel, s'appauvrirait s'il y manquait une seule valeur d'un seul peuple, d'une seule race, d'un seul continent. » Saluons avec joie cette contribution éminente d'un chef d'État et d'un poète au nécessaire dialogue des civilisations.

ROGER GARAUDY.

* Négritude et civilisation de l'universel (tome 3). Ed. du Seuil, 376 pages, 75 F.

Préparation à l'entrée en
Médecine
PHARMACIE-DENTAIRE
● Préparation polémique (5 au 30 sept.)
● Encadrement annuel par CHU
● Année préparatoire
Médical - St-Pierre - Hôtel
Caban - Beldy - Châtigny
Châtigny - Beldy - Châtigny
CEPES 27, rue de la Liberté, 92 Neully
722.24.34 ou 745.03.19

CARNET

Naissances

— Le prince Mario, duc de Poggio-Suina, cinquième, autographe, régent du Collège de psychiatrie, son épouse Dominique, née Rivolier, leur fille Emma, née le 14 juin 1977, ont la joie d'annoncer la naissance d'un fils.
Orléans, Mario, Poggio-Suina.

— M. Jean-Claude Baynaud, représentant du Crédit lyonnais à Moscou, et Mme, née Geneviève Chibot, partagent avec Béatrice, Jean-Louis et Patrick la joie d'annoncer la naissance à Moscou de leur fille Marie-France, le 5 septembre 1977.

Françaises

— Le colonel (R.E.) Théodore du Temple et Mme, née Chantal de la Brosse, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille Béatrice avec M. Joseph FRAYNE, 40 bd du Roi, 75006 Neuilly. Johannsburg (R.S.A.).

Mariages

— Anne-Marie Fossat et Philippe Bernheim font part de leur mariage célébré dans l'intimité le 20 juillet 1977, 83, rue Mademoiselle - 75011 Paris.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de M. André BOSSIN, avocat honoraire du barreau de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, officier de la Résistance, survenu le 23 août 1977.

De la part de :
Mme André Bossin,
Mme Jean-Michel Bossin,
M. et Mme Jean-Michel Bossin,
Timothée et Grégorina.
Ces avis tiennent lieu de faire-part.
107, rue de Saint-Germain.
1920 La Fliche (Vendée).
M. André Bossin, élève du Prytanée militaire de La Fliche, s'inscrit au barreau de Paris après son agrégation. Membre du comité d'action pour la Société des Nations aux côtés de Joseph Paul-Boncour et de René Cassin, il est rédacteur en chef de « l'Éveil des peuples », qui dirige Marc Sangnier. Luttant dès 1922 contre l'antisémitisme, il s'oppose à l'accord de Munich de 1938. Dès décembre 1940, il crée, avec d'autres, le journal clandestin « Vaincu », puis participe en septembre 1942 à la création du mouvement Résistance. Pendant ce temps, il est de ceux qui défendent les communistes devant les sections spéciales créées par le gouvernement de Vichy et participe, à la libération, à la commission d'enquête du septième arrondissement de Paris.

André Bossin a publié plusieurs ouvrages : Europe 1939-1945, Les Nations et l'Organisation nationale de la paix (le Monde du 27 octobre 1961).

— M. et Mme Henri Chapuis, Mlle Nicole Chapuis, Bernard, Philippe et David Chapuis, Mlle Estelle Buisson, ses parents et ses frères et sœurs, ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Mme Veuve Jacques CHARPIS, née Rachel Perloff, leur mère, grand-mère, tante et parente, décédée le 5 septembre 1977, à l'âge de 77 ans, à Evian (74). Les obsèques auront lieu le jeudi 8 septembre.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 16 heures. 21 heures de couronnes. Ces avis tiennent lieu de faire-part.

— On nous prie de rappeler le décès de M. Joseph DELAS, survenu le 14 août à Paris, à la suite d'une courte maladie. Les obsèques ont été célébrées le 19 août, en l'église Saint-Augustin. De la part de M. et Mme Jean Delas, son épouse, et de ses enfants : 11, rue du Gal-Foy - 75008 Paris.

— Edouard-François S.A.S. a la douleur de faire part du décès de M. Carl EDUARD, fondateur de Carl Edouard S.A.S.

Edouard-François (S.A.S.), survenu le 4 août 1977, dans sa soixante-dix-neuvième année, 10-12 rue Domini, 75005 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Paul GUGGENHEIM, professeur honoraire à la Faculté de droit et à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève.

Président de la Commission de consultation franco-italienne, docteur « honoraire » de la Sorbonne, M. Paul Guggenheim, membre honoraire de l'Institut de droit international, membre de la Cour permanente d'arbitrage.

survenu à Genève, le 31 août 1977, dans sa soixante-dix-huitième année. De la part de : M. et Mme Guggenheim, son épouse.

M. et Mme Daniel Guggenheim, ses enfants et sa belle-fille. Les obsèques ont eu lieu en l'église israélite de Genève le 2 septembre 1977. 1, route du Bon-du-Monde, 1206 Genève, Suisse.

Mme Roger ELLI, son épouse, M. Hervé ELLI, son fils, M. Jean-José Richer, son neveu, Mme Renée Maurel, sa cousine, Mme Eugène ELLI et son fils, M. et Mme Lucien Louvat et leurs enfants.

Mme Lucien Maurel et ses enfants, M. et Mme Guy Leroy, M. et Mme Jean-Louis et leurs enfants, M. et Mme Bernard Marcey et leurs enfants.

Mme Pierre Merlier et ses enfants, M. et Mme Albert Mougoulin, M. et Mme André Tournier, Céline Trépanier, Philippe Boussel et ses fidèles collaborateurs.

M. Albert Bonatier, Emmanuel Trépanier, Michel Vallet, J.-Pierre Sebba, Mlle Elienette Collin, Mme Madeleine Gander ont la profonde douleur de vous faire part du décès de

M. Roger ELLI, avocat à la cour d'appel de Paris, ancien membre du conseil de l'Ordre, officier de la Légion d'honneur et médaillé de la croix de guerre avec palmes.

Les obsèques auront lieu le jeudi 8 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Evelan, 16, rue du Gal-Foy - 75008 Paris. Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Yvon Israël, M. et Mme Jean-Jacques Israël et leurs enfants, M. Jean-Louis Israël et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Veuve Robert ISRAËL, née Jeanne Lièvre, survenu le 4 septembre 1977, 104, av. du Général, 75014 Paris.

— M. et Mme Claude Chuteau et leur fille, M. et Mme Michel Bailly et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Guy JUNG, chevalier de la Légion d'honneur, ancien professeur de géologie à la Sorbonne, son épouse, leur père et grand-père, survenu le 29 août 1977. L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité le 1^{er} septembre 1977. Nos vœux, bénéficiant d'une réduction sur les inhumations de « Carnet de Monde », sont priés de joindre à leur envoi de faire-part des condoléances pour servir de cette qualité.

— Mme Charles Magné, son épouse, Mlle Janine Magné, M. et Mme Georges Chanut, M. et Mme Robert Ollier, M. et Mme Pierre Malhe, M. et Mme Robert Magné, ses enfants : Dominique, Jacques, Claude, Françoise, Véronique, Jean ses petits-enfants.

Mme Veuve Antoine Robert, sa sœur, M. et Mme Jules Magné, son frère et sa belle-sœur, ses neveux et ses nièces et toute la famille ont la grande tristesse de vous faire part du décès de

M. Charles MAGNÉ, croix de guerre 1914-1918, maître honoraire de l'Institut (Cantal), ancien conseiller général, chevalier dans l'ordre national du mérite, chevalier du mérite commercial, chevalier de palme académique, survenu le 4 septembre 1977 dans sa 81^{ème} année.

Les obsèques seront civiles et se feront dans la plus stricte intimité. Selon la volonté du défunt, la famille ne portera pas le deuil. Le présent avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Fernand PARSIS, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, médaillé de la croix de guerre, rapatrié à Dien le 3 septembre 1977 dans sa quatre-vingt-troisième année.

De la part de : M. et Mme Michel PARSIS, ses enfants et de toute sa famille. Les obsèques religieuses ont eu lieu à Châtigny-Landon (Seine-et-Marne) dans le cimetière de famille, 7, rue de la Chapelle, 75007 Paris.

— Mme Roger Pasquier et ses enfants, M. et Mme Maurice Ferrus, Mlle Claudette Ferrus ont la douleur de faire part du décès de

Mme Pierre FERRUS, née Claudine Fichon, survenu le 4 août 1977. Ils rappellent à votre souvenir la mémoire de M. Pierre Ferrus, ingénieur, mort en déportation le 3 mai 1945.

Offices religieux

— Le Consistoire israélite de Paris annonce que la cérémonie des départs sera célébrée le dimanche 11 septembre, à 11 heures, à la grande synagogue de Paris, 44, rue de la Victoire, Paris-9^{ème}, en présence des plus hautes autorités civiles et militaires, sous la présidence du grand rabbin de France et du grand rabbin de Paris.

Ramassages

— M. et Mme Daniel Delaporte et leurs enfants, M. et Mme Jean-Jacques Israël et leurs enfants, M. et Mme Michel Bailly et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Veuve Robert ISRAËL, née Jeanne Lièvre, survenu le 4 septembre 1977, 104, av. du Général, 75014 Paris.

Anniversaires

— Le 8 septembre, pour le septième anniversaire du décès d'Edmond WELLSOFF, une affectueuse pensée est demandée à ceux qui ne l'ont pas oublié.

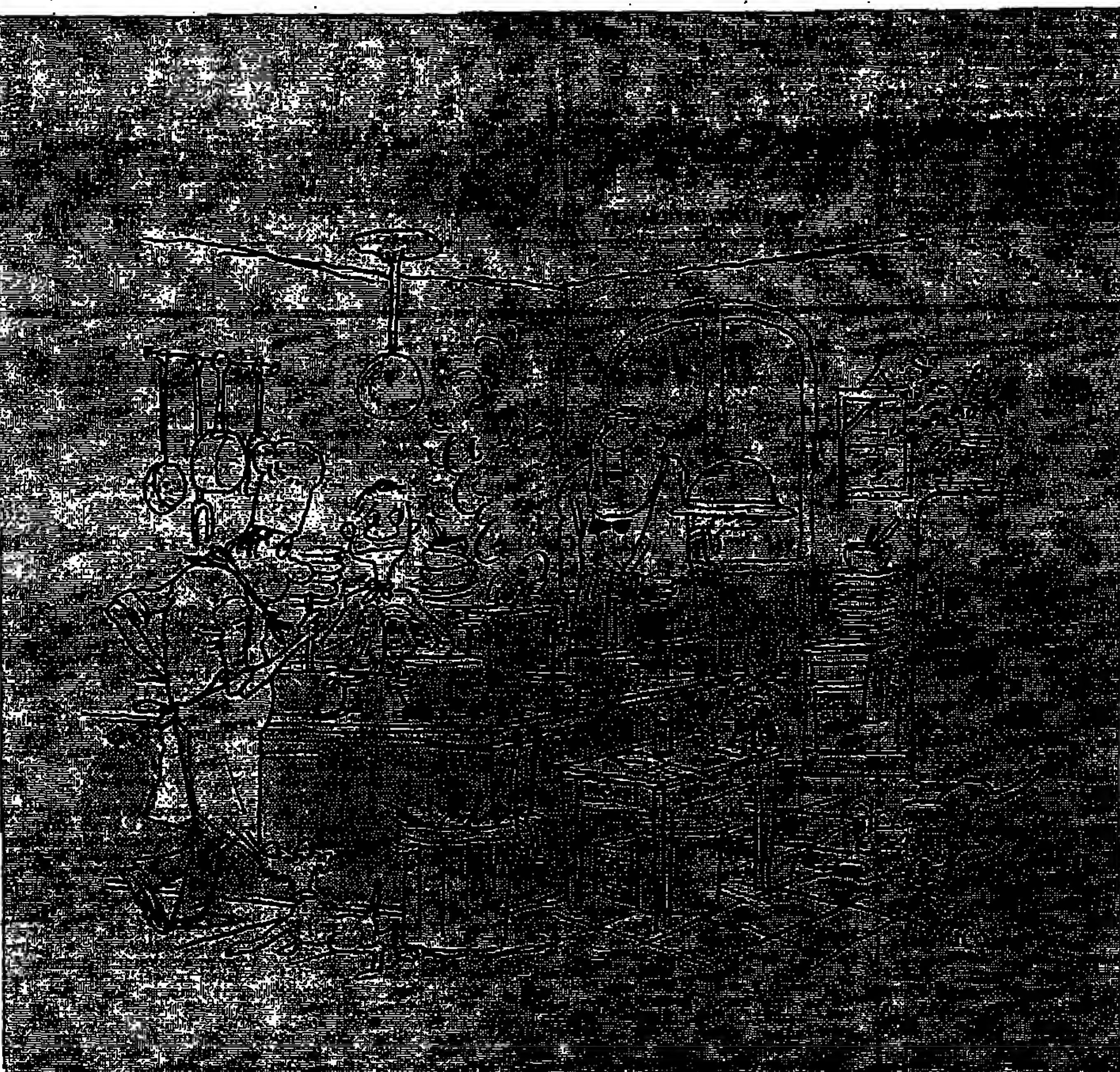
— Pour le premier anniversaire du rappel à Dien de M. André VIERCHALY, une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu, en union avec la femme qui sera célébrée le 12 septembre en l'église Saint-Léon, sa paroisse.

— Ceux qui ont connu, aimé et estimé Simon LAMET, s'inscrivent au présent pour le second anniversaire de sa mort le 8 septembre.

— Pour le premier anniversaire de la mort de Mlle GENEVIEVE, une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

Robert Bultot, 85, rue O-Mémorial, 3000 Louvain (Belgique).

« Indian Tonic » de SCHWEPES. Une amertume au goût d'orange, qui pousse et rafraîchit.



J'ai fait le compte, cette saison j'ai servi 414 radis-beurre, 763 crudités, 346 œufs mayonnaise, 453 escalopes à la crème dont 117 avec changement de garniture, 1024 steaks, dont 489 à point et 342 saignants. Alors tu comprends pourquoi j'ai tellement envie à mon tour de voir la mer bleue et de sentir sur ma peau la caresse brillante du soleil!

Partez maintenant : le Club Méditerranée hors saison, c'est la meilleure saison.

Renseignements, réservations : 90, Champs-Élysées, Paris 8^e et Place de la Bourse, 75003 Paris Cedex 02, tél. : 266.52.52, ou Agence Havas de votre ville. 1000 Bruxelles, rue Ravenstein 58 et Genève, 28 Quai Général Guisan.

Ca peut rapporter gros

10

Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(numéro de mardi)
UN SUPPLÉMENT
ÉCONOMIQUE

272150

JUSTICE

Le double meurtre de Villefort rend difficile la situation des communautés de l'Ardeche

De « témoin important » en cavale, M. Pierre Conty est devenu le suspect numéro un dans l'enquête des deux assassinats de l'Ardeche. Le mandat d'arrêt, délivré le 6 septembre, a été rencontré par M. Alain Clergue, juge d'instruction au tribunal de Privas (nos dernières éditions), indique la part de responsabilité du fondateur de la « communauté agricole » de Rochesbasse (1- le Monde » du 7 septembre) dans le double meurtre commis, le 24 août à Nîmes (Ardeche). Outre la découverte d'empreintes digitales identifiées comme étant celles de M. Conty, les enquêteurs disposaient d'un autre élément, après avoir trouvé à la Rochesbasse des munitions de même type que celles utilisées par les auteurs du double meurtre. Les recherches continuent. Les policiers du S.R.P.J. de Montpellier semblent persuadés que M. Conty se trouve encore dans le département de l'Ardeche. D'autre part, on précise au parquet

de Privas que M. Jean-Philippe Mouillot — et non pas Mouillaud, comme ce nom avait été précédemment orthographié — n'a pas été identifié comme étant l'un des deux assassins, mais l'avis de recherche, diffusé le 2 septembre, reste en vigueur.

Après cette affaire, quelle sera la réaction de la population rurale — déjà présumée méfiante à l'égard des « communautés » et de toutes les personnes qui se sont installées en Ardeche ces dernières années ? Parmi ces nouveaux venus, dont le nombre peut être estimé à près de deux mille, environ trois cents s'occupent d'élevage, et plus rarement de culture. Les exemples de bonne intégration sont rares. Le nouveau venu reste, la plupart du temps, un « hippy », un « étranger ». Aujourd'hui, leurs noms reviennent abondamment dans les discussions.

On les appelle « les hippies »

De notre envoyé spécial

Privas. — Faut-il le croire ? Se croit-il seulement lui-même ? Difficile à dire ! Un vieux paysan m'a dit : « Tu es un peu fou, mais tu es un peu sage ». L'expérience ? « Vous savez, on est un peu fou, mais on est un peu sage ». L'expérience ? « Vous savez, on est un peu fou, mais on est un peu sage ».

« étranger ». Venu vivre au bout d'un long chemin rocailleux et raviné, on lui reproche d'avoir mis des amis sur la paille ; d'être dur en affaires. Médiane. On comptabilise ses hectares : 17 plus 9, plus une location pour la coupe des foins.

Moins « Establishment », André Fleury, un Normand de trente-deux ans, a mieux réussi son affaire. Un élevage modeste. Dans le creux d'un vallon perdu, au hameau de Chambonnet-Bas, il s'est installé par étapes. D'abord implanté durant la bonne saison, pendant trois ans, il vient de passer son premier hiver dans le pays. C'est un bon point vis-à-vis du voisinage. Cela dit, « Les relations avec les gens du pays sont assez difficiles. Nous sommes et resterons les « hippies ».

En règle générale, la première réaction des voisins est de reprocher le « manque de civilité » aux nouveaux venus. On leur reproche de ne « pas discuter ». Précisément, à propos des études d'agronomie. Il n'a pas suivi une école. L'air de la campagne est indispensable à sa santé. Mais voilà, rien ne marche exactement comme prévu. Le G.A.E.C. (Groupe agricole d'exploitation en commun) formé par Pierre Conty, un couple en avril 1976, a été dissous au mois de novembre. La bergerie modèle se révèle trop importante.

Faut-il lui, l'air soudain peiné, le payer, assure-t-il, « si c'est trop tard ». Puis tombe le jugement révélateur : « Que voulez-vous, il faut travailler ». Méfiance contre dynamisme, connaissance de la terre contre naïveté, Jacques n'a pas attaché l'assentiment de l'autocritique. Certes, ce n'est pas un « hippie ». C'est donc un

« hippie » ? Profondément, on leur fait grief de bien se connaître d'une communauté. Depuis l'été, l'importance de la majorité des « hippies » vivent tout à fait conventionnellement, en couples, chacun dans son domaine. La Rochesbasse dirigée par Pierre Conty, une agriculture de Chantéac déclare : « On les appelle les « hippies ». Ce sont des gens qui vivent fermés, mais habillés, sales. Ils font peur ».

Plus profondément, on leur fait grief de bien se connaître d'une communauté. Depuis l'été, l'importance de la majorité des « hippies » vivent tout à fait conventionnellement, en couples, chacun dans son domaine. La Rochesbasse dirigée par Pierre Conty, une agriculture de Chantéac déclare : « On les appelle les « hippies ». Ce sont des gens qui vivent fermés, mais habillés, sales. Ils font peur ».

« Si avant le début de la saison prochaine, on ne trouve pas quelque chose pour la boxe professionnelle, c'est-à-dire si on ne résout pas le problème des taxes, c'est tout bonnement la fin de la Fédération française de boxe (F.F.B.) ». Depuis quelques mois, M. Jean Bretonnel, qui cumule les fonctions de manager depuis l'âge de dix-huit ans et d'entraîneur, multiplie les cris d'alarme. A soixante-sept ans, la silhouette et l'aisance d'un Gabin, il fait figure de dernier patriarche de la boxe professionnelle.

Les organisateurs des rencontres de boxe doivent, en effet, acquiescer désormais des taxes de trois natures : — La taxe sur les spectacles. Elle est perçue par les municipalités. Depuis 1971, la boxe a été classée en troisième catégorie, avec les activités de luxe. Le barème de cette taxe varie de 21 % pour les recettes n'atteignant pas 750 000 F, à 30 % pour les recettes supérieures à 750 000 F.

— La taxe additionnelle olympique, créée par la loi sur le développement du sport d'octobre 1976. Cette taxe varie de 9 F, pour un billet vendu entre 30 et 40 F, à 50 F, pour une place à plus de 300 F.

— La taxe de la Fédération française de boxe, d'un taux de 3 % ou de 5 %. Depuis un arrêt de la Cour de cassation du 31 mai 1972, les organisateurs de combats sont considérés comme employeurs occasionnels des boxeurs professionnels et doivent aussi verser l'équivalent de 15 % du montant des honoraires en taxes salariales et sociales.

La traversée du désert des boxeurs professionnels

Paris n'est plus, comme au début des années 70, une des capitales mondiales de la boxe. En Europe, ce rôle d'attractivité s'est déplacé vers Monaco, où les combats sont exemptés de taxes. L'Argentin Carlos Monzon y a fait ses adieux à la boxe, le

30 juillet, contre le Colombien Rodrigo Valdes. Désormais, les boxeurs français doivent aller chercher leurs adversaires à l'étranger. Ce fut le cas d'André Holyk à Glasgow et de Jean-Baptiste Pledvache à Rimini. Le 21 septembre, à Milan, Gra-

tien Tonma rencontrera, titre européen en jeu, l'Anglais Alan Minter. Vendredi 9 septembre, Lucien Rodriguez, s'il n'est pas vaincu par l'Espagnol Alfredo Evangelista,

II. — 6 MILLIONS DE FRANCS POUR UNE « MARSEILLAISE »

« Si avant le début de la saison prochaine, on ne trouve pas quelque chose pour la boxe professionnelle, c'est-à-dire si on ne résout pas le problème des taxes, c'est tout bonnement la fin de la Fédération française de boxe (F.F.B.) ». Depuis quelques mois, M. Jean Bretonnel, qui cumule les fonctions de manager depuis l'âge de dix-huit ans et d'entraîneur, multiplie les cris d'alarme. A soixante-sept ans, la silhouette et l'aisance d'un Gabin, il fait figure de dernier patriarche de la boxe professionnelle.

Les organisateurs des rencontres de boxe doivent, en effet, acquiescer désormais des taxes de trois natures : — La taxe sur les spectacles. Elle est perçue par les municipalités. Depuis 1971, la boxe a été classée en troisième catégorie, avec les activités de luxe. Le barème de cette taxe varie de 21 % pour les recettes n'atteignant pas 750 000 F, à 30 % pour les recettes supérieures à 750 000 F.

— La taxe additionnelle olympique, créée par la loi sur le développement du sport d'octobre 1976. Cette taxe varie de 9 F, pour un billet vendu entre 30 et 40 F, à 50 F, pour une place à plus de 300 F.

— La taxe de la Fédération française de boxe, d'un taux de 3 % ou de 5 %. Depuis un arrêt de la Cour de cassation du 31 mai 1972, les organisateurs de combats sont considérés comme employeurs occasionnels des boxeurs professionnels et doivent aussi verser l'équivalent de 15 % du montant des honoraires en taxes salariales et sociales.

Etats-Unis, les critères financiers et l'exploitation éhontée de certains boxeurs prévalaient la plupart du temps sur l'équité sportive. L'accroissement sensible des taxes aura au moins eu l'avantage d'inciter — au moins pour l'instant — MM. Benaim et Michalis à renoncer à l'organisation des combats de boxe, pour consacrer leur Palais des sports à des activités plus lucratives.

Cette carence des organisateurs « traditionnels » a conduit des managers comme Jean Bretonnel, qui gère déjà la salle Wagram, à mettre eux-mêmes sur pied d'improvisation des rencontres, en permettant à leurs propres boxeurs de continuer à combattre. Ainsi, le Pour réparer de Paris une capitale mondiale de ce sport, la boxe professionnelle attend désormais un nouvel homme « providentiel », comme Alain Delon dans un passé récent. Tout comme il avait acquis le manuscrit de l'appel du 18 juin pour éviter sa vente à des étrangers, Alain Delon voulait offrir en 1973, à Jean-Claude Bouttier, une

chance de devenir champion du monde aux dépens de Carlos Monzon, « par esprit sportif et pour tenter de sauvegarder une part importante du patrimoine athlétique national ».

Voulant faire de ce match « un combat », Alain Delon ne se contenta pas de régler dans ses moindres détails une organisation de 2 millions de francs, mais s'occupa aussi de la préparation psychologique de Jean-Claude Bouttier, pour qu'il conquiert une sorte de « camp du Drap d'or » dans sa propriété de Douchy. Déjà par le comportement du boxeur français, il voulait tenter une deuxième expérience en mettant sur pied, cinq mois plus tard, le 9 février 1974,

un combat exceptionnel entre Carlos Monzon et José Napoles, champions du monde respectivement des poids moyens et des welters.

Pour ce faire, il devait offrir aux deux boxeurs la plus grosse bourse de leur carrière : 250 000 dollars (1 250 000 francs) pour Monzon, 150 000 dollars (750 000 francs) pour Napoles. Là encore, Alain Delon donna une leçon aux organisateurs traditionnels en multipliant les initiatives : aménagement d'un plateau de onze mille places à la Défense, interventions auprès de la Ville de Paris pour obtenir le détaxe complète de la réunion, orchestration d'une exceptionnelle campagne de promotion aux mass media, contrats avec les télévisions française et étrangères pour la retransmission du combat, etc. Le résultat dépassa les espérances, puisque la recette atteignit 6 100 000 francs (3 050 000 francs aux guichets et 2 500 000 francs de droits de télévision), et reste à ce jour la plus importante réalisée en France à l'occasion d'une manifestation sportive.

« Pourtant, raconte le président de la F.F.B., M. Bernard Ressout, dans les jours qui ont précédé le combat, le principal souci d'Alain Delon n'était pas d'ordre financier. Il voulait absolument trouver un moyen de faire jouer la Marseille avec les hymnes argentins et mexicains. Il fut finalement troué la solution en faisant désigner un arbitre français. Le jour du match, pendant qu'on écoutait « Les Marseillais », Alain Delon me adressa un clin d'œil et un sourire complice. Il avait gagné ».

Prochain article : LA FIN DES NÉGRIS

SPORTS

Il y a cinquante ans la Coupe Davis...

Il y a cinquante ans, les 8, 9 et 10 septembre 1927, la France, pour la première fois de l'histoire du tennis, remporta le challenge-round de la coupe Davis. L'exploit, maintes fois relaté, avait eu lieu sur le court en herbe du German Town Cricket Club de Philadelphie, où nos champions, René Lacoste, Henri Cochet, Jacques Brugnon, et Jacques Brugnon, allaient devenir les « mousquetaires » de la légende, avaient terrassé, chassés de souilles à pointes, les Davis cup men américains, alors invincibles, Wilson, Johnston, et Hunter. Ce n'était pas sans émotion que l'on revoyait, mardi 6 septembre, réunis sur le petit écran de T.F.1, les héros de la rencontre dans une condition physique défiant le troisième âge. Brugnon à quatre-vingt-deux ans, Borotra soixante-dix-neuf, Cochet à soixante-sept ans et Lacoste — « porté pâle » — en 1930 — à soixante-douze ans, commentent eux-mêmes leur performance dans un langage qui attestait la distinction et l'amabilité de leur nature.

L'événement de 1927, en réalité, n'était nullement une surprise. René Lacoste, le premier, s'était constitué depuis belle lurette, avec l'assistance du maître Jean Darnowski, un arsenal de coups qu'il exécutait au millimètre. C'est grâce à cette technique de relancer sans défaut qu'il s'était ordinairement étiqueté à la forteresse Tilden sur les courts de la Falsanderie, à Saint-Cloud, que les Français de sa génération ralliaient à bicyclette.

Cochet, cette année-là, venait de remporter Wimbledon. Tout l'été, il s'était astreint, lui assez nonchalant de tempérament, à croiser la raquette avec des professionnels hors classe, tels que Karel Kozeluh et Albert Burke.

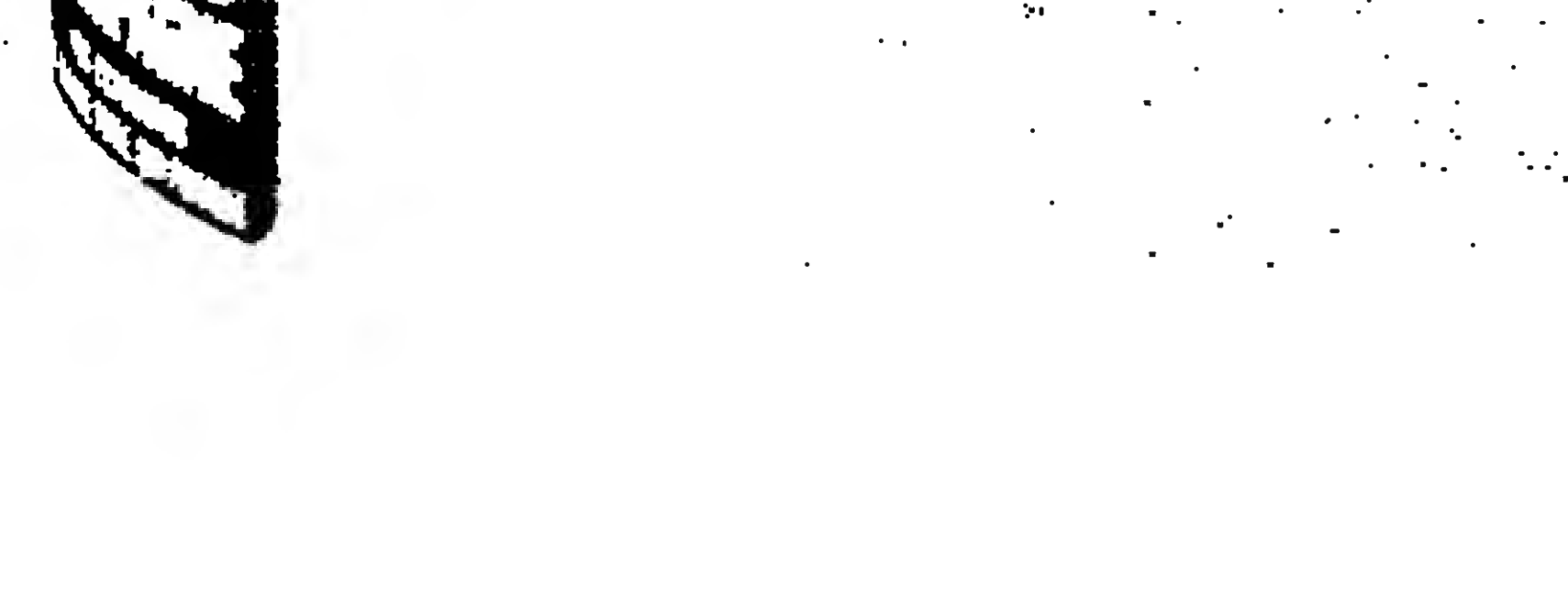
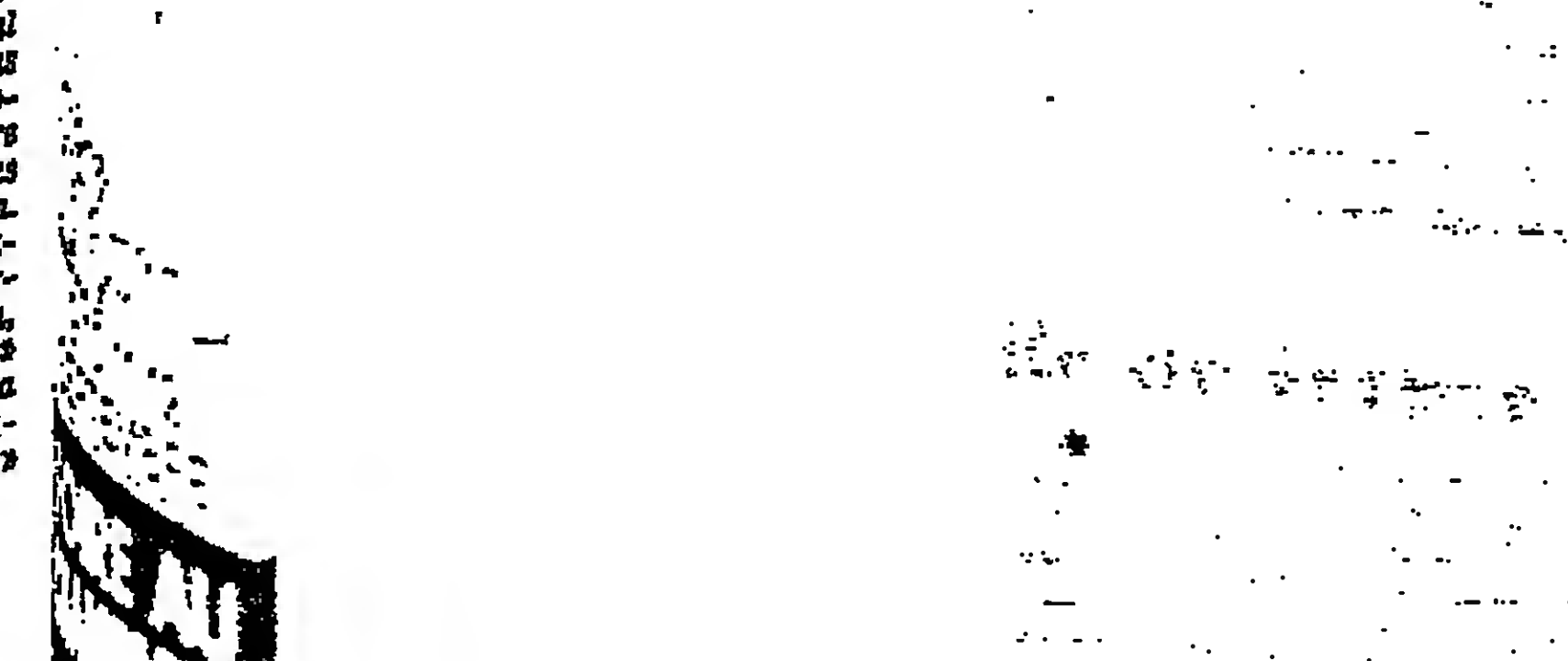
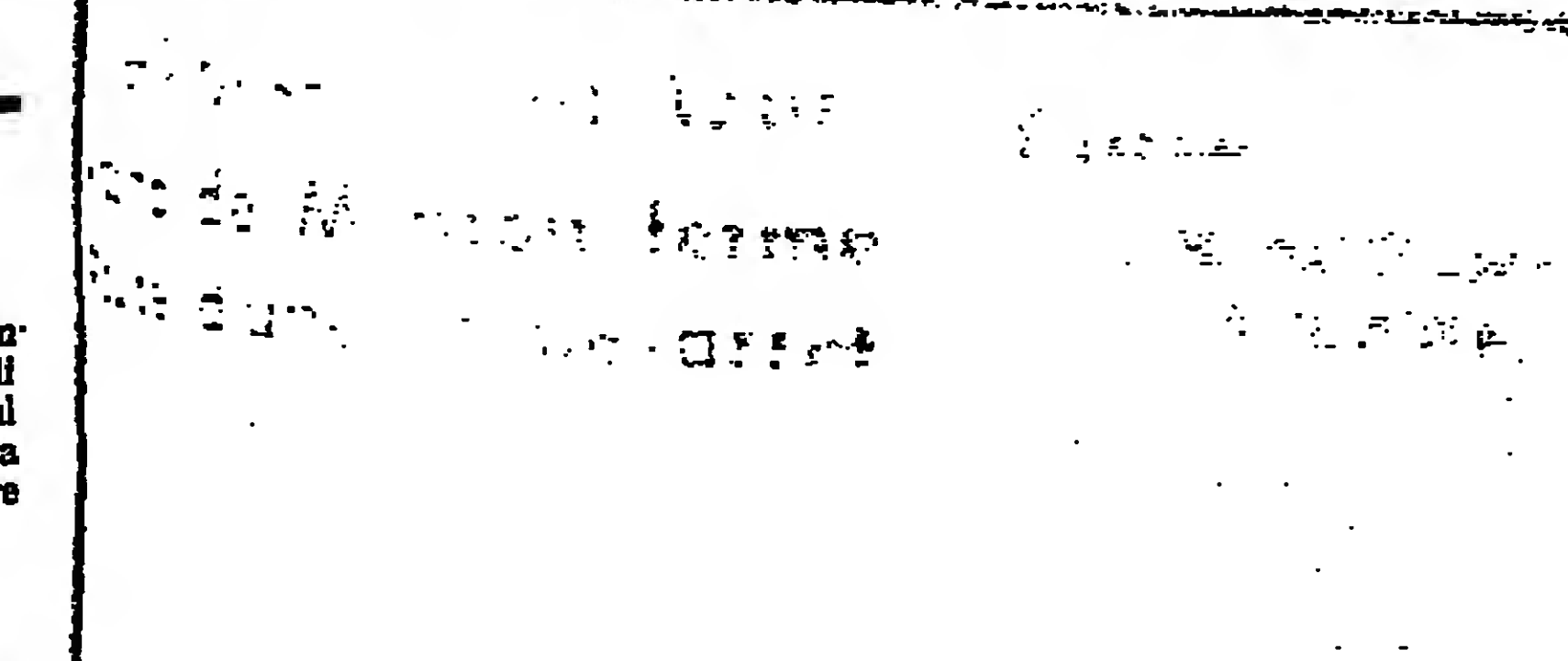
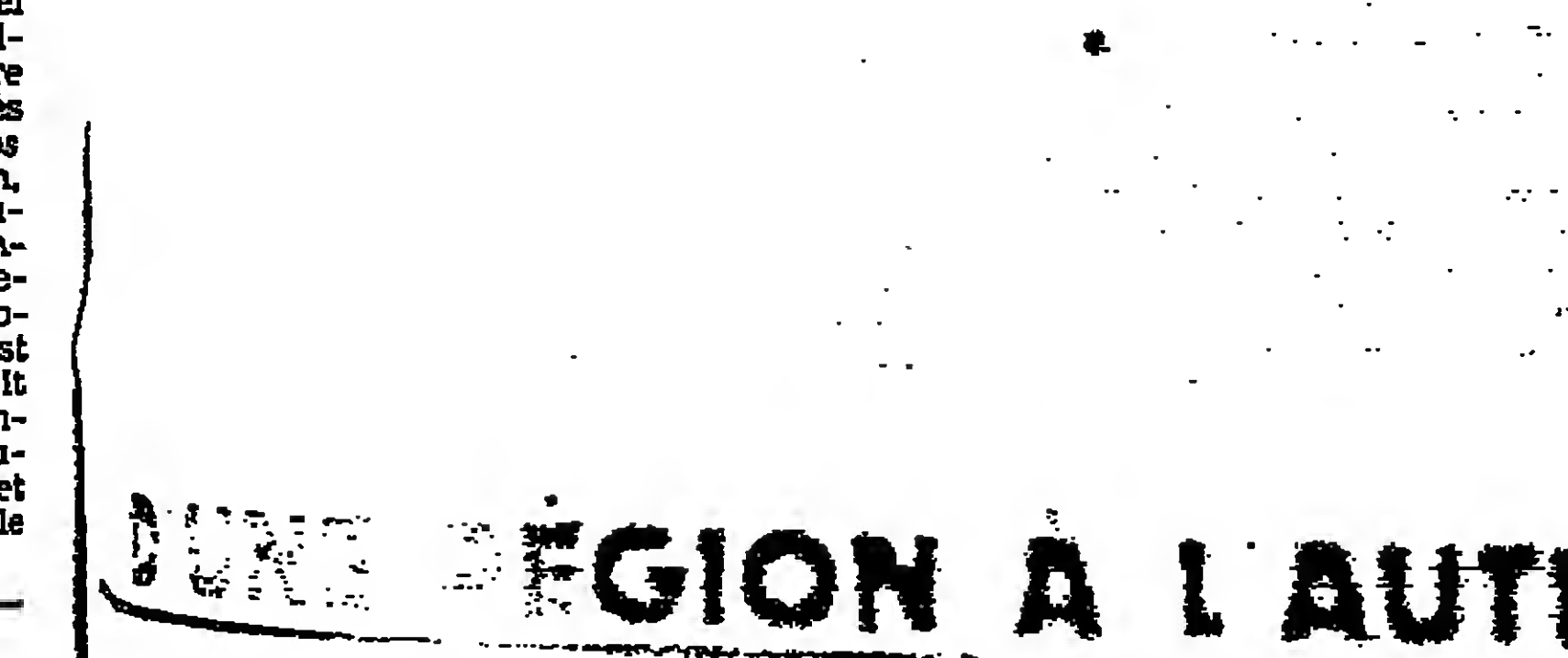
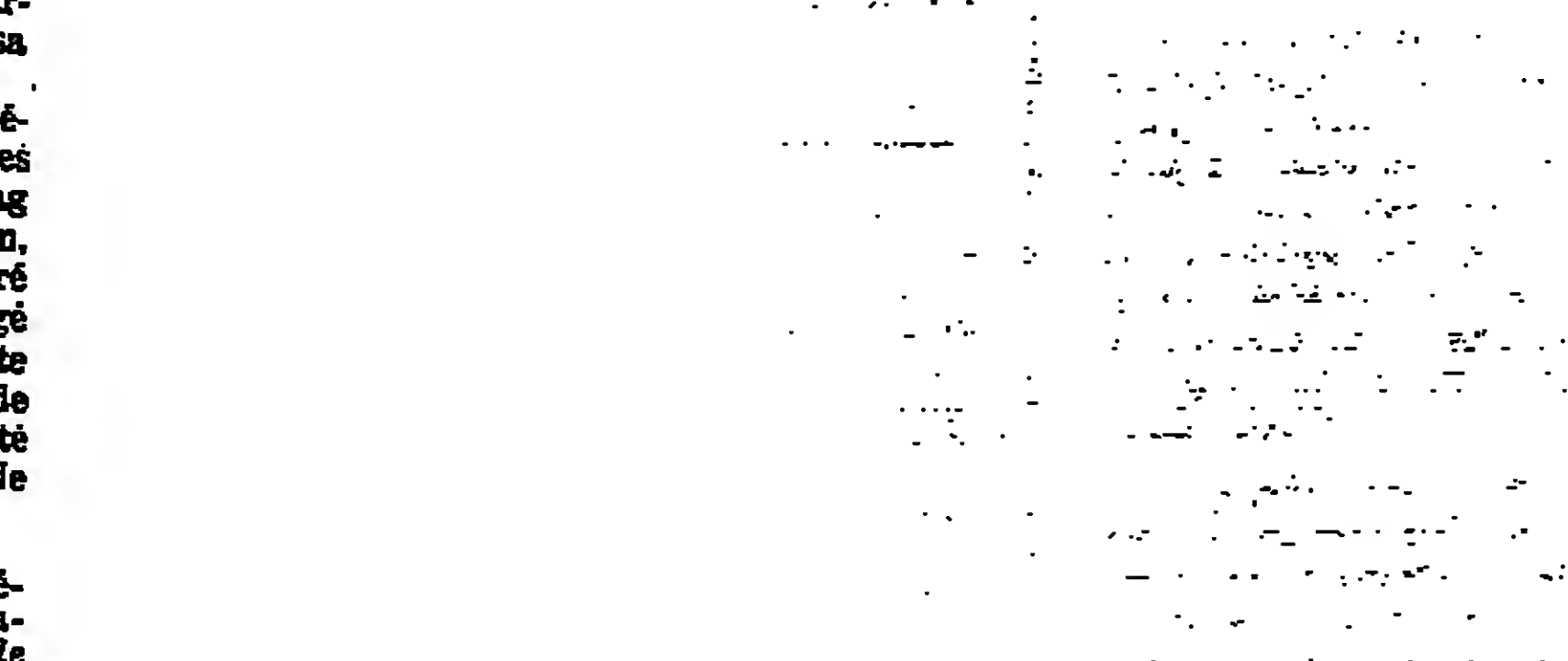
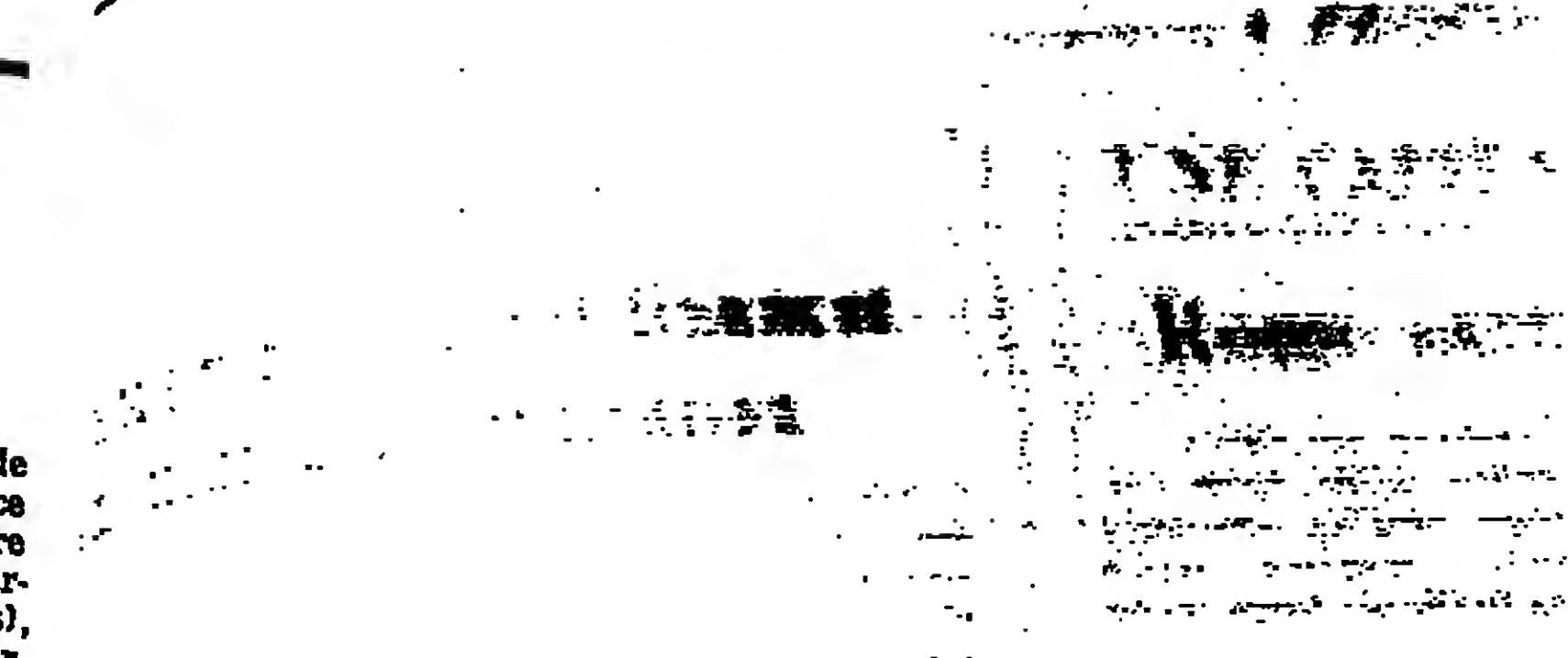
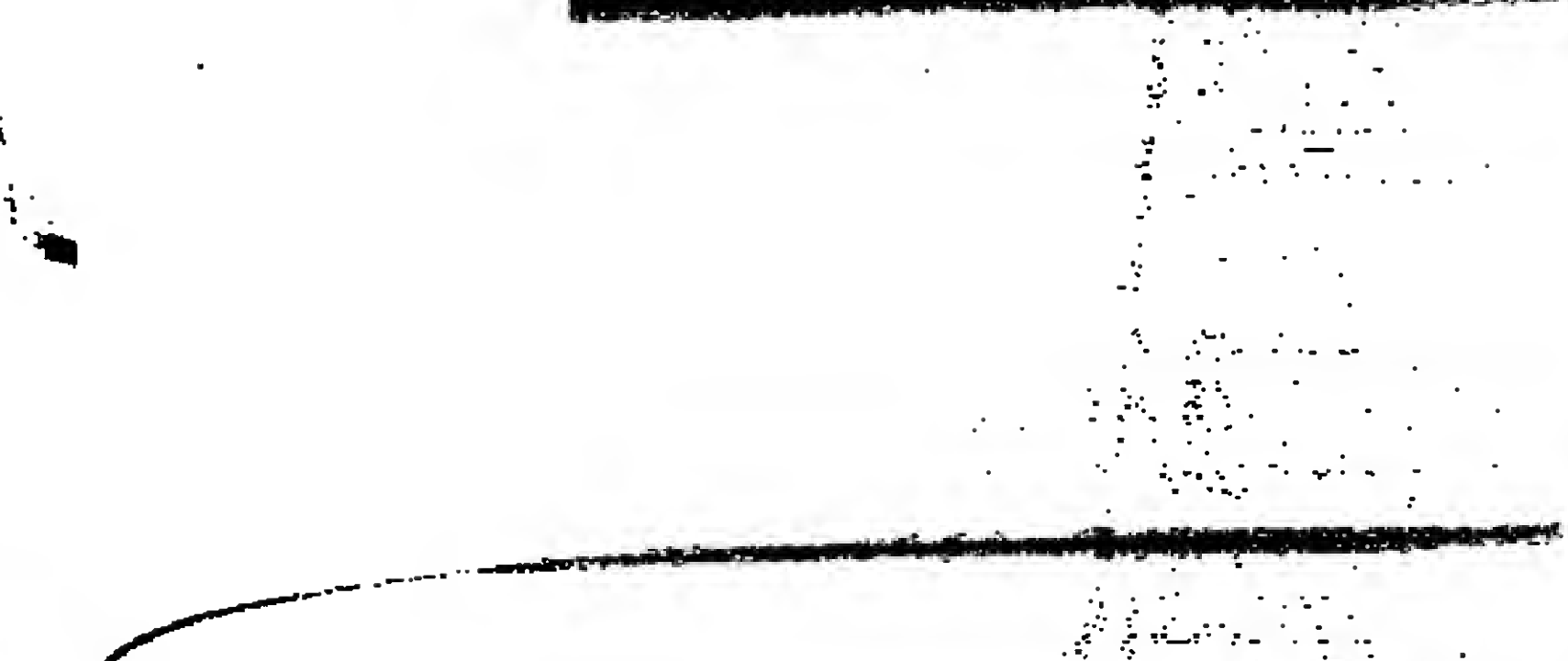
Borotra, qui fut, en 1924, le premier Français sacré champion de Wimbledon, — performance qu'il avait réalisée en 1926, — semblait toujours pris par ses affaires, ce qui cachait sa mise en condition permanente par une culture physique intensive et une combativité à toute allure par le tennis.

Brugnon, enfin, avait été quart de finaliste des championnats des Etats-Unis en simple quelques années plus tôt, et il incarnait le joueur de double idéal, partenaire interchangeable des trois autres « mousquetaires », qui donnait à l'équipe une chance inestimable d'« amocher » ce fameux point du double auquel Max Decugis (quatre-vingt-neuf ans, chapeau !), premier capitaine de la Coupe Davis, attachait l'importance première.

Ce n'était donc pas par hasard que s'était accomplie la victoire française dans le challenge round de Philadelphie. Par la suite, dans le stade Roland-Garros nouvellement construit, nous allions assister aux mémorables parties où Henri Cochet jouait littéralement au chat et à la souris avec Big Bill Tilden, le plus grand joueur de tous, aux dires de Martin Flata, lui-même le plus fort entraîneur qu'ait connu nos joueurs. Jusqu'à ce que nous assistions un jour, le cœur serré, à la première défaite de Cochet sous les coups dévastateurs d'Ellsworth Vines sur ce central même où il avait été roi.

OLIVIER MERLIN.

M. Giscard d'Estaing remettra, vendredi 9 septembre, au palais de l'Elysée, les insignes de la Légion d'honneur à Jacques Brugnon, Henri Cochet et René Lacoste, en présence de Jean Borotra déjà commandeur de la Légion d'honneur.



EQUIPEMENT

TRANSPORTS

Airbus à Moscou ?

Français et Soviétiques souhaitent que le problème soit réglé « le plus rapidement possible »

M. Youri Pankov, ministre conseiller à l'ambassade soviétique à Paris, a, le 6 septembre, été reçu, à sa demande, par M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports. Objet de l'entretien : les discussions à propos de la mise en service des Airbus d'Air France entre Paris et Moscou.

M. Cavallé, indisponible au secrétariat d'Etat, a exposé à M. Pankov la position du gouvernement français. M. Pankov a déclaré, de son côté, qu'il ferait part des propos de M. Cavallé à son gouvernement, « de telle sorte que le problème soit réglé le plus rapidement possible ».

Au cours de son exposé, M. Cavallé a notamment rappelé les faits suivants : 1) Depuis 1975, Air France a demandé avec insistance la mise en service d'Airbus sur la ligne Paris-Moscou ; 2) A la suite du refus constant opposé par les autorités soviétiques à Air France, M. Cavallé a abordé à nouveau ce sujet avec le maréchal Boulgakov, ministre de l'aviation civile de l'U.R.S.S., lors du dernier Salon aéronautique du Bourget, en juin dernier ; 3) Un document a bien été remis officiellement par les Soviétiques le 7 juin, mais il a été rejeté le 9 juin car « il comportait des exigences sans aucune relation avec le problème de la

mise en service d'un nouvel appareil ». En effet, précise M. Cavallé, « l'accord franco-soviétique prévoit une répartition égale des places offertes par les deux compagnies. Malgré cet accord, l'Aéroflot prend plus de la moitié du trafic sur la ligne Paris-Moscou ».

D'autre part, l'humanité de ce mercredi rapporte les déclarations qu'a faites à son correspondant M. Gerasimov, chef adjoint de la direction des relations extérieures au ministère de l'aviation civile de l'U.R.S.S. : « Nous n'avons jamais rejeté la possibilité d'une exploitation de l'Airbus sur Paris-Moscou », indique ce dernier, qui ajoute les précisions suivantes : « Nous avons toujours dit qu'Airbus est un appareil qui se distingue fondamentalement des autres avions ; la pratique mondiale tend à le confirmer. Une compagnie change d'appareil, elle passe un accord avec les autres compagnies concernées. A plus forte raison, l'aviation civile soviétique ne peut pas passer d'un engin comme l'Airbus, où l'on passe d'un fuselage étroit à un fuselage large. (...) L'Union soviétique ne possède pas encore d'appareils du type de l'Airbus. Elle s'apprête seulement à mettre en œuvre un avion de cette catégorie : la situation actuelle, disons-nous, donne donc un avantage appréciable à la France ».

A PROPOS DE...

UNE CAPITALE MANQUE D'EAU

Rome sacrifie ses fontaines

L'eau ne coulera bientôt plus dans mille quatre cents des deux mille fontaines de Rome, la municipalité ayant constaté qu'une légère variation dans la consommation d'eau courante suffirait à créer d'importantes perturbations dans l'alimentation de la capitale.

Le cri d'alarme a été lancé lors du retour massif des vacanciers : à Rome, on consomme chaque seconde 77 350 litres d'eau, dont une bonne partie est gaspillée, ne serait-ce que parce qu'elle ne coule que 40 centimes les 1 000 litres dans un pays où le litre de super coûte 3,25 F.

Un slogan vient d'être lancé par la municipalité et devrait, dans les prochains jours, être répété sur des affiches : « L'eau c'est la vie. Ne la gaspillez pas ! ». On voudrait que chaque citoyen économise de 10 à 15 litres d'eau sur les 450 qu'il utilise chaque jour pour boire, pour se laver ou dans son travail. La Compagnie communale des eaux (ACEA) estime cependant qu'une telle économie ne suffira pas à mettre la capitale à l'abri de coupures saisonnières, même s'il est possible de « récupérer » 13 à 14 % des pertes dues au mauvais état des canalisations souterraines.

Mais la Ville de Rome dispose d'une autre arme beaucoup plus spectaculaire pour gagner la « bataille de l'eau » : l'alimentation de mille quatre cents fontaines, essentiellement dans le centre historique, sera suspendue dans les prochains jours. Ainsi on économisera, chaque seconde, 100 litres d'eau dans la ville éternelle, soit 3 600 millions de litres annuels. Un procédé efficace qui privera pourtant la capitale italienne d'une bonne partie de son charme.

Faits et projets

ENVIRONNEMENT

● **Etats-Unis** : le prix de la pollution atmosphérique. — Six milliards de dollars par an (près de 30 milliards de francs), telles sont les pertes en dommages matériels et les atteintes à la santé provoquées par la pollution de l'air dans les grandes villes américaines. Ces chiffres résultent d'une étude effectuée, à la demande de l'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA).

TRANSPORTS

● **Air France entre New-York et les Antilles**. — A partir du mois de décembre 1977, la compagnie Air France reprendra l'exploitation de la ligne New-York-Antilles françaises avec un type d'appareil et selon un programme qui reste à définir, annonce le ministre de l'équipement dans une réponse publiée au Journal

officiel du 3 septembre. La compagnie nationale avait été autorisée à suspendre ses vols pendant la saison d'été, en raison d'un déficit très important.

ENVIRONNEMENT

LA CONFÉRENCE DE NAIROBI

Seuls les pays riches peuvent financer la lutte contre la désertification

La conférence des Nations unies sur la désertification est entrée dans sa seconde et dernière semaine, celle au cours de laquelle des décisions susceptibles d'être appliquées devront être prises. Sinon, cette première rencontre à l'échelle mondiale risquerait fort de retomber à l'enfer que paient les bonnes intentions de l'Organisation des Nations unies.

(De l'envoyé spécial de l'A.F.P.)

Nairobi. — Après la sécheresse des pays du Sahel, l'Assemblée générale des Nations unies avait décidé, fin 1974, de réunir une conférence sur ce thème. Pendant deux ans, cinq cents chercheurs ont préparé une étude du processus et des causes de la désertification, « une catastrophe mondiale des zones menacées et un projet de plan d'action ».

Les mille cinq cents délégués à la conférence, déjà échauffés par quatre réunions préparatoires à l'échelle de chaque continent, sont arrivés à Nairobi connaissant à fond le sujet. Dès les premiers jours, l'atmosphère s'est estompée. La politique a tenté une timide apparition avec des accrochages entre Israël et les pays arabes et africains, ou entre la Chine et les autres pays de l'Est. Mais les débats ont montré que les causes de la désertification sont essentiellement d'origine humaine. Sauf effets, ce sont des systèmes inappropriés d'utilisation de la terre qui conduisent à demander à des écosystèmes déjà fragiles qu'ils supportent des charges qu'ils ne peuvent supporter, à des conditions difficiles, mais qui broutent les arbustes restant la terre, c'est l'homme qui, sans qu'il ne peut faire autre.

ment, détruit son environnement et fait progresser les zones désertiques. Les seules remèdes possibles, ont souligné les participants à la conférence, sont ceux qui utilisent la science et la technologie existantes, mais qui tiennent compte des réalités sociales, politiques et économiques. Ces remèdes sont contenus dans le projet de plan d'action soumis aux délégués. Ce sera la réponse de la communauté mondiale à l'avancée des déserts.

Là aussi les délégués ont montré qu'ils connaissent bien leur sujet, car ils ont introduit partout le facteur humain qui avait parfois échappé aux rédacteurs du projet, hommes de science pour la plupart. On a vu surgir en entendant tel délégué africain évoquant « les femmes aux yeux larmoyants souffrant sur un foyer qui tire mal » ou propos des problèmes de combustible dans les pays du Sahel, ou être agacé devant les longueurs de tel autre exposant les méfaits de la mouche tse-tse. Ce serait oublier la multiplicité des problèmes que soulève la désertification. Négliger ces détails, ce serait à faire échouer les actions les plus ambitieuses.

Les pays industrialisés, qui ne connaissent guère les menaces de la désertification, semblent désintéressés. Ils ont proposé d'aider ceux qui en sont les victimes. A Nairobi, ils se sont abstenus jusqu'à présent de tout impérialisme scientifique ou autre. Mais qui n'ignore que c'est d'eux et de leur effort financier que dépendra la mise en application des décisions de la conférence ? Cela explique peut-être le caractère sérieux et même studieux que tous les délégués ont voulu conserver à leurs travaux. Car dans les jours qui viennent, on sera débattus les suites à donner à cette réunion et les modalités financières du plan d'action, le rôle des nations les plus riches et encore d'autres questions.

LAURENT CHEVALLIER.

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Le casino de Menton fermé par suite d'une saisie-arrest

De notre correspondant

Nice. — C'est ce mercredi que M. Faccendini, vice-président du tribunal de grande instance de Nice, devait rendre son ordonnance de référé sur la demande de mainlevée de la saisie conservatoire opérée le 4 septembre au Sun Beach, casino de Menton qui fait partie depuis deux ans du groupe Prati. Faute à la requête de deux architectes milanaïs qui réclament à la SO-MET (Société méditerranéenne de création et d'exploitation d'industrie touristique), société concessionnaire du casino, 6 millions 500 000 francs d'honoraires pour quinze études d'un ambitieux projet, cette déci-

sion a entraîné l'arrêt de l'exploitation en raison notamment de l'impossibilité de reconstituer le fonds de garantie obligatoire de 300 000 francs.

Devant le juge des référés, M. Santucci, avocat de la SO-MET, a notamment indiqué que la saisie fait peser une grave menace sur l'avenir du casino dont la situation financière est déjà très mauvaise puisque, du 1^{er} novembre 1976 au 31 juillet 1977, le déficit d'exploitation s'est élevé à 430 224 francs. Dans de telles conditions, il ne serait même pas possible de consigner la moindre caution nécessaire, en vertu de l'article 48 du code de procédure civile, à la mainlevée. « N'agissez pas l'épouvantail du chômage (1) avec ou sans saisie, le Sun Beach est virtuellement en état de cessation de paiement », a-t-il dû répliquer M. Etienne Léandri, l'avocat des architectes milanaïs. « Ne pensez-vous pas que cette affaire cache autre chose ? », a demandé alors M. Faccendini. « Oui », ont répondu les deux avocats sans donner plus de précisions.

On en apprend davantage dans la soirée, lorsque M. Emmanuel Aubert, député R.P.R. de Menton, publie un long communiqué dans lequel il indique en particulier qu'il avait reçu le 1^{er} septembre dernier une lettre recommandée du P.D.O. de la société concessionnaire lui indiquant que, pour des raisons économiques, la SO-MET, avait pris la décision d'abandonner au 31 octobre 1977 la gestion du casino. « Je prends acte de cette décision unilatérale de mettre fin à la convention signée et formelle les réserves les plus extrêmes sur les suites éventuelles à lui donner », a précisé M. Aubert, en ajoutant : « Le vrai problème est de préserver les intérêts du personnel et de la ville, et de faire en sorte que nous trouvions le plus vite possible un groupe désireux d'exploiter le casino municipal dans le cadre d'une concession avec essentiellement sur les intérêts stricts de la ville ».

MICHEL VIVÉS.

(1) Le casino emploie soixante-dix-huit personnes.

Corse

L'USINE MATTEI-CAP-CORSE EN DÉSHERENCE

(De notre correspondant.)

Bastia. — L'usine Mattei, qui produit depuis plus de cent ans un vin de Cap-Corse connu dans le monde entier, en va à vau-l'eau. La direction a déposé le bilan. Les cinquante-huit employés à leur libre initiative, mais dans une situation désespérée : plus d'argent pour acheter le fuel et la matière première, impossibilité de servir le produit, car il manque le cautionnement en douane (100 millions d'anciens francs).

Le passif est en effet très lourd : 2 milliards 200 millions anciens francs, selon les dernières estimations, et il constitue — on le conçoit aisément — la pierre d'achoppement de toutes les entreprises de sauvetage qui ont été tentées. Si bien que la seule issue que l'on puisse actuellement entrevoir est celle du règlement judiciaire, mais personne ne semble vouloir en prendre l'initiative.

M. Jacques Borghetti, P.-D.G. de la S.A. Mattei depuis 1974, est apparemment peu désireux de déposer son bilan. Cet ancien directeur financier de la rigle Renault a perdu 770 millions anciens dans le scandale de la COVISEP, dont on a tant parlé lors de la sanglante affaire d'Alitalia (22 août 1975), qui a conduit le docteur Edouard Simeoni et ses compagnons devant la Cour de sûreté de l'Etat. Les créanciers paraissent peu pressés de rentrer dans leurs fonds. Le tribunal de commerce a la possibilité de se saisir d'office, mais semble y renoncer. Quant aux pouvoirs publics ils tardent eux-mêmes à intervenir dans un conflit qui, toutes proportions gardées, pourrait déboucher sur une nouvelle affaire Lip.

TONY GRAZIANI.

Ile-de-France

● **Les expulsions dans le Marais**. — Cinq cents personnes environ ont participé à la manifestation organisée par l'intercommunalité du Marais contre les expulsions qui ont eu lieu rue Saint-Paul (4^e), le lundi 29 août (16 Monde du 31 août). La manifestation s'est déroulée sans incident à proximité de l'Hôtel de Ville.

Participaient notamment à cette manifestation, les conseillers de Paris suivants : MME Jacques Lang (P.S.), Pierre Dabiez (républicain de progrès) et Claude Quin (P.C.).



9.10.11.12 SEPTEMBRE

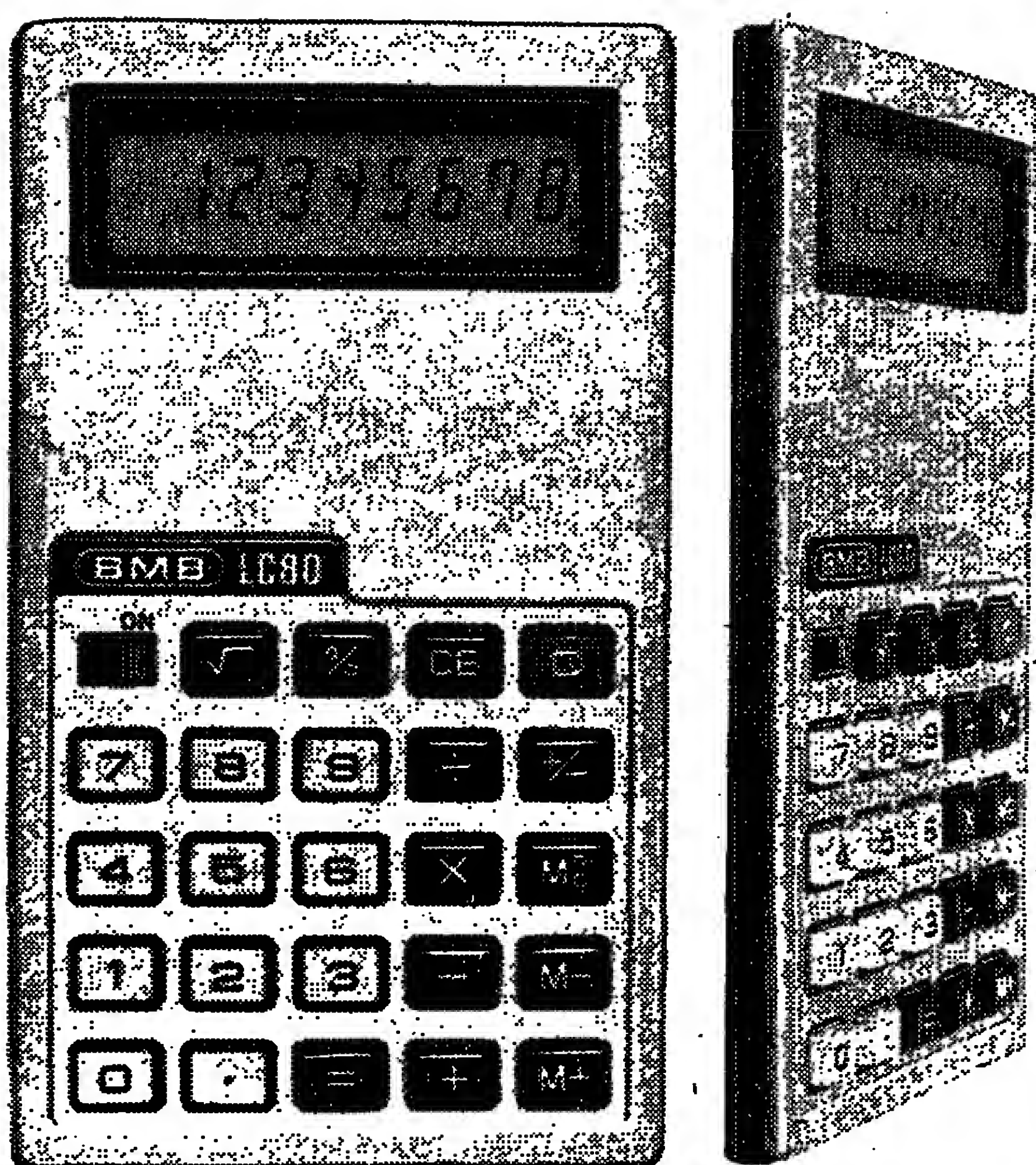
FOIRE AU CHAMPAGNE

400 EXPOSANTS LA GRANDE FOIRE QUI PETILLE

محكمة القضاء

هكذا من الاجل

Quinzaine de la calculatrice et de la montre à quartz



Calculatrice électronique affichage par cristaux liquides, autonomie 2000 heures, 8 chiffres, V⁻, mémoire, +/—, pourcentage. Les cristaux liquides assurent l'affichage des chiffres par réflexion de la lumière extérieure: ils économisent ainsi l'énergie de la pile. 129 f



- 1 Montre à quartz, à diodes électroluminescentes. 5 fonctions: heure, minute, seconde, mois et jour. Boîtier et bracelet plastique noir. 69 f
- 2 Montre à quartz, à diodes électroluminescentes. 5 fonctions: heure, minute, seconde, mois et jour. Boîtier métal, bracelet noir. 115 f
- 3 Montre à quartz, affichage permanent par cristaux liquides. 5 fonctions: heure, minute, seconde, mois et jour plus éclairage pour lecture de nuit. Boîtier et bracelet plastique noir. 159 f

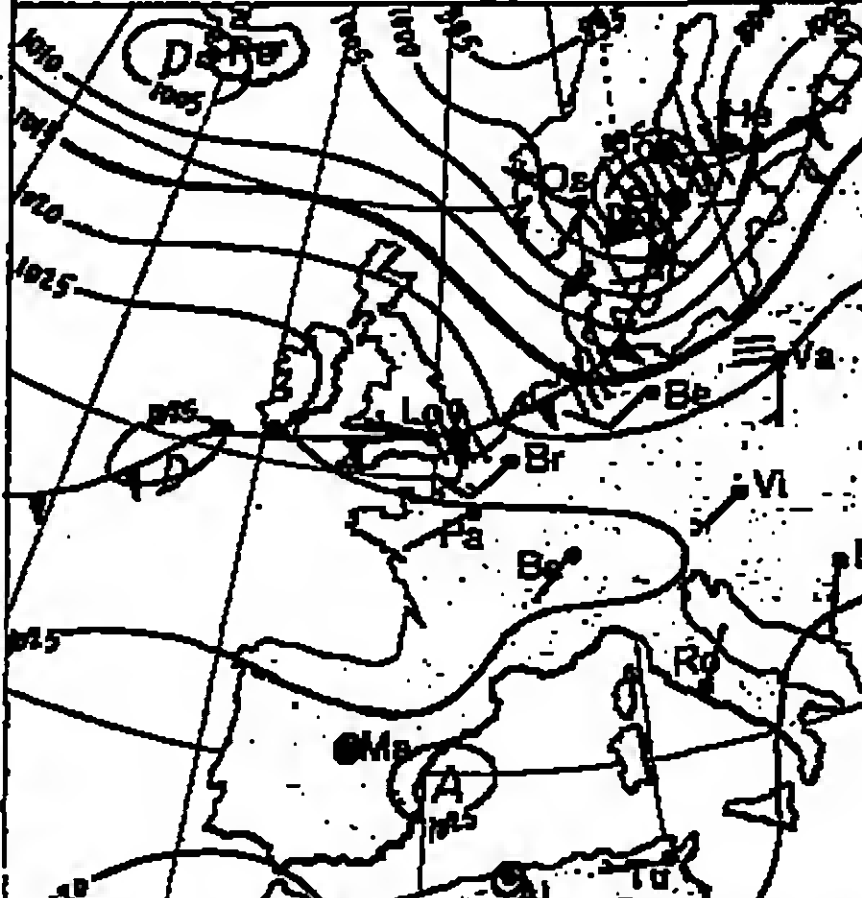
Galerias Lafayette

Hausmann - Montparnasse - Belle-Epine

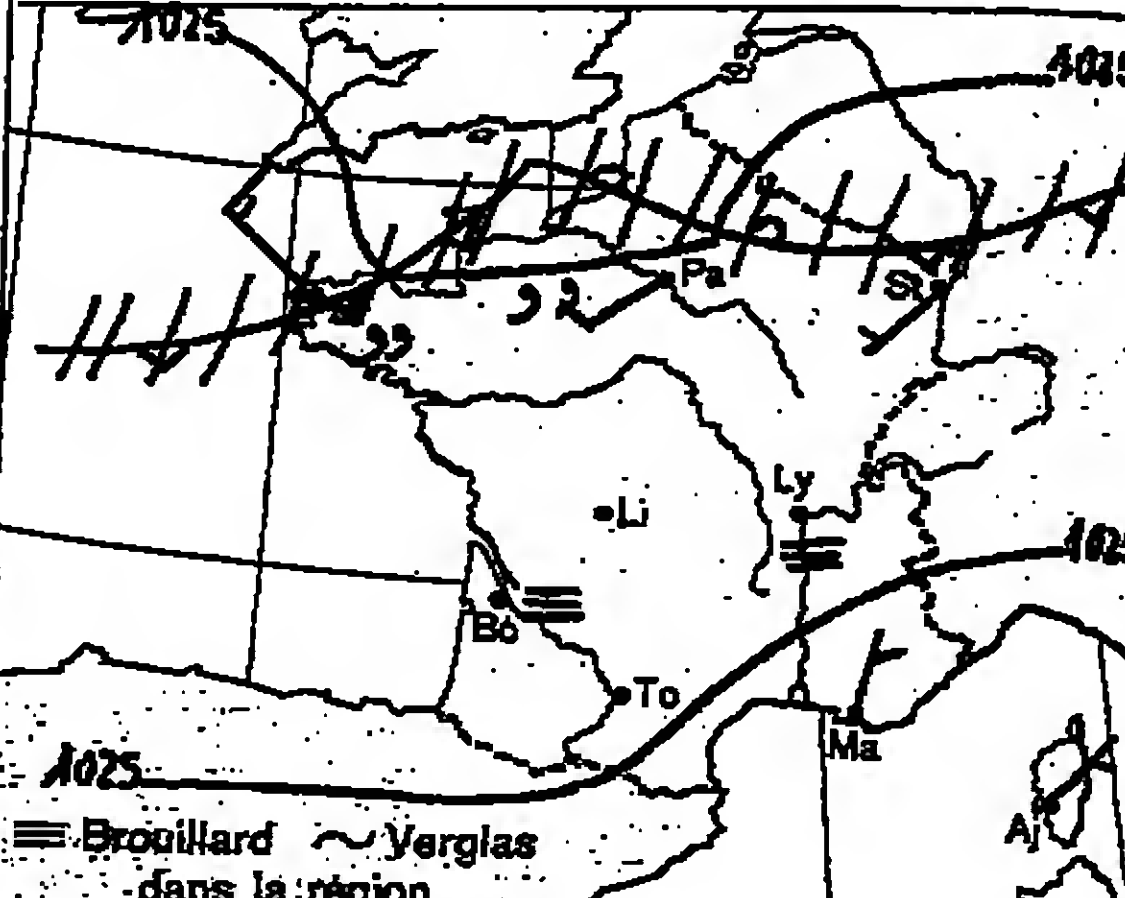
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 7 SEPT. 1977 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 8-IX-77 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 7 septembre à 0 heure et le jeudi 8 septembre à 24 heures :

Une cellule de hautes pressions en voie de formation sur les îles Britanniques dirigera vers nos régions de l'air maritime un peu plus frais que les jours précédents. Jeudi matin, les nuages seront abondants de la Bretagne au Bassin parisien et au plateau lorrain; ils seront parfois accompagnés de faibles bruines, principalement au voisinage de la Manche. Au sud de la Loire, les brumes et brouillards seront fréquents de l'Aquitaine au Massif Central et au Lyonnais.

Au cours de la journée, des passages nuageux seront observés sur le Nord-Est, la Champagne, la Bourgogne, avec quelques pluies

éparses. Ces pluies deviendront localement orageuses le soir sur le nord du Massif Central, le nord des Alpes, les Vosges et le Jura. Ailleurs, le temps restera assez ensoleillé, de la Bretagne à la Normandie et au Bassin parisien. Cependant, les températures seront en baisse au nord de la Loire, où les vents, modérés, orienteront progressivement au nord-ouest, puis au nord.

Mercredi 7 septembre. A 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris-Le Bourget, de 1 024 millibars, soit 768,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 septembre; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Ajaccio, 25 et 16 degrés;

Blairat, 23 et 13; Bordeaux, 27 et 12; Brest, 17 et 18; Caen, 24 et 15; Clermont, 18 et 12; Clermont-Ferrand, 24 et 10; Dijon, 24 et 14; Lyon, 24 et 11; Marseille, 23 et 15; Nancy, 24 et 11; Nantes, 23 et 14; Nice, 28 et 20; Paris-Le Bourget, 26 et 15; Pau, 25 et 11; Perpignan, 30 et 17; Rennes, 25 et 15; Strasbourg, 24 et 11; Tours, 25 et 12; Toulouse, 28 et 11; Poitiers-Plais, 30 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 15 degrés; Amsterdam, 21 et 14; Athènes, 30 et 20; Berlin, 24 et 17; Bonn, 25 et 18; Bruxelles, 24 et 17; Îles Canaries, 26 et 21; Copenhague, 20 et 11; Genève, 22 et 12; Lisbonne, 35 et 19; Londres, 21 et 13; Madrid, 33 et 18; Moscou, 27 et 11; New-York, 28 et 22; Palma-de-Majorque, 28 et 14; Rome, 28 et 18; Stockholm, 18 et 11.

P. T. I.

● Extension du téléphone international automatique. — Les abonnés de la région parisienne, ainsi que ceux des régions d'Alsace, de Dijon, de Limoges, de Nantes, de Nancy, de Rennes et de Rouen, reliés à l'automatique internationale, peuvent obtenir directement leurs correspondants du Bénin, du Gabon, d'Israël, de la Nouvelle-Zélande et de la Yougoslavie, eux-mêmes reliés à l'automatique. Pour obtenir la communication, il suffit de composer le 19, puis, après audition de la deuxième tonalité, l'indicatif du pays suivi du numéro de l'abonné demandé. Les indicatifs des pays concernés sont les suivants : Bénin, 229; Gabon, 241; Israël, 1; Nouvelle-Zélande, 64; Yougoslavie, 38.

● Une fédération européenne des usagers de télécommunications. — Quatorze institutions et associations publiques ou privées se réuniront les 18 et 19 septembre, à Paris, pour donner naissance à une fédération européenne des organisations des usagers de télécommunications (ASUT), de l'Association suisse des usagers de télécommunications (ASUT) et d'International telecommunications users Group (INTUG), cette fédération se consacrera à l'organisation et à la représentation des consommateurs auprès des administrations compétentes.

Circulation

● Une voie rapide entre la Défense et l'A86. — La voie rapide G14 reliant le boulevard circulaire de la Défense à l'autoroute à 86 a été mise en service mardi 6 septembre. Cette nouvelle bretelle va permettre aux automobilistes venant de Pont-de-France par l'autoroute à 15 (Pont-de-France) de rallier plus rapidement Paris en passant par la rocade A86 et la Défense.

Stages

● Journées d'étude sur les impacts d'aménagement. — Le centre « aménagement et nature » organise, du 13 au 15 octobre, à l'ancienne abbaye de Frémont, à Pont-de-Monsou (Meurthe-et-Moselle), des journées consacrées aux études d'impact prévues par la loi de protection de la nature. M. Claudius Petit, ancien ministre de la construction et de l'urbanisme, présidera ces travaux. Renseignements : centre « aménagement et nature », 21, rue du Conseiller-Collignon, 75016 Paris, téléphone : 870-15-00.

● Un colloque sur la démocratie locale. — La revue *Correspondance municipale* et l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) organisent les 17 et 18 septembre, à Grenoble, un colloque sur « L'information, moyen de démocratie locale ».

Les inscriptions sont à prendre à *Correspondance municipale*, 84, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. Téléphone : 335-89-49.

Documentation

● Le « Guide de l'étudiant », publication trimestrielle, consacre son dernier numéro au service national. Ce guide donne tous les renseignements pratiques aux étudiants sur les conditions d'incorporation ou les reports. Il consacre aussi une étude aux droits et aux obligations de l'appelé, à l'objection de conscience et aux comités de soldats. Ce dossier comprend un débat sur l'armée de métier et la conscription.

★ Guide de l'étudiant, n° 2, 15 F. 7, rue Thorel 75 002 Paris.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 7 septembre 1977.

DES DECRETS :

● Portant publication du protocole portant amendement à la convention du 27 octobre 1956 entre la République française, la République fédérale d'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg au sujet de la canalisation de la Moselle, signé à Trèves le 28 novembre 1974.

● Portant publication de l'accord international de 1975 sur l'éclairage, ensemble six annexes, fait à Genève le 21 juin 1975.

Visites, conférences

JEUDI 8 SEPTEMBRE

VISITES GUIDÉES ET FROMENAIRES. — 15 h. Parc R.E.R. Saint-Maur, Mme Penne : « Un chantier de jeunesse : l'école de l'abbaye de Saint-Maur ».

14 h. 45, 42, avenue des Gobelins : « Les ateliers des Gobelins, Beauvais et Savonnerie ».

15 h. façade église, place du Louvre, Mme Saint-Giron : « Saint-Germain l'Auxerrois ».

15 h. 23, rue de Sévigné, Mme Vermeersch : « Au musée Carnavalet : la Révolution française ».

15 h. 1, rue du Figuier, Mme Zojovic : « La bibliothèque Forney à l'hôtel des archevêques de France » (Calme nationale des monuments historiques).

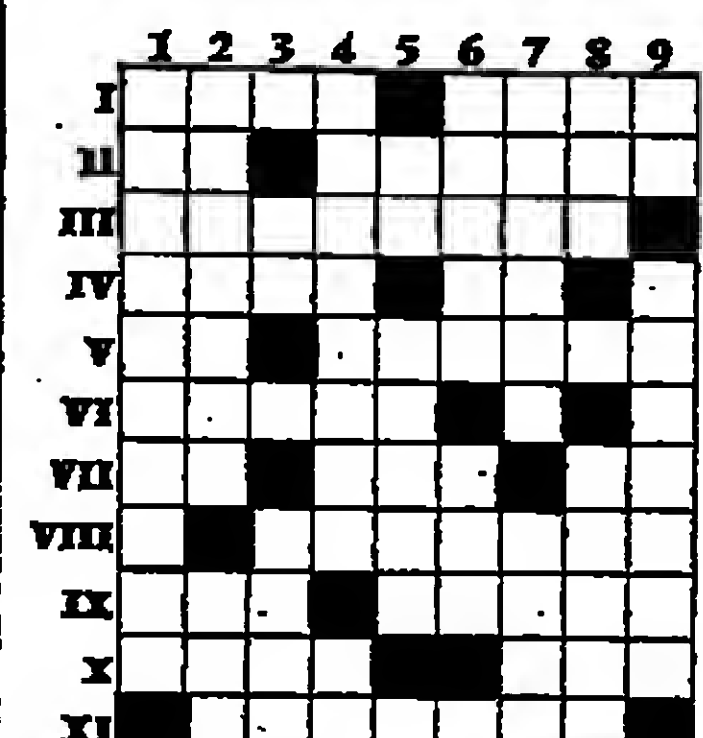
15 h. 17, rue Saint-Vincent : « Au musée de Montmartre, exposition du peintre Steinlin » (L'Art pour tous).

15 h. 15, rue de Valenciennes : « Cité d'artistes et jardins secrets de Montmartre » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

15 h. avenue Rachel, entrée du cimetière : « Tombes célèbres au cimetière Montmartre » (Paris et son histoire).

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1861



Titre abrégé : Fait son lit en France. — 8. Dans une généalogie : Michel en a fait toute une histoire. — 7. Conduites : Ont leur compagnie. — 8. Y compris la caisse : Sa pureté paraît presque toujours suspecte. — 9. Peut étonner un voyageur : Fugueux, par définition.

Solution du problème n° 1860

Horizontalement

I. Colosse. — II. Ob : Uo : Rue. — III. Guitteras. — IV. Statue. — V. Al : Ressac. — VI. Penl. — VII. Frières. — VIII. Nuit. — IX. Insultera. — X. Eu : Arum. — XI. Ecraieras.

Verticalement

I. Coq : Appui. — 2. Obusier. — 3. It : Ri : Str. — 4. Outardeau. — 5. Sotte : Las. — 6. Sus : Entra. — 7. Exces : Sœur. — 8. Sus : An : Irma. — 9. Es : Ceuta.

GUY BROUTY.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Juret, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : 20 8757.

Le Monde

Service des Abonnements
25427 PARIS - Cedex 05
C.C.P. 4397-21

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
185 F 195 F 233 F 278 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
195 F 215 F 253 F 298 F

ÉTRANGER

(par mandat)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
135 F 224 F 263 F 298 F

II. — TONISIE

173 F 235 F 278 F 338 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) doivent bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : dixitimes ou provinciaux (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. — Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en capitales d'imprimerie.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	45,19
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m. col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,58
AUTOMOBILES	20,00	22,58
AGENDA	20,00	22,58

REPRODUCTION INTERDITE

offres premier emploi

LA BANQUE
HYPOTHECAIRE
EUROPÉENNE
(B.H.E.)
recherche
JEUNES DIPLOMÉS
d'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
(I.E.P., DROIT, SCIENCES ECO.)
ou équivalent
Libérés des O.M.
pour poste
ATTACHÉ DE DIRECTION
à pourvoir auprès de son siège social (PARIS-9)
Envoyer C.V., photo et références à ALCHART,
34, Bd Haussmann, 75008 Paris (référence L. 70),
qui transmettra.

Schlumberger
INGENIEURS TERRAIN
(Pour premier emploi)
Envoyer C.V. avec photo à :
S.T. SCHLUMBERGER
Département du Personnel
42, rue Saint Dominique
75007 PARIS
Tél. 555.91.23

CENTRAL INFORMATIQUE
Société de services orientée vers systèmes IBM
(370-168 en télé-traitement) partageant entre
tous ses collaborateurs les profits de sa gestion
recherche pour le 1er Novembre 1977
plusieurs jeunes
INGENIEURS et
UNIVERSITAIRES
DEBUTANTS Premier Emploi
Pour s'intégrer à nos équipes travaillant sur des
applications de techniques avancées.
Les postes à pourvoir impliquent des contacts
très fréquents avec les clients.
Les 6 premiers mois seront consacrés à la for-
mation à l'informatique.
Les perspectives de carrière sont très ouvertes.
Envoyer lettre de candidature avec CV manuscrit,
photo et références sous référence CI 977 à
CENTRAL INFORMATIQUE
A l'attention de Mlle Ruzé - 52 Bd Victor Hugo
B.P. 124 - 92209 NEUILLY

TRINDEL
5 700 personnes.
Société spécialisée dans les installations
électriques industrielles
recherche pour premier emploi
et dans le cadre du développement de son
département : **INFORMATIQUE INDUSTRIELLE**
PLUSIEURS
ANALYSTES PROGRAMMEURS
— diplômés des I.U.T. ;
— déplacements ponctuels en France ;
— lieu de travail Saint-Ouen 93400.
Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo ré-
cente obligatoire, références, sous réf. A 10 à :
515 TRINDEL, DP/ES, 44, r. de Libérie, 75008 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
quartier Saint-Lazare
recherche
JEUNE UNIVERSITAIRE
niveau DUEO
pour poste
ATTACHÉ SERVICE
FINANCIER
analyses bancaires opérée.
Env. C.V. et réf. à M. BERT,
r. de la République, Paris-9

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONEES
296-15-01

offres premier emploi

Le Monde met chaque jour à la disposition
de ses lecteurs cette nouvelle rubrique dans les pages
d'annonces classées :
<OFFRES PREMIER EMPLOI>
Cette rubrique regroupe les propositions unique-
ment destinées aux jeunes à la recherche d'un premier
emploi.



emplois régionaux

ingénieur
organisation industrielle
confirmé
Nous sommes un **IMPORTANT LABORATOIRE**
PHARMACEUTIQUE, filiale d'un puissant groupe
international.
Le Directeur Industriel souhaite rencontrer
un ingénieur en organisation confirmé pour
lui confier :
— l'élaboration et le suivi de différents plans
industriels et financiers (investissements, plan
annuel...) en coordination avec la Direction
Financière ;
— toutes études d'amélioration de l'organisation ;
— la participation à des projets d'informatisation.
Le candidat que nous recherchons devra :
— être de préférence de formation Grande Ecole
Technique (Mines, Centrale...) complétée par
une formation économique ou comptable,
— avoir une expérience industrielle de 5 ans
dont au moins 2 dans une fonction analogue.
ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE.
Lieu de travail : 100 kms Sud de PARIS.
Adresser lettre manuscrite avec
C.V., détails, photo et références
à SCP, Monsieur LEBLANC -
B.P. 88, 75840 PARIS CEDEX 17.

GRENOBLE
IMPORTANT GROUPE SIDÉURGIQUE
créé le poste
adjoint au directeur
des relations sociales
Il sera chargé au départ d'enquêtes, d'études
et d'assurances ponctuelles au siège et au sein
des unités de production.
Situation intéressante et évolutive pour jeune
cadre de formation supérieure, ayant acquis
une expérience concrète de 2 à 3 ans des ques-
tions de personnel, de préférence en usine.
Adresser lettre, C.V. et rémunération actuelle
sous référence 702 M à notre Conseil

centor DEPARTEMENT
EMPLOI
13, bis rue Henri Monnier - 75009 PARIS

CHEF des services administratifs
100.000 F - ROUEN
La France est divisée en plusieurs unités opé-
rationnelles de l'ordre de 150 à 200 personnes.
Pour la Normandie, nous recherchons actuellement
le collaborateur le plus proche du Directeur, pour
prendre en charge toutes les activités d'adminis-
tration, de gestion (plans, budgets et prévisions),
d'organisation générale, d'information interne et
de personnel.
Vous avez une formation de type RSC, Science
Eco, ICG ou équivalent et vous faites la preuve
d'une première expérience réussie dans des fonc-
tions similaires.
Mais nous nous attachons surtout à vos qualités
d'administratif très opérationnel, à votre rigueur
et à vos capacités pour les relations humaines.
L'anglais courant est souhaitable.
Ce poste est évolutif et nous souhaiterions vous
rencontrer au plus vite pour vous en préciser les
développements possibles.
Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3481 à :
INTERNATIONAL
BUSINESS DRIVE
28, avenue de Messine
75008 PARIS
à qui nous avons confié cette recherche.

Région Sud
FABRICANT FRANÇAIS ÉQUIPEMENTS
ARTICLES SPORT MOTO-SKI
50 % C.A. EXPORTATION
recherche
DIRECTEUR COMMERCIAL
ALLEMAND - ANGLAIS INDISPENSABLE
RÉMUNÉRATION : 120.000 F
VOITURE FOURNIE
Adresser C.V. manuscrit détaillé + photo à
FIDAL NIMES, B.P. 2017, 30022 NIMES CEDEX.

STÉ DE MATIÈRES PREMIÈRES AROMATIQUES
recherche
RESPONSABLE
DE MARKETING, DE PUBLICITÉ
ET DE PROMOTION DES VENTES
Formation supérieure commerciale (HEC ou simi-
laire). Anglais indispensable. Allemand souhaité.
Expérience minimum 5 ans dans la même branche
d'activité.
Lieu de travail : CÔTE D'AZUR.
Adresser C.V. manuscrit, photo et références
sous n° 26.316 à CONTESES Publicité,
20, av. de l'Opéra, 75009 PARIS CEDEX 01.

RESPONSABLE
ADMINISTRATIF EXPORT
78.000 F Nevers
Pour optimiser la qualité du service que nous
apportons à nos filiales et agents, nous,
LOOK NEVADA,
recherchons actuellement notre Responsable Admi-
nistratif Commercial Export qui dépendra direc-
tement du Directeur du Marketing.
Vous aurez à prendre en charge la vérification
et l'exécution des commandes, la coordination des
programmes de livraison, la liaison avec les trans-
porteurs et transitaires ainsi que la gestion des
statistiques commerciales.
Pour réussir dans un tel poste, il faut avoir le
sens des chiffres, mais, surtout, être suffisam-
ment rapide pour réagir et résoudre l'importe-
quel problème de procédure douanière ou autre.
Plus de 50 % de notre chiffre d'affaires se fait
à l'export, d'où la nécessité pour vous de parler
anglais couramment.
L'allemand est souhaitable.
Si, en plus, vous connaissez notre domaine qui est
celui du ski, nous serions alors très heureux de
vous rencontrer au plus vite.
Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3471 à :
INTERNATIONAL
BUSINESS DRIVE
28, avenue de Messine
75008 PARIS
à qui nous avons confié cette recherche.

La Redoute
complète l'équipe qu'elle met en place
dans l'une de ses Filiales, leader dans la
distribution des livres par correspondance,
dont le Centre Informatique est décen-
tralisé dans la région de ROUEN.
Elle recherche
UN ANALYSTE
excellent programmeur-assembleur
des ANALYSTES-PROGRAMMEURS
et PROGRAMMEURS
2 OPERATEURS-PUPITREURS
Ils développeront de nouvelles applications
orientées bases de données et télétraitement.
Les candidats auront une expérience de
plusieurs années dans un poste compa-
rable (ordinateurs, télétraitement). Ils auront
praticqué l'ASSEMBLEUR 360.
Une connaissance PL1 serait appréciée.
Adresser lettre manuscrite + C.V. +
photo + références en spécifiant le
poste qui vous intéresse à Diffusion No 1
Direction du Personnel 8, rue Caroline
76410 St-Aubin-les-Ebeuf

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TEXTILE
2000 personnes, recherche

CHEF SERVICE DES METHODES

Ce poste conviendrait à :
— Ingénieur Arts et Métiers ou Ecole équivalente
— 32 ans minimum.
— Expérience électromécanique et en logique
pneumatique appréciée.
Envoyer C.V., photo, références à No25418
CONTESES Publicité - 20, Avenue Opéra,
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

LE DEPARTEMENT TECHNI-
QUE COMMERCIALISATION de
l'unité de CAEN recherche
immédiatement
PROFESSEUR
EN EXERCICE
pour assurer un enseignement
de Marketing général et spé-
cialisé de la firme.
Env. C.V. et réf. à M. Claudet,
Institut Universitaire de Tech-
nologie de Caen, Bd du Mar-Juin,
14032 CAEN Cedex.

ISOTEC Distributeur exclusif
DU RADIOCHEMICAL
CENTRE D'AMPCOM
rech. et son département radio
immunologie et produits radio
pharmaceutiques
DEUX TECHNICIENS
pour la région Sud et Nord-Est
Pour son département
Molécules Marquées :
UN BIOCHIMISTE
Habitant la région parisienne.
Les candidats retenus auront :
— une solide formation scien-
tifique ;
— une bonne connaissance de
l'anglais et seront attirés par
les problèmes de la vente.
Ils effectueront de nombreux
déplacements auprès des la-
boratoires, hôpitaux et uni-
versitaires.
Nous assurons toutes les répo-
n- ses de notre totale discrétion.
Env. C.V., photo, réf. à :
B.P. 543, 78005 Versailles Cedex.
Recherchons Analyste établis-
sement socio-éducatif. Envoyer
C.V. et photo C.R.A.D.,
B.P. 133, 61203 ARGENTAN.

offres d'emploi

alphacoustic
le numéro un français
des plafonds acoustiques
recherche
DIRECTEUR COMMERCIAL
PARIS - 150 000 F/an
Il sera responsable de la politique commerciale, de
l'animation du réseau de ventes (7 bureaux en France),
du marketing, de la promotion et de la publicité.
Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure
possédant une expérience confirmée du marché Bâtiment,
de préférence dans le second œuvre. Réf. M 197 A
RESPONSABLE GESTION
COMMERCIALE & MARKETING
PARIS
Formation ESC, quelques années d'expérience en adminis-
tration commerciale ou marketing. Réf. M 198 A
DELEGUE REGIONAL
Connaissant Bâtiment « second œuvre » et bien introduit
auprès des négociants, prescripteurs & pouvoirs.
Implantation possible : sud ou centre de la France.
Réf. M 199 A
Envoyer, en rappelant la référence du poste choisi, lettre
manuscrite, CV détaillé, photo récente et rémunération
actuelle à ALPHACOUSTIC - Relations Humaines -
Tour Roussel Nobel - cedex 3 - 92080 Paris La Défense.

DIRECTEUR EXPORTATION
PRODUITS DE BEAUTÉ JEANNE GATINEAU
recherche
2 CHEFS DE ZONE
dont 1 parlant couramment ANGLAIS et ESPAGNOL,
l'autre parlant couramment ANGLAIS et ALLEMAND
pour
— sous sa responsabilité, animer, contrôler réseau
agents et filiales existants dans le cadre d'un
budget annuel ;
— mettre au point stratégie de vente par pays
dans un groupe de marchés ;
— se déplacer sièges sociaux et terrain valeur
6 mois l'an ;
— expérimenter vente Produits de Beauté de prestige
appréciée.
Env. photo, lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé
et références à ADEF, B.P. 39-08 - 75262 PARIS
CEDEX 08, qui transmettra.
Discrétion assurée.

SAPIC ALCAN et CIE
recherche pour son département Élastomère
DU PONT DE NEMOURS
INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL
diplômé Institut Français du Caoutchouc
ou expérience caoutchouc et plastiques.
Bonne connaissance de l'anglais, références
industrielles ou technique-commerciales
indispensables. Adr. C.V., photo et références.
DIRECTION DU PERSONNEL
3, rue Bellin, 92808 FUTEAUX.

Le Monde

INFORMATION-EMPLOI

Afin d'aider nos lecteurs à la recherche d'un
emploi, nous publions à nouveau quelques infor-
mations pratiques. Elles doivent être, bien
entendu, adaptées par chacun à sa situation
particulière.
LETTRE DE CANDIDATURE N° 1
La lettre de candidature n'est pas un simple
résumé de votre curriculum vitae.
Elle doit non seulement susciter chez votre
correspondant un intérêt pour la lecture du
curriculum vitae mais aussi provoquer un
entretien.
Elle apporte un éclairage particulier sur vos
motivations et sur les aspects de votre expérience
professionnelle qui sont en relation avec le poste
à pourvoir.
Ecrite de préférence sur du papier blanc, cette
lettre ne sera pas trop longue, deux pages
manuscrites seront un maximum.
Une mauvaise présentation sera un handicap
réducteur. Les phrases seront concises, vous
éviteriez le style commercial conventionnel tel
que « faisant suite à... », « j'ai l'honneur de... »,
qui risquerait de banaliser votre candidature.
Au cours du tri des candidatures, la lettre peut
être séparée du curriculum vitae : mentionnez
vos nom, prénom, adresse et téléphone en carac-
tères d'imprimerie.
Le responsable du recrutement ayant peut-être
fait insérer plusieurs annonces à la même époque
et dans plusieurs supports, vous pouvez rappeler
le journal et la date de parution.
La référence sera indiquée dans la lettre et
sur l'enveloppe, le tri en sera facilité.
Ne joignez de photographie que si elle vous
est demandée, en notant votre nom ou dos.

مكتبة الأمل

حکومتی الاصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,62

ANNONCES CLASSEES

	Le min. col.	T.C.
ANNONCES EN ADRESSES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

CHARGÉE D'ÉTUDES DOCUMENTAIRES

55.000/75.000 F

Nous sommes une société de services, filiale d'un groupe important et nous sommes spécialisées dans le Marketing Industriel.

Nous réalisons des études pour le compte de grandes entreprises et de la recherche européenne (études de marchés, de nouveaux produits, de la concurrence, études sur la fabrication, la production industrielle, etc.).

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons actuellement une jeune professionnelle de la documentation pour assister la documentation actuelle dans toutes les tâches de classement, de recherche, d'analyse et pour constituer ou développer un réseau de contacts personnels nécessaires pour la collecte rapide d'informations.

Vous avez une formation supérieure et vous vous êtes spécialisée en techniques de documentation, au G.N.A.M., à Sciences Po, à l'Institut Catholique, etc. Votre anglais est courant.

Si vous vous reconnaissez dans ce bref profil, nous souhaiterions vous rencontrer au plus vite, afin de vous apporter plus de détails.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3477 à :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, avenue de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

business manager

200 000 F

Une compagnie Américaine multinationale recherche l'homme capable de développer sa filiale Française spécialisée dans le matériel médical.

Responsable du budget et de la politique commerciale, il aura pour mission de définir la stratégie publicitaire et promotionnelle, de créer et d'animer une force de ventes.

Le candidat doit joindre à une formation supérieure la preuve de son succès à un poste de Directeur du Marketing ou de Ventes dans le domaine médical.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 1040/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE
EN TRES FORTE EXPANSION

recherche pour compléter son équipe existante (450 personnes)

JEUNES INGÉNIEURS

ou
DIPLOMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

ayant eu, soit au cours de leurs études, soit au cours d'un premier emploi une certaine expérience en informatique.

En fonction de cette expérience, de leurs goûts personnels et de leur réussite dans certains secteurs, ils seront orientés vers des postes divers à responsabilité.

Ces diverses situations sont à pourvoir aussi bien à Paris qu'en province ou éventuellement à l'étranger.

Il sera répondu à tout C.V. manuscrit accompagné d'une photo adressé au n° 25.427, CONTEXTE Publiée, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra. Nous garantissons la plus totale discrétion.

vous êtes BACHELIER

vous souhaitez vous orienter vers la
GESTION d'ENTREPRISE

ipag Institut de préparation à l'Administration et à la Gestion. Établissement privé d'enseignement technologique supérieur reconnu par l'État (association loi 1901)

recrute sa nouvelle promotion

FORMATION EN 3 ANS alternant STAGES ENTREPRISE ET ÉTRANGER ÉTUDES À L'INSTITUT

avec expérimentation active des techniques de gestion grâce à un corps professoral issu de l'entreprise et un matériel didactique moderne (terminal d'ordinateur, magnétoscope, laboratoire de langues).

LES INSCRIPTIONS SONT PRISES JUSQU'AU 25 SEPTEMBRE 1977

Information ou inscription à l'IPAG
184, Boulevard Saint Germain 75006 PARIS
Téléphone 222.05.55

CABINET DE CONSEILS D'ENTREPRISES
recherche

— 1 CONSEIL FISCAL
— 1 CONSEIL EN DROIT DES SOCIÉTÉS

• Licence en Droit exigée.
• Expérience de quelques années comme Conseil Juridique, Juriste d'entreprise, secrétaire général ou cadre financier.

Dans les deux cas, la personne recrutée sera chargée de conseiller une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales. Elle devra avoir une bonne connaissance de la vie des affaires et se trouver à l'aise dans les rapports humains.

Envoyer C.V. sous référence 835 à

S.P.E.R. PUBLICITE
12, rue Jean - Jaurès
92807 Puteaux qui transmet.

offres d'emploi

etap

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE - FILIALE D'UN GROUPE FRANÇAIS DE DIMENSION INTERNATIONALE
RECHERCHE POUR SON SIÈGE PORTE SUD PARIS

CHEF DU SERVICE ADMINISTRATION VENTES EXPORT

Ce poste peut convenir à un candidat ayant une formation de base, ayant une expérience similaire, de préférence dans un secteur de produits industriels, capable d'animer un service chargé :

- de gérer les demandes de prix ;
- d'assurer l'administration des commandes ;
- de traiter les problèmes d'emballages et de transport.

Connaissances de l'anglais indispensables. Connaissances complémentaires allemand, espagnol souhaitées.

Ecrire sous référence LV 141 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE MACHINES POUR ARTS GRAPHIQUES (TRES CONNUE DANS SA BRANCHE - EXPORT 50 %) - BANLIEUE OUEST PARIS

recherche
INGÉNIEUR ECP - AM ou ÉQUIVALENT
POUR POSTE DE

DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE ET EXPORT

Ce poste peut convenir à un candidat ayant environ 8 à 10 ans d'expérience dans la vente de biens d'équipement (connaissances des problèmes techniques, mais non indispensables), capable d'élaborer une politique commerciale, d'animer une équipe d'assureurs personnels des contacts clients.

LA RÉUSSITE DANS CE POSTE DEVIENDRAIT PERMETTRE UNE ÉVOLUTION VERS DES FONCTIONS DE DIRECTION GÉNÉRALE.
Connaissances de l'anglais indispensables.
Ecrire sous référence YB 187 CM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE FABRICATION DE SÉRIE DE TOLERIE FINE - VILLE UNIVERSITAIRE SUD FRANCE - RECHERCHE

DIRECTEUR D'UNE UNITÉ DE PRODUCTION

Il s'agit de diriger une unité décentralisée d'une centaine de personnes, en assumant la responsabilité :

- De la gestion de la production (programmation, suivi, qualité) ;
- De la direction du personnel ;
- Des propositions d'investissements.

Ce poste peut convenir à un ingénieur ayant environ 10 ans d'expérience de fabrication dans secteur toléré ou mécanique, témoignant de très solides qualités d'organisation, d'animation, d'autonomie.

POSTE D'AVENIR DANS UNITÉ EN EXPANSION.
Ecrire sous référence VO 105 AM.

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS - RECHERCHE
INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE (MÉCANIQUE)
ECP-AM-IDN-ICAM...

Ce poste peut convenir à un candidat ayant de préférence quelques années d'expérience industrielle.

Il sera formé au sein des services entretenus d'une usine en Normandie. Puis, il évoluera au sein du groupe avec éventuellement un séjour en Amérique Centrale.

SITUATION INTERESSANTE COMPORTANT DE RÉELLES PERSPECTIVES DE CARRIÈRE POUR CANDIDAT MOBILE ET INTERESSE PAR LA TECHNIQUE.

Ecrire sous référence AI 116 CM.

écrire en précisant la référence
4, rue Massenet 75016 PARIS
discrétion assurée

etap

INGÉNIEUR COMMERCIAL
électronique, optique, instrumentation
2 à 3 ans d'expérience

Envoyer curriculum vitae au 24, rue Berthollet, 94110 ARCUREL.

offres d'emploi

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL LEADER DANS SA BRANCHE - EN EXPANSION CONTINUE
RECHERCHE POUR UN ENSEMBLE DE FILIALES

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ce poste conviendrait à un cadre, formation supérieure, ayant déjà assumé à un niveau de direction générale des responsabilités opérationnelles impliquant : animation de personnel, gestion, plan à long terme, relations extérieures.

Poste : Grande ville NORD FRANCE

Rémunération **170.000 F**

Ecrire sous référence CV 111 AM.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS ACTIVITÉS INTERNATIONALES - BIENS D'ÉQUIPEMENT PARIS - RECHERCHE

RESPONSABLE D'AFFAIRES HAUT NIVEAU

H.E.C. E.S.S.E.C. OU GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS

Ayant :

- Minimum 3 ans d'expérience réussie dans la vente de biens d'équipement en France ou à l'étranger (connaissances des industries chimiques, pétrolières ou métallurgiques) ;
- Des qualités de commercial, le goût de la vente, une bonne maîtrise des problèmes de contrats et de financement ;
- La connaissance parfaite d'au moins une langue étrangère.

En collaboration avec des équipes de techniciens et de gestionnaires, il sera chargé de rechercher et de négocier des affaires importantes.

Ecrire sous référence NQ 128 CM.

LA FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE - CONSTRUCTEUR MATÉRIELS T.P. ET BATIMENT PARIS - OFFRE A

JEUNE INGÉNIEUR AM - ECP IDN OU ÉQUIVALENT
UN POSTE INTÉRESSANT ET ÉVOLUTIF

ATTACHÉ DIRECTION GÉNÉRALE

EN RELATION DIRECTE AVEC LE DIRECTEUR GÉNÉRAL IL SERA CHARGÉ DE MISSIONS VARIÉES :

- Analyse de nouveaux produits ;
- Mise au point technique des matériels ;
- Relations sous-traitants et licenciés

Une expérience de 5 à 8 ans dans matériels T.P. ou secteur construction métallique, des qualités de rigueur, d'initiative et de négociation, ainsi qu'une connaissance de l'anglais sont nécessaires.

Ecrire sous référence CX 118 CM.

SIMEL
CONNEXIONS ÉLECTRIQUES - LEADER DANS SON MARCHÉ - RECHERCHE
DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT

POSTE IMPORTANT, RATTACHÉ À LA DIRECTION GÉNÉRALE, IMPLIQUANT DES RESPONSABILITÉS TECHNIQUES ET DE MARKETING

- définition et propositions des orientations marketing ;
- définition - études - essais des produits nouveaux ;
- amélioration des produits existants ;
- assurance qualité ;
- normalisation.

Ce poste peut convenir à un candidat AM + ESE ou niveau équivalent, ayant solides connaissances en mécanique et en électricité, disposant d'environ dix ans d'expérience industrielle acquise au sein de sociétés de constructions électriques (appareillage, câbles...).

Des qualités de dynamisme, d'imagination, d'esprit d'équipe sont indispensables. Connaissances de l'anglais nécessaires.

Poste ville BOURGOGNE

Ecrire sous référence JT 123 CM.

écrire en précisant la référence
4, rue Massenet 75016 PARIS
discrétion assurée

etap

ANALYSTES EXPLOITATION
(Profil Ingénieur débutant ou Analyste - Programmeur confirmé)

Rattachés au centre de traitement, ils seront chargés du lancement, du suivi, de l'animation des chaînes et des relations études, exploitation, utilisateurs.

Décentralisation proche banlieue ouest fin 1978.

Envoyer C.V., photo et présentations à n° 1899 COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui tr.

offres d'emploi

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

80.000 F + Paris

Nous sommes l'une des divisions d'un Groupe multinationnel dont l'activité consiste à distribuer et à suivre les matières plastiques techniques par notre maison mère.

Vous avez une expérience pratique de la vente des plastiques techniques et vous parlez couramment l'anglais.

Le poste que nous vous proposons est indépendant et évolutif : vous serez responsable devant la Direction des ventes de l'activité commerciale sur Paris et sa couronne.

Vous maintiendrez le courant d'affaires existant et développerez de nouvelles affaires tout en contrôlant le coût et la rentabilité de vos actions.

A terme et en fonction de votre réussite, de nouvelles perspectives vous seront proposées.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3473 à :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, avenue de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

jeune juriste

Groupe pétrolier important recherche pour sa division juridique un

jeune juriste

niveau Doctorat en Droit

Débutant ou possédant 2 à 3 ans d'expérience professionnelle, il se verra confier des études ponctuelles dans différents domaines : Droit commercial et contrats commerciaux, réglementation des prix, affaires immobilières, Droit administratif...

Il aura à rechercher la documentation nécessaire, à en rédiger une synthèse et à proposer des solutions.

Envoyer C.V., photo, présentations sous réf. 1072-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
2, rue d'Orléansville - 75010 PARIS

Ensemble industriel recherche

INGÉNIEUR A.M. OU TEXTILES

ayant une connaissance approfondie des Matériaux Textiles et en particulier :

- Implantation et maintenance,
- Conditionnement d'air,
- Electricité et fluides.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant travaillé quelques années dans un service production, entretien ou travaux neufs d'une usine textile.

Langues : Anglais exigé - Allemand souhaité.

Envoyer C.V., photo et présentations à n° 7470, « Le Monde » Publ. S. r. des Italiens, 75227 Paris-2^e.

Directeurs de ventes

JEUNES AMBITEUX-DYNAMIQUES
pour PARIS et la PROVINCE

Vous avez l'expérience de la vente directe et de l'animation d'équipe de courtage dans l'édition.

Vous êtes à la recherche d'une SITUATION INTERESSANTE offrant de larges perspectives d'avenir et de développement.

UNE SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION
met à votre disposition sur toute la France

- un produit sans concurrence
- sa structure jeune et dynamique
- une possibilité de gains très importants
- une échelle de promotion permanente selon capacités personnelles
- des avantages sociaux et un minimum garanti.

Si vous vous reconnaissez candidat à cette carrière et souhaitez dans ce cas, soumettez nous votre C.V. (avec photo) s/réf 5514M à P. LICHAU S.A., 10 rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

Sans tarder nous étudierons et répondrons à toutes candidatures.

Constructeur appareils de mesure industrielle

situé à 1 h de route dans Forest parisien, recherche, pour prendre en charge la rationalisation, l'installation et la mise en fabrication de ses produits, un

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN E.S.E

ou formation équivalente, ayant 32 ans au moins et une expérience confirmée des problèmes liés dans un domaine assemblage électronique et mécanique.

Envoyer C.V., explicite sous réf. « FA/EL » à

CETAGET
20, avenue d'Alsace, 92000 Nanterre

OFFRES D'EMPLOI	LA Vigne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le Monde	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	30,00	32,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DIEBOLD FRANCE S.A.
recherche
pour faire face à son expansion

INGÉNIEURS CONSEILS
EN ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Débutants de l'intégration dans une équipe de grande qualité pour effectuer des interventions très diverses mais toujours de haut niveau.

Notre choix se portera sur deux types de candidats :

- D'une part, des hommes d'une grande maturité pouvant justifier d'une réelle expérience dans une fonction similaire acquise soit dans une entreprise industrielle, soit chez un constructeur d'équipement, soit dans un cabinet de conseil.
- D'autre part, de jeunes ingénieurs (25 ans maximum), issus de grandes écoles (X, ENCP, etc.), ayant au moins 2 ans d'expérience dans une entreprise et un bon bagage informatique.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
DIEBOLD FRANCE, 63, r. La Boétie, 75008 Paris

Pour Société Commerciale en très forte expansion (Neuilly sur Seine)
chef du département commercial
composants électrotechniques

30 ans minimum, c'est un homme de niveau ingénieur ayant fait ses preuves tant sur le plan commercial que sur celui de l'animation des hommes. Une solide formation d'électrotechnicien est indispensable. Salaires à débattre.

Déclaration absolue assurée par consultant. Envoyer CV sous référence 510 à

GFC 110, rue de Sévres
75015 Paris

Pour filiale PARIS
SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
recherche

« CONTROLLER »
En liaison avec Direction générale, sera chargé d'organiser et superviser activités administratives et comptables.

Env. C.V. et prétentions à :
M. T. 7734 M. REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Reaumur, Paris 2.

REDACTEURS (TRICES)
Titulaires BAC Ec. avec C.V. manuscrit Service du Personnel
La Foncière, 48, r. N.-D.-des-Victoires, 75002 Paris. Cédex 02.

coordination recherches nucléaires

Ingénieur, vous avez une expérience industrielle solide, acquise en bureau d'études. Vous maîtrisez les problèmes relatifs à la technologie mécanique, nucléaire éventuellement, et vous avez de bonnes compétences en calculs de résistance des matériaux.

Société d'Ingénierie et de Construction Nucléaire en forte expansion, nous vous proposons de valoriser votre acquis au sein de notre Direction Etudes.

Votre fonction : suivre et coordonner l'ensemble des actions de recherches concernant les pompes primaires et les mécanismes de grappes. Connaissance de l'anglais, au moins lu, et de la Sec. III du code ASME nécessaires.

Adresser lettre manuscrite C.V. et prétentions, sous référence 9108 à Axial Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

GRANDE BANQUE
recherche

UN CHEF DE PROJET SYSTEME

pour études et mise en place de configurations complexes (matériel et logiciel)

PROFIL : INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

- Expérience de 4 à 5 ans du système OSI/IBM.
- Connaissances approfondies OSI/VS/1 et VM/370.

Écrire avec C.V. photo et prétentions à :
Havas-Contact 156, bd Haussmann
75008 Paris sous référence 36013.

créditman

recherché par
organisme Caution Mutuelle Paris

Expérience ou solide formation de base scolaire ou universitaire indispensable. Expérience bancaire très appréciée.

Envoyer C.V. et prétentions s/réf. 9076 à
Axial Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré
75008 Paris, qui transmettra.

Importante Société d'Ingénierie et de Construction Nucléaire implantée à Paris recherche

ingénieur suivi de fabrication

Au sein de l'une de nos divisions travaillant sur un produit de grande série à haute technicité, il sera chargé de la mise en place et de la gestion de plans de surveillance au cours de la fabrication. Responsable d'une équipe d'ingénieurs et techniciens, il sera amené à réaliser fréquemment des enquêtes produites chez le fabricant. Cette fonction englobe l'étude critique des méthodes et moyens de contrôle utilisés en atelier.

Dans ce poste, nous verrions bien un ingénieur diplômé d'un minimum 30 ans, justifiant d'une expérience industrielle acquise en mécanique, fabrication de série, B.E., contrôle qualité.

Anglais parlé et écrit nécessaire.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 5511 à
P. LICHIAU S.A., 10 rue Louvois 75003 Paris cédex 02 qui transmettra.

RECHERCHONS INGENIEUR

connaissant parfaitement l'anglais, qui serait chargé :

- d'étudier les cahiers des charges de la clientèle en liaison avec la production et les services commerciaux,
- de veiller à leur respect,
- de recevoir les représentants des clients lors des essais de recette.

La connaissance de l'allemand ou de l'espagnol serait appréciée.

Ce poste conviendrait particulièrement à une personne qui aurait assumé des responsabilités dans le cadre d'un service achat.

Adresser C.V. et prétentions à No25272 CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cédex 01 q.r.

GRUPE MULTINATIONAL EXPORTATEUR DE BIENS D'EQUIPEMENT
recherche

CADRE FINANCIER

RESPONSABLE DE LA GESTION DES DEVISSES ET DES PROBLEMES DE CHANGE DU GROUPE

Ce poste comporte initiatives et responsabilités.

Anglais écrit nécessaire. Lieu de travail Paris 8ème.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une expérience bancaire dans le domaine des changes.

Adresser candidature avec photographie et prétentions à No 25690 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

— Vous êtes un VENDEUR DE TALENT
— Vous obtenez d'EXCELLENTS RESULTATS
— AMÉLIOREZ ENCORE VOS REVENUS en devenant

ATTACHÉ COMMERCIAL

après d'une société JEUNE, DYNAMIQUE, en FORTE EXPANSION

où vos RESULTATS VOUS PERMETTENT D'ACQUISIR UN NIVEAU DE VIE

Ad. C.V. manuscrit et photo à :
Havas-Contact 156, bd Haussmann
75008 Paris sous référence 36013.

CHEF DU SERVICE TECHNICO-COMMERCIAL

91.000/104.000 F. Banque Ouest

Nous recherchons actuellement un Chef de Service technico-commercial sur la région de Paris pour assurer d'une part la bonne mise en place de nos systèmes et de leurs applications et d'autre part former et animer une petite équipe.

Il s'agit, bien sûr, d'un poste de terrain où les interventions techniques à niveau élevé et où il est nécessaire de faire preuve de diplomatie, d'initiative et de créativité pour aider nos clients dans la résolution de leurs problèmes.

Vous avez une formation Ingénieur ou universitaire, vous maîtrisez parfaitement les langages Cobol et C++, la programmation ainsi que l'analyse et les études.

Une expérience de quelques années, soit chez un constructeur ou auprès d'une société de Conseil, devrait vous permettre d'aborder le poste sur de bonnes bases. En outre, une bonne connaissance des télécommunications est un atout supplémentaire.

Un entretien simple et dépourvu de formalisme, compléter cette annonce. Nous espérons avoir bientôt avec vous.

Envoyer votre C.V. sous référence 3475 à :
INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, avenue de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

HB NETWORK INFORMATION SERVICES

Filiale de HONEYWELL INFORMATION SYSTEM et de la Cie des MACHINES
BULL, premier distributeur en Europe de Service Time-Sharing

Recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Chargés de la promotion et de la vente des services et produits informatiques auprès de sociétés sélectionnées dans un marché en expansion. De formation supérieure commerciale ou technique, ayant une bonne connaissance de la langue anglaise.

Une expérience antérieure dans la vente de service ou matériel informatique serait appréciée.

Envoyer C.V. à M. R. NOELL, Directeur du Personnel France HB-N.I.S.
Tour Atlantique - CEDEX 66 92086 PARIS LA DEFENSE.

CONSEILLER JURIDIQUE

200.000 F + Paris

Nous sommes une société multinationale. Nos différentes filiales sont en relations constantes avec notre siège international qui coordonne et appuie leurs efforts.

Nous recherchons pour la France un Conseiller Juridique qui, par la suite, pourrait devenir notre Secrétaire Général. C'est donc un généraliste qui aidera de conseils intérieurs et extérieurs pour tout ce qui concerne, entre autres : les contacts avec les instances gouvernementales, la réglementation des prix et des marges, les litiges, le Droit du Travail, les problèmes douaniers, le respect de notre marque et de nos brevets, etc. Bien sûr, vous travaillerez en liaison constante avec notre siège international.

Vous avez un doctorat en Droit ou un D.E.S. vous parlez l'anglais couramment, vous avez une expérience antérieure analogue à celle que nous recherchons. Comme atout supplémentaire mais non nécessaire, vous avez un J.D. ou un L.L.B. d'une Université américaine.

Nous aimerions examiner avec vous dans quelle mesure nous pourrions coopérer ensemble.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3469 à :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, avenue de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

COMPLEXE MINIER

en NIGER, exploitant en carrière un très important gisement métallurgique et développant ses installations d'extraction et de traitement.

CHEF DE DEPARTEMENT CARRIERE

ayant impérativement une formation Ecole Nationale Supérieure des Mines et une expérience confirmée d'environ 6 ans en exploitation, soit carrière, soit galerie, de mines, de préférence métallurgiques.

Il est proposé une situation évolutive et des grandes responsabilités de premier ordre ainsi qu'une bonne rémunération des efforts.

Adresser C.V. explicite sous réf. 4 DEF/CAR à :

CETACE
20, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche pour immédiatement ou délai à convenir

1) EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES

2) REVISEURS CONFIRMES

Niveau DEC - DECS - BTS ou plusieurs années d'expérience comptable. Anglais/Allemand/Italien appréciés. Déplacements Province et Etranger à envisager. Adresser CV détaillé, photo et prétentions à :
Monsieur R. JEANPETIT
3, Avenue Percier 75008 Paris

Cerci

SYSTEMES EN AUTOMATISME ET INFORMATIQUE

Dans le cadre du développement de ses activités en automatique (C.A.O. et ROBOTIQUE) et en informatique industrielle pour le SUITE DES FABRIQUEURS DANS LES ATELIERS

recherche pour POSTES DE RESPONSABILITES :

2 INGÉNIEURS G.E.
(E.C.P. - E.N.S.T.A. - Sup. Aéro. - A.M. ...)

Expérimentés pour les postes suivants :

1) INGÉNIEUR D'ETUDES en automatique (C.A.O. - ROBOTIQUE)

2) INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL connaissant les milieux **AVIONIQUE et GROSSE MÉCANIQUE**

Adresser lettre manuscrite de présentation, C.V. détaillé et photo à Direction du Personnel - CERCY
21, rue de Charonne, 75011 PARIS.
Réponse assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche pour son siège à PARIS

RESPONSABLE GROUPE SYSTÈME
(370/158, OS, VS, IMS, TP)
INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES

Supélec Grenoble, Toulouse, Option Informatique. Quelques années d'expérience.

Écrire sous le numéro 26.012 à CONTESSÉ Publ. 20, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE PARIS
recherche

A.T.P. spécialiste en télécommunications

Formation D.U.T. ou B.T.S. électronique

Expériences souhaitées en installations de matériel de télécommunications.

Très bonne connaissance de l'anglais.

Deva assurer les plannings des travaux.

Poste sédentaire situé à PARIS (19°).

Adresser C.V. photo et prétentions à n° 25.554, CONTESSÉ Publ. 20, av. de l'Opéra, PARIS (19°).

Bostik S.A.

Filiale de United Shoe Machinery, Boston
Fabricant de colles et mastics
Recherché pour entrée immédiate

COMPTABLE EXPERIMENTE

qui sera chargé de l'établissement des bilans et rapports mensuels ainsi que du contrôle budgétaire.

Expérience d'au moins 4 ans auprès de Sociétés multinationales dans le domaine de la Comptabilité générale et analytique, souhaitée.

Excellentes connaissances en anglais exigées.

Envoyez curriculum vitae et prétentions à :
CONTROLLER BOSTIK S.A.
5, route de St-Louis - 95300 MONTMAGNY.

MAISON D'ÉDITION
recherche pour emploi à plein temps

RÉDACTEUR SCIENTIFIQUE
confirmé (mathématiques, physique, chimie, technologie)

RÉDACTEUR
ayant importante expérience rédaction fabrication et bonne culture générale.

Envoyer C.V. détaillé à n° 704.783, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Reaumur, PARIS-2°.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE IMPLANTÉE EN TUNISIE
recherche

CONSEILLER (E) JURIDIQUE ET FISCAL

Rattaché (e) au Directeur Administratif et Financier

Une préférence sera donnée à une candidate de NATIONALITÉ TUNISIENNE âgée de 25 ans minimum et diplômée de l'enseignement supérieur.

Ce poste peut être le point de départ d'un développement de carrière intéressant.

Très bonne rémunération - Nts avantages sociaux

Adresser C.V. et prétentions à n° 25.517, Contesse Publ. 20, av. Opéra, Paris 1° qui transmettra.

حکومت الامم

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

appartements vente

appartements vente

locations non meublées

bureaux

bureaux

propriétés

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CONTRATS

C.I.T.-ALCATEL VEND DEUX RÉSEAUX TÉLÉPHONIQUES COMPLETS À L'ÉGYPTÉ

La Société française de matériel de télécommunications C.I.T.-ALCATEL (du groupe de la Compagnie générale d'électricité) vient d'obtenir un contrat en Egypte. Elle va livrer deux réseaux téléphoniques complets pour le delta du Nil et le sud du Sinaï, comprenant notamment quatre centraux « temporels ». Ils représentent au total dix-neuf mille lignes, avec une possibilité d'extension à soixante mille lignes.

Ce contrat, d'une valeur de 55 millions de francs, a été obtenu à l'issue d'une consultation à laquelle huit constructeurs avaient participé. C.I.T.-ALCATEL avait déjà fourni, il y a quelques mois, deux petits centraux « privés » à l'Egypte pour une valeur de 35 millions de francs. La société a livré au total, à ce jour, une douzaine de centraux E10, représentant quelque cent soixante mille lignes selon la technologie « temporelle ». Maroc, Malte, Côte-d'Ivoire, Haïti, Mexique, Yémen du Nord. Des accords de licence pour une fabrication locale ont été signés avec la Pologne et la Syrie. Des négociations sont en cours pour la vente de centraux E10, accompagnés éventuellement d'une cession de licence avec la Finlande, l'Afrique du Sud, le Liban, l'Émirat, C.I.T.-ALCATEL participe à l'appel d'offre des P.T.T. grecs.

Comparé aux fabuleux marchés en cours de négociation en Arabie Saoudite, en Iran, en Amérique du Sud, ce contrat égyptien peut apparaître modeste. Cependant, il permet à C.I.T.-ALCATEL et à la filiale « temporelle » française, développée, rappelle-t-on, par le Centre national d'études des télécommunications (C.N.E.T.), de marquer un point dans la lutte que se livrent les grands constructeurs pour imposer leurs produits et leur technologie sur le marché mondial.

BUDGET

Le déficit potentiel du budget de l'État pour 1978 est probablement supérieur à 10 milliards

Le projet de budget examiné ce mercredi en conseil des ministres prévoit 398 milliards de dépenses, soit une augmentation de 12,5 % par rapport à cette année. Bâti sur la double hypothèse d'une victoire de la majorité aux élections législatives de mars 1978, qui dégrèlerait les investissements en France et d'une nette accélération de la croissance économique en Allemagne de l'Ouest, ce budget paraît exagérément optimiste. Le taux de croissance retenu par la France atteindrait difficilement 4,5 % dans un environnement international qui restera presque certainement maussade — tout le monde l'admet — même si Bonn et Tokyo stimulent l'activité à l'intérieur de leurs frontières pour venir en aide aux pays industrialisés en difficulté.

Ces optimismes ne risquent pourtant pas, cette fois, d'entraîner le gouvernement à commettre des erreurs en matière de politique économique si, en effet, la croissance, en 1978, était plus faible que prévue, les prélèvements fiscaux de l'État diminueraient plus que proportionnellement (les rentrées de T.V.A. notamment) et les dépenses resteraient les mêmes. Pour cette raison, on peut estimer que le déficit potentiel du budget de 1978 n'est pas de 8,9 milliards de francs, comme le gouvernement l'annonce, mais qu'il est sensiblement supérieur à 10 milliards de francs, peut-être voisin des 15 milliards qui séparent encore cette année, dépenses et recettes publiques.

Dans une conjoncture internationale maussade, avec un chômage difficile à résorber, l'État jouerait alors un rôle stimulant et admettrait pas de frein, comme le craignent certains commentateurs. — A. V.

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

● S'inspirant l'exemple des constructeurs français, Fiat a décidé qu'à compter du 1^{er} septembre la garantie contractuelle, qui était jusqu'ici de six mois, passera à douze mois sans limitation de kilométrage.

Conflits sociaux

● Licenciements de militants C.F.D.T. La Fédération de l'agriculture C.F.D.T. vient de porter plainte avec constitution de partie civile contre la direction de l'entreprise horlogère Blanc à Biel (Alpes-Maritimes), à la suite du licenciement de vingt-six des quarante-deux salariés. Selon la Fédération, tous les délégués du comité d'entre-

prise et la majorité des syndicats C.F.D.T. seraient visés.

● Les ouvriers C.G.T. de l'entreprise Furion se rendront vendredi 9 septembre à Paris aux ministères de la Justice et du Travail, annonce l'union locale C.G.T. d'Als. Elles demanderont l'application des décisions judiciaires prises à l'encontre de leur patron.

● Grève aux Wagons-Lits. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des Wagons-Lits appellent le personnel de la compagnie à faire grève durant vingt-quatre heures, le jeudi 8 septembre. À l'origine de ce mouvement : la négociation engagée à propos des cent quarante licenciements envisagés par la compagnie, et qui, selon les syndicats, « est dans l'im-

IMPRIMERIE

Le projet d'imprimerie de M. HERSANT POURRAIT SE RÉALISER À ROUBAIX

La municipalité de Roubaix s'agit sur le projet de réaliser un projet visant à empêcher « Nord-Eclair », quotidien local, d'aller s'imprimer en Belgique. On prétend, en effet, à M. Robert Hersant, propriétaire du « Figaro », l'intention de « monter » à Mouscron (Belgique), à proximité de la frontière française, une nouvelle imprimerie, afin d'y réaliser le tirage — total ou partiel — de plusieurs titres dans lesquels il possède des intérêts : « Le Figaro » (édition internationale), « France-Sol » et « Nord-Eclair » dont M. Hersant contrôle les moyens techniques.

La ville de Roubaix envisageait de racheter les bâtiments des établissements Lestienne, usine de tissage en liquidation qui a déjà licencié la quasi-totalité de son personnel. Les locaux assez modernes, sont situés sur un terrain de 500 à 600 mètres carrés. La ville de Roubaix envisageait ensuite à la société éditrice de « Nord-Eclair » une formule de location-gérance des bâtiments dans lesquels M. Hersant pourrait réaliser les installations qu'il prévoyait pour Mouscron.

Le maire de Roubaix est M. Pierre Prouvost (P.S.), élu à la tête d'une liste d'union de la gauche.

● Les ouvriers du groupe Néogroupe, qui travaillent dans les usines de Corbeil, de la rue Blomet (Paris) et de Lille, observent ce mercredi 7 septembre une grève de vingt-quatre heures pour protester contre les mesures de compression de personnel annoncées par la direction (le Monde du 6 septembre).

Les délégués syndicaux du Livre C.G.T. ont demandé à être reçus par les dirigeants d'États-Unis, groupe qui possède désormais une participation importante dans le capital du holding — la Société de développement financier — auquel appartient la Néogroupe. La production de l'imprimerie (Télé-7-jours, Paris-Match, Elle, Parents, etc.) ne devrait pas être affectée par cette grève.

A L'ÉTRANGER

Deux mille quatre cents licenciements dans le Grand Nord suédois ?

Stockholm. — La direction des mines de fer nationalisées suédoises L.K.A.B. a annoncé, le 2 septembre, que, en raison de la persistance de la crise mondiale de l'acier, elle se voyait dans l'obligation de prendre des mesures drastiques dans le dernier trimestre de l'année 1977 ainsi qu'en 1978. Longtemps considérée comme un pilier solide, sinon inébranlable, de l'industrie suédoise, L.K.A.B. est à son tour aujourd'hui touchée par la récession ; le tableau de la situation brossé par son conseil d'administration est des plus sombres.

Pour la première fois depuis la fin de la guerre, les mines de fer suédoises présenteront cette année un bilan négatif. Le déficit sera probablement supérieur à 350 millions de couronnes (une couronne = 1 F), et rien ne porte à croire que les résultats de 1978 seront meilleurs. Les stocks de minerai inventuré, d'une valeur de 1,5 milliard de couronnes, vont dans les prochains mois atteindre un « plafond » ; il est inconcevable de continuer à les alimenter l'année prochaine puisqu'on ne peut s'attendre à une amélioration rapide de la conjoncture qui permettrait de les écouler. Après avoir déjà sensiblement freiné sa production depuis 1974 sans licenciement de personnel, L.K.A.B. veut maintenant le ramener à 20 millions de tonnes par an, soit aux deux tiers du niveau « normal », ce qui suppose d'importantes compressions d'effectifs. On parle de plus de deux mille quatre cents suppressions d'emploi dans les seize mois à venir, mais la direction ne veut pas donner de chiffre exact avant d'avoir consulté les syndicats, comme le stipule la nouvelle législation sur la participation des salariés aux décisions. Toutefois, l'objectif demeure de limiter les effectifs en décembre 1978 à sept mille deux cents personnes.

La nouvelle de ces compressions de personnel a été

accueillie avec consternation dans les deux principales villes du bassin minier, Kiruna et Malmberget. Dans cette région de l'extrême nord de la Suède, L.K.A.B. est, en effet, la seule industrie de base et, directement ou indirectement, fait vivre une très grande partie de la population du Norrbotten. En outre, les problèmes des mines viennent s'ajouter aux difficultés des aciéries N.J.A., elles aussi nationalisées, qui ont annoncé, voilà quelques mois, la suppression d'environ mille emplois.

Dans les négociations qui se sont engagées, lundi 5 septembre, avec la direction, les syndicats vont s'efforcer d'éviter toute forme de licenciement. Ceux-ci sont très puissants, surtout depuis la grande grève sauvage de 1969, qui paralysa l'activité pendant plusieurs semaines sur l'ensemble du bassin minier et qui, pour de nombreux observateurs, constitua le premier faux pas du « modèle » suédois.

Dans un communiqué, les délégués syndicaux reprochent à L.K.A.B. « de suivre les lois du secteur privé et de choisir le licenciement comme remède à la crise. C'est une attitude défensive que nous ne pouvons pas accepter ». Selon eux, « la gamme de produits proposés par L.K.A.B. est beaucoup trop restreinte compte tenu du caractère essentiellement exportateur de l'entreprise, ce qui la rend très vulnérable ». Ils réclament « la diversification des produits et, pour assurer un emploi aux travailleurs menacés à court terme, la modernisation du réseau ferroviaire qui achemine le minerai jusqu'au port de Narvik en Norvège ». À l'instar de la plupart des syndicats et des directions d'entreprises aujourd'hui en difficulté en Suède, la section syndicale de L.K.A.B. demande que l'État intervienne pour préserver l'emploi dans la région.

ALAIN DEBOVE.

ÉTATS-UNIS

● La production sidérurgique sera inférieure aux prévisions 1977 au lieu de 90 millions de tonnes) à la suite de la concurrence des aciers importés. Toutefois, selon les professionnels, les aciers américains restent compétitifs face aux produits japonais. — (Agefi.)

GRANDE-BRETAGNE

● « Sommet » de Londres : les hauts fonctionnaires des sept pays qui ont participé en mai à la conférence économique de

Londres en dresseront le bilan fin septembre à Washington. Cette réunion se tiendra, à partir du 20 septembre, en marge de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international. — (Agefi.)

● Les revenus « invisibles » de la balance des paiements (recettes de fret des banques d'assurance) ont augmenté de 31 % en 1976 pour atteindre 1,54 milliard de livres contre 1,18 milliard en 1975. Ils se sont élevés à 605 millions au titre des assurances et à 408 millions au titre des banques. — (Agefi.)

La Picardie: un terrain d'entente

ou comment profiter du renouveau textile en Terre Picarde

La roue tourne. Le textile a longtemps été l'activité industrielle dominante en Picardie. Et puis le 20^e siècle est arrivé. Et avec lui l'acier, l'atome, l'électron mais aussi les fibres synthétiques, l'ouverture vers les marchés extérieurs, la concurrence étrangère.

Les Picards ont pris les devants. Il leur a fallu réorganiser leur industrie, sans laquelle la Picardie ne serait pas une région économiquement développée. Les petites entreprises cohabitent avec de grands groupes, Agache Willot, Prouvost Masurel, DMC. Les fibres synthétiques concurrencent maintenant la laine, le coton, le lin, le jute. Dans



les 3 départements picards, Aisne, Oise et Somme, ils sont aujourd'hui 33.000 à vivre du textile et de l'habillement. D'ailleurs il suffit de voir fleurir un peu partout de nouvelles écoles techniques, des universités de technologie — la T de France est en Picardie — pour se persuader que la région est en train de se transformer.

Seules restent immuables les qualités picardes, courage et obstination : personne n'est parfait!



Etablissement Public Régional de Picardie



désire recevoir une documentation. Couper à renvoyer à : E.P.R. de Picardie, 51, rue de la République - 80026 Amiens Cedex

RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

Société Nationale d'Électricité du Cameroun

AVIS INTERNATIONAL DE PRÉQUALIFICATION

CONSTRUCTION DE RÉSEAUX ÉLECTRIQUES DANS LA PROVINCE DU CENTRE-SUD

La société Nationale d'Électricité du Cameroun (SONEL) lancera prochainement un appel d'offres pour les travaux de construction de réseaux électriques M.T. et B.T. dans la province du Centre-Sud.

Le projet comporte la construction de :

- LOT N° 1 :
 - 778 km de lignes de transport 30 KV ;
 - 1 poste 60/30 KV.
- LOT N° 2 :
 - 255 km de lignes de distribution ;
 - 100 postes de distribution ;
 - 5 postes principaux 30 KV d'alimentation ou de livraison.

L'exécution des travaux est prévue durant les années 1978, 1979 et 1980.

Un financement pourra éventuellement être demandé aux soumissionnaires.

Les entreprises intéressées par l'un ou par les deux lots doivent fournir avant le 15 octobre 1977, en deux exemplaires, les références telles que :

- expérience pour des travaux similaires ;
- organisation ;
- moyens et structure financière de l'entreprise.

Seront également mentionnées les possibilités et conditions d'un éventuel financement apporté soit par le soumissionnaire, soit par les institutions financières du pays dont le soumissionnaire est ressortissant.

Les demandes de préqualification seront adressées à :

SONEL
B.P. 4077
DOUALA (CAMEROUN)
Tél : 6551 KN.

Deux mille quatre cents licenciements dans le Grand Nord suédois?

AFFAIRES

LE RENOUELEMENT DE L'ACCORD INTERNATIONAL SUR LES TEXTILES

Bruxelles propose de négocier vingt-cinq accords avec les pays fournisseurs des Neuf

Bruxelles (Communauté européenne). La Commission européenne a demandé aux Neuf de lui confier un mandat pour négocier vingt-cinq accords bilatéraux proposés par la Commission, au sein de l'Est. Elle est convaincue que l'absence de négociations pour le renouvellement de l'accord multilatéral des Neuf (A.M.F.), qui se sont déroulées en juillet à Genève, n'est pas définitive. Elle croit que les fournisseurs de la C.E.E. même s'ils sont mécontents des restrictions que celle-ci veut leur imposer, comprendront qu'ils ont intérêt à ce que les échanges de produits textiles entre pays industrialisés et pays moins développés restent organisés sur une base contractuelle.

Les premières négociations pour le renouvellement de l'accord multilatéral des Neuf (A.M.F.) ont échoué le 26 juillet 1977, parce qu'un « regard dur » de pays du tiers-monde considérait que le groupe de négociation commune des Neuf, de la C.E.E. et du Japon, était en fait, à une destination de l'accord. La C.E.E. doit les importations au cours des quatre années d'application du premier A.M.F. ont progressé beaucoup plus rapidement que prévu, acceptant de négocier l'A.M.F., mais à la condition qu'il lui soit reconnu le droit de prendre, à une certaine date, la décision de certaines restrictions de ses importations. En d'autres termes, elle entendait, lors des négociations d'accords bilatéraux avec ses fournisseurs, être autorisée à déroger des règles normales de l'A.M.F. (lesquelles prévoient une progression des importations de 10 % par an) en fixant des contingents d'importation à un niveau qui se rapproche des importations réelles en 1976.

La Commission suggère maintenant aux Neuf d'agir comme si les négociations de juillet avaient réussi : elle proposera en octobre et en novembre, à vingt-cinq pays fournisseurs (1) de conclure des accords bilatéraux sur la base de la position qu'elle a défendue à Genève. Avant de prendre cette initiative, M. Tran-Van Thinh, le chef de la délégation de la Commission, est venu en mission exploratoire durant le mois d'août au Pakistan, en Inde, en Thaïlande, au Brésil et en Corée. Il en est revenu avec l'impression que l'opération était jouable.

(A.M.F.), qui se sont déroulées en juillet à Genève, n'est pas définitive. Elle croit que les fournisseurs de la C.E.E. même s'ils sont mécontents des restrictions que celle-ci veut leur imposer, comprendront qu'ils ont intérêt à ce que les échanges de produits textiles entre pays industrialisés et pays moins développés restent organisés sur une base contractuelle.

De notre correspondant

Il a invité ses interlocuteurs à se montrer réalistes en leur disant, en substance : « Notre industrie textile se trouve dans la situation la plus défavorable que la priorité absolue pour la C.E.E. est d'assurer une certaine stabilité de ses importations. Si vous refusez de coopérer avec nous, s'il n'y a ni accord bilatéral ni A.M.F., ce sera la pagaille absolue. Comme aujourd'hui, où, en fait, les services douaniers de la plupart des pays membres ne respectent aucune règle, plus aucun engagement. La Communauté fera alors appel aux mesures de sauvegarde de l'article 19 du G.A.T.T., bien plus restrictif que ce que nous vous proposons. Nous vous demandons des sacrifices, mais, en échange, nous vous offrons, au lieu de l'improvisation et de l'arbitraire, une vraie sécurité. »

Ce langage a été, semble-t-il, entendu, et c'est pourquoi la Commission va maintenant de renouer l'A.M.F., et elle espère que l'ensemble de ses partenaires fournisseurs agissent de même. Pour bien montrer sa détermination de ne pas céder sur la nécessité de stabiliser les importations, elle précise que ses services étudieront parallèlement la mise en place d'un dispositif autonome d'importations à compter du 1^{er} janvier 1978 afin de ne pas être pris au dépourvu si les négociations venaient à échouer. La mise en garde est

S'ils acceptent de négocier les accords bilatéraux proposés par la commission, il sera possible d'envisager le renouvellement de l'A.M.F. avant la date d'expiration (le 31 décembre). La demande de mandat de la Commission sera examinée par les ministres des affaires étrangères des Neuf, lors de leur prochaine réunion des 19 et 20 septembre à Bruxelles.

On agit selon la même formule, mais moins brutalement, pour les produits à « haute sensibilité » (dont le taux de pénétration moyen dans la C.E.E. est supérieur à 20 %) et pour les produits « sensibles » (taux de pénétration entre 5 et 20 %). Dans le premier cas, le taux de progression annuel proposé par la Commission se situerait aux environs de 4 %, dans le deuxième cas de 6 %.

La C.E.E. se montrerait plus souple pour la dernière catégorie des produits « moins sensibles ». Pour aider les industriels de la Communauté à s'adapter à une situation où le niveau des importations demeurerait élevé, la Commission suggère que les moyens financiers dont dispose la C.E.E. soient davantage utilisés à leur profit. Entre les tentatives d'exportation et d'importation d'équilibre et les autres professions de foi libre-échangistes, la Commission choisit la voie du réalisme et de la raison, conclut le projet, qui devait être approuvé mercredi 7 septembre par le collège européen.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Hongkong, Inde, Corée, Taïwan, Brésil, Yougoslavie, Pakistan, Thaïlande, Malaisie, Colombie, Singapour, Mexique, Uruguay, Argentine, Philippines, Sri-Lanka, Guatemala, Bolivie, Émirats, Turquie, Espagne, Israël, Égypte.

Les multinationales ne paraissent pas redouter une victoire de la gauche

L'exemple d'I.T.T.

Les multinationales américaines auraient-elles moins peur de la gauche - que bon nombre d'entreprises françaises ? Le comportement de quelques grands groupes d'outre-Atlantique le laisse penser.

I.B.M. annonce - non sans emphase - l'embauche de mille personnes en France ; R.C.A. injecte de l'argent pour développer l'usine d'assemblage de tubes T.V.-couleur à Lyon ; les grands fabricants de composants électroniques, Texas Instrument, Motorola et autres envisagent de développer leurs activités en France. Mais c'est sans doute l'I.T.T. qui entend démontrer avec le plus de vigueur que les perspectives d'une victoire de la gauche en mars 1978 ne l'inquiètent pas outre mesure.

Le groupe a décidé, au début de l'année, d'investir 250 millions de francs en France en 1977. Ce programme est en cours de réalisation. La principale filiale française d'I.T.T., la Compagnie générale de construction téléphonique (C.G.C.T.), se propose de racheter l'entreprise Puyvet, spécialisée dans la fabrication de répéteurs téléphoniques (boîte de raccordement entre le central et l'abonné) et de paratonnerres, qui emploie huit cents personnes et réalise un chiffre d'affaires de 98 millions de francs. Affaire familiale, Puyvet connaissait des difficultés financières depuis deux ans. Le dossier de son rachat par la

C.G.C.T. est clos. Du moins pour les dirigeants des deux entreprises. Seule manque l'autorisation - indispensable - du Trésor. En principe, le comité des investissements étrangers doit examiner l'affaire le 9 septembre.

La même C.G.C.T., qui joue un rôle de plus en plus grand dans l'organisation d'I.T.T. en France, a porté sa participation de 58 % à 98 % dans Claude, l'un des principaux fabricants français de lampes. L'usine de Gutz (Seine-et-Marne) de cette société doit être reconvertie en un atelier d'électronique automobile, un secteur où I.T.T. a de vastes ambitions. Enfin, toujours dans le cadre de ce programme d'investissement, la C.G.C.T. se propose de racheter une autre entreprise électronique qui ne soit pas cette fois spécialisée dans le secteur du téléphone.

« Ce programme d'investissement en France est bien le moins qu'I.T.T. pouvait faire », dira-t-on. Le groupe n'avait pas perdu, en 1976, 720 millions de francs pour la vente, à la société française Thomson C.S.F., de ses intérêts dans la firme « le Matériel téléphonique ». « Un prix », au dire de certains « plus qu'honorable », et qui s'accompagnait d'une percée technologique d'I.T.T. en France, grâce au choix de son central téléphonique Métacon par les P.T.T. — J.-M. Q.

DEUX USINES MENACÉES

Saut-du-Tarn : le quart du personnel risque d'être licencié

La Société nouvelle du Saut du Tarn traverse à nouveau une « crise profonde ». Neuf ans après son « sauvetage » en extrême, la direction de la deuxième entreprise industrielle du Tarn s'apprete à licencier le quart de ses employés. Le 14 juin dernier, le comité d'entreprise de l'usine de Saint-Jean a été informé du licenciement de 1 600 (« le Monde » du 23 juin). Licenciements sur lesquels l'inspection du travail doit se prononcer d'ici au 15 septembre.

A. M. Alain Savary (P.S.), président du conseil régional Midi-Pyrénées et député de Haute-Garonne, qui lui avait soumis le dossier lors de son récent voyage à Toulouse, M. Raymond Barre avait simplement indiqué qu'il fallait « adapter le potentiel humain de l'entreprise à ses plans de charge ». La C.G.T., syndicat majoritaire à 75 % dans l'usine, réclame, de son côté, la nationalisation de la sidérurgie.

M. Henry Girard, administrateur directeur général de la Société nouvelle du Saut-du-Tarn, depuis octobre 1968, avait si bien réussi la tâche de « sauver » l'usine, qu'en août 1973, il avait été pressenti pour s'occuper de l'usine Lip à Palente.

La Société nouvelle du Saut-du-Tarn n'est pas une entreprise technique. Depuis 1972, elle consacre d'importants moyens pour améliorer un de ses produits les plus en vue : les robinets à boisseau sphérique (vannes) utilisés dans l'industrie pétrolière. Quelque 7 500 m² de bâtiments neufs ont été construits. Ce n'est pas un « canard boiteux ». En 1976, les bénéfices de l'entreprise ont atteint 2 millions de francs, sans compter « certaines sommes affectées en provisions ».

Pourtant, depuis le milieu de l'année dernière, l'entreprise tourne au ralenti. Après 250 départs « volontaires » et celui de 130 employés intérimaires, la direction a « prêté » l'année dernière 40 ouvriers à l'usine textile Rhône-Poulenc d'Albi pour six mois ; 90 % du personnel ne travaille plus que trente-six heures par semaine et même trente-deux heures dans certains services.

L'histoire se répéterait-elle ? En 1968, l'usine - alors Forges et Acieries du Saut-du-Tarn - avait dû déposer son bilan (« le Monde » du 29 octobre 1968). « L'affaire était risquée et de mauvaise rentabilité ». Elle portait son âge : cent quarante-quatre ans. Si bien qu'en dépit des commandes, les banques refusèrent un jour de fournir la trésorerie nécessaire. Le Saut-du-Tarn, qui avait compté jusqu'à 3 500 employés, dut mettre la clé sous la porte.

Le tableau offert aujourd'hui est tout différent. L'entreprise a diversifié ses activités. A côté d'une branche acierière (trois fours à arc) et de la fabrication d'outils à main (limes, râpes, burins, outils agricoles), un secteur de mécanique générale a pris un essor considérable. Spécialisée dans la production de vannes, ce secteur représente 50 % des activités. Il a rapporté 300 millions de francs aux deux ans et demi, à partir de 1972, au lieu de 6,5 millions en 1968. Malheureusement, le temps des grosses commandes est à présent fini. La direction de la société, qui comptait un total

Manufrance : les curateurs n'ont pas renoncé à trouver un partenaire

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Les quatre syndicats de Manufrance, qui avaient attiré : « Les négociations doivent et peuvent continuer » (« le Monde » du 2 septembre 1977), ont rencontré à Saint-Etienne, mardi 8 septembre, les curateurs, M. Bruno Sapin et M. Jean-Daniel Bethenod. Ce dernier, en ouvrant la séance, a constaté : « Nous sommes encore à l'heure où pour dialoguer », et l'on évoqua notamment l'indispensable aide des pouvoirs publics et les projets de relance des syndicats, en particulier dans le domaine des investissements.

Le plan des curateurs implique pour l'heure la présence d'un partenaire pouvant être admis par les syndicats, ce qui, a priori, exclurait un certain nombre de concurrents. Pour les curateurs, il est indispensable que les actionnaires acceptent la réduction du capital de la société et l'entrée de partenaires très largement majoritaires. M. Bethenod et M. Sapin en sont si intimement persuadés qu'ils ont demandé aux principaux actionnaires de s'engager à approuver, au cours d'une assemblée générale extraordinaire, deux résolutions, l'une décidant la réduction du capital social « dans une proportion jugée équitable, le moment venu, par les commissaires aux comptes », l'autre décidant une augmentation de capital « d'un montant déterminé, supérieur au nou-

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère des Industries Légères

Société Nationale des Matériaux de Construction (S.N.M.C.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la réalisation d'un complexe plâtrier « clés en main » dans la commune de M'DAOUROUCH (WILAYA de GUELMA).

Les entreprises intéressées pourront se faire délivrer les dossiers d'appel d'offres à partir du 20 AOUT 1977, ce contre la somme de 200,00 DA à l'adresse suivante :

S. N. M. C.
Division Engineering et Développement,
« PROJET PLATRE »
B.P. 90, Gué-de-Constantine, Kouba, Alger.

Les soumissions doivent être adressées sous double enveloppe cachetée, dont une portant la mention : « APPEL D'OFFRES - Complexe PLATRIER M'DAOUROUCH - SOUMISSION - A NE PAS OUVRIR ».

La date limite de remise des offres est fixée au 31 OCTOBRE 1977 à 12 heures, le cachet de la poste faisant foi. Aucune offre parvenue après cette date ne sera prise en considération.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Hydraulique

de la mise en valeur des terres et de l'environnement

DIRECTION DES PROJETS ET DES RÉALISATIONS HYDRAULIQUES

AVIS DE CONCOURS INTERNATIONAL

Un avis de concours international est lancé en vue de la fourniture et du montage d'un matériel de dragage destiné au déversement de la retenue du Barrage du KS08, sur l'Oued KS08 (Wilaya de M'SILA).

Les dossiers peuvent être retirés à la DIRECTION DES PROJETS ET DES RÉALISATIONS HYDRAULIQUES, Oasis Saint-Charles, BIRMANDREIS (ALGER).

Les offres, accompagnées des pièces réglementaires, devront être remises sous pli fermé à M. le DIRECTEUR DES PROJETS ET DES RÉALISATIONS HYDRAULIQUES, à l'adresse ci-dessus, avant le 15 novembre 1977, à 12 heures.

Les candidats resteront engagés par leur offre pendant cent vingt jours.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Hydraulique

de la mise en valeur des terres et de l'environnement

DIRECTION DES PROJETS ET DES RÉALISATIONS HYDRAULIQUES

APPEL D'OFFRES

Un appel d'offres est lancé en vue de l'équipement électrique des ouvrages construits lors de la surélévation du Barrage du KS08, qui est situé sur l'Oued KS08, Wilaya de M'SILA.

Les dossiers peuvent être retirés à la Direction des Projets et des Réalisations Hydrauliques, Oasis-Charles - BIRMANDREIS (ALGER).

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront être remises sous pli fermé à Monsieur le Directeur des Projets et des Réalisations Hydrauliques, à l'adresse ci-dessus, avant le 30 octobre 1977 à 12 heures.

Les candidats resteront engagés par leur offre pendant 120 jours.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Hydraulique

de la mise en valeur des terres et de l'environnement

DIRECTION DES PROJETS ET DES RÉALISATIONS HYDRAULIQUES

APPEL D'OFFRES

Un appel d'offres est lancé en vue de l'équipement électrique des ouvrages construits lors de la surélévation du Barrage du KS08, qui est situé sur l'Oued KS08, Wilaya de M'SILA.

Les dossiers peuvent être retirés à la Direction des Projets et des Réalisations Hydrauliques, Oasis-Charles - BIRMANDREIS (ALGER).

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront être remises sous pli fermé à Monsieur le Directeur des Projets et des Réalisations Hydrauliques, à l'adresse ci-dessus, avant le 30 octobre 1977 à 12 heures.

Les candidats resteront engagés par leur offre pendant 120 jours.

C'EST PAS CHER

DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO

Notices à votre disposition chez les dépositaires

حکومت اسلامی

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

ÉNERGIE

La part faite en France au gaz naturel n'est-elle pas insuffisante ?

Le terminal d'Emden (R.F.A.), point d'arrivée d'une canalisation sous-marine de 430 kilomètres qui mène le gaz naturel du gisement d'Ekofisk, dans la partie norvégienne de la mer du Nord, à la côte allemande, devait être inauguré le 8 septembre. Bien que Gaz de France n'ait reçu aucune notification officielle, le gaz d'Ekofisk devrait donc parvenir en France dès octobre 1977, avec deux ans de retard.

Un accord est intervenu entre les constructeurs du pipeline — Phillips Petroleum et le gouvernement norvégien — et les autorités danoises, qui mettaient, il y a encore un mois, leur veto à l'ouverture du gazoduc tant que celui-ci ne serait pas

entièrement recouvert dans sa partie danoise (55 kilomètres). Les constructeurs ont obtenu un délai de deux ans, l'ouverture de la canalisation étant simplement subordonnée à la couverture des parties les plus exposées par des sacs de sable. Les foras couverts respectent cependant de désemblable rapidité ce qui est ainsi recouvert.

Un autre gisement gazier de la mer du Nord, celui de Frigg, à la limite des sous norvégiennes et britanniques, qui a été découvert par Elf-Aquitaine, va entrer en exploitation avant la fin du mois de septembre. Mais ce gaz sera acheminé en Écosse et entièrement consommé par la Grande-Bretagne.

Signé par un consortium européen animé par la Ruhrgas, le contrat de fourniture de gaz d'Ekofisk promettait à la France 3 milliards de mètres cubes par an à partir de 1980. Transféré par les Pays-Bas et la Belgique, il sera acheminé vers la région parisienne depuis l'Alsace-sur-Rhône, près de Maubeuge, par une canalisation parallèle à celle qui depuis 1967 est utilisée pour le transport du gaz de Groningue.

Gaz de France poursuit ainsi sa politique de diversification afin d'atteindre les objectifs de consommation de 370 milliards de mètres cubes (1) que lui a fixés le Conseil central de planification pour 1985.

En 1977, en plus d'Ekofisk, la France dispose de quatre sources d'approvisionnement en gaz naturel. La production intérieure représente 7,5 milliards de mètres cubes par an. Les Pays-Bas — actuellement notre principal fournisseur — livrent jusqu'en 1980 du gaz de la province de Groningue. L'Algérie nous vend annuellement 4 milliards de mètres cubes par deux contrats qui courent jusqu'en 1980 et 1986. Enfin, l'U.R.S.S. doit nous fournir un peu plus de 2 milliards de mètres cubes cette année; mais en attendant l'achèvement en 1980 du gazoduc reliant les deux pays qui permettra la livraison annuelle de 4 milliards de mètres cubes jusqu'en 1989, l'accord avec l'Union soviétique est honoré au moyen d'un échange de gaz avec l'Italie.

Pour tenir ses objectifs de 1985 G.D.F. a encore signé un contrat avec l'Iran pour 3,66 milliards de mètres cubes par an, et l'U.R.S.S. de 1983 à 2003, et deux accords supplémentaires avec l'Algérie qui garantiront la livraison annuelle de 5,15 milliards de mètres cubes de G.N.I. à partir de 1981, et pour vingt ans au terminal de Montoir-de-Bretagne, dont la construction a débuté cette année.

L'Algérie, dans l'état actuel des contrats, sera donc notre premier fournisseur de gaz en 1985 avec 23,2 % de notre consommation. Mais même si tous ces pays tiennent leurs engagements, il manque encore 4 ou 5 milliards de mètres cubes à G.D.F. pour gagner son pari.

Aussi, l'entreprise nationale est-elle en train de discuter — en compagnie des Allemands et des Espagnols — au Nigeria, où la concurrence américaine est très forte.

Mais c'est encore l'Algérie et la mer du Nord qui retiennent à court terme l'attention. La SEGAMO (Société d'étude du gazoduc de la Méditerranée occidentale) constituée entre la SO-NATRACH (50 %), Gaz de France (25 %) et la société espagnole ENAGAZ (25 %), a déjà terminé certaines études sur le tracé de la conduite sous-marine qui doit relier l'Algérie à l'Espagne pour fournir du gaz à l'Europe. On ne cache pas, à Paris, que l'on aimerait voir ce projet changer d'échelle et passer de l'étude à l'expérimentation. Le président Boumediène n'a-t-il pas affirmé, il y a près de deux ans, que cette canalisation devrait favoriser la livraison à l'Europe, dès 1984, de 15 à 40 milliards de mètres cubes par an ?

Quant au projet de grand collecteur de la mer du Nord, il n'est nullement abandonné, mais il est lié à la découverte de nouveaux gisements en Norvège.

Au-delà de ces contrats potentiels, il est permis de se demander si la part faite au gaz dans notre approvisionnement énergétique (16 % en 1985) est suffisante.

Un marché en plein développement

Sans s'attarder sur la souplesse d'utilisation de cette énergie noble et peu polluante — attestée par une demande qui croît infiniment plus vite sur le marché intérieur que l'offre — on ne peut qu'en souligner les multiples avantages.

Pour la diversité de nos approvisionnements en hydrocarbure, l'origine géographique du gaz est en partie différente de celle du pétrole avec la mer du Nord et l'U.R.S.S. qui détiennent plus de la moitié des réserves mondiales. A l'intérieur même de l'O.P.E.P., les pays gaziers (l'Algérie commerciale 44 % du gaz de l'O.P.E.P.) ne sont pas les plus importants producteurs du pétrole.

La rigidité des chaînes gazières (contrats à long terme, investissements lourds des gazoducs), si elle présente une certaine renforce les liens entre producteurs et consommateurs et est donc un facteur de sécurité.

(1) Il y a entre 8 et 10 milliards dans 1 m3 de gaz naturel.

L'avantage du prix est loin d'être négligeable. Si dans ce domaine le secret est de rigueur, il est admis généralement que l'alimentation au prix du gaz sur celui du pétrole se fait avec retard. Et, de plus, le dollar n'est pas — contrairement au secteur pétrolier — la seule unité de compte.

La lourdeur des investissements permet la vente d'importantes fournitures aux pays producteurs. Or la France occupe un excellent rang pour la construction des méthaniers, et certaines entreprises, comme Technip, ont prouvé qu'elles étaient à même de construire des usines de G.N.I.

Pour inviter les pays consommateurs à investir dans les pays producteurs et à assumer ainsi une plus grande part du risque financier, M. Ali Lécassne, vice-président de la SONATRACH, dans un exposé présenté le 29 août à Düsseldorf au congrès G.N.I. 5, rappelait que le potentiel total de production de gaz des pays de l'O.P.E.P. était de l'ordre de 1 milliard de tonnes d'équivalent pétrole (TEP) par an. Graduellement, l'ensemble des contrats signés ne représentent que 150 millions de TEP par an, et, en 1976, 110 millions de TEP

de gaz associé au pétrole ont été brûlés à la torche.

Un important marché va donc se développer. La multiplication des usines de liquéfaction (la C.F.P. Shell et Parlex ont en voie de conclure un contrat pour une telle usine à Abou-Dhabi) va faire croître les ventes-spots.

Déjà, de nombreux pays se placent pour obtenir ce qui constitue indéniablement une source majeure d'énergie dans le monde : les États-Unis sont de plus en plus sur le marché. Ils sont déjà le premier client de l'Algérie (sous condition de ratification des contrats), et, dans ce pays, toujours, les Italiens réussissent très bien.

BRUNO DETHOMAS.

SYNDICATS

La C.F.T.C. : un langage différent

Il n'est pas dans les habitudes de la C.F.T.C. de crier l'enthousiasme contre le gouvernement et le patronat. Le fait qu'elle condamne ceux-ci à cause de leurs responsabilités dans la double dégradation du pouvoir d'achat et de l'emploi — même si ce n'est pas la première fois — montre combien la patience des salariés est lassée par l'accumulation des engagements non tenus.

Bien que fidèles soutiens de la politique contractuelle, jusque et y compris dans ses aspects « productivistes », les militants chrétiens n'ont pas mâché leurs mots, devant les journalistes, le 6 septembre. Le vide actuel risque de conduire à la « foire d'empoigne », et, contrairement aux promesses de M. Barre, le pouvoir d'achat n'est même pas maintenu dans le secteur public et nationalisé. Le quasi-blocage des négociations dans le secteur privé provoque un accroissement sensible des écarts de ressources. Il va à l'encontre des affirmations faites en haut lieu sur la réduction des inégalités. Les familles sont toujours mal loties, les cotisations collectives pour elles étant détournées (ou en danger de l'être) par l'Etat; les militants de la C.F.T.C. réclament la distribution des réserves des caisses d'allocation familiales sous forme d'un traitement mensuel ou de toute autre manière.

Dans la même optique, la tumultueuse polémique déclenchée autour du rattachement de l'éventail des salaires est surtout, aux yeux de M. Jean Bernard, un battage spectaculaire à usage électoral. « Nous avons moins parlé que d'autres, mais, sur le terrain, dans la limite de nos moyens, nous avons réalisé le rapprochement des catégories à mesure que le niveau

de vie s'élevait. Plutôt que d'avancer des chiffres théoriques, il faut mettre sur pied les mécanismes capables de rassurer les grilles de rémunération. Il faudrait surtout, dit-il, s'attaquer à l'autre problème : l'harmonisation de la situation avec les non-salariés et traquer la fraude fiscale autrement qu'en paroles.

Exclure toute dérogation

Le pouvoir n'ose pas le faire, constatent les syndicalistes chrétiens. Ils dénoncent l'inaction du gouvernement à l'égard de certaines marges bénéficiaires des commerçants. Avant de parler de la réduction de la durée du travail, il faudrait, ajoutent-ils, exclure toute dérogation autorisant à dépasser les quarante heures, alors que cet été — on faillait parler soixante heures dans le bâtiment —. Les militants C.F.T.C. déplorent que l'Agence nationale pour l'emploi fonctionne trop mollement; une gestion tripartite avec les représentants des travailleurs serait, selon eux, plus efficace. Autre regret : les centres de formation professionnelle, « des adresses « commodes », alors que les candidats se battent pour suivre les stages. Les dirigeants C.F.T.C. réclament, comme les autres syndicalistes, la retraite à soixante ans, mais ils précisent des emplois stériles

facultatifs au-delà de cet âge et ils acceptent de discuter de l'interdiction du cumul entre une retraite et un salaire d'activité.

C'est encore un langage inhabituel que tiennent les militants chrétiens quand, après avoir observé le faible nombre de réels partisans de grèves de vingt-quatre heures, ils assurent que les travailleurs, soucieux de ne pas aggraver la situation générale, pensent que les débrayages à répétition peuvent avoir plus d'inconvénients que d'avantages. Pourtant, si, dans six semaines ou deux mois, aucun accord n'est conclu dans les secteurs public et nationalisé, il n'est pas exclu, estime M. Jacques Tessier, président de la centrale, que les militants extériorisent leur mécontentement, comme ils l'avaient fait, le 24 mai dernier, avec les autres syndicats.

JOANINE ROY.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

S.D.R. NORD - PAS-DE-CALAIS

Depuis un peu plus de cinq ans, la S.D.R. Nord-Pas-de-Calais calcule son bénéfice net d'exploitation par action, d'inspiration en cela de la pratique courante des sociétés aux finances cotées en Bourse de New-York.

Après avoir constaté la relative régularité de ce bénéfice sur une longue période, la S.D.R. a décidé de le publier chaque trimestre, à partir de 1977, de façon à compléter l'information des actionnaires. Auparavant, celle-ci était en effet

limitée, en cours d'exercice, aux publications légales et comportait l'indication du bénéfice brut global du premier semestre et du chiffre d'affaires trimestriel, éléments peu significatifs dans le cas de la S.D.R. L'évolution du bénéfice net trimestriel en France par action depuis cinq ans, après ajustement des résultats antérieurs à fin 1976, pour tenir compte des distributions gratuites de 1 pour 10 intervenues fin 1974, fin 1975 et fin 1976, a été la suivante :

	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Premier trimestre	2,10	1,99	2,97	3,08	2,41	2,34
Deux premiers trimestres	5,57	4,93	6,43	5,51	6,18	7,35
Trois premiers trimestres	8,47	7,40	9,14	11,15	9,90	
Année	12,23	11,24	12,67	15,78	16,81	

THE BRITISH PETROLEUM COMPANY LTD

RESULTATS DU SECOND TRIMESTRE 1977

Dividende intermédiaire pour 1977 et dividende supplémentaire pour 1976

Dividende intermédiaire pour 1977 (Par action ordinaire de 1 £ nominal) 6,881 pence 6,878 pence

Le conseil d'administration de The British Petroleum Company Limited a déclaré ce jour un dividende intermédiaire de 6,881 pence par action ordinaire de 1 £ nominal pour 1977 et un dividende supplémentaire de 0,108 pence pour l'année 1976, portant le dividende total au titre de cette année à 7,719 pence par action ordinaire de 1 £ nominal.

Le dividende intermédiaire déclaré aujourd'hui a été fixé conformément à l'intention exprimée par le conseil d'administration dans le prospectus du 14 juin 1977 relatif à l'offre de vente des actions BP par la Bank of England. Il est prévu d'augmenter le dividende total pour 1977 de 10 % maximum autorisé par la législation actuelle. Le dividende supplémentaire pour 1977 étant payable en mai 1978.

Le paiement supplémentaire pour 1976 porte le montant total du dividende au maximum autorisé à la suite de la réduction du taux de l'acompte sur impôts des sociétés de 34 de 36/100 à 24/100.

Les actions dont le transfert aura été enregistré jusqu'à la clôture du marché au 23 septembre bénéficiant de ce dividende qui sera payé le 10 novembre 1977.

Résultats avant éléments exceptionnels (En millions de £ sterling) 1977 1976

Deuxième trimestre 75,7 61,8

Premier semestre 149,2 124,0

Le bénéfice, pour le deuxième trimestre 1977, s'élève à 75,7 millions de livres sterling ce qui, avec les 68,5 millions de livres enregistrés au premier trimestre, donne un total de 144,2 millions de livres pour le premier semestre, contre 124 millions pour la période correspondante de 1976.

Les ventes totales du trimestre s'élevaient à 41,3 millions de tonnes, soit une baisse de 5,5 % par rapport au trimestre précédent. Cependant, comparativement au deuxième trimestre 1976, la hausse est de 1 %.

Le bénéfice provenant de la réévaluation des stocks est estimé à 10 millions de livres sterling pour le deuxième trimestre, contre 25 millions, après impôts, au cours du premier trimestre.

Tout au long du trimestre, le groupe a vu sa compétitivité réduite car il a reçu, depuis le début de l'année, environ 80 % de ses approvisionnements pétroliers bruts en provenance de l'O.P.E.P. des pays ayant décidé une hausse des prix de 10 % les autres ayant limité la hausse à 5 %. Depuis le 1^{er} juillet 1977, les pays de l'O.P.E.P. ont réintroduit un système de prix unique mais en raison des stocks considérables par les acheteurs affectés précédemment, il faudra probablement attendre la fin de l'année pour que notre désavantage soit éliminé.

La production de gisement de Forth au cours du trimestre a été moyennée de 308 000 barils par jour, contre 278 000 barils par jour



BANQUE NATIONALE DE GRECE

Leader de l'économie grecque depuis 1841

SIÈGE SOCIAL: Place Kotzia, Athènes. (320 Agences régionales).

PRESENTE DANS LE MONDE ENTIER

SES ACTIVITES

En EUROPE: Londres, Paris, Frankfurt, Düsseldorf, Rotterdam, Chypre.
En AFRIQUE: Le Caire, Johannesburg, Capetown, Durban, Pretoria.
En AMERIQUE DU NORD: New-York, Chicago, Boston, Montréal, Toronto.
Au MOYEN-ORIENT: Téhéran, Bahrein.
En OCEANIE: Sydney.

BANQUES

- BANQUE NATIONALE D'INVESTISSEMENT
- POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL S.A. (N.I.B.I.D. Athènes)
- TRADER'S CREDIT BANK S.A., Athènes.
- BANQUE HYPOTHECAIRE, Athènes.
- THE SOUTH AFRICAN BANK OF ATHENS LTD, Johannesburg, Capetown, Durban, Pretoria.
- ATLANTIC BANK OF NEW YORK, New-York.
- HELLENIC CANADIAN TRUST Co., Montréal.

ASSURANCES

SOCIÉTÉ ANONYME HELLENIQUE L'ETHNIKI.
D'ASSURANCES GENERALES
ASTIR, SOCIÉTÉ ANONYME D'ASSURANCES
HELLENIC SHIP & AIRCRAFT Ins Co

SERVICES PUBLICS

COMPAGNIE HELLENIQUE DES EAUX S.A., Athènes-La Pirée
COMPAGNIE NOUVELLE DU CANAL DE CORINTHE S.A.

HOTELS ("ASTIR" HOTEL Co.)

ASTIR PALACE, Vouliagmeni-Athènes
GRAND HOTEL ASTIR PALACE, Rhodes
ASTIR PALACE HOTEL, Corfu
HOTELS THERMAL, et ELAFOS - ELAFINA (Rhodes)
HOTELS GALINI (Alexandroupolis, Iraklion-Crète)
HOTELS GALINI, THRONION, et RADION (Kamena Vouria)

(en millions de dollars U.S. au 31 décembre 1976)

	Evolution par rapport à 1975
• ACTIF	297.956 +31,8 %
• INVESTISSEMENTS	
• ET PRETS	163.198 +35,2 %
• DEPOTS	200.719 +33,1 %
• CAPITAL RESERVES & PROVISIONS	
• REVENU BRUT	15.491 +19,1 %
	19.817 +29,4 %

DEPOTS

62,1%

FINANCEMENT

de l'industrie 67,0 %
de Commerce 55,8 %

BANQUE NATIONALE DE GRECE

Téléphone: 32.10.411
Télex: 21.49.31 to 38
Adr. Télégr: ETHNOTRAPEZA ATHENES

LES MARCHÉS FINANCIERS

NEW YORK

6 SEPTEMBRE

COMPTES

MARCHÉ

La CFTC

PARIS
6 SEPTEMBRE

LONDRES

NEW YORK

REPLI

Un net repli a été enregistré mardi à la Bourse de Paris, où l'indice instantané des valeurs françaises a chuté 1,7 % environ.

Parmi les titres les plus touchés figurent notamment ceux qui avaient progressé le plus pendant les semaines précédentes. ELF-Agip, Carrefour, Michelin, Leynaud, Béghin surtout, dont la cotation a dû être renforcée en raison de l'abondance des ordres de vente.

Dégagements bénéficiaires après les gains du mois d'août ? Mécontentement à la suite des premières « jantes » sur le projet de budget, jugé peu original, et même de nature à pénaliser des secteurs comme la banque, soumis à un prélèvement exceptionnel ? Absence quasi générale des acheteurs étrangers ?

«...avait un peu de tout cela, en ajoutant que beaucoup attendaient les prochains entretiens P.S.-P.C. sur les questions de coopération communautaire pour savoir quel en sortira.

Sur le plan strictement commercial, on avait pu relever en conclusion un comportement sensible de l'activité, en début de semaine, et un plafonnement des cours.

Enfin, les opérateurs constatent que les prix des métaux et des produits minéraux apparemment peu satisfaisants, en dépit des mesures de relance que prennent ou s'oppriment ou prennent la plupart des puissances.

Aux valeurs étrangères, fermées des mines métalliques (BIZ non terminé) et des pétroles internationaux (chez Petrolina, Norsk Bunkar,

Sur le marché de l'or, le lingot gagne 55 F à 23 945 F et le napoléon 0,50 F à 247 F.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	5:3	7:3
1 dollar (on year) ..	257 65	257 40

Reprise

Après les baisses de mardi, le stock échange a connu un bon début de séance mercredi, l'indice des valeurs industrielles gagnant 3 points, à 529,1. Dans l'espoir une réduction du taux d'escompte, le fonds d'Etat progressait de 1/8 à 4 de point. Enrichissement des mines or.

January (Dollars) 145 85 contre 147 30			
VALEURS	CLOTURE 6/9	CHANG 7/9	
Johnson	587 1/2	636	...
Arch Petroleum	954	938	...
Armed	128	128	...
Bears	286 1/2	280	...
Beiers	425 1/2	428	...
Chemical	213	214	...
Tierzo Zinc Corp.	618 1/2	618	...
...	212	215	...
Loan 3 1/2 %	32 7/8	31 1/4	...
ent Orientale	21 1/2	22	...
Eastern Holdings	19	19	...

(*) En dollars U.S.
 net de prime sur le

Calmé
Après trois jours de fermeture — journée de lundi étant fériée aux États-Unis. — la Bourse de New-York n'a pas enregistré de grands mouvements lors de sa séance de mardi. Les milieux professionnels inquiètent quelque peu du ralentissement de l'activité économique enregistré depuis quelques semaines. Toutefois, une grande banque américaine, la Continental Illinois

line, le Continental Illinois, une time quant à elle que rien ne pousse premier que le ralentissement des investissements directs. Pour ces deux options contradictoires, l'apurement ne suit trop que faire, qui explique la faible volume d'échanges enregistré mardi (16,13 millions de Miro).

L'indice des valeurs industrielles, qui avait perdu jusqu'à quatre points, a fini en hausse et a enregistré une hausse de 0,96 point à 3.37. Quelques valeurs comme De Beers, General Motors, Exxon, Repsol et Repsol ont connu une hausse importante, ce qui a permis d'atténuer et ont closé la séance des hausses par conséquent non négligeable.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

AMAX — M. Pierre Gousseland, ingénieur civil des Mines de nationalité française, qui était déjà directeur général du groupe, sera élu d'être élu « chairman » ou président du conseil d'administration en remplacement de M. Ian Mac Gregor, qui prend sa retraite.

PERODI — La Société anonyme française du Perodi et la Compagnie Electrique Industrielle ont décidé de regrouper leurs fabrications dans le domaine de l'électronique industrielle. La OEM va reprendre les activités de la division Cyberneca de Perodi, en acquérant une participation majoritaire dans sa filiale Cogli.

CARREFOUR. — Le chiffre d'affaires des huit premiers mois de l'année s'est élevé à 5,37 millions de francs contre 4,43 millions pour la période correspondante de 1976, soit une hausse de 25,8 %.

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Modalités	Termiers COMTE
-------------------------------	-----------	-------------------

Refuse. dr. on c. 18	18.20	2.35
----------------------	-------	------

IS - 6 SEPTEMBER

VALEURS	COURS	COURS
	200	600

	VALUES	2/3	5/9
to	47 1/4	47 1/2	
ty	58 7/8	61	
ing	55 5/8	56 1/8	
ny Manhattan Bank	21 1/4	31 3/8	
Port de Monrovia	115 1/2	81	
ns Food	48 3/4	49 1/8	
al Electric	63	63 3/4	
arns Foods	73 7/8	84 5/8	
ns	35 1/2	38 1/2	
ns	19 1/2	19 1/8	
M.	288 1/2	269 3/8	
ty	32 1/4	32 1/8	
ns	26 1/2	26 3/4	
Oil	28 1/2	28 3/4	

hamburger	28 7/8	28 5/4
eco	88	68 3/8
L. Inc.	28	28
on Carbons	19 5/8	19 3/7
Steel	47 1/8	47 1/8
Stinghouse	34 1/8	33 7/8
	19 5/8	19 1/2
	53 7/8	53 5/8

INDICES QUOTIDIENS

	5 sept.	6 sept.
valeurs françaises ..	92,2	90,5
valeurs étrangères	101,6	102,3

Cle DES AGENTS DE CHANGÉ
(Base 100 : 30 déc. 1961)

(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	60,5	59,4
----------------------	------	------

E - COMPTANT

BOURSE DE PARIS - 6 SEPTEMBRE - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

complètes dans les trois mois de l'examen, une attention particulière portée également dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

Composi- tion	VALEURS	Précéd. cibure	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Composi- tion	VALEURS	Précéd. cibure	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Composi- tion	VALEURS	Précéd. cibure
158	4.5 % 1973- C.R.E. 3 %..	1965	20	1870	1856	183	E. Lefebvre E. S.A.F..	28	221	218	202	128	Osaka-Gom. Ost-Paris..	123
159		1965	20	1867	1856	172	Escombrac Escombrac	178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
160		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
161		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
162		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
163		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
164		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
165		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
166		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
167		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
168		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
169		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
170		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
171		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
172		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
173		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
174		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
175		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
176		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
177		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
178		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
179		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
180		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
181		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
182		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
183		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
184		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
185		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
186		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
187		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87
188		1965	20	1867	1856	166		178	160	176	174	84	Paris-France P.F.J..	87

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Coupen- sation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
122 90	122 90	92	175	Fel. Ermanson	175	175	20	174 80	125	Gen. Motors	335	335	335	10
122 80	122 80	92	176	Thompson Regg.	176	175	83	82 30	125	Go. Safford	14 15	14 15	14 15	10
85	85	84	184	U.S. Steel	176	175	20	175	20	Harnam	22 50	22 50	22 76	10
84 90	84 90	84	115	U.S. Steel	175	175	20	175	20	Westv.	26 50	26 50	26 50	10
84 80	84 80	84	205	U.S. Steel	205	205	205	205 10	24	Imp. Chem.	36	36	36	80
124 70	124 70	123 10	169	U.S. Steel	169	170	50	167 18	118	Int. Limited	106	106	106	106
41	41	40 69	205	U.S. Steel	205	205	205	215 50	113	I.B.M.	168	168	168	10
40 69	40 69	40 69	58	U.S. Steel	58	60	40	69 48	113	I.B.M.	168	168	168	10
252 50	252 50	252 50	24	U.S. Steel	24	25	24	24 40	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
98 10	98 10	98 10	88	Valmet	88	100	88	100 30	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
98 10	98 10	98 10	225	V. Chénier-P	370	389	389	386	217	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
328	328	328	320	Victor	320	317	328	317	710	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
43 85	43 85	43 85	205	Am. A.	215	50	215	50	560	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
43 85	43 85	43 85	305	Am. A.	305	305	305	305	560	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
149 30	149 30	149 30	16	Am. A.	16	16	16	16	560	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
117	117	117	205	Am. A.	205	205	205	205	560	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
68 58	68 58	68 58	296	U.S. Steel	296	296	296	296	560	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
68 58	68 58	68 58	358	U.S. Steel	358	358	358	358	560	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
27 50	27 50	27 50	358	U.S. Steel	358	358	358	358	560	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
252 50	252 50	252 50	88	Valmet	88	100	88	100 30	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
106	106	106	94	Ch. P. F.	94	94	94	94	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
106	106	106	825	Depts. Bank	825	825	825	825	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
35 58	35 58	35 58	325	Depts. Bank	325	325	325	325	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
324	324	320	325	Depts. Bank	325	325	325	325	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
444	444	443	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
891	891	891	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
71	71	70	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
72	72	72	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
68 58	68 58	68 58	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
149 30	149 30	149 30	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
351	351	351	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
25 90	25 90	25 90	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
144 50	144 50	144 50	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
77 20	77 20	77 20	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
72	72	72	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
68 58	68 58	68 58	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
149 30	149 30	149 30	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
351	351	351	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
25 90	25 90	25 90	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
144 50	144 50	144 50	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
77 20	77 20	77 20	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
72	72	72	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
68 58	68 58	68 58	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
149 30	149 30	149 30	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
351	351	351	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
25 90	25 90	25 90	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
144 50	144 50	144 50	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
77 20	77 20	77 20	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
72	72	72	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
68 58	68 58	68 58	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
149 30	149 30	149 30	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
351	351	351	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
25 90	25 90	25 90	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
144 50	144 50	144 50	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
77 20	77 20	77 20	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
72	72	72	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
68 58	68 58	68 58	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
149 30	149 30	149 30	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
351	351	351	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
25 90	25 90	25 90	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
144 50	144 50	144 50	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
77 20	77 20	77 20	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
72	72	72	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
68 58	68 58	68 58	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
149 30	149 30	149 30	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
351	351	351	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
25 90	25 90	25 90	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
144 50	144 50	144 50	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
77 20	77 20	77 20	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
72	72	72	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
68 58	68 58	68 58	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
149 30	149 30	149 30	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
351	351	351	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
25 90	25 90	25 90	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
144 50	144 50	144 50	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
77 20	77 20	77 20	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
72	72	72	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
68 58	68 58	68 58	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
149 30	149 30	149 30	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
351	351	351	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
25 90	25 90	25 90	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
144 50	144 50	144 50	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
77 20	77 20	77 20	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
72	72	72	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
68 58	68 58	68 58	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
149 30	149 30	149 30	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
351	351	351	316	Depts. Bank	316	316	316	316	203	Int. Limited	201 80	201 80	201 80	201 80
25 90	25 90	25 90	316	Depts. Bank	316	3								

COTE DES CHANGES

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ LIBRE DE L'ÉTAT					
	1980	1979	1978	1977	1976
Produit intérieur brut	100	100	100	100	100
Dépenses de consommation collective	100	100	100	100	100
Dépenses de consommation individuelle	100	100	100	100	100
Investissements publics	100	100	100	100	100
Investissements privés	100	100	100	100	100
Exportations nettes	100	100	100	100	100
Importations nettes	100	100	100	100	100

سكوتنا الاول

Le Monde

SELECTION
Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
 - POINT DE VUE : « La violence », par Jacques Ellul.
- 4. DIPLOMATIE
- 5. AFRIQUE
- 6. OCEANIE
- 7. ASIE
 - « Evénements du Cameroun » (II), par R.-P. Parigot.
- 8. AMERIQUES
- 9. POLITIQUE
- 10. SCIENCES
 - « Evolution et bricolage » (II), par François Jacob.
- 11. MEDICINE
- 12. RELIGION

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

- PAGES 15 A 21
- EXPOSITIONS : Le port de Dieppe par Joseph Vernet ; Tapisseries au Centre Georges-Pompidou.
- THEATRE : Ballets russes pour conte persan à Taurin ; Les spectacles de la rue.
- 23. CULTURE
- 24. JUSTICE
- 25. SPORTS
- 26. EQUIPEMENT
- 27. D'UNE REGION A L'AUTRE
- 28 A 34. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (22)
- Annonces classées (27 à 31) ; Aujourd'hui (32) ; Carnet (33) ; Journal officiel (34) ; Météo ; Bourses (35).

Le numéro du « Monde » daté 7 septembre 1977 a été tiré à 549 019 exemplaires.

Ecartée de la liste de la majorité à Paris

Mme ALEXANDRE-DEBRAY SÉNATEUR SORTANT FAIT LA GRÈVE DE LA FAIM

Mme Jeanne Alexandre-Debray, sénateur (P.R.) de Paris, fait depuis neuf jours la grève de la faim, au nom du respect des droits des femmes à la vie politique.

C'est son mari, M. Georges Debray, qui a décidé d'en informer l'opinion publique, en raison d'une part, du « silence » des responsables politiques informés dès le 29 août de la décision de Mme Alexandre-Debray et de ses motifs, d'autre part, de l'« état alarmant » de son épouse.

Dans un communiqué téléphonique au monde, M. Georges Debray écrit notamment :

« Depuis des semaines, elle s'emploie à faire comprendre qu'il était non seulement équitable, mais de bonne politique de prendre une femme sur la liste majoritaire sénatoriale parisienne. Elle n'a pu se faire comprendre et a décidé de se sacrifier ».

« L'union des partis de la majorité est un leurre, dis-elle, dès lors que sont exclus de cette union les 54 qui constituent la population féminine française ».

« Ma femme a toujours tenu à proclamer qu'il existe des objections au renouvellement de son propre mandat, les partis se doivent de désigner une autre femme et de lui donner une place ou son élection sera assurée ».

« Car ce n'est pas pour son combat, mais pour celui de toutes les femmes que Jeanne Alexandre-Debray emploie l'arme suprême des opprimés : la grève de la faim ».

Au parti républicain, on précisait que Mme Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du Mouvement, et Alain Griotteray, délégué aux élections, se sont rendus dès le 1^{er} septembre au chevet de Mme Debray. Ils l'auraient assurée que ses revendications seraient examinées avec la plus grande bienveillance, et lui auraient demandé, en attendant qu'une décision soit prise, d'interrompre son action. Joint au téléphone mercredi matin, M. Debray a confirmé cette visite tout en affirmant que sa femme « continuera son combat jusqu'au bout ».

Mme Alexandre-Debray — mère de l'écrivain Régis Debray — est devenue sénateur de Paris, le 17 février 1976, en remplacement de M. Jean Legaret, décédé. Elle avait été conseillère municipale de Paris de 1967 à 1971. Le P.R. bénéficiait d'une seule place sur la liste de la majorité, M. Pierre-Christophe Taittinger lui a été préféré.

La visite du souverain haïtien à Paris

M. Giscard d'Estaing et le roi Hussein soulignent le danger de « détérioration d'une situation lourde de menaces »

Dans le communiqué commun publié mardi 6 septembre à l'issue de la visite officielle du souverain haïtien à Paris, M. Giscard d'Estaing et le roi Hussein soulignent à toutes les parties concernées par le problème du Proche-Orient d'intensifier tous les efforts vers un règlement de paix afin d'éviter la détérioration d'une situation lourde de menaces. Ils estiment, en outre, qu'un règlement global au Proche-Orient devrait être fondé sur « l'évacuation des territoires occupés depuis 1967, le droit du peuple palestinien à disposer d'une patrie, ainsi que le droit de tous les Etats de la région, sans exception, à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres, reconnues et garanties ».

Les deux chefs d'Etat soulignent également que « les décisions récemment prises par le gouvernement israélien dans les territoires occupés sont contraires aux résolutions des Nations unies en la matière » et estiment qu'elles ne peuvent que rendre plus difficiles les efforts en vue d'un règlement. D'autre part, les deux parties se félicitent « des résultats encourageants obtenus dans le domaine des relations économiques bilatérales et de la coopération culturelle et technique ». M. Giscard d'Estaing a accepté une invitation du roi Hussein à se rendre en visite officielle en Jordanie à une date qui sera fixée ultérieurement. Au cours d'une conférence de presse, le roi Hussein s'est déclaré

convaincu que la France ferait son possible pour aider à un règlement au Proche-Orient. Mais il a précisé qu'il n'avait aucunement discuté avec M. Giscard d'Estaing ni avec qui que ce soit, d'une modification de la résolution 242. « Trop de temps, a-t-il dit, a été perdu dans des questions de procédures à propos de la conférence de Genève ». Il a indiqué que l'O.L.P., qui a été désignée au « sommet » arabe de Rabat en 1974 comme le porte-parole des Palestiniens, devrait être associée au processus de règlement.

« Les Palestiniens des territoires occupés et d'ailleurs, a-t-il ajouté, doivent pouvoir exercer leur droit légitime à l'autodétermination ». Il a écarté la possibilité qu'une partie palestinienne indépendante puisse servir de base aux négociations. « Je suis persuadé, a-t-il souligné, que dans des conditions de liberté complète, l'écrasante majorité des Palestiniens ferait des choix judicieux qui, à notre sens, nous permettraient de vivre heureux ».

Interrogé sur le rôle que la France pourrait jouer dans un règlement au Proche-Orient, le roi Hussein a répondu : « La France et nos amis en Europe, c'est évident, peuvent jouer un rôle très constructif et important dans l'avenir en aidant au processus conduisant à la paix. Nous sommes persuadés qu'ils ont et l'intérêt et le désir de jouer ce rôle que seuls les résultats de ce processus ».

M. Begin confirme l'existence d'un projet israélien de traité de paix avec les pays arabes

De notre correspondant

Jérusalem. — A deux semaines de la reprise, à Washington et à New York, du processus diplomatique en vue d'un dialogue israélo-arabe, le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, mène un jeu politique

délicat qui consiste à donner d'Israël une image modérée, conciliante, tout en ménageant, à l'intérieur, les éléments les plus activistes. Au cours d'une conférence de presse radiodiffusée, M. Begin a confirmé, mardi 6 septembre, l'existence d'un projet israélien de traité de paix détaillé, conçu a priori pour mettre fin à l'état de guerre entre Israël et l'Egypte. Mais le chef du gouvernement a indiqué qu'il pourrait s'appliquer également aux relations d'Israël avec la Syrie, la Jordanie et le Liban.

Selon M. Teng Hsiao-ping LA VISITE DE M. VANCE N'A PAS FAIT PROGRESSER LA NORMALISATION DES RAPPORTS SINO-AMERICAINS

La visite en août du secrétaire d'Etat américain, M. Vance, en Chine, a pas fait progresser la normalisation des relations entre Washington et Pékin, a déclaré, mardi 6 septembre, M. Teng Hsiao-ping, au président de l'Agence Associated Press. Les propositions présentées par M. Vance étaient en retrait par rapport à celles avancées, en 1976, par M. Ford et Kissinger, a précisé le vice-premier ministre.

Le vice-premier ministre a réitéré que, lors des entretiens, M. Vance avait avancé la possibilité d'une normalisation des relations entre Washington et Pékin, les Etats-Unis n'étant dans ce cas représentés à Taipei que par une mission de liaison. Une telle éventualité revêtait une importance capitale, car elle était définitive à l'inverse de la situation actuelle, mais, dans la mesure où elle supposait le maintien de liens entre les Etats-Unis et Taiwan, elle ne serait pas acceptable par Pékin, a précisé M. Teng.

Le département d'Etat a réagi avec irritation à ces déclarations. Il estime qu'il n'est pas « utile de discuter les détails de la renouveau sino-américain ».

Le communiqué précise : « L'administration Carter a fait clairement savoir que la normalisation des relations constitue l'objectif de notre politique chinoise, conformément aux principes du communiqué de Shanghai. Tel est le cadre dans lequel M. Vance a mené ses discussions exploratoires avec les dirigeants chinois ».

La conception israélienne de la paix n'a pas changé. Elle implique, a dit M. Begin, la fin de l'état de guerre, des frontières ouvertes, l'établissement de relations diplomatiques, commerciales, économiques et culturelles, la solution du problème des réfugiés et de leurs biens, y compris les réfugiés juifs qui ont fui les pays arabes en abandonnant leur patrie-mère.

Au cours de sa conférence de presse, M. Begin a refusé d'entrer dans les détails du problème territorial : « C'est la guerre qui est évitable, a-t-il dit, pas le tracé des frontières, a-t-il dit, a été communiqué au président Carter, mais il ne sera soumis à la partie arabe qu'à la table de négociation ».

Pourtant, M. Begin croit plus que jamais à la dynamique de la paix. « La paix est inévitable », a-t-il dit, « c'est la guerre qui est évitable ».

Les implantations israéliennes dans les territoires occupés ne compromettent-elles pas la paix ? A cette question, M. Begin a répondu en rappelant la position fondamentale du gouvernement, selon laquelle « tout juif a le droit d'installer sur la terre d'Israël, patrimoine historique du peuple juif... Mais seul le gouvernement peut décider du lieu et du moment des implantations dans les territoires ». M. Begin n'a pas voulu en dire plus.

« Le gouvernement britannique pourrait contester la décision de la commission internationale d'arbitrage sur la délimitation des secteurs britannique et français en mer d'Izmir, croit savoir le Financial Times. — (A.F.P.) »

(PUBLICITE)

Société internationale spécialisée dans la climatisation des véhicules

en cours d'expansion dans les six prochains mois en Europe recherche partenaire actif, implanté de préférence dans une ou plusieurs grandes villes, désireux participer au développement du marché de la climatisation des véhicules en France.

Nous assurerons le financement, la formation à la vente, la fabrication et apporterons les connaissances techniques nécessaires et des facilités pour le démarrage de nos opérations (pas de concurrence dans le domaine des véhicules ou un domaine voisin), mais il est essentiel que la société partenaire soit complètement autonome. Une excellente occasion de développer de plein-pied cet marché en croissance très rapide.

Alpina Ltd., Alpina House, Honeywell Lane, London NW1 6JL, Angleterre. Tél. : 01-204 3393 - Télex : 923617.

LE SORT DE L'USINE MONTEFIBRE

« Il n'entre pas dans nos intentions de revenir sur le plan de sauvetage » affirme un représentant du groupe Montedison

De notre correspondant

Epinal. — « Il n'entre pas dans nos intentions de revenir sur le plan de sauvetage » présenté lundi 5 septembre, devant le comité d'entreprise de l'usine Montefibre France de Saint-Nabord, nous a déclaré mercredi matin 7 septembre M. Varada, administrateur de la S.A. Montefibre, représentant le groupe italien Montedison, à la chambre de commerce d'Epinal. Et de poursuivre : « Nous avons fait le maximum que nous autorise la situation du marché des fibres synthétiques, qui d'ailleurs ne cesse de se dégrader. Le cash-flow de Montefibre France est nettement négatif », M. Varada a ajouté, regrettant la « politisation de l'affaire » : « La position des pouvoirs publics français est quelque peu décevante. La nôtre tient compte des données sérieuses qui sont économiques ».

Selon M. Varada, « pour l'instant, aucun partenaire sérieux désireux de reprendre l'entreprise ne s'est fait connaître. Comment pourrait-il en être différemment, nos concurrents connaissent les mêmes difficultés que nous ».

M. Varada, accompagné de M. Croci, responsable de la division polyester à Montefibre, a

refusé de se rendre à Saint-Nabord pour y rencontrer l'inter-syndicale et les membres du comité d'entreprise. Ces derniers entendaient de leur côté tenir la réunion du C.E. dans les locaux de l'usine. L'inspecteur du travail s'est rendu à Saint-Nabord afin de rapprocher les deux points de vue, pour que reprenne la négociation.

Mardi, un communiqué publié par le ministère français du travail, à l'issue de l'entretien qu'aurait eu M. de Guiringaud et Bouillac avec l'ambassadeur d'Italie à Paris, indiquait que le gouvernement français avait demandé au gouvernement italien « d'intervenir efficacement en vue de modifier le comportement des dirigeants de Montefibre », filiale du groupe italien Montedison, dont l'Etat est le principal actionnaire.

De son côté, l'évêque de Saint-Die, Mgr Jean Vilnet, jugeant « effarante » la décision de la direction de l'usine de Saint-Nabord, avait déclaré : « Il serait inadmissible que des intérêts purement financiers, internationaux et sans visage, ne tiennent pas compte des conséquences de leur décision sur des milliers de familles et des collectivités locales entières. » — Y.C.

Les négociations salariales

ACCORD EN VUE A LA R.A.T.P. AVEC LES SYNDICATS F.O. ET AUTONOMES

La série de réunions paritaires organisées dans les secteurs public et nationalisé s'achève ce mercredi 7 septembre avec la séance tenue à la S.N.C.F. à 17 heures.

La veille, à E.G.F., la direction avait annoncé une augmentation des salaires de 3,5 % le 1^{er} septembre (soit un total de 6,5 % depuis le 1^{er} janvier) et proposé une formule susceptible d'apporter une légère progression du pouvoir d'achat au fin d'année. Elle a été rejetée par la C.G.T. et la C.F.D.T., qui ne veulent en aucun cas cautionner le plan Borey. Leur consigne de grève qu'ils ont levée le 6 septembre semble avoir été diversement suivie. F.O., la C.F.T.C. et les cadres U.N.C.M. consultent, eux, leurs mandataires avant de répondre.

A la R.A.T.P., les délégués ont montré la même hostilité aux offres comparables faites par la direction. Forces ouvrières en revanche, intéressées par le dispositif qui, prenant en compte les résultats de la Régie, permettrait aussi l'amélioration des salaires, ont envisagé d'accepter ces propositions lors de la prochaine réunion, le 13 septembre.

A l'Aéroport de Paris

RETARDS DANS LE TRAFIC AERIEN

La grève du site des contrôleurs aériens déclenchée le 25 août continue à perturber le trafic aérien notamment à Orly et à Roissy.

Ce sont les liaisons transatlantiques qui ont le plus souffert. Le 6 septembre, deux vols pour Londres ont été annulés et les vols à destination de Chicago, New-York, Montréal, ont subi des retards plus ou moins importants.

Dans la matinée du 7 septembre, on signalait un retard de quarante minutes sur un vol en provenance de New-York et de trente minutes sur un vol à destination de Londres. Cette grève devrait se poursuivre jusqu'au 19 septembre.

La journaliste italienne Luisa Spagnoli, qui avait disparu dans le Val Gardena vendredi 3 septembre 1977, a été retrouvée morte mardi par les sauveteurs au fond d'un précipice. Mme Spagnoli, quarante-huit ans, était partie en excursion pédestre dans la montagne. Après avoir collaboré à l'hebdomadaire *Espresso*, elle travaillait pour le quotidien romain *Il Messaggero*.

UN HOMME D'AFFAIRES LYONNAIS A ETE ENLEVÉ

M. Roland Simon, un homme d'affaires lyonnais âgé de trente-sept ans, a été enlevé mardi 6 septembre, vers 19 h 30, alors qu'il regagnait son domicile à Courmoult-Mont-d'Or, une commune résidentielle des bords de la Saône, au nord de Lyon.

Selon les deux témoins, Mme Simon et une jeune femme dont l'identité n'est pas connue, les ravisseurs étaient au nombre de trois. M. Simon venait de garer sa voiture dans son jardin, lorsque les hommes, dont l'un était masqué et armé, l'ont obligé à monter dans une voiture.

Les ravisseurs devaient bien connaître les lieux, ou les avaient repérés avec précision, car la rue Georges-Lynet, où habite M. Simon, est un chemin étroit, grimpaient jusqu'aux abords des Monts d'Or, endroit où la circulation est très difficile. Une seule voiture, survenant au moment de l'enlèvement, aurait empêché leur fuite. Aucune rançon n'a encore été demandée et les enquêteurs affirment n'être sur aucune piste et n'avoir reçu aucun message.

M. Roland Simon est le directeur de la Régie Immobilière Simon, entreprise familiale qui gère un groupe d'immeubles situés dans la rue Olivier-de-Serres, à Villeurbanne. Ces bâtiments, construits en 1958, mais déjà délabrés, ont d'abord abrités des rapatriés d'Afrique du Nord. Ils sont maintenant occupés par environ deux mille personnes d'origine maghrébine, entassées dans trois cent trente-six appartements surpeuplés.

Les pouvoirs publics et la nouvelle municipalité de Villeurbanne (P.S.) ont repris l'étude d'un dossier à l'état embryonnaire, explique le maire, M. Charles Henu (P.S.), et la négociation quant au rachat de ses immeubles à la famille Simon est en cours. Toutefois, précise M. Henu, c'est avec M. Bernard Simon, et non avec son frère Roland, celui qui vient d'être enlevé, que la négociation est engagée.

D'après la presse régionale, M. Simon aurait reçu lundi 5 septembre des menaces téléphoniques. Il se serait également rendu, au même jour, à un rendez-vous près du col de la Luère, dans les monts du Lyonnais.

Un policier blessé au cours d'un hold-up au Blanc-Mesnil

LA FEDERATION AUTONOME DES SYNDICATS DE POLICE CRITIQUE LA « MANSUETUDE » DE LA JUSTICE

Après un hold-up commis le mardi 6 septembre dans un bureau de poste, rue Jean-Jaures, au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), cours de certaines protections policières, des tentatives de la justice à les traduire devant les juridictions compétentes et de son inique mansuétude à leur égard.

Le gardien de la paix effectuant avec un collègue une patrouille de prévention, à l'approche vers 3 heures du matin, il a été aperçu par les malfaiteurs qui ont ouvert le feu en s'enfuyant. Blessé d'une balle dans la tempe, M. Fulido a été transporté à l'hôpital de la Salpêtrière. Ses blessures ne sont pas en danger. Les auteurs n'ont pu être retrouvés.

Après l'agression, le 2 septembre, deux gardiens de la paix avaient été blessés au cours d'une fusillade (Le Monde du 3 septembre).

L'INSPECTION GENERALE DE LA POLICE ENQUETE SUR LA MORT D'UN OUVRIER PORTUGAIS

L'inspection générale de la police nationale est actuellement saisie d'une enquête concernant des faits remontant au 16 août. Ce jour-là, un ouvrier portugais, M. Emilio Gonçalves, âgé de vingt-deux ans, a été tué par un inspecteur de police de Cannes alors que celui-ci interpellait le jeune homme, soupçonné de deux vols commis les 7 et 11 août.

Après s'être laissé appréhender, M. Gonçalves a pris la fuite. Selon les premières informations, fournies par le ministère de l'Intérieur à propos de cette affaire, qui n'a été connue que ce mercredi 7 septembre, l'inspecteur a saisi son pistolet, l'a laissé échapper et un coup est parti automatiquement lorsque l'arme a touché terre. Le ressortissant portugais a continué sa fuite comme si de rien n'était. Son cadavre a cependant été retrouvé une balle dans le foie, le 21 août, dans une pinède du Cannet.

RENTREE 77-78
BTS
• Comptabilité et gestion des entreprises
• Gestion et exploitation de centres informatiques
• Secrétariat de direction et trilingue
Ecole Privée
FAX
8, rue d'Amsterdam 974.95.65
94, rue St-Lazare 974.58.60

天理 parlez-donc JAPONAIS
Cours du soir. Tous niveaux. Professeurs japonais. Audio-vidéo. Début des cours octobre, Inscr. immédiate.
COURS DE JAPONAIS DE TENRI
enseignement privé
9, rue Victor-Considérant, Paris 14^e, T. 533.11.85